
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
VOLUME LXXIV

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 18 JANVIER 1939 AU 28 AVRIL 1939

Dans la troisième année du règne de Sa Majesté

LE ROI GEORGE VI

QUATRIÈME SESSION DE LA VINGTIÈME LÉGISLATURE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION 1939

Imprimé par ordre de l'Assemblée législative



QUÉBEC

1939

Volume LXXIV



PROCLAMATION

Canada,
Province de Québec,
[L. S.]

}

ÉS.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX-HUIT JANVIER prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ÉSIOFF-LÉON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, à Québec, ce VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent trente-huit et de Notre règne le deuxième.

Par ordre,

Le secrétaire de la chancellerie à Québec,

L.-P. GEOFFRION.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

3 GEORGE VI, 1939

MERCREDI 18 JANVIER 1939

A la première séance de la quatrième session de la vingtième Législature de la province de Québec, convoquée pour l'expédition des affaires, les députés étant réunis prennent leur siège.

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

MONSIEUR L'ORATEUR,

“L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.”

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil.

Les députés étant de retour, M. l'Orateur, s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur d'informer la Chambre que, à la réception des notifications suivantes, j'ai adressé au secrétaire de la chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Chicoutimi, de Montréal-Saint-Louis et de Stanstead:

CHICOUTIMI, le 13 avril 1938.

A l'honorable JEAN-PAUL SAUVÉ,
Président de l'Assemblée législative,
Hôtel du Gouvernement, Québec.

Monsieur le Président,

Je vous donne, par la présente lettre, ma démission comme membre de l'Assemblée législative pour la division électorale de Chicoutimi.

(Signé) ARTHUR LAROCHE,
Aviculteur, Chicoutimi,
et j'ai rédigé et signé cette lettre en présence des deux témoins dont les signatures apparaissent ci-contre:

(Signé) J.-LÉONARD DUGUAY, C.D.,
Député Lac St-Jean,

(Signé) DR. ARTHUR LECLERC, M.A.L.,
Baie St-Paul.

MAGOG, le 2 août 1938.

A l'honorable PAUL SAUVÉ,
Président de l'Assemblée législative,
Hôtel du Gouvernement, Québec, P. Q.

Monsieur le Président,

Je vous donne, par la présente lettre, ma démission comme membre de l'Assemblée législative, pour la division électorale de Stanstead.

(Signé) ROUVILLE BEAUDRY,
et j'ai rédigé et signé cette lettre en présence des deux témoins dont les signatures apparaissent ci-contre.

(Signé) ERNEST POULIOT, commis,

(Signé) LÉO-A. DOUCET, commis.

MONTRÉAL, le 4 octobre 1938.

A l'honorable M. PAUL SAUVÉ,
Orateur de l'Assemblée législative,
Québec, Qué.

Monsieur l'Orateur,

Je déclare, par la présente, donner ma démission de député du collège électoral de Montréal-Saint-Louis à l'Assemblée législative de Québec.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur l'Orateur,
Votre obéissant serviteur,

(Signé) PETER BERCOVITCH.

Nous déclarons par la présente que la démission ci-dessus a été signée en notre présence.

(Signé) ADOLPH STARK,
Agent d'assurances,
4405, Avenue Esplanade, Montréal.

(Signé) JOHN-JACOB SPECTOR, avocat,
130, Boulevard Saint-Joseph-Ouest, Montréal.

M. l'Orateur informe la chambre qu'il a reçu du secrétaire de la chancellerie les certificats d'élection suivants:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 18 janvier 1939.

A Monsieur l'Orateur,
de l'Assemblée législative de Québec.

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-sept avril mil neuf cent trente-huit et adressé à M. Philippe Harvey, notaire et président d'élection résidant à Chicoutimi, M. Antonio Talbot, avocat à Chicoutimi, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Chicoutimi à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Arthur Larouche, démissionnaire.

Le Secrétaire de la Chancellerie,
L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU SECRÉTAIRE DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 18 janvier 1939.

A Monsieur l'Orateur,
de l'Assemblée législative de Québec.

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le sept octobre mil neuf cent trente-huit et adressé à M. Aaron-D. Paltiel, courtier en immeubles et président d'élection résidant à Montréal, M. Louis Fitch, C.R., avocat à Westmount, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Montréal-Saint-Louis à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Peter Bercovitch, démissionnaire.

Le Secrétaire de la Chancellerie,
L.-P. GEOFFRION.

BUREAU DU SECRÉTAIRE DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 18 janvier 1939.

A Monsieur l'Orateur,
de l'Assemblée législative de Québec.

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le sept octobre mil neuf cent trente-huit et adressé à M. Pierre-Edmond Durocher, notaire et président d'élection résidant à Coaticook, M. Henri Gérin, avocat à Coaticook, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Stanstead à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Rouville Beaudry, démissionnaire.

Le Secrétaire de la Chancellerie,
L.-P. GEOFFRION.

M. Antonio Talbot, député du collège électoral de Chicoutimi, M. Louis Fitch, député du collège électoral de Montréal-Saint-Louis, M. Henri Gérin, député du collège électoral de Stanstead, ayant prêté serment et signé le registre qui le contient, sont présentés et prennent séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 1) intitulé: "Loi relative à la prestation des serments d'office."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Puis, M. l'Orateur fait rapport que lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il lui a plu de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, M. l'Orateur en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre.

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,*

Je suis heureux de vous voir réunis pour reprendre vos travaux parlementaires, en particulier pour étudier plusieurs mesures d'intérêt public que le Gouvernement désire vous soumettre.

Les manifestations religieuses qui ont eu lieu à Québec à l'occasion du premier congrès eucharistique national au Canada ont laissé un souvenir ineffaçable chez ceux qui y ont pris part ou qui en ont été témoins. Le succès de ces fêtes a prouvé une fois de plus que notre province est la terre par excellence de la foi et qu'elle reste toujours fidèle à ses meilleures traditions.

Vous l'avez appris avec un vif plaisir, Leurs Majestés le Roi George VI et la Reine Elizabeth débarqueront à Québec vers le milieu de mai, pour commencer une tournée officielle à travers les provinces du Canada. La visite de Leurs Majestés, la première dont des souverains britanniques auront honoré leurs sujets de l'Amérique du Nord, marquera dans les annales canadiennes. Je traduirai sans doute le sentiment unanime du Québec en affirmant que, nulle part, nos gracieux Souverains ne recevront un accueil plus cordial, plus respectueusement affectueux, que dans notre province, où tous se plaisent à considérer la couronne comme le symbole des institutions démocratiques et des libertés constitutionnelles dont nous jouissons.

La Commission fédérale des relations entre le Dominion et les Provinces a tenu séance à Québec pendant la prorogation, et le Gouvernement a profité de l'occasion pour défendre les droits provinciaux et pour affirmer qu'il n'appartient ni à la majorité des Provinces ni au Gouvernement d'Ottawa d'apporter des changements à la constitution canadienne. Il a, de plus, émis l'avis que, s'il y a lieu de faire des rajustements ou des réformes, ces rajustements et ces réformes pourraient aisément s'effectuer dans le cadre de la constitution actuelle et sans qu'il soit nécessaire de changer celle-ci. Enfin, il a déclaré une fois de plus qu'il reste disposé à collaborer à toute

mesure d'intérêt général non incompatible avec les droits provinciaux, car il désire concilier le respect de ces droits avec la réalisation de tout progrès véritable.

Les lois que vous avez votées dans les sessions précédentes paraissent produire d'excellents résultats.

Dans notre province, comme d'ailleurs dans tout pays où l'économie nationale est bien ordonnée, l'agriculture doit tenir la première place dans la sollicitude des législateurs et des administrateurs. Le crédit que vous avez institué en faveur des agriculteurs, non seulement a permis à des milliers de rester sur leurs terres et d'établir leur fils, mais a inspiré à tous une plus grande confiance en leur succès comme en leur noble profession. Fidèle à sa politique d'encouragement à toutes les initiatives propres à donner de l'essor à l'agriculture, le Gouvernement vous demandera de mettre des sommes additionnelles à la disposition de l'Office du crédit agricole. Il vous proposera aussi d'autres projets concernant l'agriculture, particulièrement en vue d'y favoriser l'enseignement et la coopération, d'encourager la fertilisation des sols et le drainage de certains terrains, de réorganiser la distribution des produits laitiers de façon à les rendre plus rémunérateurs pour les cultivateurs.

Une manière efficace de bien servir l'agriculture est d'assurer les progrès de la colonisation. Selon le programme qu'il s'est tracé, le ministère de la colonisation s'emploie à consolider les paroisses organisées et à diriger les défricheurs de façon que toute nouvelle colonie soit le prolongement naturel d'une ancienne. Cette politique donne déjà de bons résultats, et le Gouvernement entend la poursuivre vigoureusement en fournissant aux défricheurs des terres entièrement libres, sans nuire aux droits légitimes de l'importante industrie forestière.

Celle-ci, à la faveur des dispositions que le Gouvernement a prises pour en régler la production, se trouve aujourd'hui, au dire de connaisseurs, dans une situation plus favorable. Certes, elle a dû restreindre son activité en présence de la diminution de la consommation. Mais les stocks que les consommateurs avaient accumulés en prévision d'une hausse des prix s'épuisent et tout indique que la demande des produits forestiers ira maintenant en augmentant. Vous serez appelés à étudier un projet destiné à simplifier les lois qui régissent le domaine et à les mieux adapter aux besoins de l'heure, afin d'assurer à l'industrie forestière tous les éléments de sécurité et de stabilité qui lui sont indispensables.

Grâce aux mesures qui ont été adoptées et, particulièrement, à l'inventaire qui se poursuit depuis deux ans, les richesses minières de notre province sont mieux connues et le développement en est poussé avec plus de vigueur. Un chemin de fer d'une centaine de milles, reliant les différentes mines du Nord-Ouest québécois à Senneterre et à Noranda, a été inauguré dernièrement. Dans quelques mois, une grande route carrossable mettra l'Abitibi en communication directe avec Montréal. Suivant l'autorisation que vous leur avez donnée, l'Université Laval a ouvert des cours de génie minier à

Québec et le Gouvernement a aménagé une mine-école, pour y mieux préparer ceux qui désirent se faire une carrière dans la recherche et l'exploitation des mines. Ces initiatives, ces progrès sont de bon augure; car l'industrie minière est étroitement liée aux autres industries et, en se développant elle ne peut manquer de contribuer largement à la prospérité de notre province en général, et notamment de fournir du travail à notre jeunesse, dont le Gouvernement tient à assurer l'avenir.

Le Gouvernement vous demandera d'étudier les moyens de rendre plus intenses et plus rapides les progrès que nos pêcheries ont fait récemment.

Vous serez saisis de propositions tendant à mieux assurer l'hygiène ainsi que la santé publique.

Soucieux de l'avenir des jeunes, vous avez autorisé l'établissement de plusieurs écoles spéciales propres à mettre en valeur les aptitudes de chacun. A la présente session, le Gouvernement vous proposera d'apporter une solution définitive au problème de l'enseignement universitaire. Il continuera à s'occuper de l'initiation professionnelle de notre jeunesse, de façon à lui rendre plus facile l'accès dans les diverses branches de l'activité commerciale et industrielle. Il collaborera de plus avec les autorités compétentes pour donner toute l'aide convenable à l'enseignement tant primaire que secondaire.

Les lois sociales que vous avez votées, à la suggestion du gouvernement, ont eu pour effet de remédier à de nombreux abus et de protéger plusieurs centaines de mille de travailleurs. Le Gouvernement ne négligera aucun des moyens à sa disposition pour sauvegarder, dans l'ordre et la justice, les droits respectifs des ouvriers et des employeurs.

A la faveur de mesures appliquées par le Gouvernement actuel, les vieillards et les aveugles du Québec bénéficient mensuellement d'une somme d'environ un million de dollars. L'assistance aux mères nécessiteuses marque, elle aussi, un progrès nouveau, une réforme nouvelle. Le Gouvernement continuera à réaliser toutes les améliorations raisonnables en matière de législation sociale.

Bien qu'il n'ait pas reçu toute l'aide à laquelle, à son avis, il avait droit, le Gouvernement a fait des efforts considérables pour substituer, partout où la chose était praticable, le travail rémunéré à l'assistance-chômage si démoralisante.

Le syndicat national de l'électricité a commencé l'établissement d'une centrale dans le Témiscamingue, et les travaux seront poussés avec célérité. Le Gouvernement est d'opinion que les ressources naturelles de la province doivent servir et non asservir la population; sans porter préjudice aux droits légitimement acquis, il continuera d'appliquer la politique qui, pendant les deux dernières années, a produit de féconds résultats.

Le Gouvernement actuel a entrepris des travaux considérables en vue d'améliorer notre réseau routier. C'est son intention de remédier, le plus économiquement possible, à une situation qu'il n'a pas créée et de diriger ses activités en ce domaine de telle façon que toute la province en profite.

Le comité chargé d'étudier notre fiscalité a fait des recommandations, et vous serez appelés à amender quelques-unes de nos lois d'impôt

Vous aurez en outre à légiférer sur diverses matières, entre autres sur la petite propriété, les ventes à tempérament, le partage des attributions administratives entre les différents ministères, ainsi que la surveillance à exercer sur les sports.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics de la dernière année financière vous seront distribués et je vous prierai de voter le budget des dépenses pour le prochain exercice.

Le comité des comptes publics sera invité à poursuivre le travail qu'il a commencé.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vos délibérations s'inspireront, je n'en doute pas, du désir de réaliser le bien commun. Je demande à Dieu de les bénir afin qu'elles assurent mieux le progrès de notre chère province et le bonheur de toute sa population.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que la prise en considération du discours du Trône ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que les comités permanents suivants soient institués, savoir: 1° un comité des privilège et élections; 2° un comité des règlements; 3° un comité des comptes publics; 4° un comité des chemins de fer et autres moyens de communication; 5° un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation; 6° un comité des industries et du commerce; 7° un comité du code municipal; 8° un comité des bills privés en général; 9° un comité des bills publics en général; 10° un comité de la bibliothèque de la législature; 11° un comité des impressions législatives; et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter avec toute la diligence possible une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la chambre a décidé la formation.

Ordonné que les honorables MM. Duplessis, Auger, Fisher, Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier) et Drouin, MM. Béïque, Boiteau, Pouliot (Missisquoi), Lafleur et Tardif forment ledit comité spécial.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 19 JANVIER 1939

Prière.

Quatorze pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis, du comité des onze chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi, comme devant faire partie des divers comités permanents, les membres dont les noms suivent :

Comité des règlements:

Les honorables MM. Coonan, Gagnon, Layton; MM. Béïque, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Casgrain, Langlais, Larochelle, Marcoux, Marier, Roy, Talbot et Turcotte.

Comité des Chemins de fer et autres moyens de communication:

Les honorables MM. Duplessis, Bourque, Carignan, Dussault, Paquette; MM. Auger (Gatineau), Barrette (Joliette), Bastien, Bégin, Béïque, Bélanger, Bellemare, Bouthillier, Bulloch, Casgrain, Castonguay, Choquette, Connors, Dansereau, Delagrave, Ducharme, Duguay, Fleury, Gagné, Goudreau, Jolicœur, Labbé, Labelle, Lafleur, Larivière, Larochelle, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Messier, Paradis, Pouliot (Missisquoi), Rochefort, Rousseau, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Talbot, Tardif, Thibeault, Turcotte.

Comité des privilèges et élections:

Les honorables MM. Carignan, Coonan, Gagnon; MM. Adam, Barré, Barrette (Terrebonne), Bertrand (Montréal-Laurier), Bertrand (St-Sau-

veur), Bouchard, Casgrain, Dansereau, Drouin, Ducharme, Duguay, Grégoire, Jolicœur, Lesage, Marier, Monette, Pouliot (Gaspé-Sud), Robinsno, Tellier, Trudel.

Comité des bills privés en général:

Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bilodeau, Bourque, Carignan, Coonan, Dussault, Elie, Fisher, Gagnon, Layton, Paquette, Tremblay; MM. Adam, Auger (Gatineau), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Montréal-Laurier), Bertrand (St-Sauveur), Boiteau, Bouchard, Bouthillier, Boyer, Bulloch, Caron, Casgrain, Castonguay, Chaloult, Choquette, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Fitch, Fleury, Gagné, Gérin, Goudreau, Grégoire, Hamel, Jolicœur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Lawn, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Marier, Messier, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rochefort, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Thibeault, Trudel, Turcotte, Vachon.

Comité du Code Municipal:

Les honorables MM. Bilodeau, Carignan, Dussault, Élie, Fisher; MM. Adam, Auger (Gatineau), Barré, Bastien, Béique, Bellemare, Bertrand (St-Sauveur), Boiteau, Bouchard, Bouthillier, Caron, Casgrain, Castonguay, Choquette, Delagrave, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Fleury, Gagné, Gérin, Goudreau, Grégoire, Labbé, Lamoureux, Larivière, Lawn, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Marier, Messier, Paradis, Perron, Raynault, Sherman, Taché, Talbot, Tardif, Tellier, Turcotte, Vachon.

Comité de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation:

Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bourque, Dussault, Élie, Fisher, Paquette; MM. Adam, Auger (Gatineau), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Bégin, Bellemare, Boiteau, Bouchard, Bouthillier, Boyer, Caron, Casgrain, Castonguay, Chaloult, Choquette, Dansereau, Delagrave, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Fleury, Gérin, Goudreau, Grégoire, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Messier, Monette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Raynault, Robinson, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Talbot, Tellier, Trudel, Turcotte, Vachon.

Comité des comptes publics:

Les honorables MM. Duplessis, Bourque, Fisher, Paquette; MM. Bastien, Béique, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Boyer, Casgrain, Drouin, Duguay, Labbé, Leduc (Laval), Lorrain, Marier, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Taché, Tardif, Tellier.

Comité des bills publics en général:

Les honorables MM. Duplessis, Bilodeau, Carignan, Coonan, Fisher, Gagnon, Paquette; MM. Adam, Barrette (Terrebonne), Bastien, Béique, Bélanger, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Boyer, Bulloch, Casgrain, Chaloult, Delagrave, Drouin, Ducharme, Duguay, Jolicœur, Lafleur, Langlais, Leclerc, Marier, Monette, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Taché, Talbot, Tellier, Trudel.

Comité des Industries et du Commerce:

Les honorables MM. Auger, Bilodeau, Coonan, Élie, Layton, Tremblay; MM. Adam, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bertrand (St-Sauveur), Bouchard, Bulloch, Castonguay, Connors, Dansereau, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Fitch, Gagné, Gérin, Grégoire, Labbé, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Lawn, Lorrain, Messier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Rochefort, Rousseau, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Thiébeault, Turcotte.

Résolu que la Chambre adopte ledit rapport.

M. Adam propose, secondé par M. Fitch:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

A l'honorable Monsieur

le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des chambres.

La motion est mise en délibération et un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, secondé par M. Casgrain, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Auger dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport général des activités du Ministère de la Colonisation, Province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1938.

(Document de la session No 3.)

L'honorable M. Gagnon dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant :

Rapport général du ministre des mines et des pêcheries de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1938.

(Document de la session No 4.)

L'honorable M. Dussault dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant :

Rapport de l'office du crédit agricole du Québec, 1938.

(Document de la session No 5.)

L'honorable M. Bourque dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant :

Rapport général du ministre des travaux publics de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1938.

(Document de la session No 6.)

L'honorable M. Paquette, secrétaire de la province, transmet les deux messages suivants de l'honorable Monsieur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec que M. l'Orateur lit :

E.-L. PATENAUDE.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie des rapports de l'honorable Conseil Exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, ce 18 janvier 1939.

(Document de la session No 7.)

E.-L. PATENAUDE.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, ce 18 janvier 1939.

(Document de la session No 8.)

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à jeudi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 26 JANVIER 1939

Prière.

Vingt et une pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Dame Germaine Bazin, épouse de Edouard Valiquette, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Alphonse Valiquette.—M. Boyer.

De Paul-Herbert Silver, et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille de Paul-Herbert Silver *et al* en celui de Rowe.—M. Bulloch.

De la corporation de la paroisse de St-Gédéon, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de St-Gédéon et la compagnie J. & P. Limitée, conférant certains pouvoirs à la corporation de la dite paroisse.—M. Duguay.

De la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Lafleur.

Des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-est, ratifiant une résolution desdits commissaires d'écoles.—M. Leclerc.

De l'Association des chiropraticiens de la province de Québec, incorporée, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation.—M. Monette.

Des sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.—M. Monette.

De la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine, et des commissaires d'écoles pour la dite municipalité, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions de la dite cité et desdits commissaires d'écoles, et certains contrats passés entre eux et la International Foils Limited.—M. Rousseau.

De la corporation de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles pour la dite municipalité, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier certains pouvoirs passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine, et les commissaires d'écoles de la dite municipalité dans le comté de Champlain et la compagnie Laurentian Silk Mills, Limited.—M. Rousseau.

De la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le dit comté, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un acte de convention passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Cie de Pulpe de Jonquière d'autre part, et Price Brothers & Company Ltd, et la commission municipale de Québec, intervenant une résolution de les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant le dit acte de conventions.—M. Talbot.

De George-Albert Roy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat.—M. Tellier.

De Hugues Lemoyne de Martigny et autres, et le Sun Trust Limitée, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Ovila Stanislas Perrault.—M. Tellier.

De l'Association Mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, l'Assurance des fabriques de Québec, et l'Assurance des fabriques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi abrogeant la loi 3 Edouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'Assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal, et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations.—M. Boiteau.

De Marie Guillemette, de Saint-Romuald d'Etchemin, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Marie Gabrielle Jeannette Lafontaine.—M. Larochelle.

Sur la motion de M. Labbé, secondé par M. Tardif, il est—

Ordonné que l'article 496 des règlements soit suspendu, et que le bill de Thomas-Philippe Gagnon, demandant d'autoriser l'Association Pharmaceutique de la province de Québec à l'admettre dans ses rangs, soit reçu, imprimé et puisse être présenté, et que la pétition introductive de ce bill puisse être examinée par le comité des règlements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 19 janvier courant.

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable Monsieur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Leduc, secondé par l'honorable M. Bastien, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 31 JANVIER 1939

Prière.

Sur la motion de M. Béïque, secondé par M. Bertrand (St-Sauveur), il est—

Ordonné que l'article 510 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Lachine demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Lachine.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée.

Sur la motion de M. Dubé (Rimouski), secondé par M. Perron, il est—

Ordonné que les articles 497, 498, 503, 510, 511 et 543 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Aubert Pinault et autres, demandant l'adoption d'une loi éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur de Rimouski, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

Du Révérend Benjamin James Noot et autres, demandant l'adoption d'une loi reconnaissant "The Apostolic Church of the British Isles in Québec" comme une corporation ecclésiastique dans la province de Québec.—M. Bulloch.

Du Trust Général du Canada et de Lucien Letellier, exécuteurs testamentaires de la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier, demandant l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs à ladite succession.—M. Boiteau.

De Marie Angélique Duchesnay et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la division de la succession de feu l'honorable Charles Wilson.—M. Bulloch.

De la Compagnie Equitable d'Assurance contre le feu (Capital mutuel), demandant l'adoption d'une loi amendant ses pouvoirs ainsi que les lois et règlements la régissant.—M. Barrette (Terrebonne).

De "The Protestant Infants' Home of Montreal", demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de "Protestant Foster Home Centre".—M. Bulloch.

De Beaudry Leman et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Victor Beaudry.—M. Boyer.

De la ville de Plage Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Boyer.

Du Révérend John Morozoff et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "The Saint-Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal".—M. Fitch.

De Vahan Matheossian, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des Chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de l'art dentaire après examen.—M. Fitch.

De la Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal communément appelées "Sœurs Grises", demandant l'adoption d'une loi concernant l'île Saint-Bernard et modifiant la charte de la ville Châteauguay.—M. Jolicœur.

De la Commission des Écoles Catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs.—M. Lafleur.

De Thomas-Philippe Gagnon, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'Association Pharmaceutique de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession de pharmacien, sans examen.—M. Labbé.

De la corporation de l'Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte.—M. Monette.

De l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Raynault.

De la cité de Salaberry de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Sauvé (Beauharnois).

De la corporation de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Trudel.

De l'Association des Commerçants Licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant son nom corporatif en celui de L'Association des Taverniers de l'île de Montréal, ou "Tavern Keepers' Association of the Island of Montreal."—M. Monette.

De la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Pouliot (Missisquoi).

De la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Gagné.

De Louis Pockrass et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Dominion Hebrew Sick Benefit Association".—M. Fitch.

L'honorable M. Duplessis, du comité des Bills publics en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis, pour son président, et M. Boyer, pour son vice-président et recommande de réduire le quorum à dix (10).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Duguay, du comité des Privilèges et Élections, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Duguay pour son Président et recommande de réduire le quorum à dix (10).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Tardif, du comité de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Tardif pour son Président et recommande de réduire le quorum à dix (10).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Taché, du comité des Comptes publics, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Taché pour son Président et recommande que le quorum soit réduit à dix (10).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Pouliot (Missisquoi), du comité des Chemins de Fer et autres moyens de communication, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Pouliot (Missisquoi) pour son Président et recommande de réduire le quorum à dix (10).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Bégin, du comité des Bills privés en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Bégin pour son Président et recommande de réduire le quorum à dix (10).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Marier, du comité des Règlements, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Marier pour son Président et recommande que son quorum soit réduit à cinq (5).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Gagné, du comité du Code municipal, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Gagné pour son Président et recommande de réduire le quorum à dix (10).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Lafleur, du comité des Industries et du Commerce, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi M. Lafleur pour son Président et recommande de réduire le quorum à dix (10).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Tellier propose, secondé par M. Roy:

Que le bill 175.—“Loi modifiant la Loi des architectes” soit maintenant lu la première fois.

L'honorable M. Bouchard objecte qu'avant l'adoption de cette adresse (adresse en réponse au discours du Trône) il ne doit être procédé à une affaire importante. M. l'Orateur déclare la motion irrégulière, l'urgence n'ayant pas été invoquée (article 636 du règlement).

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 19 janvier 1939.

Résolu,—que les honorables MM. Baribeau, Chapais, Choquette, Daniel, Kelly, Nicol, Raymond et Simard forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la bibliothèque, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le Comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la bibliothèque.

Ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que les honorables MM. Gagnon, Paquette, Élie, Coonan et Bertrand (Montréal-Laurier), MM. Barré, Bélanger, Boyer, Casgrain, Marcoux, Monette, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Roy, Taché et Talbot soient nommés membres du comité de la bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la bibliothèque de la législature.

Ordonné qu'il soit envoyé au conseil législatif un message lui communiquant la résolution ci-dessus.

Ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Auger, Fisher et Bastien, MM. Auger (Gatineau), Bertrand (St-Sauveur), Bulloch, Delagrave, Labelle, Lafleur et Vachon représenteront cette chambre dans ledit comité mixte.

Ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'honorable M. Fisher dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

ÉTAT DES MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS EN VERTU DE RAPPORTS DU CONSEIL ET DE L'ART. 10, CHAP. 21, DES STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, PENDANT LA VACANCE DU PARLEMENT, PRÉPARÉ PAR L'AUDITEUR DE LA PROVINCE.—

SERVICE ET RAPPORTS DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
16.—DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION:—			
Pour venir en aide aux sinistrés du canton Cherbourg, comté de Matane, qui ont subi des pertes par suite d'un incendie, 12 juin 1938..... (O.C. No 1028, du 30 juin 1938)	15,000.00	15,000.00	.....
17.—DIVERS SERVICES:—			
Affaires municipales, industrie et commerce:—			
Radiodiffusion dans la province.....	6,000.00	3,917.69	2,082.31

**ÉTAT DES MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS EN VERTU DE RAPPORTS DU CONSEIL
ET DE L'ART. 10, CHAP. 21, DES STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE
QUÉBEC, PENDANT LA VACANCE DU PARLEMENT, PRÉPARÉ PAR L'AUDITEUR DE LA PROVINCE.—(Suite).**

SERVICE ET RAPPORTS DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
Secrétaire de la province:—			
Corporation des écoles techniques ou professionnelles:—			
École technique, Montréal.....	6,900.00	6,900.00	.....
Écoles des arts et métiers.....	4,500.00	4,488.65	11.35
Travail:—			
Etablissements industriels et commerciaux...	4,000.00	4,000.00	.....
Loi concernant l'extension des conventions collectives de travail.....	1,300.00	1,300.00	.....
(O.C. No 1029, du 30 juin 1938)			
18.—DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION:—			
Pour venir en aide aux sinistrés des cantons de Hope, comté de Bonaventure, et de Pellegrin, comté de Gaspé-Sud, dont les bâtiments ont été récemment détruits au cours d'un incendie.....	5,000.00	5,000.00	.....
(O.C. No. 1027, du 30 juin 1938)			
19.—DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—Dette publique:—			
Autres dépenses.....	57,149.51	57,149.51	.....
(O.C. No 1903, du 20 sept. 1938)			
1.—DÉPARTEMENT DES MINES ET PÊCHERIES:—			
Pour venir en aide aux sinistrés du village de St-Luc, comté de Matane, dont les bâtiments ont été récemment détruits au cours d'une conflagration.....	8,000.00	8,000.00	.....
(O.C. No 1288, du 22 juillet 1938)			
2.—DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION:—			
Loi assurant des facilités de communication au bénéfice de la population du nord-est de la province: Cie de Navigation Charlevoix-Saguenay Ltée, premier de dix subsides annuels égaux.....	18,000.00	18,000.00	.....
(O.C. No 1377, du 9 août 1938)			
3.—DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS:—			
Construction de ponts-routes.....	670,603.44	345,054.15	325,549.29
(O.C. No 1376, du 9 août 1938)			
4.—DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION:—			
Octrois pour venir en aide aux familles résidant aux endroits ci-après énumérés, qui ont subi des dommages considérables à la suite d'une violente tempête, le 3 août 1939:—			
Ste-Thècle, comté Laviolette.....	6,000.00		
Cantons Albanels et Parent, comté de Roberval.....	700.00		
	6,700.00	6,699.95	.05
(O.C. No 1696, du 2 sept. 1938)			

**ÉTAT DES MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS EN VERTU DE RAPPORTS DU CONSEIL
ET DE L'ART. 10, CHAP. 21, DES STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE
QUÉBEC, PENDANT LA VACANCE DU PARLEMENT, PRÉPARÉ PAR L'AU-
DITEUR DE LA PROVINCE.—(Suite).**

SERVICE ET RAPPORTS DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non Dépensé
5.—DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:—			
Protection des forêts.....	90,000.00	90,000.00	.....
Comptes recevables à être chargés aux dé- penses..... (O.C. No 2178, du 22 oct. 1938)	123,053.71	123,053.71	.....
6.—DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS:—			
Palais de justice et prisons: entretien..... (O.C. No 2181, du 22 oct. 1938)	8,533.33	8,533.33	.....
7.—DÉPARTEMENT DE LA SANTÉ:—			
Institut de Microbiologie et d'hygiène de Montréal:—			
Octroi spécial..... (O.C. No 2179, du 22 oct. 1938)	75,000.00	35,000.00	40,000.00
8.—SERVICE CIVIL:—Dépenses d'administration des départements:—			
Département des Travaux publics..... (O.C. No 2180, du 22 oct. 1938)	9,000.00	6,120.29	2,879.71
9.—DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS:—			
Ponts de péage: entretien et réparations.... (O.C. No 2439, du 30 nov. 1938)	35,500.00	23,050.87	12,449.13
10.—DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS:—			
Réparation ou reconstruction de divers ponts à travers la province, qui ont été endommagés à la suite de l'inondation du 31 août et du 1er septembre 1938..... (O.C. No 2440, du 30 nov. 1938)	90,000.00	56,788.36	33,211.64
11.—SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE:—			
Université de Montréal: octroi spécial..... (O.C. No 2660, du 22 déc. 1938)	60,000.00	60,000.00	.....
	\$1,294,239.99	\$878,056.51	\$416,183.48

Département du Trésor,
Bureau de l'Auditeur.

Québec, le 20 janvier 1939.

EDGAR VÉZINA,
Auditeur de la province.

(Document de la session No. 9.)

Question par M. Casgrain:—1. Le Gouvernement a-t-il passé un bail avec monsieur Louis Marquis, propriétaire de l'immeuble où l'Unité Sanitaire a actuellement son bureau, dans la cité de Rivière-du-Loup?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Quel prix le Gouvernement paie-t-il annuellement?

b. Quelle est la durée du bail?

c. Les parties pourront-elles y mettre fin chaque année?

d. Si oui, à quelles conditions?

Réponse par l'honorable M. Paquette:

1. Oui.

2. a. \$1,080.00;

b. Trois ans;

c. Oui;

d. Sur avis de trois mois.

Question par M. Casgrain:—1. Le docteur Antoine Raymond, de St-Louis du Ha! Ha!, est-il à l'emploi du Gouvernement, ou reçoit-il un salaire ou une rémunération quelconque pour donner des soins médicaux aux colons pauvres de Saint-Elzéar, dans le comté de Témiscouata?

2. Si la réponse est affirmative:—

a. Quel salaire ou rémunération reçoit-il?

b. Peut-il, à part le montant qu'il reçoit du Gouvernement, se faire payer par les colons ses services professionnels?

Réponse par l'honorable M. Paquette:

1. Oui.

2. a. \$50.00 par mois;

b. Oui, par ceux qui peuvent payer.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 2) intitulé: "Loi pour porter à trente-cinq millions de dollars les sommes mises à la disposition de l'Office du crédit agricole en faveur des cultivateurs de la province de Québec."

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 19 janvier courant:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A l'honorable Monsieur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Hamel, secondé par l'honorable M. Drouin, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 1^{er} FÉVRIER 1939

Prière.

Sur la motion de M. Lesage, secondé par M. Dubé (Rimouski), il est—
Ordonné que les articles 498 et 510 du règlement soient suspendus; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Arthur M. Jacques et autres demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité un certain territoire, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De les Pères Bénédictins de St-Benoît-du-Lac, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.—M. Robinson.

De la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Bélique.

M. Marier, du comité des règlements, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De Germaine Bazin, épouse de Edouard Valiquette, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Alphonse Valiquette.

De Paul Herbert Silver et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille de Paul-Herbert *et al* en celui de Rowe.

De la corporation de la paroisse de St-Gédéon, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de St-Gédéon et la compagnie J. & P. Limitée, conférant certains pouvoirs à la corporation de la dite paroisse.

Des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est, ratifiant une résolution desdits commissaires d'écoles.

De l'Association des chiropraticiens de la province de Québec, incorporée, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation.

Des Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

De la corporation de la cité du Cap de la Madeleine, et des commissaires d'écoles pour ladite municipalité, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions de ladite cité et desdits commissaires d'écoles, et certains contrats passés entre eux et la International Foils Limited.

De Beaudry Leman et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Victor Beaudry.

De la corporation de la cité du Cap de la Madeleine et des commissaires d'écoles pour ladite municipalité, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi pour ratifier certains pouvoirs passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine, et les commissaires d'écoles de ladite municipalité dans le comté de Champlain et la compagnie Laurentian Silk Mills, Limited.

De la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, et les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans ledit comté, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un acte de convention passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Cie de Pulpe de Jonquière d'autre part, et Price Brothers & Company Ltd., et la commission municipale de Québec, intervenants une résolution de les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de conventions.

De George-Albert Roy, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat.

De l'Association Mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, l'Assurance des fabriques de Québec, et l'Assurance des fabriques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi abrogeant la loi 3 Édouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'Assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal, et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations.

De Marie Guillemette de Saint-Romuald d'Etchemin, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Marie Gabrielle Jeannette Lafontaine.

De Hugues Lemoyne de Martigny et autres, et le Sun Trust Limitée, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Ovila Stanislas Perrault.

Ordonné que M. Larochelle ait la permission de présenter un bill (No 106) intitulé: "Loi concernant l'adoption de Marie-Gabrielle-Jeannette Lafontaine".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Boiteau ait la permission de présenter un bill (No 138) intitulé: "Loi abrogeant la loi 3 Edouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'Assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec entre l'assurance mutuelle des fabriques de Québec et l'assurance mutuelle des fabriques de Montréal et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Duguay ait la permission de présenter un bill (No 107) intitulé: "Loi ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de St-Gédéon et la compagnie J. & P. Limitée et conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Tellier ait la permission de présenter un bill (No 131) intitulé: "Loi concernant la succession de Ovila Stanislas Perrault".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Leclerc ait la permission de présenter un bill (No 114) intitulé: "Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Monette ait la permission de présenter un bill (No 110) intitulé: "Loi modifiant la charte des Sœurs de la charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Monette ait la permission de présenter un bill (No 109) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Rousseau ait la permission de présenter un bill (No 101) intitulé: "Loi pour ratifier certains contrats passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Rousseau ait la permission de présenter un bill (No 102) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et certains contrats passés entre ladite cité et lesdits commissaires d'écoles respectivement et International Foils Limited".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bulloch ait la permission de présenter un bill (No 104) intitulé: "Loi changeant le nom de famille de Paul-Herbert Silver *et al* en celui de Rowe."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Talbot ait la permission de présenter un bill (No 123) intitulé: "Loi ratifiant un acte de conventions passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Compagnie de Pulpe de Jonquière, d'autre part, et Price Brothers & Company Limited et la Commission municipale de Québec intervenants et d'une résolution de les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de conventions".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 133) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Alphonse Valiquette".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 121) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Victor Beaudry".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 116) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Georges-Albert Roy à la pratique de la profession d'avocat".

En conséquence, il présente ce bill; qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Bourque dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

États, Rapports et Statistiques des Compagnies de Chemins de Fer jusqu'au 31 décembre 1937, conformément aux dispositions de l'art. 187, c. 230 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925.

(Document de la session No 10.)

Rapport des Compagnies de Chemins de Fer recevant des subventions de la province, pour l'année expirant le 31 décembre 1937, conformément aux dispositions de l'art. 4 c. 31 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925.

(Document de la session No 11.)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 19 janvier dernier.

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable Monsieur

le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Tardif, secondé par M. Pouliot (Missisquoi), il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 2, intitulé: "Loi pour porter à trente-cinq millions de dollars les sommes mises à la disposition de l'Office du crédit agricole en faveur des cultivateurs de la province de Québec."

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que le crédit agricole provincial institué par la présente Législature a fortement contribué à sauver l'agriculture en cette province,

a) en lui assurant, à des conditions exceptionnellement avantageuses, des capitaux considérables dont elle avait un pressant besoin;

b) en amenant une réduction générale des taux d'intérêt sur les prêts agricoles;

c) en dégageant l'économie rurale de l'étreinte ruineuse qu'elle subissait par suite de l'insuffisance et des conditions trop onéreuses des prêts alors consentis aux cultivateurs;

d) en provoquant une multitude de compromis et de règlements à l'amiable entre créanciers et débiteurs;

e) en permettant à des milliers de cultivateurs de sauver leur patrimoine et d'établir leurs enfants sur des terres;

f) en donnant à l'industrie agricole un puissant essor et aux agriculteurs un regain de confiance en leur succès et en leur noble profession;

Attendu que les corporations municipales et scolaires et les fabriques ont aussi largement bénéficié de ce relèvement de l'agriculture, par l'amélioration de leurs finances et de leur crédit;

Attendu que les villes ont également profité des résultats obtenus par cette mesure, leur prospérité étant étroitement liée à celles des campagnes;

Attendu qu'il importe que l'agriculture reste l'industrie fondamentale de la province et qu'il y a lieu de lui continuer l'aide accordée par le présent gouvernement, en augmentant les sommes mises à la dispositions de l'Office du crédit agricole du Québec pour fins de prêts aux cultivateurs;

Qu'il soit en conséquence,—

Résolu,—Que le montant que l'Office du crédit agricole du Québec est autorisé à prêter aux cultivateurs en vertu des lois 1 Edouard VIII (2e session), chapitre 3; 1 George VI, chapitre 32 et 2 George VI, chapitres 2 et 3, soit porté à trente-cinq millions de dollars et que lesdites lois ainsi que le pouvoir d'emprunt de l'Office du crédit agricole du Québec soient modifiés en conséquence.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 2) intitulé: "Loi pour porter à trente-cinq millions de dollars les sommes mises à la disposition de l'Office du crédit agricole en faveur des cultivateurs de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 2 FÉVRIER 1939

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 1er mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 8 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1, de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Marier, du comité des règlements, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

Du Révérend Benjamin James Noot et autres, demandant l'adoption d'une loi reconnaissant "The Apostolic Church of the British Isles in Québec" comme une corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

De la Compagnie Equitable d'Assurance contre le feu (Capital Mutuel) demandant l'adoption d'une loi amendant ses pouvoirs ainsi que les lois et règlements la régissant.

De "The Protestant Infants' Home of Montreal", demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de "Protestant Foster Home Centre".

De la ville de Plage Laval, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Du Révérend John Morozoff et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "The Saint-Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal".

De Vahan Matheossian, demandant l'adoption d'une loi autorisant le collège des Chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de l'art dentaire après examen.

De la corporation de l'Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc, demandant l'adoption d'une loi refondant sa charte.

De l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De l'Association des Commerçants Licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant son nom corporatif en celui de l'Association des Taverniers de l'Île de Montréal ou "Tavern Keepers' Association of the Island of Montreal".

De Louis Pockrass et autres demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Dominion Hebrew Sick Benefit Association".

Votre comité recommande de prolonger au 1er mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 8 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que M. Raynault ait la permission de présenter un bill (No 124) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame à Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Barrette (Terrebonne) ait la permission de présenter un bill (No 112) intitulé: "Loi concernant la compagnie Equitable d'Assurance contre le feu (capital mutuel)."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bulloch ait la permission de présenter un bill (No 129) intitulé: "Loi changeant le nom de "The Protestant Infants' Home of Montreal", en celui de "Protestant Foster Home Centre".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bulloch ait la permission de présenter un bill (No 113) intitulé: "Loi constituant en corporation The Apostolic Church of the British Isles in Quebec", comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Fitch ait la permission de présenter un bill (No 111) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Saint-Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Fitch ait la permission de présenter un bill (No 140) intitulé: "Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Vahan Matheossian à la pratique de l'art dentaire après avoir subi ses examens".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Fitch ait la permission de présenter un bill (No 108) intitulé: "Loi constituant en corporation "Dominion Hebrew Sick Benefit Association".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 118) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Plage Laval".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Monette ait la permission de présenter un bill (No 119) intitulé: "Loi refondant la charte de l'Hôpital Sainte-Jeanne d'Arc".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Monette ait la permission de présenter un bill (No 132) intitulé: "Loi modifiant le nom corporatif de l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Sur la motion de M. Tellier, secondé par M. Roy, il est—

Ordonné que M. Tellier ait la permission de présenter un bill (No 175) intitulé: "Loi modifiant la Loi des architectes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 3) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture de bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 5) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du trésor relativement à la dépense des deniers publics".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la mise en conserves du poisson et d'autres produits de la mer".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 12) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant l'article 54*b* de la Loi des mines de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 15) intitulé: "Loi modifiant la Loi du Parc de la Montagne Tremblante".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 16) intitulé: "Loi prolongeant le délai de consolidation des arrérages de taxes municipales et scolaires".

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 6, intitulé: "Loi abrogeant l'article 1 de la loi 1 Edouard VIII (2e session), chapitre 10."

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 7, intitulé: "Loi relative à l'école d'agriculture de Nicolet."

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 8, intitulé: "Loi relative à l'école d'agriculture de Ville-Marie."

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 9, intitulé: "Loi relative à l'école d'agriculture de Chicoutimi."

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 10, intitulé: "Loi relative à l'école d'agriculture dans la Gaspésie."

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 14, intitulé: "Loi modifiant la Loi du Parc national du Mont Orford."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 106) intitulé: "Loi concernant l'adoption de Marie-Gabrielle-Jeannette Lafontaine".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 138) intitulé: "Loi abrogeant la Loi 3 Edouard VII, chapitre 94, (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'Assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, entre l'assurance mutuelle des fabriques de Montréal et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 107) intitulé: "Loi ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la compagnie J. & P. Limitée et conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 131) intitulé: "Loi concernant la succession de Ovila-Stanislas Perrault".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 114) intitulé: "Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 110) intitulé: "Loi modifiant la charte des Sœurs de la charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 109) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 101) intitulé: "Loi pour ratifier certains contrats passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 102) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et certains contrats passés entre ladite cité et lesdits commissaires d'écoles respectivement et International Foils Limited".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 104) intitulé: "Loi changeant le nom de famille de Paul-Herbert Silver *et al* en celui de Rowe".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 123) intitulé: "Loi ratifiant un acte de conventions passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Compagnie de pulpe de Jonquière d'autre part, et Price Brothers & Company Limited et la Commission municipale de Québec intervenants et une résolution de les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de conventions".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 133) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Alphonse Valiquette".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 121) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Victor Beaudry".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 116) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la Province de Québec a admettre Georges-Albert Roy à la pratique de la profession d'avocat."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 19 janvier dernier.

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A Son Honneur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat continue.

Sur la motion de l'honorable M. Bourque, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 7 FÉVRIER 1939

Prière.

Sur la motion de M. Thibeault, secondé par M. Tellier, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des Ecclésiastiques du Séminaire de St-Sulpice de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant le Séminaire Saint-Sulpice, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état montrant et concernant la question suivante:

1. Le Gouvernement a-t-il acquis de gré à gré la totalité ou certaines parties de la Seigneurie du Lac Témiscouata ou Seigneurie Thomas, dans le district électoral de Témiscouata?

2. Si la réponse est affirmative:—

a. Quand et à quelles conditions?

b. Quelle est la description des terres ou partie de terres ainsi acquises?

c. Quand l'acte de vente a-t-il été passé entre le Gouvernement et les propriétaires de ladite seigneurie?

d. Cet acte de vente est-il enregistré?

e. S'il ne l'est pas, quand le sera-t-il?

3. Si le Gouvernement n'a pas acquis de gré à gré ladite seigneurie ou une partie d'icelle, quand se propose-t-il de l'acheter et pourquoi la transaction n'est-elle pas encore faite?

4. Le Gouvernement a-t-il nommé un arbitre pour fixer la valeur des terres dont il veut devenir acquéreur dans la seigneurie du Lac Témiscouata?

5. Si la réponse est affirmative: quels sont les nom, prénoms, profession et lieu de résidence de cet arbitre?

6. Les propriétaires de ladite seigneurie ont-ils aussi choisi un arbitre?

7. Si oui, quels sont les nom, prénoms, profession et lieu de résidence de cet arbitre?

8. Ces deux arbitres en ont-ils choisi un troisième?

9. Si la réponse est affirmative: quels sont les nom, prénoms, profession et lieu de résidence de ce troisième arbitre?

10. Ces arbitres ont-ils rendu leur sentence et si oui, quelle est-elle?

11. En vertu de quelle loi ces arbitres ont-ils été nommés?

12. Y a-t-il, à l'heure actuelle, des colons établis sur les terres ou parties de terres que le gouvernement a acquises ou veut acquérir dans les limites de la seigneurie du Lac Témiscouata?

13. Si la réponse est affirmative:—

a. Combien de colons sont ainsi établis?

b. Depuis quand le sont-ils?

c. Quels sont leur nom et prénoms?

d. Quel était le lieu de leur résidence avant leur établissement sur les terres de ladite seigneurie?

e. A quels endroits ces colons sont-ils établis dans la dite seigneurie?

Question par M. Casgrain.—1. La Province possède-t-elle, dans les limites de la cité de Lévis, un bureau de placement, aux fins d'embaucher les chômeurs ?

2. Dans l'affirmative :

a. A quel endroit est ce bureau ?

b. De qui le Gouvernement a-t-il loué et combien paie-t-il par mois pour cette location ?

c. Quelle est la personne en charge de ce bureau de placement ?

d. Combien a-t-elle reçu en 1937, pour salaire et pour dépenses ?

3. Quels sont les autres employés faisant partie de ce bureau de placement ?

4. Quel salaire reçoivent-elles par jour ?

5. Par qui étaient-elles recommandées ?

Réponse par l'honorable M. Tremblay :

1. Oui.

2. a. 75, rue Commerciale, Lévis ;

b. A. Dumont, \$20.00 par mois ;

c. E. Guérin ;

d. Salaire—\$1,200.00 ;

Dépenses—\$252.83.

3. C.-A. Bélanger.

4. \$4.00.

5. J.-T. Larochelle, M.P.P.

Question par M. Casgrain.—1. Le Gouvernement a-t-il ouvert un bureau, dans les limites de la cité de Lévis en vertu de l'entente Rogers-Tremblay ?

2. Dans l'affirmative :

a. Où est situé ce bureau ?

b. Quel est le montant payé, par mois, pour la location de ce bureau ?

c. Quelle est la personne en charge dudit bureau ?

d. Par qui a-t-elle été recommandée ?

e. Quel est son salaire ?

f. Quel est le montant de dépenses payé à cette personne pour l'année 1937 ?

3. Y a-t-il d'autres employés qui font partie de ce bureau ?

4. Dans l'affirmative :

a. Par qui ont-elles été recommandées ?

b. Quel est leur salaire ?

c. Quel est le montant de dépenses payé à ces personnes, pour l'année 1937 ?

5. Quel est le nombre d'ouvriers embauchés par l'entremise de ce bureau, au cours de 1937 ?

6. Quel est le montant payé à ces ouvriers pour l'année 1937 ?

7. Quelles sont la quantité et la valeur des matériaux employés pour l'exécution des travaux de Chômage, dans le comté de Lévis, au cours de l'année 1937 ?

8. De quelles personnes, sociétés ou corporations ces matériaux ont-ils été achetés ?

9. Qui a recommandé les dites personnes, sociétés ou corporations ?

Réponse par l'honorable M. Tremblay :

1. Non.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 15, intitulé : "Loi modifiant la Loi du Parc de la Montagne Tremblante."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 124) intitulé : "Loi modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame à Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 112) intitulé : "Loi concernant la compagnie Equitable d'assurance contre le feu (capital mutuel)."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 129) intitulé : "Loi changeant le nom de "The Protestant Infants' Home of Montreal" en celui de "Protestant Foster Home Centre".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 113) intitulé : "Loi constituant en corporation "The Apostolic Church of the British Isles in Quebec" comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 111) intitulé : "Loi constituant en corporation "The Saint-Nicholas Russian Orthodox Church" de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 140) intitulé : "Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Vahan Matheossian à la pratique de l'art dentaire après avoir subi ses examens."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 108) intitulé: "Loi constituant en corporation Dominion Hebrew Sick Benefit Association".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 118) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Plage Laval."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 119) intitulé: "Loi refondant la charte de l'Hôpital Sainte-Jeanne d'Arc."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 132) intitulé: "Loi modifiant le nom corporatif de l'Association des commerçants licenciés de vins et liqueurs de la cité de Montréal."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 19 janvier dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A l'honorable Monsieur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Boiteau, secondé par M. Pouliot (Missisquoi), il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Depuis le dernier discours sur le budget, le Gouvernement a-t-il emprunté de l'argent ?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les sommes totales empruntées ?

3. Quels titres de créance a-t-on donnés au prêteur ?

4. Quel montant de ces sommes totales empruntées a été employé ?

5. Des soumissions ont-elles été demandées avant qu'aucun de ces emprunts ne fut effectué par le gouvernement ?

6. Par l'entremise de quelle personne, société ou corporation ces emprunts ont-ils été négociés ?

7. Quel montant net en argent le gouvernement a-t-il reçu de chaque emprunt ?

Réponse par l'honorable M. Fisher :

1. Pendant la période de temps mentionnée, la province a contracté deux emprunts par obligations : dont l'un pour un montant de \$20,000,000.00 et l'autre pour \$30,000,000.00.

2. De cette somme totale, \$8,557,000.00 était pour rembourser des obligations échues contractées par l'ancien régime et un montant de \$12,000,000.00 d'obligations échues qui avaient été émises le premier octobre 1936 pour consolider une partie de la dette flottante laissée en souffrance par l'ancienne administration.

3. La balance était pour payer des dettes contractées par l'ancien régime ainsi que pour rencontrer des dépenses se rattachant à la loi de l'Aide aux chômeurs et aux législations sociales mises en application par le gouvernement actuel. Des soumissions ont été demandées à diverses institutions. Le premier emprunt a été négocié par l'intermédiaire d'un Syndicat financier dont faisaient partie la Banque Royale du Canada et la Banque Provinciale du Canada ainsi que plusieurs maisons d'affaires canadiennes-françaises et anglaises.

4. Le deuxième emprunt a été négocié par l'entremise d'un Syndicat financier représenté par la maison L.-G. Beaubien, Limitée, ainsi que par plusieurs maisons d'affaires canadiennes-françaises et anglaises.

5. Pour ce qui est de l'emprunt de \$20,000,000.00, sur le premier \$10,000,000.00 la province a reçu 98.93 par \$100.00. Sur le deuxième \$10,000,000.00, la province a reçu 98.28 par \$100.00.

6. Quant à l'emprunt de \$30,000,000.00, sur une première somme de \$5,000,000.00 la province a reçu 98.85 par \$100.00 et sur une deuxième somme de \$5,000,000.00 elle a reçu 98.75 par \$100.00. Sur la balance, \$20,000,000.00, elle a reçu 96.81 par \$100.00.

7. Relativement à ces deux emprunts, les frais légaux, les frais d'impression de débentures ainsi que de publicité n'ont pas coûté un sou à la province, contrairement à ce qui se faisait sous l'ancienne administration.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Combien le Gouvernement de la Province de Québec devait-il à la cité de Montréal :—

a. Au 30 juin 1938 ?

b. Au 31 décembre 1938 ?

2. Combien doit-il actuellement ?

Réponse par l'honorable M. Fisher:

1 et 2. Les vérifications en cours autorisent à répondre qu'aux dates mentionnées le Gouvernement de la province ne devait rien à la cité de Montréal.

Question par l'honorable M. Bouchard.—Quel était le montant de la dette consolidée de la Province au 31 décembre 1938?

Réponse par l'honorable M. Fisher:

\$255,576,099.37.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 8 FÉVRIER 1939

Prière.

M. Marier, du comité des règlements, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la Cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal communément appelées "Sœurs Grises", demandant l'adoption d'une loi concernant l'Île Saint-Bernard et modifiant la charte de la ville de Châteauguay.

De la commission des Écoles Catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs.

De la cité de Salaberry de Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De les Pères bénédictins de St-Benoît-du-Lac, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

De la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De Aubert Pinault et autres, demandant l'adoption d'une loi éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur de Rimouski.

Du Trust Général du Canada et de Lucien Letellier, exécuteurs testamentaires de la succession de Jean-Baptiste Eugène Letellier, demandant l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs à la dite succession.

De la corporation de la cité des Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Ordonné que M. Sauvé (Beauharnois) ait la permission de présenter un bill (No 125) intitulé: "Loi amendant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Trudel ait la permission de présenter un bill (No 117) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Pouliot (Missiquoi) ait la permission de présenter un bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Farnham."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Boiteau ait la permission de présenter un bill (No 134) intitulé: "Loi touchant la succession de feu Jean-Baptiste Eugène Letellier."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Jolicœur ait la permission de présenter un bill (No 135) intitulé: "Loi concernant l'île Saint-Bernard et modifiant la charte de la ville de Châteauguay."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Dubé (Rimouski) ait la permission de présenter un bill (No 142) intitulé: "Loi éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur de Rimouski."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Robinson ait la permission de présenter un bill (No 136) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac", et pour détacher leurs immeubles de la municipalité d'Austin pour en former une municipalité distincte sous le nom de Saint-Benoît-du-Lac."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Béique ait la permission de présenter un bill (No 105) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Gagné ait la permission de présenter un bill (No 137) intitulé: "Loi modifiant la charte de Victoriaville".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lafleur ait la permission de présenter un bill (No 128) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lafleur ait la permission de présenter un bill (No 127) intitulé: "Loi concernant la commission des écoles catholiques de Verdun".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Casgrain.—1. La Commission des Liqueurs a-t-elle passé un bail avec monsieur Louis Marquis, propriétaire de l'immeuble où elle a actuellement son magasin dans la cité de Rivière-du-Loup?

2. Si la réponse est affirmative:—

- a. Quel prix la Commission paie-t-elle annuellement?
- b. Quelle est la durée du bail?
- c. Les parties pourront-elles y mettre fin chaque année?
- d. Si oui, à quelles conditions?

Réponse par l'honorable M. Duplessis:

1. Oui.

2. A raison de \$125.00 par mois; le locateur devant payer les frais de chauffage et ayant été obligé de faire, à ses frais, des travaux considérables appropriés au magasin qui est plus convenable et plus grand que l'ancien. Le bail peut être terminé tous les ans après avis de trois mois.

Question par M. Casgrain.—1. Combien la "Compagnie de Transport de Matane Limitée", a-t-elle reçu de subventions ou d'encouragements de quelque nature que ce soit, du Gouvernement de la Province de Québec, depuis le 26 août 1936?

Réponse par l'honorable M. Gagnon:

Rien.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 19 janvier dernier.

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable Monsieur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat continue.

Au cours du débat, M. le député de Montréal-Dorion ayant fait allusion à des irrégularités et à des actes de corruption qui auraient été commis au cours d'une élection dans la division électorale de Montréal-Saint-Louis, et l'honorable premier ministre ayant soulevé l'objection que les tribunaux judiciaires étaient saisis d'une contestation de ladite élection, et qu'il était irrégulier de se référer à une cause pendante devant les tribunaux, M. l'Orateur demande à délibérer sur cette question de règlement et la séance est en conséquence suspendue.

A la reprise de la séance, M. l'Orateur rend la décision suivante:

La prétention de M. le Premier Ministre me paraît conforme à la pratique suivie en cette Chambre depuis que j'y siège, et j'en trouve la confirmation dans plusieurs auteurs.

"BEAUCHESNE, dans ses "Parliamentary Rules and Forms", 2e éd., No 293, dit: "... a member, while speaking, must not: ... (c) refer to any matter on which a judicial decision is pending".

"MAY, dans son "Parliamentary Practice", 11e éd., page 332, paragraphe 6, déclare: "Matters awaiting the adjudication of a court of law should not be brought forward in debate."

"PEEL, dans les Hansard's Debates, 3e série, vol. 335, p. 1252 et suiv., parle de "the impropriety of alluding to pending trials in such a way as to prejudice a fair trial of the case".

"Nous trouvons dans les Hansard's Debates, 4e série, vol. 64, p. 867, une décision de GULLY, qui est citée par plusieurs auteurs et qui va encore plus loin: "Il est irrégulier, dit-il en substance, de discuter ou de passer jugement (je traduis littéralement de l'anglais) sur une question dont est saisi un tribunal d'élection. De même, il est irrégulier de discuter s'il y a eu corruption dans une élection qui peut encore être contestée."

“D’ailleurs, toutes ces décisions sont basées sur le grand principe fondamental de la séparation des pouvoirs. En vertu de ce principe, il n’est jamais permis aux tribunaux de juger les délibérations de l’Assemblée législative, et l’Assemblée législative ne doit pas, non plus, juger ou discuter les affaires qui sont soumises aux tribunaux ou les décisions qu’ils rendent.

“En conséquence, je maintiens l’objection soulevée et je demande au député de se dispenser, au cours de ses remarques, de discuter cette affaire.”

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Chaloult, secondé par M. Marcoux, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s’ajourne.

JEUDI 9 FÉVRIER 1939

Prière.

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu’il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Le Gouvernement a-t-il loué des immeubles, parties d’immeubles ou locaux, dans les cités de Montréal et de Québec, depuis le 26 août 1936?

2. Dans l’affirmative:

a. De quelles personnes, sociétés ou corporations le Gouvernement a-t-il loué ces immeubles, parties d’immeubles ou locaux?

b. A quelles adresses sont situés ces immeubles dans les dites cités?

3. Le Gouvernement a-t-il fait des baux avec ces personnes, sociétés ou corporations?

4. Dans l’affirmative:

a. Quelle est la durée des baux?

b. Les parties peuvent-elles y mettre fin chaque année?

c. Si oui, à quelles conditions?

5. Quel loyer le Gouvernement paie-t-il annuellement ou mensuellement pour chacun de ces immeubles, parties d’immeubles ou locaux?

Conformément à l’ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 19 janvier dernier.

Que l’adresse suivante soit votée et présentée à l’honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable Monsieur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Chaloult, secondé par M. Marcoux, il est—

Ordonné que le débat soit suspendu et continué au cours de la présente séance.

M. L'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

CONSEIL LÉGISLATIF

le 9 février 1939.

Résolu qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Baribeau, Giroux, Grothé, Marchand, Martin, Mercier, Moreau, Nicol, Ouellet, Raymond, Roy et Scott, auxquels avait déjà été confié la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

Ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative;

Ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 2, intitulé: "Loi pour porter à trente-cinq millions de dollars les sommes mises à la disposition de l'Office du crédit agricole en faveur des cultivateurs de la province de Québec."

Sur un message de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, veut bien donner au nom de Sa Majesté la sanction royale au bill suivant :

2 Loi pour porter à trente-cinq millions de dollars les sommes mises à la disposition de l'Office du crédit agricole en faveur des cultivateurs de la province de Québec.

La sanction royale est prononcée sur ce bill par le greffier du Conseil législatif, comme suit :

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ce bill".

Au retour des députés :

La Chambre reprend le débat sur l'adresse en réponse au discours du Trône, lequel débat a été suspendu au cours de la présente séance.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Rochefort, secondé par M. Dansereau, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 125) intitulé : "Loi amendant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 117) intitulé : "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 103) intitulé : "Loi modifiant la charte de la ville de Farnham".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 134) intitulé : "Loi touchant la succession de feu Jean-Baptiste-Eugène Letellier."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 135) intitulé : "Loi concernant l'île Saint-Bernard et modifiant la charte de la ville de Châteauguay".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 142) intitulé: "Loi éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur de Rimouski".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 136) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac", et pour détacher leurs immeubles de la municipalité d'Austin pour en former une municipalité distincte sous le nom de "St-Benoît-du-Lac".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 105) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 137) intitulé: "Loi modifiant la charte de Victoriaville".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 128) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 127) intitulé: "Loi concernant la commission des écoles catholiques de Verdun".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 14 FÉVRIER 1939

Prière.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Barrette (Terrebonne), il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Leclerc, secondé par M. Perron, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Baie Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

L'honorable M. Duplessis, président *pro. tem.*, du comité des bills privés en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 124.—“Loi modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal”.

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 107.—“Loi ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. Limitée, et conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon.”

Bill 131.—“Loi concernant la succession Ovila-Stanislas Perrault.”

Bill 123.—“Loi ratifiant et confirmant un acte de convention passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Compagnie de Pulpe de Jonquière, d'autre part, et Price Brothers Co. Ltd. et la Commission municipale de Québec, intervenants, et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi approuvant et ratifiant le dit acte de convention.”

M. Marier, du comité des règlements, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De Marie-Angélique Duchesnay et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la division de la succession de feu l'honorable Charles Wilson.

Des ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant le Séminaire Saint-Sulpice.

Ordonné que M. Bulloch ait la permission de présenter un bill (No 141) intitulé: "Loi concernant le partage de la succession de l'honorable Charles Wilson".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thibeault ait la permission de présenter un bill (No 143) intitulé: "Loi concernant le séminaire Saint-Sulpice".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 19 janvier dernier.

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable Monsieur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Au cours du débat, un incident s'élève au sujet de la sortie du cabinet de M. le député de Laval, et M. l'Orateur décide que tout débat sur cet incident est irrégulier.

L'honorable M. Bouchard en appelle de la décision de M. l'Orateur.

Et l'appel étant mis aux voix, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

Adam,
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Bégin,
Béique,
Bellemare,
Bilodeau,
Boiteau,
Bourque,
Carignan,
Choquette,
Dubé (Rimouski),
Ducharme,
Duguay,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fleury,
Gagnon,
Gérin,
Goudreau,
Jolicœur,

Labbé,
Laflleur,
Lamoureux,
Langlais,
Larivière,
Laroche,
Layton,
Leduc (Soulanges),
Lesage,
Lorrain,
Marier,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Sauvé,
Sherman,
Tardif,
Thibeault,
Tremblay,
Trudel,
Vachon.—46.

CONTRE

Messieurs:

*Bastien,
Bélanger,
Bouchard,
Bouthillier,
Casgrain,
Chaloult,
Connors,
Dansereau,
Delagrave,*

*Drouin,
Grégoire,
Hamel,
Lawn,
Leduc (Laval),
Marcoux,
Messier,
Rocheport,
Turcotte.—18.*

La décision de M. l'Orateur est ainsi maintenue.

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu que l'Assemblée législative, désireuse de s'associer au deuil universel causé par la mort de Sa Sainteté le Pape Pie XI, s'ajourne maintenant par respect pour la mémoire du Souverain Pontife qui a été la gloire de l'Eglise catholique en même temps que l'honneur de l'humanité entière.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 15 FÉVRIER 1939

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 106.—Loi concernant l'adoption de Marie-Gabrielle-Jeannette Lafontaine.

Bill 129.—Loi changeant le nom de The Protestant Infants' Home of Montreal, en celui de Protestant Foster Home Centre.

Et avec des amendements, le bill suivant:

Bill 110.—Loi modifiant la charte des Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill No 104, intitulé: Loi changeant le nom de famille de Paul Herbert Silver *et al* en celui de Rowe, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

M. Boiteau, du comité des bills publics en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 119.—Loi refondant la charte de l'Hôpital Sainte-Jeanne d'Arc.

Et sans amendement, le bill suivant:

Bill 138.—Loi abrogeant la loi 3 Edouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations.

Question par M. Casgrain.—1. Combien de personnes étaient employées par le Gouvernement de la Province, à la protection des forêts, le 26 août 1936, en qualité de:

- a. Inspecteurs;
- b. Garde-feu;
- c. Sous garde-feu;
- d. Inspecteurs auxiliaires;
- e. Garde-feu auxiliaires?

2. Quel était le salaire annuel global de ces personnes?

3. Combien le Gouvernement avait-il d'employés de la même catégorie, le 26 août 1938 et quel était leur salaire annuel global?

Réponse par l'honorable M. Bourque:

1. 1936—

a. 84.

b. 501.

c. 1438.

d. 106.

e. 202.

Salaire annuel global: \$243,131.10.

2. 1938—

a. 97.

b. 598.

c. 1449.

d. 43.

e. 38.

Salaire annuel global: \$281,585.81.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 19 janvier dernier.

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec :

L'honorable Monsieur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat continue.

Sur la motion de M. l'honorable M. Bastien, secondé par M. Turcotte, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 16 FÉVRIER 1939

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 136.—Loi modifiant la charte des Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, et détachant leurs immeubles de la municipalité d'Austin pour en former une municipalité distincte sous le nom de Saint-Benoît-du-Lac.

M. Marier du comité des règlements, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après :

De la Ville de Baie Comeau, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Ordonné que M. Leclerc ait la permission de présenter un bill (No 144) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Baie Comeau".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 19 janvier dernier.

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable Monsieur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat continue.

Sur la motion de M. Grégoire, secondé par M. Marcoux, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Huit heures du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 141) intitulé: "Loi concernant le partage de la succession de l'honorable Charles Wilson".

Le bill, est en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 143) intitulé: "Loi concernant le séminaire Saint-Sulpice".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 19 janvier dernier.

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable Monsieur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

M. Dansereau propose, secondé par l'honorable M. Drouin:

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

"Nous désirons exprimer respectueusement le regret que le gouvernement depuis son accession au pouvoir en 1936, n'ait pas pris les mesures nécessaires pour remplir ses engagements électoraux, notamment:

1. En favorisant le népotisme et la partisanerie politique dans l'administration du département de l'Agriculture et en ne payant pas de prime sur le beurre et le fromage;

2. En n'ayant pas mis en œuvre un plan d'ensemble pour développer les centres de colonisation et soulager la misère des agriculteurs nouvellement établis sur des terres;

3. En n'abolissant pas le Conseil législatif;

4. En n'établissant pas dans la province une concurrence d'État efficace, de nature à protéger le public contre les taux élevés de l'électricité et en négligeant de promouvoir l'électrification rurale;

5. En ne réduisant pas le nombre des commissions administratives mais en les maintenant et en en créant de nouvelles sous une désignation différente;

6. En diminuant les prérogatives de la Chambre pour accroître les pouvoirs d'administration par simple ordre en conseil."

Et la motion d'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour

Messieurs:

*Bastien,
Bélanger,
Bouchard,
Bouthillier,
Casgrain,
Chaloult,
Connors,
Dansereau,
Delagrave,*

*Drouin,
Grégoire,
Hamel,
Lawn,
Marcoux,
Messier,
Rochefort,
Turcotte.
—17.*

CONTRE

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gérin,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Jolicœur,</i>	<i>Vachon.—52.</i>

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix est adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Résolu que le 23 de ce mois, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Résolu que le 23 de ce mois, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que le comité des bills publics en général soit autorisé à siéger demain, même si la Chambre n'y tient pas de séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 21 FÉVRIER 1939

Prière.

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 114.—Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-est.

Bill 101.—Loi ratifiant certains contrats passés respectivement entre la cité du Cap de la Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap de la Madeleine, dans le comté de Champlain et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited.

Bill 102.—Loi ratifiant certaines résolutions de la cité du Cap de la Madeleine et des commissaires d'écoles de la municipalité du Cap de la Madeleine, dans le comté de Champlain, et certains contrats passés entre la dite cité et lesdits commissaires d'écoles respectivement, et l'International Foils Limited.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 22) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant les lois du département des travaux publics et du département du travail relatives à la sécurité dans les édifices publics".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 24) intitulé: "Loi relative aux institutions d'assistance publique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Casgrain.—1. Monsieur Jos. Bédard, maire du village de Charlesbourg, dans le comté de Québec, est-il à l'emploi de l'Office du Crédit agricole de Québec, soit comme employé permanent, estimateur, inspecteur, commis ou quelque titre que ce soit?

2. Dans l'affirmative:

a. Depuis quand?

b. Quel est son traitement?

3. L'Office du Crédit agricole a-t-il consenti un ou des prêts audit Jos. Bédard?

4. Si la réponse est affirmative:

a. A quelle date?

b. Pour quel montant?

c. Quels immeubles a-t-il donnés en garantie de remboursement?

Réponse par l'honorable M. Dussault:

1. et 2. Oui, comme estimateur, à raison de \$5.00 par estimation, dont la première en date du 17 mars 1938.

3. Oui.

4. a. En date du 18 novembre 1938.

b. et c. \$2,000. L'Office ayant pris toutes les précautions nécessaires et toutes les garanties suffisantes.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 21, intitulé: "Loi pour remplir les obligations inexécutées de l'ancien gouvernement envers les révérends pères de Sainte-Croix."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 7, intitulé: "Loi relative à l'école d'agriculture de Nicolet".

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que la période d'octroi du subside annuel visé par la loi 2 George VI, chapitre 12, modifiée par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pour l'établissement et le maintien d'une école d'agriculture à Nicolet, soit prolongée de cinq à dix ans et que ledit subside annuel, fixé dans ladite loi à la somme de vingt mille dollars, soit augmenté à trente mille dollars.

Résolu, 2.—Que les dispositions de la résolution qui précède soient sensées avoir été en vigueur depuis le 22 juillet, 1937.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 7) intitulé: "Loi relative à l'école d'agriculture de Nicolet".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 8, intitulé: "Loi relative à l'école d'agriculture de Ville Marie".

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le subside annuel fixé par la loi 2 George VI, chapitre 13, modifiée par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pour l'établissement et le maintien d'une école d'agriculture à Ville-Marie à la somme de quinze mille dollars, soit augmenté à vingt mille dollars.

Résolu, 2.—Que les dispositions de la résolution qui précède soient sensées avoir été en vigueur depuis le 1er décembre, 1937.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 8) intitulé: "Loi relative à l'école d'agriculture de Ville Marie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 9, intitulé: "Loi relative à l'école d'agriculture de Chicoutimi".

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que la période d'octroi du subside annuel visé par la loi 2 George VI, chapitre 10, modifiée par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pour l'établissement et le maintien d'une école d'agriculture à Chicoutimi, soit prolongée de quatre ans à dix ans et que ledit subside annuel, fixé dans ladite loi à la somme de vingt-cinq mille dollars, soit augmenté à trente mille dollars.

Résolu, 2.—Que les dispositions de la résolution qui précède soient sensées avoir été en vigueur depuis le 22 juillet, 1937.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 9) intitulé: "Loi relative à l'école d'agriculture de Chicoutimi".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 6, intitulé: "Loi abrogeant l'article 1 de la loi 1 Edouard VIII (2e session), chapitre 10.

L'honorable M. Fisher informe la Chambre que l'honorable M. le Lieutenant-Gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les traitements des ministres, réduits par la loi 1 Edouard VIII (2e session), chapitre 10, section 1, soient rétablis tels qu'ils étaient avant l'adoption de ladite loi.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première fois et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 6) intitulé: "Loi abrogeant l'article I de la loi 1 Edouard VIII (2e session), chapitre 10".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No. 3) intitulé: "Loi modifiant la loi des compagnies de Québec."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 5) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du trésor relativement à la dépense des deniers publics."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Vachon.</i>
<i>Gérin,</i>	—41.

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouchard</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Rocheffort,</i>
<i>Grégoire,</i>	<i>Turcotte.</i>
<i>Hamel,</i>	—13.

La motion est ainsi adoptée.

En conséquence, ledit bill est alors lu la troisième fois.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 22 FÉVRIER 1939

Prière.

M. Marier, du comité des règlements, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De Thomas-Philippe Gagnon, demandant l'adoption d'une loi autorisant l'Association Pharmaceutique de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession de pharmacien sans examen.

Question par M. Casgrain.—Combien a coûté à date l'application de la loi des Salaires Raisonables (1 Geo. VI, chap. 50):—

a. En salaires ?

b. En frais d'administration ou dépenses de quelque nature que ce soit ?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

a. \$189,828.42.

b. \$106,552.40.

Question par M. Bégin.—1. Combien de comités paritaires ont opéré du 1^{er} septembre 1937 au 31 décembre 1938 ?

2. Combien de comités paritaires ont reçu le droit de percevoir des cotisations durant cette même période ?

3. Quel est le montant dépensé par les comités paritaires durant cette même période ?

a. En salaire ?

b. En administration (salaire excepté) ?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

1. 89.

2. 54.

3. a. \$297,622.79.

b. \$169,647.26. Total: \$467,270.05.

Question par M. Casgrain.—1. Le Gouvernement de la Province de Québec a-t-il exécuté des travaux pour remédier au chômage, en 1937, dans le comté de Lévis, soit seul, soit avec l'aide ou la contribution du gouvernement fédéral ?

2. Si la réponse est affirmative:

Le Gouvernement de la Province a-t-il nommé un surintendant ou un surveillant de ces travaux ?

3. Si oui:

a. Quels sont le nom, prénom et adresse de ce surintendant ou surveillant ?

- b. Quel est son salaire mensuel?
- c. Quelles ont été ses dépenses pour l'année 1937?
- d. Par qui a-t-il été recommandé?
- 4. Le Gouvernement de la Province a-t-il mis un automobile à la disposition de ce surintendant ou surveillant?
- 5. Dans l'affirmative:
 - a. Qui est propriétaire de cet automobile?
- 6. Le Surintendant ou surveillant desdits travaux a-t-il un chauffeur à sa disposition?
- 7. Si oui:
 - a. Quel est le nom de ce chauffeur?
 - b. Quel est son salaire?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

- 1. Oui.
- 2. Oui.
- 3. L.-B. Pelletier, 43 rue Guenette, Lévis;
- b. \$30.00 par semaine;
- c. \$593.60;
- d. Bureau de Placement.
- 4. Non.
- 5, 6, 7. Répondu par No 4.

Question par M. Casgrain.—1. Le Gouvernement de la province fait-il construire à ses frais, ou contribue-t-il à la construction d'une école dans la paroisse de St-Emile, dans le comté de Québec?

- 2. Si la réponse est affirmative:
 - a. Le Gouvernement a-t-il nommé quelqu'un pour surveiller les travaux?
 - b. Si oui, quels sont les nom et adresse de ce surveillant, et quel est son salaire?

Réponse par l'honorable Mr. Tremblay:

- 1. Oui.
- 2. a. Oui.
 - b. J.-Alfred Bédard, Charlesbourg, à raison de \$27.00 par semaine.

Question par M. Sauvé (Beauharnois).—1. Le Gouvernement de la Province de Québec a-t-il exécuté des travaux pour remédier au chômage dans le comté de Lévis, soit seul, soit avec l'aide ou la contribution du gouvernement fédéral du 1er avril 1938 au 31 décembre 1938?

- 2. Si la réponse est affirmative, quel est le montant contribué par le gouvernement fédéral?
- 3. a. Quel est le montant total dépensé en matériaux et salaires dans le comté de Lévis?
 - b. Même renseignement qu'à l'item "a" pour la ville de Lévis?
 - c. Même renseignement qu'à l'item "a" pour la ville de Lauzon?
 - d. Même renseignement qu'à l'item "a" pour la ville de St-Romuald?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

1. Oui.
2. Aucun.
3. a. \$165,889.70.
b. \$114,373.16.
c. \$ 29,000.94.
d. \$ 16,657.65.

Sur la motion de M. Hamel, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, le document suivant:

Copie des brochures Nos 10 et 11 contenant les concessions des forces hydrauliques.

L'honorable M. Duplessis, dépose, sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date de ce jour, que dépôt soit fait de: Copie des brochures Nos 10 et 11 contenant les concessions des forces hydrauliques.

(Document de la session No. 12.)

L'honorable M. Duplessis propose, secondé par l'honorable M. Auger: Que le Règlement de cette chambre soit modifié en y insérant, entre les articles 229 et 230, l'article qui suit:

"229a. Nul discours ne doit durer plus d'une heure.

Toutefois, la restriction ci-dessus ne s'applique pas au discours prononcé:

1° Par le premier ministre, ou par le député qui occupe dans la chambre le poste reconnu de chef de l'opposition;

2° Par le ministre au nom de qui l'affaire en discussion est inscrite au feuillet, ou par le député d'opposition qui lui répond immédiatement;

3° Par le député qui propose un vote de blâme, de censure ou de défiance à l'égard du gouvernement, ou par le ministre qui lui répond."

Et un débat s'élève.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

Adam,
Auger (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Joliette),
Barrette (Terrebonne),
Bégin,
Bellemare,
Bilodeau,

Lafleur,
Langlais,
Larivière,
Laroche,
Layton,
Leduc (Soulanges),
Lesage,
Marier,
Paquette,

Caron,
Choquette,
Dubé (Témiscouata),
Duguay,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fitch,
Fleury,
Gagné,
Gagnon,
Gérin,
Jolicœur,
Labbé,

Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Roy,
Taché,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Vachon.—45.

CONTRE

Messieurs :

Bastien,
Bélanger,
Bertrand (Montréal-Laurier),
Bouchard,
Casgrain,
Chaloult,
Connors,
Dansereau,
Drouin,

Grégoire
Hamel,
Lawn,
Leduc (Laval),
Marcoux,
Messier,
Rocheport,
Turcotte.
 —17.

La motion est ainsi adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'instruction soit donnée au comité des comptes publics de continuer l'enquête que le comité des comptes publics a commencée pendant la première session de 1936 et poursuivie aux sessions subséquentes, de faire recueillir par des sténographes bilingues les dépositions des témoins entendus et les notes que le comité jugera nécessaires, et de considérer comme faisant partie de son enquête les dépositions et les pièces que le comité des comptes publics institué à chacune des quatre dernières sessions a reçues au cours de l'enquête qu'il a faite.

L'honorable M. Paquette dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport de l'archiviste de la province de Québec, pour 1937-1938.

(Document de la session No 13.)

A six heures M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Huit heures du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 107) intitulé: "Loi ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. Limitée, et conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 131) intitulé: "Loi concernant la succession Ovila-Stanislas Perrault."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 123) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant un acte de conventions passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Compagnie de pulpe de Jonquière, d'autre part, et *Price Brothers Company Limited* et la Commission municipale de Québec, intervenants, et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de conventions."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Adam,
Auger (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Joliette),
Barrette (Terrebonne),
Bégin,
Bellemare,
Bilodeau,
Caron,
Choquette,
Dubé (Témiscouata),
Duguay,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fitch,
Fleury,
Gagné,
Gagnon,
Gérin,
Jolicœur,
Labbé,

Lafleur,
Langlais,
Larivière,
Larochelle,
Layton,
Leduc (Soulanges),
Lesage,
Marier,
Paquette,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Roy,
Taché,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Vachon.
—45.

CONTRE

Messieurs:

Bastien,
Bélanger,
Bertrand (Montréal-Laurier),
Bouchard,
Casgrain,

Grégoire,
Hamel,
Lawn,
Leduc (Laval),
Marcoux,

*Chaloult,
Connors,
Dansereau,
Drouin,*

*Messier,
Rocheport,
Turcotte.—17.*

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 124) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 106) intitulé: "Loi concernant l'adoption de Marie-Gabrielle-Jeannette Lafontaine."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 144) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Baie Comeau".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 23 FÉVRIER 1939

Prière.

Sur la motion de M. Leclerc, secondé par M. Adam, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de North Shore Paper Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de la Ontario Paper Company dans la province de Québec à la Quebec North Shore Paper Company, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Thibeault, secondé par M. Paradis, il est—

Ordonné que les dispositions du règlement qui ont trait à la publication des avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à la présentation des bills privés, soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi pour modifier sa charte; que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

La dite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Thibeault, en conséquence, présente un bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal," qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 103.—Loi modifiant la charte de la ville de Farnham.

Bill 137.—Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Ordonné que M. Labbé ait la permission de présenter un bill (No 126) intitulé: "Loi autorisant l'Association pharmaceutique de Québec à admettre Thomas-Philippe Gagnon à la pratique de la profession de pharmacien.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Bilodeau dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Statistiques Municipales pour l'année civile 1937.

(Document de la session No 14.)

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Y a-t-il eu des octrois pour l'achat d'engrais chimiques en 1938 pour lesquels des réclamations ont été faites au gouvernement et n'ont pas été payées au 31 décembre 1938?

2. Dans l'affirmative: Donnez une liste de ces réclamations en mentionnant le montant dû à chaque réclamant et la date de la réclamation?

3. Ces octrois ont-ils été payés depuis le 31 décembre à venir au 31 janvier 1939?

L'honorable M. Duplessis dépose sur le bureau de la Chambre:

Réponse à un Ordre de cette Chambre, en date de ce jour, relatif à un état montrant:

1. Y a-t-il eu des octrois pour l'achat d'engrais chimiques en 1938 pour lesquels des réclamations ont été faites au gouvernement et n'ont pas été payées au 31 décembre 1938;

2. Dans l'affirmative: Donnez une liste de ces réclamations en mentionnant le montant dû à chaque réclamant et la date de la réclamation?

3. Ces octrois ont-ils été payés depuis le 31 décembre à venir au 31 janvier 1939?

(Document de la Session No 15)

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Quel était, pour chaque ministère, le montant des sommes dues et des sommes réclamées par des entrepreneurs, des fournisseurs, des officiers et par toutes autres personnes, sociétés et compagnies ayant fait ou faisant affaires ou ayant travaillé ou travaillant pour la province:

a. Au 31 décembre 1938?

b. Au 31 janvier 1939?

Question par M. Casgrain.—1. Monsieur Aimé Pageau, maire de l'Ancienne Lorette, est-il à l'emploi du Département des Mines, de la Chasse et des Pêcheries de la Province de Québec?

2. Dans l'affirmative:

a. Depuis quelle date est-il en fonctions?

b. A quel travail spécifique est-il employé?

c. Quel est son salaire par mois?

d. Quel est le montant global payé à M. Pageau depuis son engagement?

e. Le Département des Mines, de la Chasse et des Pêcheries emploie-t-il d'autres fonctionnaires que M. Pageau pour remplir les mêmes charges?

Réponse par l'honorable M. Gagnon:

1. Oui.

2. a. 10 juin 1937.

b. Assistant de l'inspecteur général au service des gardes-chasse.

c. \$150.00.

d. \$4,039.37.

e. Non.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 21, intitulé: "Loi pour remplir les obligations inexécutées de l'ancien gouvernement envers les révérends pères de Sainte-Croix."

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que la Congrégation des Révérends Pères de Sainte-Croix a fondé, à Montréal, une maison d'enseignement secondaire affiliée à l'Université de Montréal et connue sous le nom d'Externat classique Sainte-Croix;

Attendu que le comité catholique du conseil de l'instruction publique, par résolution en date du quatre février 1931, a reconnu cette institution comme collège classique et a recommandé qu'elle bénéficie de la subvention annuelle de dix mille dollars accordée aux institutions de ce genre;

Attendu que la Congrégation des Révérends Pères de Sainte-Croix avait droit de s'attendre à recevoir ladite subvention annuelle qui lui fut d'ailleurs promise par le gouvernement d'alors;

Attendu que cette promesse a été ignorée jusqu'à 1935 et que la Congrégation des Révérends Pères de Sainte-Croix n'a reçu aucune subvention pour les années 1931 à 1934 inclusivement;

Attendu qu'il y a lieu de réparer cette injustice;

Qu'il soit en conséquence:

Résolu,—Que le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, à la Congrégation des Révérends Pères de Sainte-Croix, une somme de quarante mille dollars, dont vingt mille dollars le quinze juillet 1939 et vingt mille dollars le quinze juillet 1940, pour tenir lieu des subventions qui auraient dû être payées pour l'Externat classique Sainte-Croix, pour les années 1931 à 1934 inclusivement.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 21) intitulé: "Loi pour remplir les obligations inexécutées de l'ancien gouvernement envers les révérends pères de Sainte-Croix".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 16) intitulé: "Loi prolongeant le délai de consolidation des arrérages de taxes municipales et scolaires".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait le rapport suivant:

M. l'Orateur,

"Pendant les remarques du premier ministre le député de Québec-centre, fait une rectification; après la rectification du député de Québec-centre, le premier ministre se lève pour reprendre la parole alors que le député de Kamouraska soulève un point d'ordre. J'ai décidé, qu'il ne pouvait y avoir un point d'ordre puisque personne n'avait encore parlé. Le député de Kamouraska en appelle de ma décision."

Et appel de la décision du président du Comité plénier est soumise à la Chambre qui se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Gérin,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Marier,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay.—40.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Rocheftort,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Turcotte.—14.</i>

La décision du président du Comité est ainsi maintenue.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier sur le bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province", et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 110) intitulé: "Loi modifiant la charte des Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

A six heures M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Huit heures et un quart du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 136) intitulé: "Loi modifiant la charte des Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, et détachant leurs immeubles de la municipalité d'Austin pour en former une municipalité distincte sous le nom de Saint-Benoît-du-Lac".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 114) intitulé: "Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-est".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" étant faite la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Goudreau,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Elie,</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gérin,</i>	<i>Tremblay.—42.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Barré,</i>	<i>Connors,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Dansereau,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Turcotte.—12.</i>

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 102) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles de la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et certains contrats passés entre ladite cité et lesdits commissaires d'écoles respectivement et l'*International Foils Limited*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Et la motion: "que le bill soit maintenant lu une troisième fois", étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 101) intitulé: "Loi ratifiant certains contrats passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap de la Madeleine, dans le comté de Champlain, et la compagnie *Laurentian Silk Mills Limited*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise, et il est—

Résolu que le bill soit lu une troisième fois, mais sous le titre modifié, comme suit: "Loi ratifiant certains contrats passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et la compagnie *Laurentian Silk Mills Limited* et validant une résolution du conseil municipal de la cité du Cap-de-la-Madeleine en date du 6 février 1939 relativement à un emprunt de cinquante mille quatre cents dollars".

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 119) intitulé: "Loi refondant la charte de l'Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Thibeault, et avec le consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné que le bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal" soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Sur la motion de M. Labbé, et avec le consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné que le bill (No 126) intitulé: "Loi autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec, à admettre Thomas-Philippe Gagnon, à la pratique de la profession de pharmacien," soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 28 FÉVRIER 1939

Prière.

Sur la motion de M. Bulloch, secondé par M. Robinson, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "The Standard Church of America" demandant l'adoption d'une loi pour incorporer "The Standard Church of America", et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Bouchard, il est—

Ordonné que les articles 510, 511, 503 et 514 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "la cité de Rivière-du-Loup", demandant l'adoption d'une loi "ratifiant le règlement No 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers," et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

La dite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Béique, du comité des bills privés en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 100.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

Sur la motion de M. Thibeault, il est—

Ordonné que le bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal" soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Sur la motion de M. Larivière, secondé par M. Gagné, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "Temiscamingue & Abitibi Railway Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 25) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 20) intitulé: "Loi instituant un service général d'achats pour le gouvernement".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 26) intitulé: "Loi relative à l'administration des secours de chômage".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 27) intitulé: "Loi autorisant une enquête sur les affaires de *The Title Guarantee and Trust Corporation of Canada*".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Bourque dépose sur le bureau de la Chambre:

Vingt-septième rapport de la Commission des Eaux Courantes de Québec, 1938.

(Document de la session No 16.)

L'honorable M. Dussault dépose sur le bureau de la Chambre:

Rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1938.

(Document de la session No 17.)

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 20, intitulé: "Loi instituant un service général d'achats pour le gouvernement".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 27, intitulé: "Loi autorisant une enquête sur les affaires de *The Title Guarantee and Trust Corporation of Canada*."

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 26, intitulé: "Loi relative à l'administration des secours de chômage."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 10, intitulé: "Loi relative à l'école d'Agriculture de la Gaspésie"

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à dépenser pour l'application de la Loi relative à l'école d'agriculture de la Gaspésie, (2 George VI, chapitre 11), telle que modifiée par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, une somme de vingt mille dollars en 1938, cinquante-quatre mille cent cinquante dollars en 1939, vingt mille neuf cents dollars en 1940, vingt mille six cents dollars en 1941, vingt mille trois cents dollars en 1942 et à payer une bourse mensuelle de neuf dollars par élève fréquentant cette école, jusqu'à concurrence de soixante-quinze élèves.

Résolu, 2.—Que les dispositions de la résolution qui précède soient censées avoir été en vigueur depuis le 8 avril 1938.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No. 10) intitulé: "Loi relative à l'école d'agriculture dans la Gaspésie."

En conséquence, il présente de bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 14, intitulé: "Loi modifiant la Loi du Parc national du Mont Orford".

L'honorable M. Gagnon informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Gagnon propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'en vertu des dispositions de la Loi du Parc National du Mont Orford, (2 George VI, chapitre 49), telle que modifiée par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, le gouvernement de la province pourra acquérir, de gré à gré ou par voie d'expropriation, tout terrain situé dans le Parc National du Mont Orford ou tout droit ou intérêt affectant tel terrain et qu'il pourra aussi, sur les recommandations du ministre des mines et des pêcheries et du ministre des terres et forêts, donner des biens du domaine public en échange de tel terrain, droit ou intérêt.

Résolu, 2.—Qu'en vertu de ladite Loi du Parc National du Mont Orford, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir des règlements pour la location de terrains pour l'aménagement et l'exploitation de jeux de golf, de tennis, de ski, ou autres, ainsi que la location des maisons de club, des restaurants, des chalets de repos, ou autres édifices nécessaires.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant la Loi du Parc national du Mont Orford".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la mise en conserves du poisson et d'autres produits de la mer."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 12) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 24) intitulé: "Loi relative aux institutions d'assistance publique".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un Comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 175) intitulé: "Loi modifiant la Loi des architectes".

M. Tellier propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

M. Barrette (Joliette) propose, secondé par M. Paradis:

Que l'Assemblée législative,—

Attendu que le communisme est une doctrine qui répugne à la population de la province de Québec, parce qu'il s'attaque à ses traditions les plus chères et qu'il est basé sur l'athésisme, le désordre et l'esprit de destruction;

Attendu que la législature de Québec a adopté une législation pour enrayer, dans les limites du possible, la propagande et la propagation du communisme dans la province de Québec;

Attendu que le communisme se sert des postes et du chemin de fer de l'État pour se soustraire à la loi, pour propager et défendre ses doctrines perfides et pernicieuses;

Exprime l'avis que, pour permettre aux autorités provinciales de réprimer plus facilement et plus complètement les menées des communistes dans la province de Québec, le gouvernement du Canada devrait prendre immédiatement les mesures appropriées pour prohiber l'admission des communistes dans la province de Québec, pour surveiller davantage l'immigration, les permis de séjour et les passeports à ce sujet, pour interdire l'importation et la distribution dans la province de Québec, de tout imprimé de propagande communiste.

Que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution aux très honorables premier ministre et ministre de la justice du Canada.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Bertrand (Montréal-Laurier) propose par voie d'amendement, secondé par M. Hamel:

Que tous les mots après "que", dans la première ligne de la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre prie instamment le gouvernement fédéral de favoriser la campagne entreprise contre la propagande des doctrines subversives et en particulier communistes;

Cette Chambre demande également au gouvernement du Canada de coopérer avec le gouvernement de Québec, tout en respectant l'autonomie provinciale, dans la lutte inaugurée par les autorités religieuses contre la diffusion de ces théories perverses, pour sauvegarder chez notre population les sentiments de foi et les traditions d'ordre qui la caractérisent.

Que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution aux très honorables premier ministre et ministre de la justice du Canada.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Bastien, secondé par M. Casgrain, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

A six heures M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Huit heures du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 129) intitulé: "Loi changeant le nom de *The Protestant Infants' Home of Montreal* en celui de *Protestant Foster Home Centre*."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No. 138) intitulé: "Loi abrogeant la loi 3 Edouard VII, chapitre 64 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations."

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué.

Ordonné que ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Fanrham".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que ledit bill soit de nouveau renvoyé au Comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 137) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Victoria-ville."

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que ledit bill soit de nouveau renvoyé au Comité des bills privés en général.

La Chambre reprend le débat ajourné, ce jour, à six heures, sur l'amendement de l'honorable M. Bertrand (Montréal-Laurier) à la motion de M. Barrette (Joliette) proposant:—

Que l'Assemblée législative,—

Attendu que le communisme est une doctrine qui répugne à la population de la province de Québec, parce qu'il s'attaque à ses traditions les plus chères et qu'il est basé sur l'athéisme, le désordre et l'esprit de destruction;

Attendu que la législature de Québec a adopté une législation pour enrayer, dans les limites du possible, la propagande et la propagation du communisme dans la province de Québec;

Attendu que le communisme se sert des postes et du chemin de fer de l'Etat pour se soustraire à la loi, pour propager et défendre ses doctrines perfides et pernicieuses;

Exprime l'avis que, pour permettre aux autorités provinciales de réprimer plus facilement et plus complètement les menées des communistes dans la province de Québec, le gouvernement du Canada devrait prendre immédiatement les mesures appropriées pour prohiber l'admission des communistes dans la province de Québec, pour surveiller davantage l'immigration, les permis de séjour et les passeports à ce sujet, pour interdire l'importation et la distribution dans la province de Québec, de tout imprimé de propagande communiste.

Que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution aux très honorables premier ministre et ministre de la justice du Canada.

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que" dans la première ligne de la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre prie instamment le gouvernement fédéral de favoriser la campagne entreprise contre la propagande des doctrines subversives et en particulier communistes;

Cette Chambre demande également au gouvernement du Canada de coopérer avec le gouvernement de Québec, tout en respectant l'autonomie provinciale, dans la lutte inaugurée par les autorités religieuses contre la diffusion de ces théories perverses, pour sauvegarder chez notre population les sentiments de foi et les traditions d'ordre qui la caractérisent.

Que le greffier de l'Assemblée législative transmette copie de cette résolution aux très honorables premier ministre et ministre de la justice du Canada.

Et la motion d'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bertrand (Mont-Laurier),</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Turcotte.—12.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Beique,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Jolicœur,</i>	<i>Vachon.—47.</i>
<i>Labbé,</i>	

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Labelle,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Barrette</i> (Joliette)	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Larochelle,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leduc</i> (Soulanges)
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord)
<i>Carignan,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Coonan,</i>	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Robinson,</i>
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Roy,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Jolicœur,</i>	<i>Vachon.</i> —47.
<i>Labbé,</i>	

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bertrand</i> (Mont-Laurier),	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Turcotte.</i> —12.

La motion principale est ainsi adoptée.

Sur la motion de M. Bulloch, secondé par M. Robinson, il est—
Ordonné que le bill No 104, intitulé: "Loi changeant le nom de famille de Paul Herbert Silver *et al* en celui de "Rowe", soit renvoyé de nouveau au Comité des bills privés en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 1er MARS 1939

Prière.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Sauvé (Beauharnois), il est—
Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "Joseph, Jean-Baptiste, Honoré, Edgar, alias John Vanier, rentier, domicilié à St-Lambert, comté de Chambly, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Philias Vanier", et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Barrette (Terrebonne), secondé par M. Fitch, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "The Empire Trust Company et autres, demandant l'adoption d'une loi relative à The Empire Trust Company", et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite petition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Marier, du comité des règlements, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De North Shore Paper Company, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de la Ontario Paper Company dans la province de Québec à la Quebec North Shore Paper Company.

De Temiscamingue & Abitibi Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De la Standard Church of America, demandant l'adoption d'une loi incorporant the Standard Church of America.

De Arthur M. Jacques et autres demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité un certain territoire.

Votre comité recommande de prolonger au 10 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 24 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1, de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte le dit rapport.

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

No 132.—“Loi modifiant le nom corporatif de l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal”.

No 127.—“Loi concernant la commission des écoles catholiques de Verdun”.

Et sans amendement, les bills suivants:

No 140.—“Loi autorisant le collège de chirurgiens dentistes de la province de Québec, à admettre Vahan Matheossian à la pratique de l'art dentaire, après avoir subi ses examens.

No 144.—“Loi modifiant la charte de la ville de Baie Comeau”.

No 142.—“Loi éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de St-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur de Rimouski.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

No 143.—“Loi concernant le Séminaire Saint-Sulpice”. Votre comité a aussi amendé le préambule.

No 125.—“Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield”.

No 128.—“Loi modifiant la charte de la cité de Verdun”.

No 108.—“Loi constituant en corporation Dominion Hebrew Sick Benefit Association”. Votre comité a aussi amendé le préambule.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill 104, intitulé: “Loi changeant le nom de famille de Paul Herbert Silvert *et al* en celui de “Rowe”, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Votre comité recommande de prolonger au 10 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 24 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1, de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais..

Résolu que cette Chambre adopte le dit rapport.

Ordonné que M. Lesage ait la permission de présenter un bill (No. 146) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Malartic."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Leclerc ait la permission de présenter un bill (No 147) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de The Ontario Paper Company Limited, dans la province de Québec, à The Quebec North Shore Paper Company."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Larivière ait la permission de présenter un bill (No 150) intitulé: "Loi modifiant la charte de The Temiscamingue and Abitibi Railway Company."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bulloch ait la permission de présenter un bill (No 145) intitulé: "Loi constituant en corporation The Standard Church of America."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Fisher dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

État des comptes publics de la province de Québec et rapport annuel de l'auditeur de la province pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

(Document de la session No 18.)

L'honorable M. Fisher transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province:

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1940, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement.

E.-L. PATENAUDE.

Québec, le 1er mars 1939.

(Document de la session No 1.)

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que le message de l'honorable Monsieur le Lieutenant-Gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget qui l'accompagne.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité des voies et moyens.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, secondé par M. Casgrain, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné à mardi prochain.

L'honorable M. Drouin propose, secondé par M. Hamel:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

Copie de correspondance, dépêches télégraphiques et de tous documents quelconques concernant l'établissement d'une Cour de Bien-Etre Social et particulièrement d'une Cour des Jeunes Délinquants pour le district de Québec.

L'honorable Premier ministre fait quelques remarques explicatives.

Sur la motion de l'honorable M. Drouin, la motion est retirée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 15, intitulé: "Loi modifiant la Loi du Parc de la Montagne Tremblante".

L'honorable M. Gagnon informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Gagnon propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau à la présente séance.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No. 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 5 comme article 6:

"6. La résolution adoptée par le Conseil de la cité de Montréal le 28 février 1939, imposant une taxe foncière de dix cents (\$0.10) par cent dollars (\$100.00) de la valeur des immeubles portés au rôle d'évaluation, est abrogée, et les contribuables sont libérés de la taxe imposée par cette résolution".

2. L'article 6 du bill devient l'article 7.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 100) intitulé "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", et les dits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur un message de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec veut bien donner au nom de Sa Majesté la sanction royale au bill suivant:

100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

La sanction royale est prononcée sur ce bill par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ce bill".

Au retour des députés:

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier sur le projet de résolutions relatives au bill No 15, intitulé: "Loi modifiant la Loi du Parc de la Montagne Tremblante".

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'en vertu des dispositions de la Loi du Parc de la Montagne Tremblante (Statuts refondus, 1925, chapitre 89,) telle que modifiée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra adopter des règlements pour la location de telles parties du Parc de la Montagne Tremblante qu'il jugera propres à la construction d'un funiculaire ou ascenseur, de câbles remorqueurs, de chalets de relais ou autres constructions similaires.

Résolu, 2.—Que des dispositions de l'article 9 de la Loi du Parc des Laurentides concernant le pouvoir du lieutenant-gouverneur en conseil de faire, amender et abroger des règlements visant le Parc des Laurentides, soient applicables au Parc de la Montagne Tremblante, tel que prévu par la section 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 15) intitulé: "Loi modifiant la loi du Parc de la montagne Tremblante."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 15) intitulé: "Loi modifiant la Loi du Parc de la Montagne Tremblante."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé a un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 20, intitulé "Loi instituant un service général d'achats pour le gouvernement".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Que le directeur général des achats mentionné dans la loi qui accompagne la présente résolution sera nommé et son traitement fixé et payé conformément aux dispositions de la Loi du service civil.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que la dite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill No (20) intitulé: "Loi instituant un service général d'achats pour le gouvernement."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 20) intitulé: "Loi instituant un service général d'achats pour le gouvernement."

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Et la motion que le bill soit maintenant lu la troisième étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Casgrain propose, secondé par l'honorable M. Bastien:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance et tout autre document entre le Gouvernement et toute personne, du 6 avril 1938 jusqu'à date, relativement à l'annulation de billets de location dans les cantons de Lambton, Adstock, Aylmer et Forsyth, dans le comté de Frontenac.

Et un débat s'élève.

Au cours du débat, M. l'Orateur décide que M. Tardif a le droit de se défendre contre les imputations que contenait le discours de M. Casgrain au sujet de l'annulation des billets de location pour les cantons mentionnés dans la motion en discussion.

L'honorable M. Bastien en appelle de la décision de M. l'Orateur, et cet appel étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Jolicœur,</i>
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Labelle,</i>
<i>Barrette</i> (Trrebonne),	<i>Lafleur,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Choquette,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Ducharme,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gérin,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Grégoire,</i>	<i>Vachon.</i> —44.

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Dansereau,</i>
<i>Bertrand</i> (Montréal-Laurier),	<i>Lawn,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Rocheffort,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Turcotte.</i> —11.
<i>Connors,</i>	

La décision de l'Orateur est ainsi maintenue.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Bastien, il est—

Ordonné qu'il soit déposé, sur le bureau de cette chambre:

Copie de toute correspondance et tout autre document entre le Gouvernement et toute personne, du 6 avril 1938 jusqu'à date, relativement à l'annulation de billets de location dans les cantons de Lambton, Adstock, Aylmer et Forsyth, dans le comté de Frontenac.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 2 MARS 1939

Prière.

Sur la motion de M. Bulloch, secondé par M. Robinson, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "The Montreal Protestant Central School Board", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Bégin, du comité des bills privés, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 137.—Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Bill 103.—Loi modifiant la charte de la ville de Farnham.

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus comme suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 7, intitulé: "Loi relative à l'école d'agriculture de Nicolet".

Bill No 8, intitulé: "Loi modifiant la loi 2 George VI, chapitre 13, relative à l'école d'agriculture de Ville-Marie".

Bill No 9, intitulé: "Loi relative à l'école d'agriculture de Chicoutimi".

Bill No 10, intitulé: "Loi relative à l'école d'agriculture de la Gaspésie".

Bill No 14, intitulé: "Loi modifiant la loi du Parc National du Mont Orford".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 31, intitulé: "Loi modifiant la Loi du service civil".

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité des subsides. L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur (Conseil législatif) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente six mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Conseil législatif) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur (Assemblée législative) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille deux cent trente dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc. (Bibliothèque de la législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Impression et reliure pour les deux chambres de la législature pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts (Imprimeur du Roi), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 27, intitulé: "*Loi autorisant une enquête sur les affaires de The Title Guarantee and Trust Corporation of Canada.*"

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 27) intitulé: "*Loi autorisant une enquête sur les affaires de The Title Guarantee and Trust Corporation of Canada.*"

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 27) intitulé: "*Loi autorisant une enquête sur les affaires de The Title Guarantee and Trust Corporation of Canada.*"

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Jolicœur,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bastien,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Monette,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Hamel,</i>	<i>Vachon.—68.</i>

CONTRE

Aucun nom est enregistré.—

Le bill est en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 25) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 132) intitulé: "Loi modifiant le nom corporatif de l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 127) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 140) intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à admettre Vahan Matheossian à la pratique de l'art dentaire après avoir subi ses examens".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 144) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Baie Comeau".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 142) intitulé: "Loi éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur de Rimouski".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur, ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 143) intitulé: "Loi concernant le Séminaire Saint-Sulpice".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 125) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 128) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 147) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de *The Ontario Paper Company Limited*, dans la province de Québec, à la *Quebec North Shore Paper Company*".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 150) intitulé: "Loi modifiant la charte de *The Temiscamingue and Abitibi Railway Company*".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 145) intitulé: "Loi constituant en corporation *The Standard Church of America*".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Bastien, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, depuis 1930, entre le gouvernement et toute personne, relativement à la reconstruction de deux ponts, à St-Clément, dans le comté de Rivière-du-Loup; l'un sur la rivière Senescoupe et l'autre sur la rivière Trois-Pistoles; ce dernier communément appelé "Pont du moulin Beaulieu."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 26, intitulé: "Loi relative à l'administration des secours de chômage".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que les employés du Bureau de chômage établi en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront nommés et leur salaire sera fixé et payé conformément aux dispositions de la Loi du service

civil ou de la Loi du service civil extérieur, selon le cas, et que le Bureau possèdera à cet égard des pouvoirs attribués à un ministre en vertu de l'article 3 de la Loi du service civil extérieur.

Résolu, 2.—Que les dépenses du Bureau ci-dessus mentionné et de son personnel seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 26) intitulé: "Loi relative à l'administration des secours de chômage".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 26) intitulé: "Loi relative à l'administration des secours de chômage".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme en comité à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 7 MARS 1939

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de M. Larochelle, secondé par M. Boiteau, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "La cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette", et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 38) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'expropriation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 32) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance aux aveugles relativement à l'enregistrement de l'avis de pension".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 35) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux rues publiques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 37) intitulé: "Loi modifiant la Loi des conventions collectives de travail".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Dubé (Témiscouata), secondé par M. Marier, il est—

Ordonné que M. Dubé (Témiscouata) ait la permission de présenter un bill (No 176) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-David d'Escourt".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération immédiate, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 34) intitulé: "Loi modifiant la Loi pourvoyant à la refonte des lois de la province."

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le procureur général pourra autoriser l'impression des projets et rapports des personnes chargées de la refonte des lois de la province, conformément à l'article 6 de la loi 1 George VI, chapitre 12, tel que modifié par la loi qui sera basée sur la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 34) intitulé: "Loi modifiant la Loi pourvoyant à la refonte des lois de la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'un comité composé des honorables MM. Fisher, Carignan, Bilodeau, Coonan, Bouchard et Connors et de MM. Beïque, Bégin, Lorrain, Messier et Tardif soit formé et chargé de s'enquérir de la redistribution des circonscriptions électorales en la province, de façon à faire des rajustements justes et équitables.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion (dont elle a été saisie, le mercredi 1er mars courant) "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Marier, secondé par M. Dubé (Témiscouata), il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné pour être repris au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 26) intitulé "Loi relative à l'administration des secours de chômage".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur suppléant ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Huit heures du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 137) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Farnham".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 146) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Malartic".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Sur la motion de M. Bulloch, secondé par M. Robinson, il est—

Ordonné que le bill No 104, intitulé: "Loi changeant le nom de famille de Paul Herbert Silver *et al*, en celui de "Rowe", soit renvoyé de nouveau au Comité des bills privés en général.

Sur la motion de M. Hamel, secondé par M. Grégoire, il est—

Résolu qu'il soit présenté à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, dépêches télégraphiques, actes notariés, ordres en conseil et de tous documents quelconques relatifs aux concessions concernant les Rapides Blancs, les Chûtes Allard, aux Rapides des Cœurs et la Chûte de La Tuque, depuis le 1er janvier 1928.

La Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion de l'honorable M. Fisher, dont elle a été saisie le mercredi 1er mars courant, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens).

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Barré, secondé par M. Boyer, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 8 MARS 1939

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

No 116.—Loi autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre George-Albert Roy à la pratique de la profession d'avocat.

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

No 126.—Loi autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec, à admettre Thomas-Philippe Gagnon, à la pratique de la profession de pharmacien.

No 147.—Loi ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de *The Ontario Paper Company Limited*, dans la province de Québec, à la *Quebec North Shore Paper Company*.

Le Bill suivant a été retiré:

No 175.—Loi modifiant la loi des architectes.

M. Marier, du comité des règlements, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De *The Empire Trust Company* et autres, demandant l'adoption d'une loi relative à *The Empire Trust Company*.

De "*The Montreal Protestant Central School Board*", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant sa charte.

De la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph Cléophas Donat Rochette.

Ordonné que M. Larochelle ait la permission de présenter un bill (No 153) intitulé: "Loi ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Barrette (Terrebonne) ait la permission de présenter un bill (No 152) intitulé: "Loi relative à *The Empire Trust Company*".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 122) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bulloch ait la permission de présenter un bill (No 151) intitulé: "Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal."

En conséquence il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Un octroi a-t-il été donné en 1938, à la municipalité du Lac-à-Tortue, comté de Laviolette, pour confection de chemins?

2. Quel est le montant de cet octroi?

3. Quel montant devait-il être fourni par la municipalité dans l'exécution des travaux subventionnés?

4. Le gouvernement est-il au courant que sur ces travaux on ne paie que \$0.12½ de l'heure pour huit heures d'ouvrage?

5. Quel est le taux des gages pour le travail des journaliers dans cette région?

Réponse par l'honorable M. Auger:

1. Non.

2, 3, 4, 5.—Répondu par réponse à la première question.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le mercredi 1er mars courant: que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens).

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Lawn, secondé par M. Dansereau, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné pour être repris au cours de la séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cent soixante-deux mille deux cent deux dollars et quatre-vingt-dix cents soit ouvert à Sa Majesté pour autres dépenses (département du trésor) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc. pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi des véhicules-automobiles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi concernant la gazoline, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas treize mille neuf cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour diverses dépenses (Bureau des assurances), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la loi du service civil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente-sept mille trois cent quarante-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses d'administration des départements (Service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent quatre-vingt-huit mille quatre cent dix-huit dollars soit ouvert à Sa Majesté pour shérifs de Québec et Montréal, Protonotaires, Greffier de la cour de Circuit, Greffiers des cours de Magistrat, Greffiers de la Paix, Greffiers de la Couronne, Greffier des Appels, Régistraire de la loi des Faillites, etc.—Traitements et dépenses contingentes (département du Procureur-général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour les Greffiers des Cours de Magistrat, comté de Saguenay, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour registres pour bureaux d'enregistrement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million seize mille quatre cent vingt-trois dollars et soixante-douze cents soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration et entretien des palais de justice et prisons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

La Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion dont elle a été saisie le mercredi 1er mars courant: que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens).

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Chaloult, secondé par M. Marcoux, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 9 MARS 1939

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de M. Larivière, secondé par M. Gagné, il est—

Ordonné que tous les articles du règlement ayant trait à la publication des avis, à la présentation, la réception et l'examen des pétitions, à la présentation, l'examen et la réception des bills privés, ainsi que celles imposant des amendes soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Rouyn demandant une loi pour lui accorder des pouvoirs supplémentaires et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:
Bill 133.—Loi concernant la succession de feu Alphonse Valiquette.

M. Bellemare (président *pro tem.*) du comité des bills privés en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:
Bill 104.—Loi changeant le nom de famille de Paul Herbert Silver *et al* en celui de "Rowe".

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 39) intitulé: "Loi relative aux ventes à tempérament".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Casgrain.—1. Combien a coûté à date, l'application de la loi du Crédit agricole de Québec:

a. en salaires, y compris le salaire non seulement des employés permanents mais des estimateurs, inspecteurs, commis, etc. ?

b. en frais d'administration ou de dépenses de quelque nature que ce soit ?

Réponse par l'honorable M. Dussault:

1. Depuis le 25 novembre 1936, date de l'ouverture des bureaux:

a. \$309,625.89 en salaires, y compris les salaires non seulement des employés permanents mais aussi des estimateurs, inspecteurs, commis, etc.

b. \$372,025.59 en frais d'administration, frais qui comprennent les frais de poste, de papeterie, de révision des titres, etc.

Question par M. Casgrain.—1. Depuis le 3 février 1938 inclusivement à venir au 8 février 1938 inclusivement des prêts ont-ils été accordés par l'Office du Prêt agricole dans le comté de Bagot ?

2. Dans l'affirmative: donnez les noms des personnes à qui ces prêts ont été consentis et le montant du prêt dans chaque cas ?

3. Durant la même période, des prêts ont-ils été payés sur des emprunts faits dans ce comté par le même office ?

4. Dans l'affirmative, donnez les noms des personnes à qui ces paiements ont été faits et les montants qui ont été payés ?

Réponse par l'honorable M. Dussault:

1. Non.
2. Répondu par la question précédente.
3. Non.
4. Répondu par la question précédente.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 39, intitulé: "Loi relative aux ventes à tempérament."

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-dix-sept mille neuf dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux d'enregistrement: Traitements et dépenses contingentes (département du procureur-général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour poursuites au criminel (département du procureur-général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Coroners: Frais et déboursés (département du procureur-général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour salaires des secrétaires, messagers, etc. (département du procureur-général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des prisons, asiles d'aliénés, bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression des timbres judiciaires (département du procureur-général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Justice—Divers (département du procureur-général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Loi relative au Tourisme (département du procureur-général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières (département du procureur-général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cent trente-huit mille six cent soixante et un dollars soit ouvert à Sa Majesté pour papeterie, impression et reliure, articles de bureau, etc. (Directeur des achats), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Les dites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 26) intitulé: "Loi relative à l'administration des secours de chômage".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau, à la présente séance.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 126) intitulé: "Loi autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec, à admettre Thomas-Philippe Gagnon, à la pratique de la profession de pharmacien."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps, puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 147) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de *The Ontario Paper Company Limited*, dans la province de Québec, à la *Quebec North Shore Paper Company*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 116) intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Georges-Albert Roy à la pratique de la profession d'avocat".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 153) intitulé: "Loi ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vailancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 152) intitulé: "Loi relative à *The Empire Trust Company*".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 122) intitulé: "Loi concernant la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 151) intitulé: "Loi concernant le Bureau Central des Ecoles Protestantes de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 176) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-David d'Escourt".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 23) intitulé: "Loi modifiant les lois du département des travaux publics et du département du travail relativement à la sécurité dans les édifices publics".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 26) intitulé: "Loi relative à l'administration des secours de chômage".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la chambre que le greffier du conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 6, intitulé: "Loi abrogeant l'article I de la loi 1 Edouard VIII, (2ème session), chapitre 10".

Bill No 11, intitulé: "Loi modifiant la loi concernant la mise en conserve du poisson et d'autres produits de la mer".

Bill No 12, intitulé: "Loi modifiant la loi de la chasse".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931".

L'honorable M. Tremblay propose "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois", et la motion étant mise aux voix la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Bastien, il est—

Résolu qu'il soit présenté à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie authentique de ou des ordres en conseil passés par le Gouvernement de la Province de Québec et approuvé par Monsieur le Lieutenant-gouverneur, relativement à la démission ou à la destitution des commissaires de la "Commission des Accidents du Travail" de Québec: Messieurs Robert Taschereau, de Montréal, Simon Lapointe et O.-E. Sharpe.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 14 MARS 1939

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de M. Monette, secondé par M. Labbé, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de St-Laurent, demandant de ratifier une résolution de la ville de St-Laurent, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Sur la motion de M. Duguay, secondé par M. Boiteau, il est—

Ordonné que l'article 494 et tous les articles du règlement ayant trait à la publication des avis, à la présentation, la réception et l'examen des pétitions, à la présentation, à l'examen et la réception des bills privés, soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill (No 154) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean", et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Ordonné que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 40) intitulé: "Loi relative à l'arbitrage des différends entre certaines institutions de charité et leurs employés".

En conséquence il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 41) intitulé: "Loi concernant les dépenses faites par le gouvernement pour des travaux de chômage".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 36, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative au bureau de censure du cinéma".

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 41, intitulé: "Loi concernant les dépenses faites par le gouvernement pour des travaux de chômage."

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion (dont elle a été saisie, le mercredi 1er mars) "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens).

Et le débat se continue.

M. Casgrain propose, par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Drouin:

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranscrits et remplacés par les suivants:

"Attendu que la dette consolidée de la province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1936, était de \$160,065,392.98;

"Attendu que la dette consolidée de la province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1938, était de \$219,697,689.20;

"Attendu que la dette consolidée de la province était, au 31 décembre 1938, de \$255,576,099.37;

"Cette Chambre est prête à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, mais elle recommande au Gouvernement d'adopter sans plus de délai, les mesures requises:

"a. Pour faire cesser les dépenses extravagantes et non suffisamment productives et pour que la dépense des argents publics soit réduite à des proportions convenables;

"b. Pour administrer les affaires de la Province sans emprunter chaque année des sommes considérables et augmenter ainsi dans des proportions alarmantes la dette publique".

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Thibeault, secondé par M. Paradis, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 15 MARS 1939

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 153.—Loi ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette.

Bill 145.—Loi constituant en corporation The Standard Church of America.

Le comité fait de plus rapport que les promoteurs du bill No 111, intitulé: Loi constituant en corporation "The Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal", ont demandé la permission de retirer leur billet que le comité recommande à la chambre d'accéder à cette demande.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 16, intitulé: "Loi prolongeant le délai de consolidation des arrérages de taxes municipales et scolaires, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en ajoutant après ledit article, les alinéas suivants comme articles 3a et 3b:

3a. Dans toute municipalité où la corporation municipale fait le recouvrement des taxes scolaires payables à une ou a plusieurs corporations scolaires, tout avis de consolidation d'arrérages de taxes scolaires sera suffisant si cet avis est donné à ladite corporation municipale. Si un tel avis n'est pas expressément limité aux taxes municipales ou aux taxes scolaires, il sera censé s'appliquer à la fois aux taxes municipales et aux taxes scolaires. Les dispositions du présent article s'appliqueront aussi aux avis précédemment donnés en vertu de la loi 2 George VI, chapitre 91".

3b. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 21, tel que remplacé par la loi 2 George VI, chapitre 91, section 9, le suivant:

"21a. La présente loi ne s'applique pas lorsqu'il s'agit d'arrérages de taxes dues à une corporation municipale ou à une cor-

puration scolaire déclarée en défaut sous l'empire des dispositions de la section 5 de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 111a), sauf quant aux consolidations d'arrérages de taxes effectuées avant le premier septembre 1938".

Aussi le bill No 101, intitulé: "Loi ratifiant certains contrats passés respectivement entre la cité du Cap de la Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap de la Madeleine, dans le comté de Champlain et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited, et validant la résolution du conseil municipal de la cité du Cap de la Madeleine en date du 6 février 1939 relativement à un emprunt de cinquante mille quatre cents dollars", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par le suivant:

"1. Les contrats décrits respectivement comme suit:

a. Un contrat passé, le 29 novembre 1938, devant maître Paul Boucher, notaire, de la cité du Cap de la Madeleine, entre la corporation de la cité du Cap de la Madeleine et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited, fixant pour une période de dix ans à compter du 1er février 1939, les taxes municipales à être payées par cette compagnie, ses successeurs et ayants-droits;

b. Un contrat passé le 5 décembre 1938, devant maître Paul Boucher, notaire, de la cité du Cap de la Madeleine, entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap de la Madeleine dans le comté de Champlain, et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited, fixant pour une période de dix ans, à compter du premier février, 1939, les taxes scolaires à être payées par cette compagnie, ses successeurs et ayants-droits;

Sont, par la présente loi, ratifiés, et confirmés et déclarés valides avec l'amendement que la période de temps prévu est réduite à six ans et subordonnément au fonctionnement normal de l'entreprise en question et au paiement de gages et salaires raisonnables aux employés de ladite compagnie."

2. L'article 2 est modifié en biffant dans la 4ème ligne les mots: "(Cédule C)".

Et les cédules A, B et C sont biffées.

Aussi le bill No 102, intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions de la cité du Cap de la Madeleine et des commissaires d'écoles de la municipalité du Cap de la Madeleine, dans le comté de Champlain, et certains contrats passés entre ladite cité et lesdits commissaires d'écoles respectivement et l'International Foils Limited", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

- a. En biffant, aux 2ème et 3ème lignes, les mots "(reproduite comme cédule A)";
 - b. En biffant, à la 2ième ligne de la page 3, les mots: "(reproduite comme cédule B)";
 - c. En biffant, à la 9ème ligne de la page 3, les mots: "(reproduit comme cédule C)";
 - d. En biffant, à la 14ème ligne de la page 3, les mots: "(reproduit comme cédule D)";
- Les cédules A, B, C et D sont biffées.

Aussi le bill No 114, intitulé: "Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-est", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, à la 4ème ligne, les mots: "(reproduite comme cédule de la présente loi)".
- La cédule est biffée.

Aussi le bill No 123, intitulé: "Loi ratifiant et confirmant un acte de conventions passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Compagnie de Pulpe de Jonquière, d'autre part, et Price Brothers Company Limited et la Commission municipale de Québec, intervenants, et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de convention", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié comme suit:

- a. En biffant, aux 10ème et 11ème lignes de la page 3, les mots: "tel qu'il appert de la copie de ladite résolution qui fera partie de la cédule B";
- b. En biffant, aux 22ème et 23ème lignes de la page 3, les mots: "tel qu'il appert de la copie de ladite résolution qui constituera la cédule C";
- c. En biffant, aux 15ème et 16ème lignes de la page 4, les mots: "tel que le tout apparaît à la copie dudit acte qui constituera la cédule A";
- d. En biffant, à la 40ème ligne de la page 4, les mots: "formeront la cédule D";

2. L'article 1 est modifié en biffant aux 1ère et 2ème lignes dudit article, les mots: "(reproduits comme cédules A, B C, et D de la présente loi)".

Les cédules A, B, C et D sont biffées.

Aussi le bill No 128, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est remplacé par le suivant:

"5. La section 4 de la loi 6 George V, chapitre 48 est abrogée et l'article 173 de la Loi des cités et villes, tel que modifié par la loi 23 George V, chapitre 43, section 1, est remplacé, pour la cité de Verdun, par le suivant:

"173. L'élection générale du maire et des échevins de la municipalité a lieu tous les deux ans, [le premier lundi d'avril ou, si le premier lundi d'avril est un jour non juridique, le jour juridique suivant], conformément aux dispositions ci-après:

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de la municipalité concernée, changer la date des élections et celle de la présentation des candidats par lettres patentes.

Les procédures et les avis sur cette demande sont autant que possible, les mêmes que ceux requis pour l'obtention des lettres patentes, en vertu des articles 12 et suivants de la présente loi.

Avis de ce changement doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et dans le volume des statuts adoptés à la session alors prochaine de la Législature".

2. L'article 7 est remplacé par le suivant:

"7. La section 7 de la loi 23, George V, chapitre 126, telle que remplacée par la loi 25-26 George V, chapitre 115, section 7, est de nouveau remplacée par la suivante:

"7. La cité de Verdun aura, à partir des élections générales de "1939", comme exécutif de son gouvernement, un comité exécutif composé comme suit:

1. Le maire qui en sera le président.

2. Les trois échevins élus au siège No. 1 ayant reçu le plus grand nombre de votes en proportion de tous les votes donnés; un échevin élu par acclamation sera considéré comme ayant reçu le plus grand nombre de votes. S'il y a plus de trois échevins élus par acclamation, les trois échevins acclamés, représentant le plus grand nombre d'électeurs, feront partie du comité exécutif.

3. L'échevin élu au siège No 2, ayant reçu le plus grand nombre de votes en proportion de tous les votes donnés. Un échevin élu par acclamation sera considéré comme ayant reçu le plus grand nombre de votes. S'il y a plus d'une acclamation, l'échevin acclamé, représentant le plus grand nombre d'électeurs, fera partie du comité exécutif.

3. L'article 8 est modifié en biffant, dans la 5ème ligne de la page 4, les mots: "(reproduite comme cédule A de la présente loi)".
4. L'article 9 est modifié en biffant, dans les 5ème et 6ème lignes, les mots: "(reproduit comme cédule B de la présente loi)".
5. L'article 10 est biffé.
6. Les articles 11 et 12 deviennent respectivement 10 et 11. Et les cédules A et B sont biffées.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 16) intitulé: "Loi prolongeant le délai de consolidation des arrérages de taxes municipales et scolaires", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 101) intitulé: "Loi ratifiant certains contrats passés respectivement entre la cité du Cap-de-la-Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain et la compagnie *Laurentian Silks Mills Limited*, et validant la résolution du conseil municipal de la cité du Cap-de-la-Madeleine en date du 6 février 1939, relativement à un emprunt de cinquante mille quatre cents dollars", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 102) intitulé: "Loi ratifiant certaines résolutions de la cité du Cap-de-la-Madeleine et des commissaires d'écoles de la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain, et certains contrats passés entre ladite cité et lesdits commissaires d'écoles respectivement et l'*International Foils Limited*", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No. 114) intitulé: "Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-est", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 123) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant un acte de conventions passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Compagnie de Pulpe de Jonquière, d'autre part, et Price Brothers Company Limited et la Com-

mission municipale de Québec, intervenants, et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jônquièrre, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de convention", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 128) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur l'amendement de M. Casgrain à la motion de l'honorable M. Fisher proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens).

Lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Attendu que la dette consolidée de la province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1936, était de \$160,065,392.98;

"Attendu que la dette consolidée de la province, pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1938, était de \$219,697,689.20;

"Attendu que la dette consolidée de la province était, au 31 décembre 1938, de \$255,576,099.37;

"Cette Chambre est prête à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, mais elle recommande au Gouvernement d'adopter sans plus de délai, les mesures requises:

"a. Pour cesser les dépenses extravagantes et non suffisamment productives et pour que la dépense des argents publics soit réduite à des proportions convenables;

"b. Pour administrer les affaires de la Province sans emprunter chaque année des sommes considérables et augmenter ainsi dans des proportions alarmantes la dette publique".

Et la motion d'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Bastien,
Bertrand (Montreal-Laurier),
Bouchard,

Dansereau,
Delagrave,
Drouin,

*Bouthillier,
Casgrain,
Chaloult,
Connors,*

*Hamel,
Lawn,
Messier,
Rochefort.—14.*

CONTRE

Messieurs :

*Auger (Gatineau),
Barré,
Barrette (Joliette),
Barrette (Terrebonne),
Bégin,
Béique,
Bellemare,
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,
Boiteau,
Bourque,
Bullock,
Carignan,
Castonguay,
Choquette,
Dubé (Rimouski),
Dubé (Témiscouata),
Ducharme,
Duguay,
Duplessis,
Dussault,
Fitch,*

*Fleury,
Gagné,
Labbé,
Labelle,
Langlais,
Larochelle,
Leduc (Soulanges),
Lesage,
Marier,
Paquette,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Pouliot (Gaspé-Sud),
Raynault,
Robinson,
Roy,
Talbot,
Tardif,
Thibeault,
Tremblay.
—43.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Le débat se continue sur la motion principale.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des voies et moyens et siège ainsi durant quelque temps: puis, M. l'Orateur ayant pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des bourses pour cours additionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour maison des étudiants canadiens à Paris, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Monument National, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée et Archives de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour McGill University, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour University of Bishop's College, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour McGill University, Montréal:—Aide *re*: entretien d'un Institut de Neurologie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École Polytechnique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cent deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des écoles techniques ou professionnelles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi de l'École du meuble, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maintien et entretien des écoles ou chaires destinées à l'enseignement de la papeterie (École technique, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Allocation spéciale à l'enseignement protestant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante-sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Institut et Associations d'aveugles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles du soir (Dépt. Secrétaire de la Province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des cours professionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-seize mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École d'arts et métiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École des beaux-arts, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conservatoire Lassalle, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fondation Strathcona, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée Laurier, Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société Provancher d'histoire naturelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Imprimeur du Roi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

A six heures, M. l'Orateur suppléant quitte le fauteuil.

Huit heures du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 133) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Alphonse Valiquette".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Question par l'honorable M. Bastien.—Combien le Gouvernement de la province de Québec a-t-il dépensé d'argent du 26 août 1936 au 1er février 1939, en améliorations, travaux et constructions de toutes sortes, au Jardin Botanique de Montréal?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

1. \$4,155,082.98.

Question par l'honorable M. Bastien.—Combien le Gouvernement de la province de Québec a-t-il dépensé d'argent du 26 août 1936 au 1er février 1939, en améliorations, travaux et constructions de toutes sortes sur l'île Ste-Hélène, à Montréal?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

1. \$3,566,761.05.

Question par M. Messier.—1. Le ministère de la Voirie a-t-il reçu des subventions de la Commission fédérale des chemins de fer pour aider à la suppression des passages à niveau dans la province de Québec au cours des années 1936, 1937, 1938?

2. Si oui, quel montant le ministère de la Voirie a-t-il reçu de la Commission des Chemins de fer au cours des années 1936, 1937, 1938?

Réponse par l'honorable M. Carignan:

1. Oui, excepté en 1937.

2. En 1936: \$15,764.67.

En 1938: \$118,855.52.

Question par l'honorable M. Bastien.—1. Combien le gouvernement de la Province de Québec a-t-il dépensé soit directement, soit par voie de subventions et octrois consentis à des corps publics et à des institutions privées, pour promouvoir des améliorations, travaux et constructions de toutes sortes dans la ville de Shawinigan Falls, du 26 août 1936 au 1er février 1939?

2. Quelle est la nature de ces travaux, améliorations et constructions?

3. Quel en a été le coût dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

1. \$664,545.23.
2. Terrassement, pavage de rues, égouts, marché, mur soutènement, parcs, cour municipale, Auditorium municipal.
3. Améliorations, \$381,440.50.
Constructions, \$283,104.73.

Question par l'honorable M. Bastien.—1. Combien le gouvernement de la province de Québec, a-t-il dépensé, soit directement, soit par voie de subventions et octrois consentis à des corps publics et à des institutions privées, pour promouvoir des améliorations, travaux et constructions de toutes sortes dans la cité des Trois-Rivières du 26 août 1936 au 1er février 1939 ?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

1. \$2,548,510.22.
2. Chemin de ceinture, égouts, aqueduc, parcs, estrades des courses, piscine, Stadium, terrain de l'exposition, amélioration au terrain d'agriculture, Palais de Justice, ponts.
3. Améliorations, \$1,220,715.75.
Constructions, \$1,327,794.49.

Question par l'honorable M. Bastien.—1. Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il dépensé, soit directement, soit par voie de subventions et octrois consentis à des corps publics et à des institutions privées pour promouvoir des améliorations, travaux et constructions de toutes sortes dans la cité de Lachine du 26 août 1936 au 1er février 1939 ?

2. Quelle est la nature de ces travaux, améliorations et constructions ?
3. Quel en a été le coût dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

1. \$617,703.37.
2. Réparation de la rue St-Joseph, réparation de la promenade du Père Marquette et autres travaux faits sous la direction de la ville de Lachine.
3. Réparation de la rue St-Joseph, \$121,182.88.
Réparation de la promenade du Père Marquette, \$29,210.54.
Autres travaux sous la direction de la ville de Lachine, \$467,309.95.

Question par l'honorable M. Bastien.—1. Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il dépensé soit directement, soit par voie de subventions et octrois consentis à des corps publics et à des institutions privées pour promouvoir des améliorations, travaux et constructions de toutes sortes dans la cité de Sherbrooke, du 26 août 1936 au 1er février 1939 ?

2. Quelle est la nature de ces travaux, améliorations et constructions ?
3. Quel en a été le coût dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

1. \$306,558.36.
2. Au terrain de l'exposition: travaux divers faits sous la direction de la ville de Sherbrooke: estrades pour le champ de baseball; pavillon du terrain de l'exposition; travaux généraux faits sous notre contrôle: égoûts, trottoirs, etc."
3. Patinoire artificielle, \$55,895.36.
Travaux faits sous la direction de la ville de Sherbrooke, \$49,958.40.
Estrades, \$115,231.88.
Pavillon, \$6,788.12.
Travaux généraux, \$78,684.60.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Quel était le montant de la dette flottante au 31 août 1936?

2. Quel était la nature des titres constituant ladite dette flottante?

3. A quel taux et pour quel terme ont été émises les obligations de \$12,000,000.00 qui ont été remboursées par les emprunts de \$20,000,000.00 et de \$30,000,000.00 mentionnés à la page 57 des procès-verbaux de la session en cours?

4. Quel a été le produit net de l'émission de \$12,000,000.00 par cent dollars qui a été ainsi remboursée?

Réponse par l'honorable M. Fisher:

1. Il est impossible de répondre à cette question parce que de nombreuses réclamations basées sur d'innombrables dettes contractées par l'ancien régime et impayées par lui continuent de parvenir au département du Trésor provincial.

2. Répondu par le No 1.

3 et 4. Le gouvernement a déjà répondu à ces questions entre autres à la page 81 des journaux de l'Assemblée législative, 2ème Session 1936, et par les déclarations du Premier Ministre faites à l'Assemblée législative au cours de la même session.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Quel était le montant de la dette flottante de la province:

a. Au 31 décembre 1938?

b. Au 31 janvier 1939?

2. Au 31 décembre 1938 combien devait la province aux banques ou autres institutions financières:

a. En comptes soutirés?

b. En bons du trésor?

c. En tous autres titres autres que des obligations faisant partie de la dette consolidée?

3. Au 31 janvier 1939 combien devait la province aux banques ou autres institutions financières :

a. En comptes soutirés ?

b. En bons du trésor ?

c. En tous autres titres autres que des obligations faisant partie de la dette consolidée ?

Réponse par l'honorable M. Fisher :

1. a. et b. Il est impossible de répondre à cette question parce que de nombreuses réclamations basées sur d'innombrables dettes contractées par l'ancien régime et impayées par lui continuent de parvenir au département du Trésorier provincial.

2. a. Rien.

b. \$24,000,000.00.

c. Rien.

3. a. Rien.

b. \$25,000,000.00.

c. Rien.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Les traitements et salaires des officiers et employés du ministère des Affaires Municipales affectés à la recherche et à l'étude des exemptions et commutations de taxes municipales et scolaires dans la province, ont-ils été fixés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil ?

2. A quelle date ces salaires et traitements ont-ils été établis ?

3. Quelles sont les personnes qui ont retiré des émoluments et traitements comme officiers et employés affectés à ces recherches ?

4. Quelles sont les dépenses de voyage globales de ces officiers et employés ?

5. Quelles sont les dépenses de voyage de chacun de ces officiers et employés ?

6. A quelle date ces émoluments, traitements et dépenses de voyage ont-ils été payés en tout ou en partie ?

Réponse par l'honorable M. Bilodeau :

1, 2, 3, 4, 5, 6. La province n'a encouru aucune dépense et ne doit rien à ce sujet.

Question par M. Turcotte.—1 Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il déboursé pour les pensions de vieillesse à compter du 1er septembre 1936 jusqu'au 1er janvier 1939 ?

2. Quels montants le gouvernement de Québec a-t-il reçu des autorités fédérales représentant la contribution du pouvoir central aux pensions de vieillesse à compter du 1er septembre 1936 jusqu'au 1er janvier 1939 ?

Réponse par l'honorable M. Tremblay :

1. Total: \$22,583,580.34.

Pensions: \$21,937,264.22.

Intérêts payés par la province en attendant le remboursement du gouvernement fédéral: \$64,405.28.

Frais d'administration payés par la province: \$581,910.84.

2. Total: \$16,452,948.18.

Pensions: \$16,452,948.18.

Intérêts: aucun.

Frais d'administration: aucun.

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 18, intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

Bill No 106, intitulé: "Loi concernant l'adoption de Marie-Gabrielle-Jeannette Lafontaine".

Bill No 110, intitulé: "Loi modifiant la charte des Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe".

Bill No 124, intitulé: "Loi modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal".

Bill No 131, intitulé: "Loi concernant la succession Ovila-Stanislas Perrault".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 104) intitulé: "Loi changeant le nom de famille de Paul Herbert Silver *et al* en celui de Rowe".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 154) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac St-Jean".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Bouchard, il est—

Ordonné que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 148, intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 210 de la cité de Rivière-du-Loup, et la convention proposée à ses créanciers", sous réserve de tous droits à payer, et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Ledit bill est en conséquence présenté, lu la première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à la littérature et aux beaux-arts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent treize mille huit cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles de réforme et d'industrie (département du Secrétaire de la Province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles primaires complémentaires et primaires supérieures (catholiques), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance le Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 30) intitulé: "Loi modifiant la loi des accidents du travail, 1931".

L'honorable M. Tremblay propose "que le bill soit maintenant lu la troisième fois."

Et, un débat s'élève.

Au cours du débat, l'honorable M. Paquette dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 9 mars 1939, pour:

Copie authentique de ou des ordres en conseil passés par le Gouvernement de la Province de Québec et approuvés par son Honneur le Lieutenant-gouverneur, relativement à la démission ou à la destitution des commissaires de la "Commission des Accidents du Travail" de Québec: Messieurs Robert Taschereau, de Montréal, Simon Lapointe et O.-E. Sharpe.

(Document de la session No 19.)

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Labbé,</i>
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Labelle,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Larochelle,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Lesage,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Monette,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Ducharme,</i>	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Duguay,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Vachon.</i> —47.
<i>Gérin,</i>	

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Leduc</i> (Laval),
<i>Casgrain,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Rochéfort.</i> —13.
<i>Grégoire,</i>	

La motion est ainsi adoptée.

En conséquence, le bill est lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 31: "Loi modifiant la loi du service civil".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le rang de sous-ministre soit donné à la fonction de chef du cabinet du premier ministre.

Résolu, 2.—Que le chef du cabinet du premier ministre reçoive telle rémunération que peut viser l'article 9 de la Loi du service civil.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 31) intitulé: "Loi modifiant la loi du Service civil".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 36, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative au bureau de censure du cinéma".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi 2 George VI, chapitre 77, tel que remplacé par la section 1 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, les traitements et salaires des censeurs, ceux des fonctionnaires et employés visés à l'article 9 de la Loi relative au bureau de censure du cinéma (Statuts refondus, 1925, chapitre 174) et toutes les autres dépenses occasionnées par l'application de ladite loi seront payés à même le fonds consolidé du revenu et que, toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décréter que ces traitements, salaires et dépenses seront payés, suivant les règles et dans la proportion qu'il déterminera, par les compagnies, sociétés et personnes faisant le commerce de vente, de louage, d'échange ou de distribution de films cinématographiques, exploitant des théâtres ou les louant.

Résolu, 2.—Que les dispositions de la résolution 1 entreront en vigueur à la même date et en même temps que la loi 2 George VI, chapitre 77.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois.

Et la motion "que les résolutions soient maintenant adoptées" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

En conséquence, les résolutions sont ainsi adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 36) intitulé: "Loi modifiant la loi relative au bureau de censure du cinéma".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Auger (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Joliette),
Bellemare,
Bilodeau,
Bourque,
Carignan,

Hamel,
Labbé,
Labelle,
Langlais,
Larochelle,
Leclerc,
Lesage,
Lorrain,

Castonguay,
Chaloult,
Drouin,
Dubé (Rimouski),
Dubé (Témiscouata),
Ducharme,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fleury,
Gagné,
Gérin,
Grégoire,

Marcoux,
Paquette,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Roy,
Taché,
Talbot,
Tardif,
Thibault,
Tremblay,
Vachon.—43.

CONTRE

Messieurs:

Bastien,
Bouchard
Bouthillier,
Casgrain,

Connors,
Lawn,
Leduc (Laval),
Messier.—8.

La motion est ainsi adoptée.

Et en conséquence, le bill est lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'honorable M. Paquette dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, en date du 2 mars 1939, pour:

Copie de toute correspondance, depuis 1930, entre le gouvernement et toute personne, relativement à la reconstruction de deux ponts, à St-Clément, dans le comté de Rivière-du-Loup; l'un sur la rivière Senescoupe et l'autre sur la rivière Trois-Pistoles; ce dernier communément appelé "Pont du moulin Beaulieu."

(Document de la session No 20.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 16 MARS 1939

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de M. Marier, secondé par M. Dubé (Témiscouata), il est—

Ordonné que les articles 510, 511, 514 et 516 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Drummondville demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Et qu'il lui soit aussi permis de présenter le bill No 157, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville" et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Marier, en conséquence, présente un bill (No 157) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 105.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 121.—"Loi concernant la succession de feu Victor Beaudry".

M. Pouliot (Missisquoi), du comité des Chemins de Fer et autres moyens de communication, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

Bill 150.—"Loi modifiant la charte de The Temiscamingue and Abitibi Railway Company".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit mille trois cent trente-deux dollars et quatre-vingt-sept cents soit ouvert à Sa Majesté pour Taxe d'eau sur édifices parlementaires, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses de voyages (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas onze mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles Normales: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureaux du Gouvernement, Montréal: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quinze mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 103, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Farnham", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié, en remplaçant, dans la 8ème ligne, le chiffre "15", par le mot "vingt".

Aussi le bill No 107, intitulé: "Loi ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. Limitée, et conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, aux 2ème et 3ème lignes, les mots: "(reproduit comme cédule A)", et aux 10ème et 11èmes lignes, les mots: "et fait partie de la présente loi".
2. L'article 2 est modifié en biffant, aux 2ème et 3ème lignes, les mots: "(reproduit comme cédule B)", et aux 6ème et 7ème lignes, les mots: "et il fait partie de la présente loi".
3. L'article suivant est inséré comme article 3:

"3. La corporation de la paroisse de St-Gédéon est autorisée à exploiter son propre système d'aqueduc, dans les limites du village de St-Gédéon. Elle est également autorisée à exploiter le système d'aqueduc qu'elle acquiert dans les limites des paroisses d'Hébertville, St-Jérôme et Ste-Croix, sous le contrôle de la Commission des Services Publics de Québec".

4. L'article 3 devient l'article 4.
Les cédules A et B sont biffées.

Aussi le bill No 125, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est biffé.
2. L'article 6 devient l'article 5.

Aussi le bill No 136, intitulé: "Loi modifiant la charte des Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, et détachant leurs immeubles de la municipalité d'Austin pour en former une municipalité distincte sous le nom de Saint-Benoît-du-Lac", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié, en ajoutant après le chiffre "3". immédiatement avant les mots: "tout chemin", les mots: "Sujet aux dispositions du Code municipal".
2. L'article 9 est modifié, en ajoutant à la fin dudit article, après les mots: "*ipso facto*" les mots: "mais demeureront sujets au paiement de la quote-part des dettes alors existantes".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 103) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Farnham", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 107) intitulé: "Loi ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. Limitée, et conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon". et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 125) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield". et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 136) intitulé: "Loi modifiant la charte des Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, et détachant leurs immeubles de la municipalité d'Austin pour en former une municipalité distincte sous le nom de Saint-Benoît-du-Lac", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur un message de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur suppléant et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, veut bien donner au nom de Sa Majesté la sanction royale aux bills suivants:

6 Loi abrogeant l'article 1 de la loi 1 Edouard VIII (2ème session), chapitre 10.

7 Loi relative à l'école d'agriculture de Nicolet.

-
- 8 Loi modifiant la loi 2 George VI, chapitre 13, relative à l'école d'agriculture de Ville-Marie.
 - 9 Loi relative à l'école d'agriculture de Chicoutimi.
 - 10 Loi relative à l'école d'agriculture de la Gaspésie.
 - 11 Loi modifiant la Loi concernant la mise en conserve du poisson et d'autres produits de la mer.
 - 12 Loi modifiant la Loi de la chasse.
 - 14 Loi modifiant la Loi du Parc National du Mont Orford.
 - 16 Loi prolongeant le délai de consolidation des arrérages de taxes municipales et scolaires.
 - 18 Loi modifiant le Code municipal.
 - 101 Loi ratifiant certains contrats passés respectivement entre la cité du Cap de la Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap de la Madeleine, dans le comté de Champlain et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited et validant la résolution du conseil municipal de la cité du Cap de la Madeleine en date du 6 février 1939 relativement à un emprunt de cinquante mille quatre cents dollars.
 - 102 Loi ratifiant certaines résolutions de la cité du Cap de la Madeleine et des commissaires d'écoles de la municipalité du Cap de la Madeleine, dans le comté de Champlain, et certains contrats passés entre ladite cité et lesdits commissaires d'écoles respectivement, et l'International Foils Limited.
 - 103 Loi modifiant la charte de la ville de Farnham.
 - 106 Loi concernant l'adoption de Marie-Gabrielle-Jeannette Lafontaine.
 - 107 Loi ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. Limitée, et conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon.
 - 110 Loi modifiant la charte des Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe.
 - 114 Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-Est.
 - 123 Loi ratifiant et confirmant un acte de conventions passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Compagnie de pulpe de Jonquière, d'autre part, et Price Brothers Company Limited et la Commission municipale de Québec, intervenants, et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de convention.
 - 124 Loi modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal.
 - 125 Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry de Valleyfield.
 - 128 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.
 - 131 Loi concernant la succession Ovila-Stanislas Perrault.

- 136 Loi modifiant la charte des Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, et détachant leurs immeubles de la municipalité d'Austin pour en former une municipalité distincte sous le nom de Saint-Benoît-du-Lac.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills".

Et les députés étant de retour:

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-Routes—Octrois (Département des Travaux Publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-Routes—Entretien (Département des Travaux Publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-Routes—Divers (Département des Travaux Publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-Routes (Département des Travaux Publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix-neuf mille cinq cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Constructions diverses (Département des Travaux Publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses générales (Département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Protection des forêts (Département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Les dites résolutions sont lues une première et une second fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au Bill No 39, intitulé: "Loi relative aux ventes à tempérament."

L'honorable M. Bilodeau informed la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Bilodeau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'une somme de cinq mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu, soit mise à la disposition du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pour l'application de la loi qui accompagne la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 39) intitulé: "Loi relative aux ventes à tempérament."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No. 39) intitulé: "Loi relative aux ventes à tempérament."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 41, intitulé: "Loi concernant les dépenses faites par le gouvernement pour des travaux de chômage."

L'honorable M. Fisher informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que les dépenses faites par le gouvernement de la province pour acquitter le coût des travaux destinés à secourir les chômeurs constitueront des dépenses capitales tel que prévu par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Résolu, 2.—Que lorsque ces dépenses seront payées à même le fonds consolidé du revenu, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à emprunter, suivant le mode, pour la période, au taux d'intérêt et pour les montants qu'il déterminera, les sommes requises pour rembourser ces dépenses, en tout ou en partie, au fonds consolidé du revenu.

Résolu, 3.—Que les dispositions des résolutions 1 et 2 auront leur effet depuis le premier septembre 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

La motion: "que les résolutions soient maintenant lues une première et une seconde fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la première et la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 41) intitulé: "Loi concernant les dépenses faites, par le gouvernement pour des travaux de chômage."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 41) intitulé: "Loi concernant les dépenses faites par le gouvernement pour des travaux de chômage."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place

au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 108) intitulé : "Dominion Hebrew Sick Benefit Association".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté et que le titre est modifié et se lit : "Loi constituant en corporation Dominion Hebrew Cemetery Association".

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No. 153) intitulé : "Loi ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No. 145) intitulé : "Loi constituant en corporation *The Standard Church of America*."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 148) intitulé : "Loi ratifiant le règlement No 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 21 MARS 1939

Prière.

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 112.—“Loi concernant la Compagnie Equitable d'assurance contre le feu (capital mutuel).”

Bill 152.—“Loi relative à *The Empire Trust Company*.”

Bill 154.—“Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean.”

M. Marier du comité des règlements, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition de la ville de St-Laurent, demandant de voter une loi pour ratifier une résolution de la ville de St-Laurent, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par la pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée, mais que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers.

En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de M. Monette, il est—

Ordonné que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 156, intitulé: “Loi ratifiant une résolution de la ville de Saint-Laurent”, et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

M. Monette, en conséquence, présente un bill (No 156) intitulé: “Loi ratifiant une résolution de la ville de Saint-Laurent”, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Ducharme, secondé par M. Boiteau, il est—

Ordonné que les articles du règlement ayant trait à la publication des avis, à la présentation, la réception et à l'examen des pétitions, à la présentation, à l'examen et la réception des bills privés, soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 159, intitulé: “Loi autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre MM. Paul Fontaine et James S. Fontaine au nombre de ses membres, après examen”, et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

M. Ducharme, en conséquence, présente un bill (No 159) intitulé: "Loi autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Paul Fontaine et James-S. Fontaine au nombre de ses membres après examen", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bilodeau il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 29) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Auger ait la permission de présenter un bill (No 47) intitulé: "Loi assurant l'expansion de la colonisation dans le Témiscamingue".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Auger ait la permission de présenter un bill (No 49) intitulé: "Loi protégeant le domaine public de la colonisation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires raisonnables".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Tellier, secondé par M. Roy, il est—

Ordonné que M. Tellier ait la permission de présenter un bill (No 178) intitulé: "Loi modifiant la Loi des constitués ou du régime de tenure dans certains districts électoraux".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Dubé (Témiscouata), secondé par M. Larivière, il est—

Ordonné que M. Dubé (Témiscouata) ait la permission de présenter un bill (No 180) intitulé: "Loi concernant la municipalité du canton Armand, dans le district électoral de Témiscouata".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Sur la balance de \$11,-443,000.00 mentionnée au paragraphe 3 de la page 57 des procès-verbaux de la session en cours, quelle somme a été employée ?

a. Pour payer des dettes contractées par l'ancien régime ?

b. Pour rencontrer des dépenses se rattachant à la Loi de l'Aide aux Chômeurs ?

c. Pour payer des dépenses se rattachant aux législations sociales mises en application par le gouvernement actuel ?

Réponse par l'honorable M. Fisher :

Nous n'avons consolidé qu'une partie de la dette flottante et il est difficile de séparer les dépenses se rapportant à cette partie de la dette flottante.

Question par l'honorable M. Bouchard.—Combien le gouvernement a-t-il payé à la Machinerie Trottier Enrg. de St-Casimir, dans le comté de Portneuf, depuis le 26 août 1936 ?

Réponse par l'honorable M. Dussault :
\$115,770.35.

Sur la motion de M. Hamel, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant :

1. Quel est le coût de l'administration de la Régie de l'électricité ?

2. Combien de personnes composent son personnel ?

Quels sont leurs noms, leur emploi et leur salaire ?

3. M. Ellis, comptable, qui a remplacé M. Louis Parenteau à la Régie de l'électricité, est-il celui qui autrefois travaillait à la société P. S. Ross & Son, vérificateurs de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated ?

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant :

1. Quels sont les noms des journaux, corporations, sociétés et personnes auxquels le Gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces et de publicité depuis le 26 août 1936 à date ?

2. Combien a-t-il été payé ou avancé à chacun :

a. Pour frais d'impression et de reliure ?

b. Pour frais d'annonces et de publicité ?

c. Pour d'autres frais divers et subventions quelconques ?

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant :

1. Le gouvernement, au cours de la saison 1937-38 a-t-il pris les mesures nécessaires pour que soient observées et respectées les dispositions de l'arrêté ministériel No 1822, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 3 juillet 1937 concernant les salaires à être payés aux ouvriers travaillant à l'exploitation forestière ?

2. Les concessionnaires forestiers se sont-ils tous conformés à l'obligation que leur imposait le dit arrêté ministériel de soumettre tout contrat pour travail à forfait, au sous-ministre des Terres et Forêts et de faire accepter lesdits contrats par ce dernier ?

3. La compagnie Edouard Gohier Limitée, pour ses opérations faites à Saint-Côme et dans le nord du comté de Joliette, a-t-elle accompli cette formalité ?

4. Si la réponse à la dernière question est affirmative :

a. Quand a-t-elle rempli cette formalité ?

b. Quel est le nom de chacun des employés dont les contrats ont été soumis pour approbation et ensuite approuvés ?

5. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes d'employés qui ont travaillé à l'exploitation forestière de ladite compagnie Edouard Gohier, Ltée, pendant que l'arrêté ministériel 1822 était en vigueur ?

6. Si la réponse à la question précédente est affirmative, qu'est-ce que le gouvernement a fait pour protéger les employés de ladite compagnie ?

Question par M. Pouliot (Missisquoi).—1. Depuis le 1er juillet 1931 au 1er juillet 1936 inclusivement, sous l'ancien régime, pendant combien de temps les comptes de banque du gouvernement ont-ils été soutirés ?

2. Quelle est la moyenne chaque année dont les comptes du gouvernement ont été soutirés en banque, durant la même période ?

3. Quel est le montant d'intérêt payé annuellement sur ces soutirés, pendant les mêmes années ?

4. Quel est le taux d'intérêt qui a été payé chacune de ces années, sous l'ancien régime ?

5. Par contre, quel est le taux d'intérêt payé par la province, sous le gouvernement actuel, sur les bons du trésor ?

Réponse par l'honorable M. Duplessis :

1. Pendant une moyenne de dix mois sur douze mois, chacune de ces années.

2. 1932.—\$10,241,649.67.

1933.— 2,829,740.91.

1934.— 4,840,558.74.

1935.— 7,605,972.12.

1936.— 8,855,825.54.

3. 1932.— 549,689.93.

1933.— 863,807.93.

1934.— 708,082.27.

1935.—	706,815.56.
1936.—	742,260.55.
4. 1932.—	5½%.
1933.—	5½%.
1934.—	5%.
1935.—	4%.
1936.—	3¾%.
5. 1¾% et 2%.	

Question par M. Pouliot (Missisquoi).—1. Quel était le montant total des prévisions budgétaires soumises à la législature pour les années fiscales 1928-29 à 1935-36 inclusivement, sans compter la période de 1936-37 où l'ancien régime était au pouvoir ?

2. Quel était le montant total des dépenses ordinaires, extraordinaires et de capital pendant la même période ?

3. Quel a été l'excédent des dépenses faites sur le budget soumis pour ces mêmes années ?

Réponse par l'honorable M. Duplessis:

1. \$333,895,863.54.

2. \$478,018,127.05 pour les dépenses payées par l'ancien régime, sans compter les dépenses considérables que l'ancien régime n'a pas payées et qui doivent être payées par le gouvernement actuel.

3. \$144,122,263.51 et en plus, les innombrables dettes contractées et impayées par l'ancien régime.

Question par M. Pouliot (Missisquoi).—1. Quel était le déficit de L'Assistance publique pour les années terminées:

a. Le 30 juin 1934 ?

b. Le 30 juin 1935 ?

c. Le 30 juin 1936 ?

2. Ces déficits étaient-ils inclus dans l'état de Revenu et Dépenses publié dans la *Gazette officielle* du premier septembre des années concernées ou dans l'état de Revenu et Dépenses de la province publié dans les Comptes publics de ces mêmes années, par l'ancien régime ?

3. Le déficit annuel de l'Assistance publique, depuis 1937, sous le gouvernement actuel, est-il traité comme dépense dans l'état du Revenu et Dépenses de la province de chaque année ?

Réponse par l'honorable M. Duplessis:

1. a. \$1,783,791.20;

b. \$1,687,847.81;

c. \$1,999,709.81.

2. Non.

3. Oui.

Question par M. Pouliot (Missisquoi).—1. Le dernier jour de l'année fiscale, c'est-à-dire le 30 juin 1930 à 1936, sous l'ancien régime, combien le gouvernement a-t-il retiré de la Commission des Liqueurs ?

2. Ces montants ainsi retirés étaient-ils des sommes que la Commission possédait ou la Commission empruntait-elle ces montants des banques ?

Réponse par l'honorable M. Duplessis :

1. 30 juin 1930.—\$1,243,906.25.
- 30 juin 1931.—\$3,000,000.00.
- 30 juin 1932.—\$3,000,000.00.
- 30 juin 1933.—\$3,000,000.00.
- 30 juin 1934.—\$2,500,000.00.
- 30 juin 1935.—\$2,500,000.00.
- 30 juin 1936.—\$2,750,000.00.

2. Ces emprunts ont coûté à la province, en définitive, des milliers de dollars en intérêts parce que l'ancien régime présentait, durant cette période, un bilan qui n'était pas conforme à la réalité.

Question par M. Hamel.—Monsieur Bruno Lafleur, rédacteur en chef de l'Événement-Journal, est-il à l'emploi du gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Duplessis :

Non.

Sur motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu qu'à commencer le 24 mars courant, la Chambre tiendra une séance le vendredi, de onze heures du matin à onze heures du soir, avec suspension de une heure à trois heures et de six heures à huit heures du soir; et qu'à cette séance du vendredi, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relative aux séances du mardi.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 45, intitulé: "Loi pour encourager la fabrication dans la province du soufre, et autres sous-produits du minerai de fer".

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 46, intitulé: "Loi favorisant l'expansion de la colonisation."

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 47, intitulé: "Loi assurant l'expansion de la colonisation dans le Témiscamingue."

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 48, intitulé: "Loi autorisant le drainage de la savane de Saint-Charles."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant l'article 54b de la Loi des mines de Québec."

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que ce bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 32) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance aux aveugles relativement à l'enregistrement de l'avis de pension."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 37) intitulé: "Loi modifiant la Loi des conventions collectives de travail."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 40) intitulé: "Loi relative à l'arbitrage des différends entre certaines institutions de charité et leurs employés."

L'honorable M. Paquette propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Fitch, secondé par M. Larivière, il est—

Ordonné que le Bill 111, intitulé "Loi constituant en corporation *"The Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal"* a été retiré, les honoraires ordinaires payés par les promoteurs de ce bill leur soient remboursés, déduction faite des frais de traduction et d'impression.

M. Casgrain propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, tout affidavit ou tout autre document entre le gouvernement de la province et toute personne, relativement à Monsieur Georges-Albert Field, avocat, de Montréal.

L'honorable M. Duplessis objecte que la motion inscrite au feuillet est irrégulière parce qu'elle demande la production de documents en vue de contredire une assertion faite par un membre de la Chambre au cours de la session.

M. l'Orateur prend la question en délibéré.

M. Chaloult propose, secondé par M. Marcoux:

Qu'un député du parti National, M. Oscar Drouin, soit ajouté aux membres du Comité chargé de s'enquérir de la redistribution des circonscriptions électorales de la province de manière à effectuer des rajustements équitables.

Un débat s'élève.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Bastien,
Bouchard,
Casgrain,

Hamel,
Leduc (Laval),
Marcoux,

*Chaloult,
Connors,
Delagrave,
Drouin,*

*Messier,
Rochefort,
Turcotte.—13.*

CONTRE

Messieurs:

*Adam,
Auger (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barrette (Joliette),
Béique,
Bellemarre,
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,
Boiteau,
Bulloch,
Castonguay,
Coonan,
Dubé (Rimouski),
Dubé (Témiscouata),
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fitch,
Fleury,
Gagné,
Gagnon,
Gérin,
Labbé,
Labelle,*

*Lafleur,
Langlais,
Larivière,
Larochelle,
Leclerc,
Leduc (Soulanges),
Lesage,
Lorrain,
Marier,
Paquette,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Missisquoi),
Sauvé,
Sherman,
Taché,
Talbot,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Vachon.—49.*

La motion est ainsi rejetée.

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, rapports ou autres documents entre le gouvernement et toute personne relativement à la construction d'un aréna dans la cité de Rivière-du-Loup, depuis le 26 août 1936.

M. Casgrain propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, rapports ou autres documents entre le gouvernement et toutes personnes relativement à l'établissement d'un entrepôt frigorifique à l'Isle Verte et aux Trois-Pistoles, dans le comté de Rivière-du-Loup.

Et un débat s'élève—
Sur la motion de M. Casgrain, il est—
Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Extinction des incendies forestiers (Département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service d'hydroplans (Département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu que la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides durant la présente séance.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Huit heures du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 133) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Alphonse Valiquette."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 105) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 121) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Victor Beaudry."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 150) intitulé: "Loi modifiant la charte de *The Temiscamingue and Abitibi Railway Company*."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 157) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Arpentages (Département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Au cours de la discussion, le président du comité fait le rapport suivant: M. l'Orateur,

Au moment de la discussion de l'article 146 du Budget, l'honorable député de Montmagny a tenté de discuter de l'article 168, se rapportant à la traverse entre Ste-Catherine et Tadoussac. L'honorable Premier Mi-

nistre a soulevé un point d'ordre demandant qu'on s'en tienne à l'article en discussion. J'ai maintenu le point d'ordre de l'honorable Premier Ministre conformément à l'article 325 des règlements, paragraphe 3. L'honorable député de Montmagny en appelle de la décision du président.

Et la décision, rendue par le président, étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bellemarre,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Perron,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gérin,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Labbé,</i>	<i>Vachon.—49.</i>
<i>Labelle,</i>	

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Grégoire,</i>	<i>Rocheffort,</i>
<i>Hamel,</i>	<i>Turcotte.—12.</i>

La décision du président est ainsi maintenue.

Le comité des subsides continue à siéger.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

La dite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

M. l'Orateur décide que l'objection soulevée au cours de la séance par l'honorable M. Duplessis, au sujet de la motion de M. Casgrain demandant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance, tout affidavit ou tout autre document entre le gouvernement de la province et toute personne, relativement à Monsieur Georges-Albert Field, avocat, de Montréal, est bien fondée, et il déclare la motion irrégulière parce qu'elle demande la production de documents en vue de contredire une assertion faite en cette Chambre par l'honorable Premier Ministre (Note 5 sous l'article 582 du règlement).

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 22 MARS 1939

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 118.—Loi modifiant la charte de la ville de Plage-Laval.

Le préambule de ce bill a aussi été amendé.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill No 135, intitulé: "Loi concernant l'Ile Saint-Bernard et modifiant la charte de la ville de Châteauguay", ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Ordonné que ledit rapport soit adopté.

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 151.—Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.

Sur la motion de M. Sherman, secondé par M. Jolicœur, il est—

Ordonné, que les articles 510, 511, 514 et 516 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de East Angus demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit aussi permis de présenter le bill No 158, intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de East Angus", et que ce bill soit maintenant lu la première fois.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

En conséquence, M. Sherman présente un bill (No 158) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de East Angus," qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Les documents suivants sont déposés sur le bureau de la Chambre:

Par l'honorable M. Tremblay:

Onzième rapport annuel de la Commission des Accidents du Travail de Québec, 1938.

(Document de la session No 21.)

Par l'honorable M. Bilodeau:

Rapport des Caisses Populaires et Sociétés Coopératives Agricoles, 1936.

(Document de la session No 22.)

Question par M. Casgrain:

1. M. Louis Gauthier a-t-il été nommé gardien à la prison de St-Jérôme?

2. Dans l'affirmative:

a. à quelle date a-t-il été nommé?

b. sur la recommandation de qui?

3. Ce monsieur a-t-il donné sa résignation depuis?

4. Dans l'affirmative:

a. à quelle date l'a-t-il donnée la première fois?

b. à quelle date la deuxième fois?

5. Cette résignation a-t-elle été acceptée?

6. En donnant sa résignation, le gardien démissionnaire a-t-il demandé une enquête?

7. Le Gouvernement a-t-il ordonné une enquête dans cette affaire?

8. Dans l'affirmative:

a. Cette enquête est-elle commencée?

b. Est-ce que le commissaire enquêteur a fait un rapport?

c. Quelles ont été ses conclusions?

Réponse par l'honorable M. Duplessis:

1 et 2. Cette personne a été nommée garde à la prison de St-Jérôme à compter du 11 mars 1937, sur la recommandation du shérif.

3. Elle a donné sa démission le 4 mars 1938 et elle n'est plus à l'emploi de la province depuis environ un an.

4. Répondue par le numéro 3.

5. Répondue par le numéro 3.

6. Aucune demande d'enquête.

7. Le garde démissionnaire n'a pas demandé d'enquête au gouvernement qui n'en a pas ordonné.

8. Répondue par le numéro 7.

Question par M. Casgrain:

1. Le Gouvernement a-t-il établi ou subventionné un service maritime entre l'Ile aux Grues et la cité de Québec, depuis le 26 août 1936?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Quelle est la nature de l'aide ou de la subvention donnée par le gouvernement?

b. Quel est le montant mensuel de cette subvention ou de cette aide?

c. Pendant combien de mois par année est-elle accordée, et à qui est-elle payée?

Réponse par l'honorable M. Duplessis:

1. Oui.

2. a. Service de transport maritime pour les produits agricoles.

2. b. et c. Octroi de \$300.00 au capitaine Hector Lavoie pour la saison de navigation.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service forestier (Département des Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pépinière de Berthier "entretien" (Département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Entomologie (Département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service d'enregistrement (cadastre) (Département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour La Société de Géographie de Québec (Département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecole des gardes-forestiers "construction et équipement" (Département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Question par M. Casgrain:

1. Monsieur Eugène Cousineau, est-il encore à l'emploi du Ministère de la Colonisation en qualité d'acheteur?

2. Si non, a-t-il été destitué ou a-t-il donné sa démission?

3. S'il a été destitué ou s'il a donné sa démission:

a. A quelle date?

b. Pour quelles raisons?

4. Ce monsieur Cousineau travaille-t-il encore pour le Gouvernement?

5. Si la réponse est affirmative:

a. Depuis quand?

b. Quelles sont ses fonctions?

c. Quel est son salaire?

Réponse par l'honorable M. Auger:

1. Non.

2. Monsieur Cousineau a été transféré du Service intérieur au Service extérieur à compter du 15 juillet 1938.

3. Répondue par le numéro deux.

4. Oui.

5. a. Monsieur Cousineau travaille pour le Ministère de la Colonisation depuis le 1er octobre 1936.

b. Inspecteur spécial pour les comtés d'Abitibi et du Témiscamingue.

c. \$2,500.00 par année.

A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Huit heures du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 154) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 152) intitulé: "Loi relative à *The Empire Trust Company*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 156) intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la ville de Saint-Laurent".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 159) intitulé: "Loi autorisant l'association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Paul Fontaine et James S. Fontaine au nombre de ses membres après examen".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

M. Casgrain propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Bastien:

Que tous les mots après "que", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

“Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, blâme le gouvernement de violer les droits et prérogatives incontestables des représentants du peuple,

a. En ne répondant pas avec assez de célérité aux questions inscrites régulièrement sur le feuilleton, ou en y répondant très souvent d’une façon insuffisante pour renseigner cette Chambre;

b. En négligeant ou refusant, dans un grand nombre de cas, de déposer sur la table du greffier les documents dont la production a été ordonnée.”

L’honorable M. Duplessis objecte que l’amendement est irrégulier.

M. l’Orateur déclare l’amendement irrégulier parce qu’il ne se rapporte ni à la politique, ni à l’administration du Gouvernement (cf. No. 9, sous-art. 322).

M. Casgrain en appelle de la décision de M. l’Orateur, et l’appel étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu’il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gérin,</i>	<i>Vachon.—41.</i>
<i>Labbé,</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>

*Casgrain,
Chaloult,
Connors,
Dansereau,
Delagrave,
Grégoire,*

*Leduc (Laval),
Marcoux,
Messier,
Rocheport,
Turcotte.—15.*

La décision de M. l'orateur est ainsi maintenue.
Et le débat se continue sur la motion principale.

M. Chaloult ayant lu un amendement qu'il désire proposer au sujet des primes à payer sur le beurre et le fromage.

L'honorable M. Duplessis objecte que la question a déjà été discutée et décidée au cours de la séance du 16 février 1939.

Et M. l'Orateur déclare que l'amendement projeté serait irrégulier parce qu'il contreviendrait aux dispositions de l'article 153 du règlement, qui déclare que "nulle motion ne doit soulever une question qui soit, au fond, identique à une question dont la Chambre a décidé pendant la session en cours".

M. Chaloult en appelle de la décision de M. l'Orateur; l'appel étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Adam,
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Joliette),
Bastien,
Béique,
Bellemare,
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,
Boiteau,
Bouchard,
Bourque,
Bouthillier,
Casgrain,
Castonguay,
Choquette,
Connors,
Dansereau,
Delagrave,
Dubé (Témiscouata),*

*Gérin,
Labbé,
Lafleur,
Langlais,
Larivière,
Larochele,
Lawn,
Layton,
Leclerc,
Lesage,
Lorrain,
Marier,
Messier,
Paquette,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Raynault,
Robinson,*

*Ducharme,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fitch,
Fleury,
Gagné,
Gagnon,*

*Rochéfort,
Roy,
Sauvé,
Talbot,
Tardif,
Tellier,
Turcotte,
Vachon.—57.*

CONTRE

Messieurs:

*Chaloult,
Drouin,
Grégoire,*

*Hamel,
Leduc (Laval),
Marcoux.—6.*

La décision de M. l'Orateur est ainsi maintenue.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 23 MARS 1939

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 31 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe I de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Marier, du comité des règlements, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 31 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe I de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 122.—“Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal”.

Bill 148.—“Loi ratifiant le règlement No 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers”.

Le bill suivant a été rejeté:

Bill 109.—“Loi constituant en corporation l'Association des Chiropraticiens de la province de Québec”.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 50) intitulé: “Loi modifiant la Loi 1 George VI, chapitre 104, relative au règlement de la question des tramways de Montréal”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Chaloult, secondé par M. Marcoux, il est—

Ordonné que M. Chaloult ait la permission de présenter un bill (No 181) intitulé: “Loi modifiant le Code Civil et le Code de Procédure civile, relativement aux droits civils de la femme”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Barré, il est—

Ordonné que M. Lafleur ait la permission de présenter un bill (No 182) intitulé: “Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que le dit bill soit immédiatement renvoyé au comité des bills publics en général.

M. Casgrain propose qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Quels sont les ministres et les membres de la Législature qui ont fait des voyages en dehors de la province, aux frais du Gouvernement, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date?

2. Or chacun de ces ministres et de ces députés est-il allé ?
3. Quel était le but de ces voyages ?
4. Combien la province a-t-elle payé à chacun de ces ministres et députés pour dépenses de voyages ?

Un débat s'élève.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

En conséquence, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant :

1. Quels sont les ministres et les membres de la Législature qui ont fait des voyages en dehors de la province, aux frais du Gouvernement, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date ?

2. Ou chacun de ces ministres et de ces députés est-il allé ?

3. Quel était le but de ces voyages ?

4. Combien la province a-t-elle payé à chacun de ces ministres et députés pour dépenses de voyages ?

Question par M. Casgrain :

1. La garantie exigée par le département pour le droit de coupe accordé à monsieur J.-N. Legault, canton Pontleroy, comté de Témiscamingue, pour l'année 1936-37, a-t-elle été payée au complet avant que ce monsieur commence son ouvrage ?

2. Dans l'affirmative :

Le montant que représentait ce droit de coupe fait dans ce même canton a-t-il été payé au complet au département avant l'expiration du délai accordé le 1er décembre 1937 ?

3. La grantie exigée par le gouvernement a-t-elle été payée au complet avant le commencement de la coupe du bois sur le nouveau permis 1937-38 qui a été accordé à M. J.-N. Legault ?

Réponse par l'honorable M. Bourque :

1. Oui.

2. M. J.-N. Legault ne doit rien au ministère.

3. Oui.

Question par M. Casgrain :

1. Combien le gouvernement de la Province de Québec a-t-il dépensé d'argent, du 1er janvier 1938 jusqu'au 1er mars 1939, dans l'affaire d'Antonio Godon ?

a. Pour préparer le procès, en comprenant toutes les dépenses de quelque nature qu'elles soient : location de véhicules-automobiles, d'immeubles, parties d'immeubles ou locaux ; salaires, traitements, frais de voyages ou autres dépenses payés aux avocats, enquêteurs, "stool-pigeons", à Antonio Godon lui-même, aux experts, marchands, épiciers-licenciés, à la Commission des Liqueurs de Québec, etc. ?

b. Pour le procès lui-même, y compris les frais de voyages, les salaires, ou honoraires et autres dépenses quelconques payés aux avocats, aux jurés, aux témoins, aux huissiers, aux officiers de la cour, aux experts, aux sténographes, etc. ?

2. Le gouvernement a-t-il en main des comptes, factures ou réclamations quelconques qui ne sont pas encore acquittés ?

3. Si la réponse est affirmative :

a. Quels sont les montants de ces comptes, factures ou réclamations ?

b. Par qui ont-ils été envoyés ?

c. Quels sont les montants dus dans chaque cas et à qui sont-ils dus ?

Réponse par l'honorable M. Duplessis :

Il n'est pas dans l'intérêt public de répondre actuellement à ces questions.

Question par M. Chaloult :

1. Est-il à la connaissance du gouvernement de la Province de Québec que l'administration de l'Île de Terre-Neuve ait accordé assez récemment, une concession minière d'environ 22,000 milles carrés à une compagnie désignée sous la raison sociale de : "Labrador Mining Corporation" ?

2. Le gouvernement de cette Province est-il au courant que la concession minière, ci-dessus mentionnée, avoisine la ligne délimitant la frontière entre le territoire terreneuvien et celui de l'Ungava, telle qu'elle a été fixée par le jugement du Conseil Privé, en l'année 1926 ?

3. Le gouvernement de cette province sait-il qu'une seconde concession minière, d'environ 15,000 milles carrés, a aussi été concédée à une compagnie désignée sous la raison sociale de : "McKay Mining Corporation", en territoire canadien, tout auprès de la supposée ligne-frontière ?

4. La ligne frontière, entre Terre-Neuve et le Canada, dans cette région du Labrador-Ungava, a-t-elle été officiellement tracée, depuis le jugement du Conseil Privé d'Angleterre, dont il est fait mention plus haut ?

5. Si non, le gouvernement de cette Province ne craint-il pas que les concessions minières octroyées par Terre-Neuve n'empiètent sur des territoires relevant de la Province de Québec, quant à l'exercice des droits provinciaux ?

6. Advenant que cette ligne-frontière n'ait pas été officiellement tracée, le gouvernement de cette Province s'est-il entremis auprès des autorités fédérales canadiennes, pour obtenir le relevé officiel de la Ligne-frontière, dans cette région et, dans l'affirmative, quelle fut la réponse du gouvernement d'Ottawa ?

Réponse par l'honorable M. Duplessis :

Le gouvernement étudie attentivement les questions ci-haut mentionnées et saura, comme toujours, sauvegarder les meilleurs intérêts de la province.

Question par l'honorable M. Bouchard :

1. Des travaux de colonisation ont-ils été faits en octobre dernier sur une route de St-Benjamin, comté de Dorchester ?

2. Ces travaux étaient-ils sous la direction de monsieur Odilon St-Hilaire ?

3. Un chèque a-t-il été émis à l'ordre de monsieur Aldéric Bolduc qui aurait travaillé sur ces chemins ?

4. Pour quel montant ce chèque a-t-il été émis et à quelle date ?

5. Ce chèque a-t-il été remis directement à monsieur Aldéric Bolduc ou s'il a été envoyé à monsieur Odilon St-Hilaire ?

Réponse par l'honorable M. Auger :

1. Oui.
2. Oui.
3. Non.
4. Nil.
5. Nil.

Question par l'honorable M. Bastien :

1. Le ministère de la colonisation a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Saint-Charles de Mandeville, comté de Berthier au cours de l'été dernier ?

2. Dans l'affirmative :

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux ?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles ?

Réponse par l'honorable M. Auger :

1. Oui.

2. a et b :—

Savoie, Joseph.....	\$ 25.92
Arsenault, Alfred.....	17.78
Desjardins, Patrick.....	13.50
Savoie, René.....	19.25
St-Jean, Albert.....	12.38
Savoie, Cléophas.....	19.13
Savoie, Adélarde.....	27.77
Dauphinois, Adam.....	3.00

\$ 138.73

Question par l'honorable M. Bastien :

1. Le ministère de la colonisation a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Saint-Michel des Saints, comté de Berthier, au cours de l'été dernier ?

2. Dans l'affirmative :

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux ?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles ?

Réponse par l'honorable M. Auger :

1. Notre ministère n'a fait exécuter aucun travail dans cette municipalité au cours de l'été dernier; cependant, nous avons accordé un octroi à la municipalité pour aider à la construction d'un pont, au cours de l'automne.

2. (Voir No 1.)

Question par l'honorable M. Bastien:

1. Le ministère de la voirie a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, au cours de l'été 1938?

2. Dans l'affirmative:

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles?

Réponse par l'honorable M. Auger:

1. Non.

2. (Voir No 1.)

Question par l'honorable M. Bouchard:

1. Le gouvernement a-t-il un établissement de congélation du poisson à Paspébiac?

2. Combien a coûté ce congélateur?

3. Y a-t-il des charges de faites pour la congélation du poisson?

4. Dans l'affirmative: Quelles sont ces charges?

5. Y a-t-il une Coopérative, pour la vente du poisson qui se serait servie ou qui se sert du congélateur?

6. Cette Coopérative est-elle régulièrement constituée en vertu des lois de la Province?

7. Combien de personnes appartiennent à cette Coopérative?

8. Quel montant a été payé par le groupe de pêcheurs faisant partie de la Coopérative:

a. En 1937?

b. En 1938?

9. De combien de personnes est formé le groupe de pêcheurs ayant utilisé le congélateur de Paspébiac et qui ne font pas partie de la Coopérative:

a. En 1937?

b. En 1938?

10. Quel montant a été payé par ce groupe de pêcheurs indépendants pour la congélation du poisson:

a. En 1937?

b. En 1938?

Réponse par l'honorable M. Gagnon:

1. Oui.

2. \$25,925.00.

3. Oui.

4. Saumon:— \$0.75 du 100 livres.

Flétan:— \$0.50 du 100 livres.

Eperlan:— \$0.30 du 100 livres.

Homard:— \$0.30 du 100 livres.

5. Oui, la Coopérative d'Eperlan de Paspébiac.

6. Non, sous cette désignation, elle ne représente simplement qu'une association de pêcheurs.

7. 15.

8. a. \$1.14.

b. \$144.00.

Une différence de \$142.10 a été annulée comme conséquence des pertes subies par cette Coopérative sur la vente de son poisson, en 1937.

9. a. En 1937: je l'ignore.

b. En 1938: je l'ignore.

10. Aucun. Ce ne sont pas les pêcheurs mais les acheteurs qui ont payé les frais de congélation.

Question par M. Hamel:

1 Combien a coûté le chemin de colonisation fait l'an dernier entre la paroisse de Latulippe et le lac des Quinze?

2. Quelle est la longueur de ce chemin?

3. Qui a eu le ou les contrats?

Réponse par l'honorable M. Auger:

1. \$57,562.50.

2. 14.5 milles.

3. La Construction Nationale Enrg.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

M. Chaloult propose par voie d'amendement, secondé par M. Marcoux:

Que tous les mots après "que", dans la motion proposée, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en se déclarant prête à voter de ssubsides nécessaires à l'administration, exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures requises pour prohiber dans la province de Québec, toute annonce de vin, bière ou autre boisson contenant de l'alcool".

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Chaloult,
Drouin,
Grégoire,*

*Hamel,
Marcoux.—5.*

CONTRE

Messieurs:

*Adam,
Auger (Gatineau),*

*Goudreau,
Jolicœur,*

<i>Auger</i> (Montréal-St.-Jacques),	<i>Labbé,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Larivière,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Leclerc,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc</i> (Laval),
<i>Boiteau,</i>	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Bouchard,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Monette,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Connors,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Dansereau,</i>	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Delagrave,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Rocheffort,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Turcotte.</i> —61.
<i>Gérin,</i>	

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides et siège ainsi pendant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions, et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'honorable M. Duplessis demande à M. l'Orateur d'exprimer son avis sur la question de savoir si, le nouvel article 229a du règlement relatif à la durée des discours s'applique aux séances de comité plénier comme aux séances de la Chambre.

M. l'Orateur décide que l'article 229a du règlement lui paraît applicable en comité plénier, tout en exprimant le désir de voir la question soumise à la Chambre elle-même, afin d'avoir une direction.

L'honorable M. Bouchard en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur, l'appel étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Thièveault,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gérin,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Vachon.—55.</i>
<i>Labbé.</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Marcoux,</i>

*Connors,
Dansereau,
Delagrave,*

*Messier,
Rocheffort,
Turcotte.—16.*

La décision de M. l'Orateur est ainsi maintenue.

A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 151) intitulé: "Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 118) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Plage Laval."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 158) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de East Angus."

M. Sherman propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente de terres publiques pour fins de colonisation et établissement des colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, de labour et d'ensemencement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Sociétés de Colonisation et Société d'Aide aux colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour immigration et publicité, (colonisation) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour classification et inventaire des terres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million cinq mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour établissements agricoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes, octrois pour constructions, (colonisation) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour développement de l'industrie des combustibles (colonisation) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour drainage, (colonisation) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour frais de transport se rattachant à l'établissement des colons pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour développement de l'industrie de la chèverie, (colonisation) pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la colonisation, encouragement à la petite industrie et diverses dépenses imputables aux mouvements de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour retour à la terre, plan Rogers-Augur (Adm.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour La Cie de Navigation de Charlevoix-Saguenay, octrois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Orphelinat-Agricole du Lac Sergent, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Question par l'honorable M. Bastien—1. Le ministère de la colonisation a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Saint-Damien de Brandon, comté de Berthier, au cours de l'été 1937?

2. Dans l'affirmative:—

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles?

Réponse par l'honorable M. Auger:

1. Non.

2. (No. 1).

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, il est—

Résolu que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 43) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'aide à la jeunesse en doublant l'octroi de un million de dollars".

L'honorable M. Bilodeau informe la Chambre que l'honorable Monsieur le Lieutenant-Gouverneur recommande la prise en considération de cedit projet de résolution.

L'honorable M. Bilodeau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que conformément à l'article 3 de la Loi de l'aide à la jeunesse (2 George VI, chapitre 5), tel que modifié par la loi qui sera basée sur la présente résolution, une somme de deux millions de dollars pourra être affectée, aux fins de ladite loi, au lieu de la somme de un million déjà autorisée.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 43) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'aide à la jeunesse en doublant l'octroi de un million de dollars."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, les bills suivants:

Bill No 4, intitulé: "Loi modifiant la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de main-morte".

Bill No 15, intitulé: "Loi modifiant la loi du parc de la Montagne Tremblante".

Bill No 24, intitulé: "Loi relative aux institutions d'assistance publique".

Bill No 25, intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques".

Bill No 34, intitulé: "Loi modifiant la Loi pourvoyant à la refonte des lois de la province".

Bill No 116, intitulé: "Loi autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre Georges-Albert Roy à la pratique de la profession d'avocat".

Bill No 127, intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun".

Bill No 129, intitulé: "Loi changeant le nom de The Protestant Infants' Home of Montreal, en celui de Protestant Foster Home Centre".

Bill No 132, intitulé: "Loi modifiant le nom corporatif de l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal".

Bill No 140, intitulé: "Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Vahan Matheossian à la pratique de l'art dentaire après avoir subi ses examens".

Bill No 142, intitulé: "Loi éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur de Rimouski".

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté: le bill No 126, intitulé: "Loi autorisant l'Association pharmaceutique de la Province de Québec, à admettre Thomas-Philippe Gagnon, à la pratique de la profession de pharmacien", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Les articles 1 et 2 sont biffés, et remplacés par le suivant:
"1. L'Association Pharmaceutique de la province de Québec est autorisée à admettre Thomas-Philippe Gagnon, à la pratique de la profession de pharmacien, après examen oral".
2. L'article 3 devient l'article 2.

Aussi le bill No 137, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 6 est modifié,
 - a. en biffant, aux 2ème et 3ème lignes, les mots: "dont copie certifiée produite comme Cédule A";
 - b. en biffant, aux 6ème et 7ème lignes, les mots: "Dont copie certifiée produite comme Cédule B".Les cédules A et B sont biffées.

Aussi le bill No 144, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Baie Comeau", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en biffant, aux 2ème et 3ème lignes, les mots: "(reproduit comme cédule de la présente loi)";
La cédule est biffée.

Aussi le bill No 147, intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de *The Ontario Paper Company Limited*, dans la province de Québec, à la *Quebec North Shore Paper Company*", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant à la 27ème ligne, immédiatement après la date "7 mai 1938", les mots: "la compagnie" par les mots: "*la Quebec North Shore Paper Company*".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 126) intitulé: Loi autorisant l'Association pharmaceutique de la Province de Québec, à admettre Thomas-Philippe Gagnon, à la pratique de la profession de pharmacien" et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 137) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville", et les dits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 144) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Baie Comeau", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 147) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de *The Ontario Paper Company Limited*, dans la province de Québec, à la *Quebec North Shore Paper Company*", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 35) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux rues publiques".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 178) intitulé: "Loi modifiant la Loi des constituts ou du régime de tenure dans certains district électoraux".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier pour étude à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 180) intitulé: "Loi concernant la municipalité du canton Armand, dans le district électoral de Témiscouata".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier pour étude à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires raisonnables".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier pour étude à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 24 MARS 1939

Onze heures du matin.

Prière.

Sur la motion de M. Larivière, secondé par M. Gagné, il est—

Ordonné que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 155, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Rouyn".

M. Larivière, en conséquence, présente un bill (No 155) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Rouyn", qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Combien le gouvernement a-t-il payé par verge pour la charroyage du gravier dans la paroisse de St-Benoît Labre, comté de Beauce?

2. Si le prix a été fixé suivant la longueur du chemin à parcourir, donnez le prix établi suivant la distance?

Réponse par l'honorable M. Auger:

1. \$0.40 la verge cube.

2. Echelle établie comme suit: 30c pour premier mille et .10c additionnel par mille en surplus.

Question par l'honorable M. Bastien.—1. Le ministère de la Colonisation a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Lavaltrie, comté de Berthier, au cours de l'été dernier?

2. Dans l'affirmative:—

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles?

Réponse par l'honorable M. Auger:

1. Oui.

2. a. et b.

Chemins, lots 406-373, rang Pointe du Four, Lavaltrie.

Lacombe, Louis.....	\$ 46.13
Aclair, Joseph.....	16.50
Boisjoly, Emile.....	22.75
Boisjoly, A. Pierre.....	6.50
Boisjoly, Henri.....	8.75
Boisjoly, Maurice.....	13.50
Boisjoly, Arthur.....	5.63
Boisjoly, Gérald.....	6.75
Gourd, Roland.....	13.88
Gourd, Japhat.....	4.25
Lacombe, René.....	23.75
Lacombe, Damase.....	16.64
Lacombe, Donat.....	2.25
Lahaise, Adélard.....	73.88
Fontaine, Alfred.....	25.37
Turnbull, Georges.....	5.00

\$ 291.53

Chemin, lots 198-180, concession N.O., rivière St-Jean.	
Lacombe, Noël.....	\$ 73.98
Boisjoly, Joseph.....	49.28
Chagnon, Joseph.....	8.50
Chagnon, Jean.....	6.75
Giguère, Maurice.....	25.20
Giguère, Roger.....	51.53
Giguère, Emery.....	57.81
Giguère, Léo.....	96.05
Giguère, Hector.....	17.00
Giguère, Florus.....	18.45
Lacombe, Claude.....	93.93
Poliquin, Gérard.....	9.00
Houle, Roméo.....	2.25
Girouard, Frédéric.....	2.25
Ritchie, Xavier.....	21.15
Lacombe, Robert.....	51.53
Lacombe, Ubald.....	42.53
Houle, Joel.....	35.78
Labonté, Léandre.....	22.28
Poliquin, Gérard.....	.45
Charland, Joseph.....	52.71
Hervieux, Almanzor.....	42.93
Giguère, Omer.....	42.93
Gourd, Japhat.....	22.10
Picard, Ulric.....	26.33
Pelletier, Emile.....	7.20
Poudrier, Donat.....	24.08
Laroche, Joseph.....	4.28
Hervieux, Omer.....	12.33
Perreault, Odilon.....	6.18
Goyette, Octave.....	2.93
Turnbull, Georges.....	317.33
Roger, Miron.....	288.97
Marcel Champagne.....	244.10
Denis Vézina.....	77.69
Rainville, Chs. Edouard.....	144.40
Fontaine, Alfred.....	77.78
	<hr/>
	\$2,079.97

Chemin, lots 219-251, rang N.O., Rivière St-Jean.	
Goyette, Emile.....	\$ 47.58
Barbeau, Arthur.....	12.60
Barbeau, Georges.....	31.50
Barbeau, Gilbert.....	13.51

Chagnon, Napoléon.....	\$ 9.68
Chagnon, Jean.....	32.69
Goyette, Arthur.....	19.86
Gamache, Paul.....	4.50
Hervieux, Edouard.....	9.23
Miron, Roland.....	15.18
Perreault, Victorien.....	21.61
Pelletier, Maurice.....	34.98
Charbonneau, Adrien.....	21.76
Goyette, Octave.....	16.58
Boisjoly, Arthur.....	12.75
Boisvert, Rock.....	33.58
Chagnon, Joseph.....	46.76
Hétu, Ildège.....	30.18
Hétu, Chs.-Edouard.....	31.03
Hétu, Charles.....	26.78
Giguère, Léonide.....	21.68
Pelletier, Joseph.....	34.01
Rivest, Joseph.....	41.78
Bourbon, Armand.....	6.31
Goyette, Roger.....	2.25
Giguère, Ernest.....	1.63
Boisjoly, Gérard.....	4.05
Hétu, Pierre.....	5.18
Perreault, Jos. Anthime.....	4.05
Pelletier, Emile.....	4.05
Pellerin, Gérard.....	5.18
Pelletier, Bernard.....	26.06
Hétu, Alphonse.....	7.48
Boisjoly, Emile.....	7.65
Pelletier, Lionel.....	11.48
Perreault, Joseph.....	9.78
Turnbull, Léo.....	6.75
Lahaise, Adélard.....	120.44
Fontaine, Alfred.....	88.36
	<hr/>
	\$ 880.51

Question par M. Turcotte.—Quels montants le gouvernement fédéral s'est-il engagé à payer à la province de Québec en 1936, 1937 et 1938 pour la construction de routes dans les régions minières?

Réponse par l'honorable M. Gagnon :

1936-37: \$315,000.00

1937-38: \$300,000.00

1938-39: \$250,000.00

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 51, intitulé: "Loi relative à l'enseignement agricole de jeunes orphelins".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 122) intitulé "Loi concernant les écoles catholiques de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 148) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 28 MARS 1939

Prière.

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 134.—Loi concernant la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier.

Bill 156.—Loi ratifiant une résolution de la ville de Saint-Laurent.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 157.—Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu qu'à l'avenir, la Chambre tienne une séance le lundi, de onze heures du matin à l'ajournement, avec suspension de une heure à trois heures et de six heures à huit heures du soir; et qu'à cette séance du lundi, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

L'honorable M. Duplessis propose, secondé par l'honorable M. Fisher: Qu'à l'avenir, aucune séance ne soit levée, le soir, à moins que la Chambre n'ait pris une résolution à cet effet.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Gagnon</i> ,
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Goudreau</i> ,
<i>Barré</i> ,	<i>Labelle</i> ,
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Lafleur</i> ,
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Langlais</i> ,
<i>Bégin</i> ,	<i>Larivière</i> ,
<i>Béïque</i> ,	<i>Larochelle</i> ,

<i>Bellemare,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Bullock,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Pelletier (Lothinière),</i>
<i>Chaquette,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Taché,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Vachon,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>—51.</i>

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Delagrave,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Turcotte.—14.</i>

La motion est ainsi adoptée.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Quelles sont les primes qui ont été payées en 1938 à monsieur Jos. Martin, sur le lot 22, rang 9, canton Cox, à St-Elzéar de Bonaventure, comté de Bonaventure ?

2. Donnez le montant et la désignation de chaque prime ?

Réponse par l'honorable M. Auger :

1 et 2.— Notre service des Primes a payé à monsieur Jos. Martin, pour travail fait en 1938 :

Le 30-1-39:

5 acres brûlées et ramassées.....	\$ 50.00	} Statutaires
5 acres hersées et ensemencées....	25.00	
5 acres de labour.....	50.00	
	<hr/>	
	\$ 125.00	
(déduction pour grains de semence	12.05	
	<hr/>	
Chèque.....	\$112.95	

Le 8-11-38:

2¾ acres de labour..... \$ 27.50 Spéciale.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Le gouvernement a-t-il démis de ses fonctions un inspecteur du nom de J.-Octave Perron?

2. Avant cette destitution, si elle a eu lieu, le gouvernement avait-il reçu des plaintes et par qui ces plaintes avaient-elles été faites?

3. Pour quelles raisons, si la destitution a eu lieu, ce renvoi a-t-il été fait?

4. J.-Octave Perron a-t-il remboursé des argents qu'il devait au gouvernement et si oui, à quelle date ces remboursements ont-ils été faits?

Réponse par l'honorable M. Auger:

1. Oui.

2. Le gouvernement avait reçu des plaintes de colons.

3. Parce que les plaintes nous ont semblé motivées.

4. Il n'est pas à la connaissance du gouvernement que M. J.-Octave Perron lui doive de l'argent.

Question par M. Casgrain.—1. Le Gouvernement a-t-il nommé une ou des personnes, dans les comtés de Rivière-du-Loup et Témiscouata, pour mettre en application la loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses? (1 Geo. VI, chap. 81).

2. Si la réponse est affirmative, quels sont les noms, prénoms et adresses de cette ou ces personnes?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

1. Oui.

2. MM. J.-P. Michaud, de Rivière-du-Loup et J.-A. Langlais de Rivière Bleue, Témiscouata.

Ces personnes ont été nommées réviseurs de la Commission des Pensions de Vieillesse et chargées de vérifier les demandes d'allocations faites sous la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses (1 Geo. VI, chap. 81).

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 45, intitulé: "Loi pour encourager la fabrication, dans la province, du soufre, de l'acier et autres sous-produits du minerai de fer."

L'honorable M. Gagnon informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Gagnon propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que, conformément à la section 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux conditions qu'il déterminera, autoriser le paiement, durant une période de cinq années à compter du 1er janvier 1940, aux exploitants ou producteurs de pyrites métalliques provenant de gisements situés dans la province, d'une prime de deux cents (\$0.02) par unité de fer métallique contenu dans chaque tonne de minerai de fer obtenu à la suite du traitement, dans la province, des pyrites métalliques subordonnément à la condition suivante: la substance obtenue, contenant de l'oxyde de fer, provenant du traitement de pyrites métalliques devra être livrée et utilisée dans des usines de la province fabriquant de la fonte, de l'acier, du fer en poudre, du fer spongieux, des ferros-alliages ou du fer sous autres formes.

Résolu, 2.—Que, conformément à la section 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en outre, aux conditions qu'il déterminera, autoriser le paiement, durant la même période, aux exploitants et aux producteurs de minerais de fer naturels provenant de gisements situés dans la province, d'une prime de deux cents (\$0.02) par unité de fer métallique contenu dans chaque tonne de minerai de fer, subordonnément à la condition suivante: le minerai de fer devra être livré directement de la mine ou de l'atelier de concentration, à des hauts-fourneaux ou autres établissements de la province, fabriquant de la fonte, du fer ou de l'acier, et doit y être utilisé.

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire des règlements concernant lesdites demandes de paiements de prime et les renseignements et données qui devront être fournis à l'appui de ces demandes.

Résolu, 4.—Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 45) intitulé: "Loi pour encourager la fabrication, dans la province, du soufre, de l'acier, et autres sous-produits du minerai de fer."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 48, intitulé: "Loi autorisant le drainage de la savane de Saint-Charles."

L'honorable M. Auger informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Auger propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution seront payées à même le fonds consolidé du revenu et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant décréter le paiement entier ou partiel de ces dépenses extraordinaires au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Auger ait la permission de présenter un bill (No 48) intitulé: "Loi autorisant le drainage de la savane de Saint-Charles."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu au cours de la présente séance.

L'honorable M. Bourque dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport du Ministre des terres et forêts de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1938.

(Document de la session No 23.)

A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Huit heures du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 112) intitulé: "Loi concernant la Compagnie Equitable d'assurance contre le feu (capital mutuel)".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 155) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Rouyn".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent trente-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts et chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Le président du comité fait le rapport suivant:

M. l'Orateur,

Après la discussion de l'article 170, du budget de la colonisation, j'ai posé la question, comme c'est la coutume: "Adopté". Comme je n'ai vu personne se lever pour prendre la parole, j'ai déclaré l'article adopté.

L'honorable M. Bouchard en appelle de ma décision.

Et l'appel étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Gagnon</i> ,
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Goudreau</i> ,
<i>Barré</i> ,	<i>Labelle</i> ,
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Laflour</i> ,
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Larochelle</i> ,
<i>Béique</i> ,	<i>Layton</i> ,
<i>Bellemare</i> ,	<i>Leclerc</i> ,
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Bilodeau</i> ,	<i>Lesage</i> ,
<i>Boiteau</i> ,	<i>Marier</i> ,
<i>Bourque</i> ,	<i>Monette</i> ,
<i>Boyer</i> ,	<i>Paradis</i> ,
<i>Bulloch</i> ,	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Carignan</i> ,	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Choquette</i> ,	<i>Perron</i>
<i>Coonan</i> ,	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Raynault</i> ,
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Roy</i> ,
<i>Duguay</i> ,	<i>Taché</i> ,
<i>Duplessis</i> ,	<i>Talbot</i> ,
<i>Elie</i> ,	<i>Tardif</i> ,
<i>Fisher</i> ,	<i>Tellier</i> ,
<i>Fitch</i> ,	<i>Tremblay</i> ,
<i>Fleury</i> ,	<i>Vachon</i> .—49.
<i>Gagné</i> ,	

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien</i> ,	<i>Hamel</i> ,
<i>Bouchard</i> ,	<i>Lawn</i> ,
<i>Casgrain</i> ,	<i>Leduc</i> (Laval),
<i>Chaloult</i> ,	<i>Marcoux</i> ,
<i>Dansereau</i> ,	<i>Messier</i> ,
<i>Delagrave</i> ,	<i>Turcotte</i> .—13.
<i>Grégoire</i> ,	

La décision de M. le Président du comité est ainsi maintenue.

Le comité des subsides reprend sa séance.

(EN COMITÉ)

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Affaires municipales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Le président du comité fait le rapport suivant:

M. l'Orateur,

Après la discussion de l'article 171, du budget du département des Affaires Municipales, Industrie et Commerce, j'ai posé la question, comme c'est la coutume: "Adopté". Comme je n'ai vu personne se lever pour prendre la parole, j'ai déclaré l'article adopté.

L'honorable M. Bouchard en appelle de ma décision.

Et l'appel étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Auger (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Joliette),
Barrette (Terrebonne),
Béique,
Bellemare,
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,
Boiteau,
Bourque,
Boyer,
Bulloch,
Carignan,
Choquette,
Coonan,
Dubé (Rimouski),
Dubé (Témiscouata),
Duguay,
Duplessis,
Elie,
Fisher,
Fitch,
Fleury,
Gagné,

Gagnon,
Goudreau,
Labelle,
Laflleur,
Larochelle,
Layton,
Leclerc,
Leduc (Soulanges),
Lesage,
Marier,
Monette,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Missisquoi),
Raynault,
Roy,
Taché,
Talbot,
Tardif,
Tellier,
Tremblay,
Vachon.—49.

CONTRE

Messieurs:

*Bastien,
Bouchard,
Casgrain,
Chaloult,
Dansereau,
Delagrave,
Grégoire,*

*Hamel,
Lawn,
Leduc (Laval),
Marcoux,
Messier,
Turcotte.—13.*

Et la décision de M. le Président du comité est ainsi maintenue.

Le comité des subsides continue de siéger.

(EN COMITÉ)

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Renseignements commerciaux et taux de transport, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Recherches économiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Recherches scientifiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Aide à l'industrie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi pour établir l'inventaire des ressources naturelles de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Divers en général (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Agent de la province à Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Annuité à Mademoiselle Marie-Régina Drolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des maréchaux-ferrants de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu que la Chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 29 MARS 1939

Prière.

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 159.—Loi autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, à admettre Paul Fontaine et James-S. Fontaine au nombre de ses membres après examen.

Le bill suivant a été référé à la Chambre.

Bill 141.—Loi concernant le partage de la succession de l'honorable Charles Wilson.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le seizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 158.—Loi modifiant la charte de la ville de East-Angus.

Sur la motion de M. Trudel, secondé par M. Barré, il est—

Ordonné que les articles du règlement ayant trait à la publication des avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi

qu'au dépôt, à la présentation, à l'examen et à la réception des bills privés, soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 162, intitulé: "Loi modifiant la charte de la communauté des Religieuses Ursulines des Trois-Rivières", et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

M. Trudel, en conséquence, présente un bill (No 162) intitulé: "Loi modifiant la charte de la communauté des Religieuses Ursulines des Trois-Rivières", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'honorable M. Paquette dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, en date du 21 mars 1939, pour un état indiquant:

1. Le gouvernement, au cours de la saison 1937-38 a-t-il pris les mesures nécessaires pour que soient observées et respectées les dispositions de l'arrêté ministériel No 1822, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 3 juillet 1937 concernant les salaires à être payés aux ouvriers travaillant à l'exploitation forestière?

2. Les concessionnaires forestiers se sont-ils tous conformés à l'obligation que leur imposait le dit arrêté ministériel de soumettre tout contrat pour travail à forfait, au sous-ministre des Terres et Forêts et de faire accepter lesdits contrats par ce dernier?

3. La compagnie Edouard Gohier Limitée, pour ses opérations faites à Saint-Côme et dans le nord du comté de Joliette, a-t-elle accompli cette formalité?

4. Si la réponse à la dernière question est affirmative:

a. Quand a-t-elle rempli cette formalité?

b. Quel est le nom de chacun des employés dont les contrats ont été soumis pour approbation et ensuite approuvés?

5. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes d'employés qui ont travaillé à l'exploitation forestière de ladite compagnie Edouard Gohier, Ltée, pendant que l'arrêté ministériel 1822 était en vigueur?

6. Si la réponse à la question précédente est affirmative, qu'est-ce que le gouvernement a fait pour protéger les employés de ladite compagnie?

(Document de la session No 24.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 38) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'expropriation".

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu un deuxième fois.

L'honorable M. Drouin objecte que les motions des députés ont priorité sur les mesures du gouvernement aux séances du mercredi.

M. l'Orateur décide que l'article 122 du règlement est depuis longtemps tombé en désuétude et qu'il est maintenant d'usage que l'honorable premier ministre appelle les affaires dans l'ordre qui lui convient.

L'honorable M. Drouin en appelle de la décision de M. l'Orateur.

Et l'appel étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Goudreau,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Laflour,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bellemar,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Bullock,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Vachon.—55.</i>
<i>Gérin,</i>	

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>

*Bouthillier,
Casgrain,
Chaloult,
Connors,
Dansereau,
Delagrave,*

*Leduc (Laval),
Marcoux,
Messier,
Rochefort,
Turcotte.—19.*

En conséquence, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Et la motion principale étant mise aux voix, la chambre l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 50) intitulé: "Loi modifiant la Loi 1 George VI, chapitre 104, relative au règlement de la question des tramways de Montréal."

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 48) intitulé: "Loi autorisant le drainage de la savane de Saint-Charles."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Huit heures du soir.

Conformément à l'article III du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 157) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 134) intitulé: "Loi concernant la succession de Jean-Baptiste Eugène Letellier".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 156) intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la ville de Saint-Laurent."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil Législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement les bills suivants:

Bill No 3, intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec".

Bill No 31, intitulé: "Loi modifiant la Loi du Service Civil".

Bill No 32, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assistance aux aveugles relativement à l'enregistrement de l'avis de pension".

Bill No 36, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative au bureau de censure du cinéma".

Bill No 37, intitulé: "Loi modifiant la Loi des conventions collectives de travail".

Bill No 39, intitulé: "Loi relative aux ventes à tempérament".

Bill No 40, intitulé: "Loi relative à l'arbitrage des différends entre certaines institutions de charité et leurs employés."

Bill No 41, intitulé: "Loi concernant les dépenses faites par le gouvernement pour des travaux de chômage".

Bill No 105, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Lachine".

Bill No 108, intitulé: "Loi constituant en corporation Dominion Hebrew Cemetery Association".

Bill No 121, intitulé: "Loi concernant la succession de feu Victor Beaudry".

Bill No 133, intitulé: "Loi concernant la succession de feu Alphonse Valiquette".

Bill No 143, intitulé: "Loi concernant le Séminaire Saint-Sulpice".

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 17, intitulé: "Loi modifiant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en remplaçant le second paragraphe par le suivant:

"Cependant le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pour une période de temps et aux conditions qu'il déterminera, est autorisé à soustraire à l'application de cette disposition toutes ou aucunes corporations agissant comme fidéicommissaires ou fiduciaires en vertu d'une loi de la Législature, d'aucune autre législature provinciale du pays ou d'une loi du Parlement du Canada".

Aussi le bill No 26, intitulé: "Loi relative à l'administration des secours de chômage", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est remplacé par le suivant:

"Loi instituant un bureau de reconstruction économique".

2. L'article 1 est modifié en remplaçant à la 2ème ligne, les mots: "du chômage", par les mots: "de reconstruction économique".
3. L'article 2 est modifié en remplaçant à la 4ème ligne, les mots: "du chômage", par les mots: "de reconstruction économique".
4. L'article 5 est modifié en remplaçant à la 2ème et à la 3ème ligne de la page 2, les mots: "du chômage", par les mots: "de reconstruction économique".
5. L'article 8 est modifié en remplaçant à la 4ème ligne, les mots: "du chômage", par les mots: "de reconstruction économique".
6. L'article 9 est modifié.
 - a. en remplaçant à la 3ème ligne du sous-paragraphe a, les mots: "du chômage", par les mots: "de reconstruction économique".
 - b. en remplaçant à la 4ème et à la 5ème ligne du sous-paragraphe b, les mots: "du chômage", par les mots: "de reconstruction économique".
7. L'article 12 est modifié en remplaçant à la 4ème ligne, les mots: "du chômage", par les mots: "de reconstruction économique".

Aussi le bill No 104, intitulé: "Loi changeant le nom de famille de Paul Herbert Silver *et al*, en celui de Rowe", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié, en ajoutant à la fin de la 10ème ligne, immédiatement après les mots: "en celui de Rowe", les mots: "nom de famille de la mère des requérants Paul-Herbert Silver et Philip-George Silver".

Aussi le bill No 145, intitulé: "Loi constituant en corporation The Standard Church of America", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

- 1 L'article 2 est modifié, dans la version anglaise seulement, en remplaçant à la 11ème ligne, les mots: "or not" par les mots: "or otherwise".

Aussi le bill No 150, intitulé: "Loi modifiant la charte de Témiscamingue and Abitibi Railway Company" avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant le second paragraphe par le suivant:
"12. La compagnie construira son chemin de fer en commençant par la section Angliers, et ce, avant le 1er décembre 1940, et la dite section devra être terminée avant le 1er octobre 1942."

Aussi le bill No 153, intitulé: "Loi ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est remplacé par le suivant:

"Loi accordant certains pouvoirs à la cité de Lévis".

2. Le préambule est modifié en remplaçant le premier paragraphe par le suivant.

"Attendu que la cité de Lévis a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires qu'elle soit autorisée à évaluer certaines propriétés à des montants fixes pour un terme de dix années et"

3. L'article 1 est modifié, en remplaçant, dans les 2ème et 3ème lignes, les mots: "les propriétés mentionnées dans la présente loi", par les mots: "les lots numéros 624, 625, 625-A, 626, 626-A, 627, 628, 629, 632 et 633 du cadastre officiel pour le quartier Saint-Laurent de la cité de Lévis, avec les bâtisses, constructions, usine, et accessoires sus érigés ou à être érigés".

4. L'article 4 est remplacé par le suivant:

"4. L'article 3 de la loi 25-26 George V, chapitre 121, édictant pour la cité de Lévis l'article 129-B est abrogé à compter du 11 mai 1939".

Les cédules A et B sont biffées.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province", et les dits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 26) intitulé: "Loi relative à l'administration des secours de chômage", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 104) intitulé: "Loi changeant le nom de famille de Paul Herbert Silver *et al*, en celui de Rowe", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 145) intitulé: "Loi constituant en corporation The Standard Church of America", et lesdits amendements sont lus première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 150) intitulé: "Loi modifiant la charte de Témiscamingue and Abitibi Railway Company", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 153) intitulé: "Loi ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des établissements industriels et commerciaux, département du Travail, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux millions six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des pensions de vieillesse de Québec, département du Travail, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre vingt-neuf mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Aide à la recherche des mines pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Chasse et pêcheries—Jardin Zoologique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 30 MARS 1939

Prière.

Sur la motion de M. Bertrand (St-Sauveur), secondé par M. Laroche, il est—

Ordonné que les articles 510, 511, 514 et 516 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 139, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec", et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

La dite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Bertrand (St-Sauveur), en conséquence, présente un bill No 139, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec," qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Sur la motion de M. Thibeault, secondé par M. Tellier, il est—

Ordonné que tous les articles du règlement ayant trait à la publication des avis, à la présentation, la réception et l'examen des pétitions, au dépôt et à la présentation des bills privés soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 161, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

M. Thibeault, en conséquence, présente un bill (No 161) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le dix-septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants :

Bill No 117.—Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières. Le comité a suspendu certaines clauses pour étude par votre honorable Chambre.

Bill No 146.—Loi constituant en corporation la ville de Malartic.

Bill No 113.—Loi constituant en corporation The Apostolic Church of the British Isles in Quebec comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.

Votre comité recommande de prolonger au 15 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que ce rapport soit adopté.

M. Marier, du comité des règlements, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité recommande de prolonger au 15 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que le rapport soit adopté.

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant :

Bill 176.—Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt.

Le bill suivant a été rejeté après division.

Bill No 182.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 56) intitulé : "Loi modifiant le Code Civil."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 55) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cercles agricoles."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés d'agriculture."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 53) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les électriciens et les installations électriques."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Perron, secondé par M. Dubé (Rimouski), il est—

Ordonné que M. Perron ait la permission de présenter un bill (No 179) intitulé: "Loi érigeant la paroisse de Sainte-Clothilde, dans le district électoral de Beauce."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Robinson, secondé par M. Bulloch, il est—

Ordonné que M. Robinson ait la permission de présenter un bill (No 183) intitulé: "Loi favorisant la reconstruction du collège de Stanstead."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au Comité plénier de la Chambre pour étude au cours de la présente séance.

Sur la motion de M. Bertrand (St-Sauveur), secondé par M. Béique, il est—

Ordonné que M. Bertrand (St-Sauveur) ait la permission de présenter un bill (No 184) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'insaisissabilité de certains traitements, salaires et gages".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a adopté le bill "B", intitulé: "Loi annexant la municipalité de Fermont à la paroisse de Saint-Maurice, dans le comté de Champlain", auquel il lui demande de bien vouloir donner son agrément.

Sur la motion de M. Trudel, secondé par M. Barré, il est—

Ordonné que le bill "B" du Conseil législatif, intitulé: "Loi annexant la municipalité de Fermont à la paroisse de St-Maurice, dans le comté de Champlain" soit maintenant lu une première fois.

Le bill est en conséquence, lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité plénier, sur le bill (No 183) intitulé: "Loi favorisant la reconstruction du Collège de Stanstead," et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 46, intitulé: "Loi favorisant l'expansion de la colonisation".

L'honorable M. Auger informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Auger propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que, suivant les dispositions de l'article 20*b* de la loi 1 George VI, chapitre 38, tel qu'édicte par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, depuis le premier mars 1939, le gouvernement de la province est propriétaire absolu et incommutable des immeubles situés dans la seigneurie de Madawaska (comprenant le lac Témiscouata) et qui ont été annoncés en vente, pour taxes municipales et scolaires, par la corporation municipale du comté de Témiscouata et désignés dans l'avis de vente publié par cette corporation dans la *Gazette Officielle de Québec*, édition du vingt-huit janvier 1939.

Résolu, 2.—Que depuis cette date, les immeubles mentionnés à la résolution 1 seront purgés de tous les droits réels qui les affectaient alors et aucun recours basé sur des faits ou des droits antérieurs à cette date et relatifs à ces immeubles ne pourra être exercé contre ceux-ci, ni contre le gouvernement, ni contre aucun colon ou autre personne qui pourra ultérieurement en devenir détenteur ou propriétaire et que ces immeubles seront depuis cette date devenus terres de colonisation au sens de la Loi des terres de colonisation (Statuts refondus, 1925, chapitre 77).

Résolu, 3.—Que l'indemnité payable à tout réclamant qui était intéressé dans un immeuble compris dans ce territoire avant le premier mars 1939 sera fixé selon le mode prévu aux articles 4 à 13 ou selon le mode prévu aux articles 13*a* à 13*l* de la loi 1 George VI, chapitre 38, suivant que le décidera le lieutenant-gouverneur en conseil, après que tel réclamant lui aura fourni ses titres complets à l'appui de sa réclamation et que la réclamation d'indemnité devra être exercée dans les douze mois à compter du premier mars 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Auger ait la permission de présenter un bill (No 46) intitulé: "Loi favorisant l'expansion de la colonisation."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 47, intitulé: "Loi assurant l'expansion de la colonisation dans le Témiscamingue".

L'honorable M. Auger informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Auger propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à mettre à la disposition du ministre de la colonisation une somme n'excédant pas trente mille dollars, prise à même le fonds consolidé du revenu, pour acquitter les dépenses prévues par la loi qui accompagne la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 47) intitulé: "Loi assurant l'expansion de la colonisation dans le Témiscamingue."

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill 148, intitulé: "Loi ratifiant le règlement No. 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, aux 2ème et 3ème lignes, les mots: "(lequel fait partie de la présente loi comme annexe "A")". L'annexe "A" est biffée.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 148) intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers", et le dit amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 47) intitulé: "Loi assurant l'expansion de la colonisation dans le Témiscamingue."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; pusi, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 29) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 49) intitulé: "Loi protégeant le domaine public de la colonisation."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires raisonnables."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. L'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 5, intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du trésor relativement à la dépense des deniers publics", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a. en remplaçant à la 3ème ligne du premier alinéa, les mots: "l'alinéa suivant", par les mots: "les alinéas suivants".

b. en ajoutant ce qui suit comme troisième alinéa:

"Les dispositions de l'alinéa qui précède ne s'appliquent pas aux allocations législatives votées pour les traitements, les indemnités, les dépenses contingentes ou autres dépenses du Conseil législatif et de l'Assemblée législative".

Aussi le bill No 20, intitulé: "Loi instituant un service général d'achats pour le gouvernement", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 5 est modifié en ajoutant à la fin les mots suivants:

"mais ne s'applique pas au Conseil législatif et à l'Assemblée législative".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 5) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du Trésor relativement à la dépense des deniers publics," et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 20) intitulé "Loi instituant un service général d'achats pour le gouvernement", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires raisonnables".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Ordonné que le comité siège au cours de la présente séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendements, les bills suivants:

Bill No 27, intitulé: "Loi autorisant une enquête sur les affaires de *The Title Guarantee and Trust Corporation of Canada*".

Bill No 30, intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931".

Bill No 35, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux rues publiques".

Bill No 43, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'aide à la jeunesse en doublant l'octroi de un million".

Bill No 118, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Plage Laval".

Bill No 152, intitulé: "Loi relative à *The Empire Trust Company*".

Bill No 154, intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean".

Sur un message de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, veut bien donner au nom de Sa Majesté la sanction royale aux bills suivants:

3 Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec.

4 Loi modifiant la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de main-morte.

5 Loi modifiant la Loi du département du trésor relativement à la dépense des deniers publics.

15 Loi modifiant la Loi du parc de la Montagne Tremblante.

17 Loi modifiant la Loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province.

20 Loi instituant un service général d'achats pour le gouvernement.

24 Loi relative aux institutions d'assistance publique.

-
- 25 Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques.
 - 26 Loi instituant un Bureau de reconstruction économique.
 - 27 Loi autorisant une enquête sur les affaires de The Title Guarantee and Corporation of Canada.
 - 30 Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931.
 - 31 Loi modifiant la Loi du service civil.
 - 32 Loi modifiant la Loi de l'assistance aux aveugles relativement à l'enregistrement de l'avis de pension.
 - 34 Loi modifiant la Loi pourvoyant à la refonte des lois de la province.
 - 35 Loi modifiant la Loi relative aux rues publiques.
 - 36 Loi modifiant la Loi relative au bureau de censure du cinéma.
 - 37 Loi modifiant la Loi des conventions collectives de travail.
 - 39 Loi relative aux ventes à tempérament.
 - 40 Loi relative à l'arbitrage des différends entre certaines institutions de charité et leurs employés.
 - 41 Loi concernant les dépenses faites par le gouvernement pour des travaux de chômage.
 - 43 Loi modifiant la Loi de l'aide à la jeunesse en doublant l'octroi de un million de dollars.
 - 104 Loi changeant le nom de famille de Paul Herbert Silver *et al* en celui de Rowe.
 - 105 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.
 - 108 Loi constituant en corporation Dominion Hebrew Cemetery Association.
 - 116 Loi autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre Georges-Albert Roy à la pratique de la profession d'avocat.
 - 118 Loi modifiant la charte de la ville de Plage Laval.
 - 121 Loi concernant la succession de feu Victor Beaudry.
 - 126 Loi autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec, à admettre Thomas-Philippe Gagnon, à la pratique de la profession de pharmacien.
 - 127 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.
 - 129 Loi changeant le nom de The Protestant Infants' Home of Montreal, en celui de Protestant Foster Home Centre.
 - 132 Loi modifiant le nom corporatif de l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal.
 - 133 Loi concernant la succession de feu Alphonse Valiquette.
 - 137 Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville.
 - 140 Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Vahan Matheossian à la pratique de l'art dentaire après avoir subi ses examens.
 - 142 Loi éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur de Rimouski.
 - 143 Loi concernant le Séminaire Saint-Sulpice.
 - 144 Loi modifiant la charte de la ville de Baie Comeau.
 - 145 Loi constituant en corporation The Standard Church of America.

- 147 Loi ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de la Ontario Paper Company Limited, dans la province de Québec, à la Quebec North Shore Paper Company.
- 148 Loi ratifiant le règlement No. 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers.
- 150 Loi modifiant la charte de Temiscamingue and Abitibi Railway Company.
- 152 Loi relative à The Empire Trust Company.
- 153 Loi accordant certains pouvoirs à la cité de Lévis.
- 154 Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean.
- "B" Loi annexant la municipalité de Fermont à la paroisse de Saint-Maurice, dans le comté de Champlain.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit :

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills".

Au retour des députés :

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 42) intitulé : "Loi modifiant la Loi des salaires raisonnables."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Chemins des mines (mines et pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Villages miniers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à l'exploitation des mines en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille trente dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Mine-Ecole provinciale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bourse, (mines et pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc National des Laurentides, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Commission sur perception de royauté sur fourrures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi du Parc National de la Gaspésie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Construction de chemins de mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Mine-Ecole provinciale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc National des Laurentides, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc National de la Gaspésie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc National du Mont Orford, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecole des sourds-muets et des sourdes-muettes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles publiques (cités et villes), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles publiques (écoles rurales), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Municipalités qui emploient des instituteurs pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conseil de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Journaux d'éducation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi du mérite scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Certificats d'études primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Gratifications pour succès dans l'enseignement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-sept mille six cent vingt dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles dans les municipalités pauvres (catholiques), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Enseignement ménager, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "High Schools", Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Enseignement du français, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité protestant (Aide supplémentaire), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Centralisation des écoles rurales protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Cours d'été pour professeurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille trois cent quatre-vingts dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Municipalités pauvres (protestantes), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Classes spéciales pour enfants arriérés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Enseignement ménager dans les écoles protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent quatre-vingt-et-un mille trente-deux dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asiles d'aliénés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hygiène publique de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

41. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

42. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Octrois à diverses institutions de charité autres que celles reconnues d'assistance publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

43. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maladies vénériennes—Aide à la protection du public contre—pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de M. Thibeault, secondé par M. Tellier, il est—

Ordonné que tous les articles du règlement ayant trait à la publication des avis, à la présentation, la réception et l'examen des pétitions, à la pré-

sensation, l'examen et la réception des bills privés, de même que ceux concernant les amendes, soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 163, intitulé: "Loi relative à la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval", et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

M. Thibeault, en conséquence, présente un bill (No 163) intitulé: "Loi relative à la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée au mardi, 11 avril prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 11 AVRIL 1939

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Sur la motion de M. Jolicœur, secondé par M. Pelletier (Lotbinière), il est—

Ordonné que les articles du règlement ayant trait à la publication des avis, à la présentation, la réception et l'examen des pétitions, à la présentation, à l'examen et la réception des bills privés soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 164, intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Courville, dans le comté de Québec", et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

M. Jolicœur, en conséquence, présente un bill (No 164) intitulé: "Loi amendant la charte de la ville de Courville, dans le comté de Québec," qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit lu une deuxième fois à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Larochelle, secondé par M. Pouliot (Missisquoi), il est—

Ordonné que M. Larochelle ait la permission de présenter un bill (No 185) intitulé: "Loi relative à la corporation de la paroisse de Saint-Nicolas-sud".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bourque, secondé par l'honorable M. Dussault il est—

Ordonné que l'honorable M. Bourque ait la permission de présenter un bill (No 44) intitulé: "Loi modifiant les lois relatives à la Régie Provinciale de l'électricité et au Syndicat national de l'électricité".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Ordonné que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 52) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 63) intitulé: "Loi modifiant la Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 65) intitulé: "Loi pour aider les sociétés coopératives agricoles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 66) intitulé: "Loi favorisant l'organisation de fédérations de coopératives de pêche".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 68) intitulé: "Loi modifiant la loi relative au prêt agricole canadien".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 70) intitulé: "Loi relative à l'enregistrement des hypothèques consenties à l'Office du prêt agricole du Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 71) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Tellier, secondé par M. Marier, il est—

Ordonné que M. Tellier ait la permission de présenter un bill (No 186) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la libération de certains débiteurs".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 72) intitulé: "Loi relative à la Cour des jeunes délinquants de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'à l'avenir, la Chambre tienne deux séances tous les jours sauf le dimanche: la première, de trois heures à six heures du soir, et la deu-

xième, depuis huit heures du soir jusqu'à l'ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 65, intitulé: "Loi pour aider les sociétés coopératives agricoles".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 67, intitulé: "Loi favorisant le progrès de la colonisation et de l'agriculture et la conservation du domaine forestier".

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 69, intitulé: "Loi autorisant le gouvernement à payer les certificats de registrateurs émis pour les prêts agricoles provinciaux".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 72, intitulé: "Loi relative à la Cour des jeunes délinquants de Montréal".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 51) intitulé: "Loi relative à l'enseignement agricole de jeunes orphelins".

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que, sous la direction de la corporation religieuse des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde, un orphelinat agricole est établi au Lac

Sergent, afin de préparer à l'agriculture et à la colonisation les orphelins sans ressources et de leur donner, à ces fins, une solide formation professionnelle;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la province de contribuer à cette œuvre éminemment nationale:

Qu'il soit en conséquence

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'agriculture, soit autorisé à conclure, aux conditions qu'il déterminera, avec la corporation religieuse des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde, une entente en vue de l'établissement et du maintien, au Lac Sergent, d'un orphelinat agricole destiné à orienter vers l'agriculture et la colonisation, au moyen d'un enseignement théorique et pratique approprié, les orphelins sans ressources que cette corporation religieuse recueille dans la province, et à payer à cette corporation, pour ces fins, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de dix années, une subvention annuelle de six mille dollars.

Résolu, 2.—Que la résolution qui précède aura son effet depuis le premier septembre 1938.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 51) intitulé: "Loi relative à l'enseignement agricole de jeunes orphelins".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 49) intitulé: "Loi protégeant le domaine public de la colonisation".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 22) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 55) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 58) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cercles agricoles."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 53) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les électriciens et les installations électriques."

Le bill est en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures du soir.

Prière.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Le département de la Voirie a-t-il fait des travaux au cours de l'année dernière dans la paroisse de Ste-Emélie de l'Energie sur le chemin qui conduit au village de Ste-Emelie à St-Côme ?

2. Sur la recommandation de qui ces travaux ont-ils été exécutés ?

3. Combien ont coûté ces travaux ?

4. Par qui ces travaux ont-ils été dirigés ?

5. Les ouvriers, ayant travaillé à l'exécution de ces travaux, ont-ils été payés ?

6. Dans l'affirmative: A quelle date ?

Réponse par l'honorable M. Carignan:

1. Des travaux ont été exécutés sur ce chemin en 1938 par la corporation de la paroisse de Ste-Émélie de l'Énergie.

2. Sur la recommandation des ingénieurs du département de la Voirie.

3. \$3,960.46.

4. Par un surveillant nommé par la municipalité.

5 et 6. Le paiement des ouvriers est fait par la municipalité. Un chèque, au montant de \$3,960.46, a été adressé à celle-ci le 2 février 1939.

Question par l'honorable M. Connors.—Le Bureau fédéral des Commissaires des Chemins de fer a-t-il conclu un arrangement avec le département de la voirie de la province de Québec au cours de 1936-37 et 1938, par lequel il a convenu de payer une somme de \$750,000.00 à la province de Québec pour la suppression des passages à niveau ?

Réponse par l'honorable M. Carignan :

1. Non.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 44) intitulé : "Loi modifiant les lois relatives à la Régie provinciale de l'électricité et au Syndicat national de l'électricité."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 57) intitulé : "Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles".

L'honorable M. Dussault propose que le bill soit maintenant lu la deuxième fois, et la motion étant mise aux voix la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 52) intitulé : "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Economie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Economie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Enseignement agricole, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cent un mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Grande culture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix-huit mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Industrie animale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Industrie laitière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Santé des animaux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante et un mille cent dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Protection des plantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars, soit ouvert à Sa Majesté pour Service de publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Et la Chambre continue à siéger après minuit, mercredi matin.

Mercredi, 12 avril, 1939.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Chambre agricole du Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

A minuit et trente minutes, sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à trois heures cet après-midi.

Et alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 12 AVRIL 1939

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Chaloult propose, secondé par M. Marcoux :

Que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour No 98 du feuilleton.
Et un débat s'élève.

L'honorable M. Duplessis propose, par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Dussault :

Que tous les mots après : "Que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants :

"La Chambre passera à la discussion de la motion inscrite au feuilleton de ce jour sous le numéro 98 lorsque le chef du gouvernement jugera à propos de faire appeler cette motion."

Et la motion d'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

Adam,
Auger (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Joliette),
Barrette (Terrebonne),
Bellemare,
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,
Boiteau,
Bourque,
Boyer,
Carignan,
Coonan,
Dubé (Rimouski),
Dubé (Témiscouata),
Ducharme,
Duguay,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,

Goudreau,
Labbé,
Lafleur,
Langlais,
Larivière,
Laroche,
Layton,
Leclerc,
Leduc (Soulanges),
Lesage,
Monette,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Robinson,
Rousseau,
Sauvé,
Taché,
Tardif,

*Fitch,
Fleury,
Gagné,
Gérin,*

*Tellier,
Thibeault,
Tremblay.—51.*

CONTRE

Messieurs:

*Bastien,
Bertrand (Montréal-Laurier),
Bouchard,
Casgrain,
Chaloult,
Connors,
Dansereau,
Delagrave,*

*Grégoire,
Hamel,
Lawn,
Leduc (Laval),
Marcoux,
Messier,
Turcotte.—15.*

L'amendement est ainsi adopté.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 67, intitulé: "Loi favorisant le progrès de la colonisation et de l'agriculture et la conservation du domaine forestier".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur la recommandation des ministres de la colonisation, de l'agriculture et des terres et forêts, conclure avec le gouvernement du Canada toute convention ou entente propre à favoriser l'établissement des colons, le retour à la terre, le progrès de l'agriculture et la conservation du domaine forestier.

Résolu, 2.—Que le gouvernement de la province sera autorisé à prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour appliquer la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et exécuter les conventions conclues sous l'empire de l'article 1 de ladite loi.

Résolu, 3.—Que les dépenses occasionnées par l'application de ladite loi seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 67) intitulé: "Loi favorisant le progrès de la colonisation et de l'agriculture et la conservation du domaine forestier".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 69, intitulé: "Loi autorisant le gouvernement à payer les certificats de régistrateurs émis pour les prêts agricoles provinciaux".

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité et siège ainsi quelque temps; puis M. le Président du comité fait le rapport suivant.

M. l'Orateur,

Le comité était à discuter les résolutions relatives au bill No. 69, intitulé: "Loi autorisant le gouvernement à payer les certificats des régistrateurs émis pour les prêts agricoles provinciaux."

L'honorable Premier Ministre a profité de l'occasion pour dire les bienfaits de la loi du prêt agricole et les raisons qui motivent le paiement du travail fait par les régistrateurs à ce sujet.

Le chef de l'opposition, l'honorable M. Bouchard, a prétendu que l'honorable Premier Ministre n'était pas dans l'ordre. J'ai décidé qu'il était dans l'ordre.

Et l'honorable M. Bouchard en appelle de ma décision.

Et appel de la décision du Président du comité étant mis aux voix la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont, enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Monette,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gérin,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Vachon.—50.</i>

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Turcotte.—15.</i>
<i>Delagrave,</i>	

La décision du Président du comité est ainsi maintenue.

Et la chambre continue à siéger en comité plénier durant quelque temps; puis le Président du Comité fait le rapport suivant:

M. l'Orateur,

Le comité reprenant la discussion sur les résolutions relatives au bill No 69, l'honorable Premier Ministre, commentant l'attitude de l'opposition a déclaré que le vote qui venait d'être pris était de nature à faire croire à la province que l'opposition avait de la haine contre les cultivateurs.

L'honorable chef de l'opposition, l'honorable M. Bouchard, a soulevé un point d'ordre et demandé au Premier Ministre de retirer ses paroles.

J'ai décidé que la discussion étant la même, ma décision était la même, et j'ai renvoyé le point d'ordre.

Et M. Casgrain en appelle de ma décision.

Cet appel étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Adam,
Auger (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barrette (Terrebonne),
Bégin,
Bellemare,
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,
Bourque,
Boyer,
Bulloch,
Carignan,
Coonan,
Dubé (Rimouski),
Dubé (Témiscouata),
Ducharme,
Duguay,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fitch,
Gagné,
Gérin,

Goudreau,
Labbé,
Lafleur,
Langlais,
Larivière,
Larochelle,
Layton,
Leclerc,
Leduc (Soulanges),
Lesage,
Monette,
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Robinson,
Sauvé,
Sherman,
Taché,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Vachon.—48.

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Turcotte.—15.</i>
<i>Delagrave,</i>	

Et la décision du président du Comité est ainsi maintenue.

Et la Chambre continue à siéger en comité plénier.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre de l'agriculture, sur la recommandation de ce dernier, à payer, à même le fonds consolidé du revenu, à toute personne remplissant les fonctions de registrateurs et ne recevant pas de traitement fixe du gouvernement, la rémunération qu'il déterminera pour les certificats de droits réels et les certificats de privilèges et hypothèques fournis pour fins de prêts sous l'empire de la Loi du crédit agricole du Québec.

Résolu, 2.—Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions aura son effet depuis le 12 novembre 1936.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 69) intitulé: "Loi autorisant le gouvernement à payer les certificats de registrateurs émis pour les prêts agricoles provinciaux."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au

bill No 73, intitulé: "Loi autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui."

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bil No 72, intitulé: "Loi relative à la Cour des jeunes délinquants de Montréal".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer durant bonne conduite, par une commission sous le grand sceau, un autre juge de la Cour des jeunes délinquants, de la cité de Montréal, qui exercera les mêmes pouvoirs et la même juridiction que le juge mentionné au premier alinéa de l'article 254 de la Loi des Tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 145), tel que modifié par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Résolu, 2.—Que le traitement de cet autre juge de la Cour des jeunes délinquants sera déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais ne devrait pas excéder cinq mille dollars par année, payable à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 72) intitulé: "Loi relative à la Cour des jeunes délinquants de Montréal".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 72) intitulé: "Loi relative à la Cour des jeunes délinquants de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Bouchard propose par voie d'amendement, secondé par M. Casgrain,

Que les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant prête à voter des subsides à Sa Majesté, et en déclarant qu'elle ne veut sacrifier en rien ses droits et son autonomie, regrette que le Gouvernement de cette Province, n'ait pas jugé à propos de concourir avec les autorités fédérales, relativement à l'établissement d'un système d'assurance-chômage au Canada.

L'honorable M. Duplessis objecte que l'amendement est irrégulier, parce qu'il contient des allégations contraires aux faits, particulièrement parce qu'il affirme que le Gouvernement ne veut pas concourir avec les autorités fédérales en matière d'assurance-chômage, tandis qu'en fait, le gouvernement s'est déclaré prêt à coopérer avec les autorités fédérales, à condition que la Constitution ne soit pas modifiée.

M. l'Orateur déclare l'objection bien fondée et l'amendement irrégulier.

L'honorable M. Bouchard en appelle de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Adam,
Auger (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Joliette),
Barrette (Terrebonne),
Bégin,
Bellemare,
Bilodeau,
Boiteau,
Bourque,
Boyer,
Carignan,
Choquette,
Coonan,
Dubé (Rimouski),

Gérin,
Jolicœur,
Labbé,
Lafleur,
Langlais,
Larivière,
Larochelle,
Leclerc,
Leduc (Soulanges),
Lesage,
Monette,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),

*Dubé (Témiscouata),
Ducharme,
Duguay,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fitch,
Fleury,
Gagné,*

*Raynault,
Robinson,
Roy,
Sauvé,
Taché,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Vachon.—52.*

CONTRE

Messieurs :

*Bastien,
Bertrand (Montréal-Laurier),
Bouchard,
Casgrain,
Chaloult,
Connors,
Dansereau,
Delagrave,*

*Grégoire,
Hamel,
Lawn,
Leduc (Laval),
Marcoux,
Messier,
Turcotte.—15.*

La décision de M. l'Orateur est ainsi maintenue.

Et le débat se continue.

L'honorable M. Bastien propose, par voie d'amendement, secondé par M. Turcotte :

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants :

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, regrette l'incurie du Gouvernement qui a jusqu'ici refusé de faire bénéficier les villes de la province de la loi fédérale pour aider les municipalités à faire des améliorations rentables (2 Geo. VI, Chap. 33, sanctionnée le 24 juin 1938) et de garantir le versement des intérêts et de l'amortissement des prêts consentis en vertu de cette loi."

Et un débat s'élève.

Et la motion d'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Turcotte.—15.</i>
<i>Dansereau,</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Jolicœur,</i>
<i>Auger, (Gatineau),</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Laflour,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Gérin,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Vachon.—54.</i>

Et l'amendement est ainsi rejeté.

La motion principale étant mise aux voix est adoptée. En conséquence la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Construction de maisons d'écoles centralisées et établissement de la 12ème année d'études, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts de péage: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars pour Dépenses générales (Département des mines et pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Question par l'honorable M. Bastien.—1. Le ministère de la colonisation a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, au cours de l'été dernier?

Dans l'affirmative:

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles?

Réponse par l'honorable M. Auger:

1. Non.

2. (Voir No. 1).

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera cet après-midi, elle soit ajournée à demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 13 AVRIL 1939

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le dix-huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 155.—Loi modifiant la charte de la ville de Rouyn.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 74) intitulé : "Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Sur la motion de M. Jolicœur, secondé par M. Taché, il est—

Ordonné que M. Jolicœur ait la permission de présenter un bill (No 187) intitulé : "Loi concernant le district judiciaire de Gaspé."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Résolu qu'à l'avenir, la Chambre tienne, le vendredi, une séance de onze heures du matin à une heure de l'après-midi, en plus de ses séances de trois heures de l'après-midi et de huit heures du soir; et qu'à cette séance du matin, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant le Code civil."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 63) intitulé: "Loi modifiant la Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 66) intitulé: "Loi favorisant l'organisation de fédérations de coopératives de pêche."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 178) intitulé: "Loi modifiant la Loi des constituts ou du régime de tenure dans certains districts électoraux."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps, puis le comité se lève et M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 180) intitulé: "Loi concernant la municipalité du canton Armand, dans le district électoral de Témiscouata."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 176) intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-David d'Escourt."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 184) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'insaisissabilité de certains traitements, salaires et gages".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 179) intitulé: "Loi érigeant la paroisse de Sainte-Clothilde, dans le district électoral de Beauce".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme en comité à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 185) intitulé: "Loi relative à la corporation de la paroisse de Saint-Nicolas-sud".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 186) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la libération de certains débiteurs".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 74) intitulé: "Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque la Chambre s'ajournera cet après-midi, elle soit ajournée à demain matin à onze heures.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 14 AVRIL 1939

Onze heures du matin.

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 161.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

Votre comité recommande de prolonger au 22 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu, que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Marier, du comité des règlements, présente le treizième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité recommande de prolonger au 22 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 75) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pêche."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bastien, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état montrant :

1. Le ministère de la voirie a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Saint-Norbert, comté de Berthier, au cours de l'été 1937 ?

2. Dans l'affirmative :

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux ?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles ?

L'honorable M. Carignan dépose, sur le bureau de la Chambre, réponse à un ordre de cette Chambre, en date de ce jour, donnant cet état.

(Document de la session No 25.)

Sur la motion de l'honorable M. Bastien:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état montrant:

1. Le ministère de la voirie a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Ste-Geneviève de Berthier, comté de Berthier, au cours de l'été 1937 ?

2. Dans l'affirmative:

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux ?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles ?

L'honorable M. Carignan dépose, sur le bureau de la Chambre, réponse à un ordre de cette Chambre, en date de ce jour, donnant cet état.

(Document de la session No 26.)

Sur la motion de l'honorable M. Bastien:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état montrant:

1. Le ministère de la voirie a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de Saint-Norbert, comté de Berthier, au cours de l'été 1938 ?

2. Dans l'affirmative:

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux ?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles ?

L'honorable M. Carignan dépose, sur le bureau de la Chambre, réponse à un ordre de cette Chambre en date de ce jour, donnant cet état.

(Document de la session No 27.)

Sur la motion de l'honorable M. Bastien:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état montrant:

1. Le ministère de la voirie a-t-il fait exécuter des travaux dans la paroisse de St-Joseph de Lanoraie, comté de Berthier, au cours de l'été 1937 ?

2. Dans l'affirmative:—

a. Quels sont les noms des personnes qui ont été employées à ces travaux ?

b. Quel montant total a été payé à chacune d'elles ?

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 73) intitulé: "Loi autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui."

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un ou des enquêteurs, dont le nombre ne devra pas excéder trois, pour faire enquête sur les circonstances du meurtre de Simonne Caron, assassinée entre le dix juillet et le dix-neuf septembre de l'année 1930; sur les agissements des officiers et agents de police et de toutes autres personnes ayant participé, directement ou indirectement, à la préparation et à l'exposé de la preuve qui a servi dans toutes les procédures dirigées à ce sujet contre Albert Nogaret; sur la conduite générale desdites procédures; et sur les traitements imposés audit Albert Nogaret par les officiers et agents de police et tous autres employés du département du procureur général, pendant le cours de ces procédures et de sa détention jusqu'à son acquittement.

Résolu, 2.—Que le ou les enquêteurs posséderont, pour la conduite de cette enquête, les pouvoirs conférés à un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1925, chapitre 8); que, en outre, le ou les enquêteurs auront le pouvoir d'édicter les règles de pratique qu'ils jugeront nécessaires pour la conduite de cette enquête, et que le ou les enquêteurs devront, dans le délai fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil, faire rapport à celui-ci de la preuve obtenue et de ses ou de leurs conclusions, et que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du procureur général, soit autorisé à faire imprimer ledit rapport.

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra adjoindre à ce ou à ces enquêteurs, pour les aider dans l'accomplissement de leurs fonctions, les procureurs, secrétaires, commis et autres employés dont ils auront besoin et qu'il fixera leur traitement, ainsi que celui du ou des enquêteurs.

Résolu, 4.—Que le ou les enquêteurs pourront siéger soit en la cité de Québec, soit en la cité de Montréal, soit à tout autre endroit de la province où ils le croiront nécessaire.

Résolu, 5.—Que nul bref d'injonction ou de prohibition et nulle autre procédure judiciaire quelconque ne pourront suspendre, entraver ou arrêter les procédures du ou des enquêteurs, ni celles des procureurs, secrétaires, commis et autres employés visés à la résolution 3.

Résolu, 6.—Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 73) intitulé: "Loi autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis propose que le dit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

M. Casgrain ayant soumis une motion pour amender le bill, l'honorable M. Duplessis objecte qu'il est irrégulier de proposer d'amender un bill en deuxième lecture et que l'amendement de M. Casgrain entraînerait d'ailleurs des dépenses additionnelles.

M. l'Orateur déclare qu'il est irrégulier, ainsi que plusieurs de ses prédécesseurs, particulièrement l'honorable M. Bouchard, l'ont décidé, de proposer sans la recommandation du Lieutenant-Gouverneur un texte entraînant une augmentation de dépenses des deniers publics.

M. Casgrain en appelle de la décision de M. l'Orateur.

Et l'appel étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Auger, (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barrette (Joliette),
Barrette (Terrebonne),
Bégin,
Bellemare,
Bilodeau,
Boiteau,
Boyer,
Carignan,
Caron,
Dubé (Rimouski),
Dubé (Témiscouata),
Duguay,
Duplessis,
Dussault,

Larivière,
Larochelle,
Layton,
Leclerc,
Leduc (Soulanges),
Lesage,
Lorrain,
Paquette,
Paradis,
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Raynault,
Robinson,
Roy,
Sauvé,

*Elie,
Fisher,
Fitch,
Fleury,
Gagné,
Goudreau,
Labbé,
Labelle,
Langlais,*

*Taché,
Talbot,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Trudel,
Vachon.—49.*

CONTRE

Messieurs:

*Bastien,
Bouchard,
Casgrain,
Chaloult,
Connors,*

*Delagrave,
Leduc (Laval),
Marcoux,
Messier,
Turcotte.—10.*

La décision de M. l'Orateur est ainsi maintenue.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 68) intitulé: "Loi modifiant la loi relative au prêt agricole canadien".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 179) intitulé: "Loi érigeant la paroisse de Sainte-Clothilde, dans le district électoral de Beauce".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'élève.

M. Chaloult propose, par voie d'amendement, secondé par M. Marcoux :

Que tous les mots après "Que" dans la motion proposée soient retranchés et remplacés par les suivants :

Cette Chambre tout en se déclarant prête à voter des subsides nécessaires à l'administration, regrette que le gouvernement n'ait pas encore créé un Office de Géographie, doué de pleins pouvoirs, et de qui relèverait pour toute la province, le choix ou l'approbation des appellations géographiques, comme il avait été résolu sur une motion adoptée à l'unanimité par cette Chambre le 18 mai 1937.

Et la motion d'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

*Bastien,
Bouchard,
Chaloult,
Delagrave,*

*Marcoux,
Messier,
Turcotte.—7.*

CONTRE

Messieurs :

*Auger (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barrette (Joliette),
Barrette (Terrebonne),
Bellemare,
Bilodeau,
Boiteau,
Carignan,
Caron,
Castonguay,
Connors,
Dubé (Rimouski),
Dubé (Témiscouata),
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,*

*Langlais,
Larivière,
Larochelle,
Leclerc,
Lesage,
Lorrain,
Paquette,
Paradis,
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Roy,
Sauvé,
Taché,
Talbot,
Tellier,*

*Fitch,
Fleury,
Gagné,
Labbé,
Labelle,*

*Thibeault,
Tremblay,
Trudel,
Vachon.—44.*

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Instruction publique en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt mille dollars soit ouvert à sa Majesté pour Unités sanitaires de comtés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 146) intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Malar-tic".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 113) intitulé: Loi constituant en corporation *The Apostolic Church of the British Isles in Quebec* comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 162) intitulé: "Loi modifiant la charte de la communauté des Religieuses Ursulines des Trois-Rivières".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 163) intitulé: "Loi relative à la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et envoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 164) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Courville dans le comté de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Sur la motion de M. Raynault, secondé par M. Larochelle, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 124) intitulé: "Loi modifiant la charte de l'hôpital Notre-Dame à Montréal", a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Monette, secondé par M. Boyer, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 110) intitulé: "Loi modifiant la charte des Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe" a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Monette, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 122) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal", a pour objet de favoriser l'instruction publique en général, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Bulloch, secondé par M. Robinson, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 151) intitulé: "Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal", a pour objet de favoriser l'instruction publique en général, les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Monette, secondé par M. Boyer, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 109) intitulé: “Loi constituant en corporation l’Association des Chiropraticiens de la province de Québec” a été rejeté, que les honoraires ordinaires payés par les promoteurs de ce bill leur soient remboursés, déduction faite des frais de traduction et d’impression.

L’ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 75) intitulé: “Loi modifiant la Loi de la pêche.”

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé a un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l’honorable M. Bastien, il est—

Ordonné qu’il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Le Secrétaire Provincial a-t-il acheté des toiles, bronzes, objets d’art, pour le musée de la Province, durant les années 1936, 1937, 1938 et depuis le commencement de l’année 1939?

2. Quels sont ces toiles, bronzes ou objets d’art et quels sont les artistes de qui ils ont été achetés?

3. Quelle a été la somme payée pour chacune de ces œuvres et quand a-t-elle été payée?

L’honorable M. Paquette, dépose sur le bureau de la Chambre, réponse à un ordre de cette Chambre, en date de ce jour, donnant ledit état.

(*Document de la session, No 28.*)

Sur la motion de M. Duguay, secondé par M. Larochelle, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 154) intitulé: “Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac St-Jean”, étant une mesure d’intérêt public et le retard apporté à sa présentation ne dépendant pas des promoteurs, les droits additionnels que ces derniers ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d’impression et de traduction.

Sur la motion de l’honorable M. Duplessis, secondé par l’honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s’ajournera aujourd’hui, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures de l’après-midi.

Et, alors, la Chambre s’ajourne.

MARDI 18 AVRIL 1939

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Sur la motion de M. Gérin, secondé par M. Vachon, il est—

Ordonné que l'article 494 du règlement de l'Assemblée législative et tous les articles ayant trait aux avis, à la présentation, à l'examen et la réception des pétitions de même qu'à la présentation et à l'examen des bills privés soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill (No 165) intitulé: "Loi validant certains règlements passés par le conseil de la cité de Sherbrooke", et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

M. Gérin, en conséquence, présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 28) intitulé: "Loi pour venir en aide à l'Université de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Carignan, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Carignan ait la permission de présenter un bill (No 78) intitulé: "Loi modifiant le chapitre 51 de la loi 2 George VI".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 79) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du procureur général, relativement à la conduite des procédures civiles pour le gouvernement".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Barré, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné que M. Barré ait la permission de présenter un bill (No 188) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la fraude et la corruption dans les affaires municipales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 76) intitulé: "Loi concernant certains biens vacants et sans maîtres."

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 28) intitulé: "Loi pour venir en aide à l'Université de Montréal."

Sur la motion de l'honorable M. Carignan, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 77, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gasoline afin de favoriser l'amélioration de la voirie."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 70) intitulé: "Loi relative à l'enregistrement des hypothèques consenties à l'Office du prêt agricole du Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Un débat s'élève.

M. Delagrave propose par voie d'amendement, secondé par M. Lawn:

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

Attendu que le Premier Ministre de la province de Québec, alors qu'il était chef de l'opposition, avait accusé à différentes reprises le gouvernement d'alors de ne pas demander de soumissions publiques avant d'accorder des contrats;

Attendu que le gouvernement actuel a consenti à maintes reprises de nombreux et importants contrats sans demander de soumissions publiques;

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, blâme le gouvernement d'avoir accordé des contrats pour des montants considérables, sans demander de soumissions publiques par la voix des journaux.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Bastien,
Bouchard,
Casgrain,
Chaloult,
Connors,
Delagrave,*

*Drouin,
Grégoire,
Hamel,
Lawn,
Marcoux,
Messier.—12.*

CONTRE

Messieurs:

*Adam,
Auger (Gatineau),
Barré,
Barrette (Joliette),
Barrette (Terrebonne),
Bégin,
Béique,
Bellemare,
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,
Boiteau,
Bourque,*

*Gérin,
Jolicœur,
Labbé,
Labelle,
Lafleur,
Langlais,
Larivière,
Larochelle,
Layton,
Leclerc,
Lesage,
Monette,*

Boyer,
Carignan,
Choquette,
Dubé (Rimouski),
Dubé (Témiscouata),
Ducharme,
Duguay,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fitch,
Fleury,
Gagné,
Gagnon,

Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Missisquoi),
Robinson,
Roy,
Sauvé,
Sherman,
Taché,
Tardif,
Tellier,
Tremblay,
Trudel,
Vachon.—54.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour service hydraulique (département Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première fois et une seconde fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 161) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur, ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 181) intitulé: "Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile, relativement aux droits civils de la femme".

M. Chaloult propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, le comité se lève, et M. l'Orateur reprend le fauteuil.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures du soir.

Prière.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 77, "Loi modifiant la loi de la gazoline afin de favoriser l'amélioration de la voirie."

L'honorable M. Carignan informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Carignan propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Le Comité siège quelque temps, puis M. le Président du comité fait le rapport suivant:

M. l'Orateur,

L'honorable Premier Ministre était à répondre à une digression faite par le chef de l'opposition relativement à sa nomination comme sénateur. Le député de Montmagny a soulevé un point d'ordre parce que le Premier Ministre s'écarterait de la résolution en discussion concernant la taxe sur la gazoline.

J'ai rejeté le point d'ordre du député de Montmagny (M. Grégoire). Ce dernier en appelle de la décision du président du comité.

Et l'appel étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Fleury,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Gagnon,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Gérin,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Jolicœur,</i>
<i>Beïque,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Vachon.—36.</i>

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Connors,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Delagrave,</i>	<i>Messier.—13.</i>
<i>Drouin,</i>	

La décision du Président du comité est maintenue.

Et la Chambre continue de siéger en comité; puis après quelque temps,

. M. le président fait le rapport suivant :

M. l'Orateur,

Après la discussion sur la résolution 1, j'ai demandé si la résolution était adoptée; personne n'a demandé la parole et j'ai décidé que la résolution était adoptée. L'honorable M. Bouchard en appelle de la décision du président du comité.

Et l'appel étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Gagné,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Gagnon,</i>
<i>Béïque,</i>	<i>Gérin,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Vachon.—36.</i>

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Connors,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Delagrave,</i>	<i>Messier.—13.</i>
<i>Drouin,</i>	

La décision du président du comité est ainsi maintenue.
En conséquence, la Chambre continue de siéger en comité.

Attendu qu'il importe, pour l'agriculture, le commerce, l'industrie, le tourisme et la prospérité générale de la province, de la doter du meilleur réseau routier possible;

Attendu que la construction, l'amélioration et l'entretien de la voirie dans la province occasionnent des dépenses considérables et nécessaires;

Attendu que les usagers de la route sont directement intéressés à l'amélioration de la voirie dont ils retireront des bénéfices considérables;

Attendu que par la loi 2 George VI, chapitre 51, la Législature, pour assurer à la province un excellent réseau routier, a autorisé le gouvernement à dépenser une somme capitale n'excédant pas cinquante millions de dollars, afin d'exécuter le programme prévu par ladite loi;

Qu'il soit en conséquence

Résolu, 1.—Qu'aucune personne ne pourra, dans cette province, depuis le 18 avril 1939, acheter de la gasoline pour son usage ou celui de sa famille, de son agent, employé, associé ou patron, sans payer un droit équivalent à huit centins par gallon, mesure impériale, tel que prévu par les sections 1 et 3 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, au lieu du droit de six centins imposé par le paragraphe 1 de l'article 4 de la Loi de la gasoline (Statuts refondus, 1925, chapitre 36), tel que modifié par les lois 18 George V, chapitre 23, section 1 et 22 George V, chapitre 30, section 2.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, conformément à l'article 9 de la dite Loi de la gasoline, tel que modifié par les lois 21 George V, chapitre 30, section 6 et 25-26 George V, chapitre 18, section 5, et par la section 2 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, attribuer spécialement, en tout ou en partie ou dans la proportion et pour le temps qu'il fixera, les droits perçus en vertu de l'article 4, à la mise en application de la loi 2 George VI, chapitre 51 et à la création d'un fonds de réserve à cette fin, et qu'il peut appliquer ce fonds de réserve, en tout ou en partie ou dans la proportion et pour le temps qu'il fixera, à la garantie et au remboursement, en capital, intérêts et accessoires, des emprunts contractés en vertu de ladite loi 2 George VI, chapitre 51.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" est mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Adam,
Auger (Gatineau),
Béique,
Bellemare,
Bilodeau,

Gagnon,
Gérin,
Labelle,
Langlais,
Leclerc,

Bourque,
Boyer,
Carignan,
Coonan,
Dubé (Témiscouata),
Ducharme,
Duguay,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fleury,
Gagné,

Lesage,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Missisquoi),
Taché,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Trudel,
Vachon.—35.

CONTRE

Messieurs:

Bastien,
Bouchard,
Casgrain,
Chaloult,
Connors,
Dansereau,
Delagrave,

Drouin,
Grégoire,
Hamel,
Lawn,
Leduc (Laval),
Marcoux,
Messier.—14.

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Carignan ait la permission de présenter un bill (No 77) intitulé: "Loi modifiant la loi de la gasoline afin de favoriser l'amélioration de la voirie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

L'honorable M. Carignan propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise, et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Adam,
Auger (Gatineau),
Béique,

Gagnon,
Gérin,
Labelle,

Bellemare,
Bilodeau,
Bourque,
Boyer,
Carignan,
Coonan,
Dubé (Témiscouata),
Ducharme,
Duguay,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fleury,
Gagné,

Langlais,
Leclerc,
Lesage,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Missisquoi),
Taché,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Trudel,
Vachon.—35.

CONTRE

Messieurs:

Bastien,
Bouchard,
Casgrain,
Chaloult,
Connors,
Dansereau,
Delagrave,

Drouin,
Grégoire,
Hamel,
Lawn,
Leduc (Laval),
Marcoux,
Messier.—14.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre l’adopte, après s’être divisée comme dans le cas de la votation précédente.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 64) intitulé: “Loi modifiant la Loi électorale de Québec”.

L’honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et un débat s’élève.

M. Casgrain propose par voie d’amendement, secondé par l’honorable M. Bouchard:

Que tous les mots après “Que”, dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

Le bill No 64, intitulé: “Loi modifiant la Loi électorale de Québec”, soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de l’amender en en retranchant les articles 8, 9 et 10.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Delagrave,</i>	<i>Messier.—14.</i>

CONTRE

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Gagnon,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Gérin,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Vachon.—35.</i>
<i>Gagné,</i>	

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte, après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 19 AVRIL 1939

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Sur la motion de M. Jolicœur, secondé par M. Pelletier (Lotbinière), il est—

Ordonné que tous les articles du règlement ayant trait à la publication des avis, à la présentation, la réception et l'examen des pétitions, à la présentation, l'examen et la réception des bills privés de même que ceux concernant les honoraires et les amendes soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 166, intitulé: "Loi changeant le nom de "Le Refuge Dom Bosco" en celui de "Institut Saint-Jean Bosco", et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

M. Jolicœur, en conséquence, présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre millions six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour réparation et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour dépenses administratives (département de la Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service des outillages (département de la Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1930.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales, (Dept du commerce), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales d'administration (département de la Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport, que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 76, intitulé: "Loi concernant certains biens vacants et sans maître".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que, seront réputés des biens vacants et sans maître appartenant à Sa Majesté aux droits de la province les dépôts de sommes d'argent et de titres et tous avoirs en espèces ou en titres, avec les fruits produits, dans les établissements de crédit, et tous autres établissements qui reçoivent des fonds ou des titres en dépôt, lorsque ces dépôts ou avoirs n'ont fait l'objet, de la part des ayants droit, d'aucune opération ou réclamation depuis trente années ou plus et que plusieurs réclamations pourront être jointes dans la même demande en recouvrement de ces biens contre un même dépositaire.

Résolu, 2.—Que les biens visés à la résolution 1 seront soumis à l'application des articles 2 à 5 inclusivement du chapitre 49 des Statuts refondus, 1925.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 76) intitulé: "Loi concernant certains biens vacants et sans maître".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 78) intitulé: "Loi modifiant la chapitre 51 de la loi 2 George VI".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 79) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du procureur général, relativement à la conduite des procédures civiles pour le gouvernement."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 28) intitulé: "Loi pour venir en aide à l'Université de Montréal".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, en totalité ou en partie, de la manière et en la forme qu'il déterminera et pour un montant n'excédant pas cinq millions de dollars, le remboursement des sommes empruntées par la Société d'administration de l'Université de Montréal créée par la loi qui accompagne les présentes résolutions et le paiement des intérêts produits par ces emprunts.

Résolu, 2.—Que pendant dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le gouvernement paiera annuellement à la Société, à même le fonds consolidé du revenu, une somme non inférieure à quatre cent mille dollars et n'excédant pas cinq cent mille dollars, qui devra être employée en premier lieu à payer les intérêts des emprunts garantis comme susdit puis à subvenir aux frais de l'enseignement donné par l'Université de Montréal et aux autres dépenses accessoires.

Résolu, 3.—Que la Société sera autorisée à acquérir et posséder et le gouvernement à lui vendre, aux conditions qu'il fixera, tous les droits qu'il possède et pourra posséder dans le mobilier, les livres et tous les effets faisant partie de la bibliothèque connue sous le nom de Bibliothèque Saint-Sulpice, située sur la rue Saint-Denis, à Montréal.

Résolu, 4.—Que les dépenses occasionnées au gouvernement par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux fins de rembourser au fonds consolidé du revenu, en tout ou en partie, le montant de ces dépenses extraordinaires, autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts suivant le mode, au taux d'intérêt, dans la forme et pour les montants que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 28) intitulé: "Loi pour venir en aide à l'Université de Montréal".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 28) intitulé: "Loi pour venir en aide à l'Université de Montréal."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Résolu que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 20 AVRIL 1939

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le vingtième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 139.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.

Le comité fait rapport qu'il n'a pu se mettre d'accord sur le texte du Bill No 164, intitulé : "Loi modifiant la charte de la ville de Courville dans le comté de Québec", et le réfère à votre honorable Chambre pour considération.

Votre comité recommande de prolonger au 26 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Marier du comité des règlements, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité recommande de prolonger au 26 avril prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants :

Bill No 38, intitulé : "Loi modifiant la Loi de l'expropriation".

Bill No 45, intitulé : "Loi pour encourager la fabrication du soufre, de l'acier et autre usage du minerai de fer, dans la province".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Entretien des chemins d'hiver (département de la voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1940.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 28) intitulé: "Loi pour venir en aide à l'Université de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 188) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la fraude et la corruption dans les affaires municipales."

M. Barré propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, secondé par M. Casgrain, il est—

Résolu qu'il soit présenté à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre: Copie de l'arrêté ministériel No 1572.

L'honorable M. Duplessis dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 20 avril 1939, pour:

Copie de l'arrêté ministériel No 1572.

(Document de la session No 29.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 158) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de East Angus."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 165) intitulé: "Loi validant certains règlements passés par le Conseil de la cité de Sherbrooke".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 166) intitulé: "Loi changeant le nom de "Le Refuge Dom Bosco", en celui de "Institut Saint-Jean Bosco".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 155) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Rouyn".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain, à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 25 AVRIL 1939

Onze heures du matin.

Prière.

M. Lamoureux propose, secondé par M. Barrette (Joliette):

Que les articles 494 et 521 du règlement de l'Assemblée législative et tous les articles ayant trait aux avis, à la présentation, à l'examen et à la réception des pétitions ainsi qu'à la présentation, l'examen et la réception des bills privés soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 160, intitulé: "Loi concernant la ville d'Iberville", et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

En conséquence, M. Lamoureux présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Boiteau, du comité des bills privés en général, présente le vingt-et-unième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 165.—Loi validant certains règlements passés par le conseil de la cité de Sherbrooke.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 62) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant le conseil d'agriculture".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 80) intitulé: "Loi concernant les corporations et compagnies".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 81) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 82) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 83) intitulé: "Loi relative aux districts électoraux de la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 84) intitulé: "Loi instituant le Conseil provincial des sports".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné, que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 86) intitulé: "Loi assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et communication".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 87) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Ecole Polytechnique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 88) intitulé: "Loi pour aider à la vente des produits agricoles."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Paquette, il est—

Ordonné que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 90) intitulé: "Loi modifiant la Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 91) intitulé: "Loi pour assurer la conservation des ressources naturelles de la province".

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 92) intitulé: "Loi augmentant les pouvoirs des corporations municipales en matière de construction de logements salubres".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 95) intitulé: "Loi modifiant la Loi pour protéger l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'à l'avenir, cette Chambre tienne trois séances tous les jours, sauf le dimanche: la première, de onze heures du matin à une heure de

l'après-midi; la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi; la troisième depuis huit heures du soir jusqu'à ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No. 80, intitulé: "Loi concernant les corporations et compagnies."

L'honorable M. Dussault propose:

Que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 85, intitulé: "Loi favorisant l'augmentation du domaine cultivable."

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable Monsieur le Lieutenant-Gouverneur recommande la prise en considération de cedit projet de résolutions.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que le drainage des terres dans la province donnerait à l'agriculture une vaste étendue de terres actuellement improductives;

Attendu que la province de Québec doit garder son caractère agricole parce que l'agriculture offre des garanties de sécurité et de stabilité économiques et sociales incomparables;

Attendu que ces terres actuellement improductives sont situées en grande partie à proximité de paroisses existantes;

Attendu que l'assainissement de ces terres, tout en assurant l'expansion de l'agriculture, favorisera une saine politique de colonisation par la consolidation et l'agrandissement des paroisses organisées;

Attendu qu'il est du devoir du gouvernement fédéral de rendre justice à la province de Québec et de favoriser l'expansion agricole du Québec comme il a toujours favorisé l'aide aux cultivateurs de l'Ouest;

Qu'il soit en conséquence

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'agriculture, sera autorisé à dépenser, à même le fonds consolidé du revenu ou à même les emprunts qu'il sera autorisé à contracter

les sommes qu'il jugera nécessaires au drainage des terres dans la province, pourvu que le gouvernement fédéral contribue pour cinquante pour cent de ces dépenses; les frais occasionnés pour l'administration demeurant à la charge du gouvernement de la province.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre de l'agriculture à contracter avec le gouvernement fédéral toute entente conforme à la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 85) intitulé: "Loi favorisant l'augmentation du domaine cultivable".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 86, intitulé: "Loi assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et communication."

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 88, intitulé: "Loi pour aider à la vente des produits agricoles."

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 89, intitulé: "Loi continuant l'encouragement accordé par le gouvernement actuel à l'enseignement agricole."

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 93, intitulé: "Loi pour venir en aide aux universités Laval, McGill et Bishops' College."

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 94, intitulé: "Loi favorisant l'assurance-chômage."

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable Monsieur le Lieutenant-Gouverneur recommande la prise en considération de cedit projet de résolutions.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, le Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A une heure M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 42, intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires raisonnables".

Bill No 44, intitulé: "Loi modifiant les lois relatives à la Régie provinciale de l'électricité et au Syndicat national de l'électricité".

Bill No 47, intitulé: "Loi assurant l'expansion de la colonisation dans le Témiscamingue".

Bill No 48, intitulé: "Loi autorisant le drainage de la Savane de Saint-Charles".

Bill No 49, intitulé: "Loi protégeant le domaine public de la colonisation".

Bill No 50, intitulé: "Loi modifiant la loi 1 George VI, chapitre 104, relative au règlement de la question des tramways de Montréal".

Bill No 51, intitulé: "Loi relative à l'enseignement agricole des jeunes orphelins".

Bill No 53, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant les électriciens et les installations électriques".

Bill No 57, intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles".

Bill No 58, intitulé: "Loi modifiant la loi du département du trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres".

Bill No 67, intitulé: "Loi favorisant le progrès de la colonisation, de l'agriculture et du domaine forestier".

Bill No 69, intitulé: "Loi autorisant le gouvernement à payer les certificats de registrateurs émis pour les prêts agricoles provinciaux".

Bill No 72, intitulé: "Loi relative à la Cour des jeunes délinquants de Montréal".

Bill No 112, intitulé: "Loi concernant la Compagnie Equitable d'assurance contre le feu (capital mutuel)".

Bill No 157, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville".

L'ordre du jour appelle de nouveau l'étude en comité plénier du bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cercles agricoles."

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit retiré.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 94, intitulé: "Loi favorisant l'assurance-chômage".

(EN COMITÉ)

Attendu qu'un système équitable d'assurance-chômage contributive et obligatoire comporterait de précieux avantages d'ordre social et économique pour la classe des travailleurs et pour le public en général;

Attendu que le problème du chômage au Canada est un problème dont la responsabilité et les dépenses publiques incombent surtout aux autorités fédérales;

Attendu qu'il est possible et recommandable qu'un système d'assurance-chômage soit établi en coopération par les autorités fédérales et provinciales, dans les bornes de la constitution canadienne et en respectant l'autonomie des provinces;

Qu'il soit en conséquence

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à conclure avec le gouvernement fédéral toute entente qu'il jugera juste et conforme aux intérêts et aux droits constitutionnels de la province, afin d'établir un système d'assurance-chômage dont bénéficiera la province.

Résolu, 2.—Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront payables à même le fond consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 94) intitulé: "Loi favorisant l'assurance-chômage".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 62) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant le conseil d'agriculture".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la chambre à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 81) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place

au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 82) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 87) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Ecole Polytechnique".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 90) intitulé: "Loi modifiant la Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No. 91) intitulé: "Loi pour assurer la conservation des ressources naturelles de la province".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Adam,
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barrette (Joliette),
Barrette (Terrebonne),
Bégin,
Bellemare,
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,
Boiteau,
Bourque,
Boyer,
Bullock,
Castonguay,
Choquette,
Dubé (Rimouski),
Dubé (Témiscouata),
Duguay,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fitch,
Fleury,
Gagné,
Gagnon,
Goudreau,
Labbé,

Labelle,
Lafleur,
Lamoureux,
Langlais,
Larivière,
Larochelle,
Leclerc,
Leduc (Soulanges),
Lesage,
Lorrain,
Paquette,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Roy,
Sauvé,
Sherman,
Talbot,
Tardif,
Tellier,
Thibault,
Tremblay,
Trudel,
Vachon.—54.

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Turcotte.—15.</i>
<i>Dansereau,</i>	

Et la motion est ainsi adoptée.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

A six heures M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures du soir.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a adopté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, les bills suivants:

Bill No 63, intitulé: "Loi modifiant la Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi";

Bill No 66, intitulé: "Loi favorisant l'organisation de fédérations de coopératives de pêche";

Bill No 68, intitulé: "Loi modifiant la loi relative au prêt agricole canadien";

Bill No 70, intitulé: "Loi relative à l'enregistrement des hypothèques consenties à l'Office du prêt agricole du Québec";

Bill No 74, intitulé: "Loi concernant l'organisation municipale de villages miniers";

Bill No 75, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la pêche";

Bill No 76, intitulé: "Loi concernant certains biens vacants et sans maître";

Bill No 77, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la gazoline afin de favoriser l'amélioration de la voirie provinciale";

Bill No 78, intitulé: "Loi amendant le chapitre 51 de la loi 2 George VI";

Bill No 113, intitulé: "Loi constituant en corporation The Apostolic Church of the British Isles-in Quebec comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec";

Bill No 146, intitulé: "Loi constituant en corporation la ville de Marlartie";

Bill No 176, intitulé: "Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-David d'Escourt";

Bill No 179, intitulé: "Loi érigeant la paroisse de Sainte-Clothilde, dans le district électoral de Beauce";

Bill No 180, intitulé: "Loi concernant le municipalité du canton Armand, dans le district électoral de Témiscouata";

Bill No 184, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'insaisissabilité de certains traitements, salaires et gages";

Bill No 185, intitulé: "Loi relative à la corporation de la paroisse de Saint-Nicolas-Sud";

Bill No 186, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant la libération de certains débiteurs".

L'honorable M. Paquette dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1937-38.

(Document de la session No 30.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 89, intitulé: "Loi continuant l'encouragement accordé par le gouvernement actuel à l'enseignement agricole."

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'agriculture, soit autorisé à conclure, aux conditions qu'il déterminera, avec la communauté des Frères du Sacré-Cœur dirigeant

le collège du Sacré-Cœur de Sainte-Anne-de-la-Pérade, une entente en vue de l'établissement et du maintien, à cet endroit, d'une école régionale d'agriculture et à payer pour cette fin à cette communauté, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de cinq années, une subvention annuelle de six mille dollars.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 89) intitulé: "Loi continuant l'encouragement accordé par le gouvernement actuel à l'enseignement agricole."

En conséquence, il présente, ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 88, intitulé: "Loi pour aider la vente des produits agricoles."

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne la présente résolution seront payables à même le fonds consolidé du revenu.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 88) intitulé: "Loi pour aider à la vente des produits agricoles."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 88) intitulé: "Loi pour aider la vente des produits agricoles".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 95) intitulé: "Loi modifiant la Loi pour protéger l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Adam,
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Joliette),
Bastien,
Beïque,
Bélanger,
Bellemare,
Bertrand (Montréal-Laurier),
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,
Boiteau,
Bouchard,
Bourque,
Boyer,
Bulloch,
Carignan,

Jolicœur,
Labbé,
Labelle,
Lafleur,
Lamoureux,
Langlais,
Larivière,
Laroche,
Lawn,
Layton,
Leclerc,
Leduc (Laval),
Lesage,
Lorrain,
Messier,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),

Casgrain,
Connors,
Delagrave,
Dubé (Rimouski),
Dubé (Témiscouata),
Ducharme,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fitch,
Fleury,
Gagné,
Gagnon,

Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Roy,
Sauvé,
Talbot,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Trudel,
Turcotte,
Vachon.—62.

CONTRE

Messieurs:

Chaloult,
Drouin,
Grégoire,

Hamel,
Marcoux.—5.

La motion est ainsi adoptée.

En conséquence, le bill est lu une troisième fois.

L'honorable M. Fisher transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de l'honorable Monsieur le Lieutenant-Gouverneur:

L'honorable Monsieur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1939, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, le 25 avril 1939.

E.-L. PATENAUDE.

(Document de la session No 2.)

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Résolu que le message de l'honorable Monsieur le Lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Bouchard ayant proposé un amendement à la motion en discussion, M. Duplessis objecte que cet amendement est irrégulier parce qu'il critique une loi de la Province. M. l'Orateur décide que l'amendement est irrégulier parce qu'il n'est pas permis de critiquer une loi en vigueur, si ce n'est en proposant de l'abroger, ou de la modifier, et met, en conséquence, l'amendement de côté.

L'honorable M. Bouchard en appelle de la décision de M. l'Orateur.

L'appel étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

Adam,
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Joliette),
Beïque,
Bellemare,
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,
Boiteau,
Bourque,
Boyer,
Bulloch,
Carignan,
Dubé (Rimouski),
Dubé (Témiscouata),
Ducharme,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fitch,
Fleury,
Gagné,
Gagnon,
Jolicœur,

Labbé,
Labelle,
Lafleur,
Lamoureux,
Langlais,
Larochelle,
Layton,
Leclerc,
Lesage,
Paquette,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Roy,
Sauvé,
Talbot,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Trudel,
Vachon.—50.

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Delagrave,</i>	<i>Turcotte.—16.</i>

Et la décision de M. l'Orateur est maintenue,
Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.
En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des sub-
sides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Amortissement de l'escompte sur emprunts émis (département du Trésor), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses d'administration des départements (Service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Poursuites au criminel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Justice—Divers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des bureaux publics (département du Procureur-Général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Administration et entretien des palais de justice et prisons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Directeur des achats: Bureau du Lieutenant-Gouverneur, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Entretien de certains édifices publics (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Nettoyage des bureaux, édifices de la législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureaux du gouvernement: Montréal, entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-Routes—Entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-Routes—Divers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts de péage: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Octrois spéciaux (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 139) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, il est—

Résolu que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 26 AVRIL 1939

Onze heures du matin.

Prière.

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le quinzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 162.—Loi modifiant la constitution de "La Communauté des Religieuses Ursulines des Trois-Rivières".

Et, avec des amendements, le bill suivant:

Bill 138.—Loi abrogeant la loi 3 Edouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations.

Le bill suivant a été retiré:

Bill 163.—Loi relative à la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval.

Sur la motion de M. Barré, secondé par M. Lafleur, il est—

Ordonné que l'honorable M. Barré ait la permission de présenter un bill (No 190) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'adoption".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés d'agriculture".

L'honorable M. Dussault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mis aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier de la Chambre, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 93) intitulé: "Loi pour venir en aide aux universités Laval, McGill et Bishop's College."

L'honorable M. Paquette informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Paquette propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que le gouvernement, comprenant les avantages incalculables de l'éducation, considère que les dépenses publiques faites à cette fin constituent un des meilleurs et des plus féconds placements;

Attendu que le gouvernement a accordé de larges subventions à l'enseignement primaire et à l'enseignement secondaire;

Attendu qu'il est juste et nécessaire de venir en aide aussi à l'enseignement universitaire;

Attendu qu'un projet de loi a été soumis à la présente session pour accorder à l'Université de Montréal, qui en avait absolument besoin, de substantiels subsides publics;

Attendu que les Universités Laval, McGill et Bishop's College ont aussi besoin et ont droit d'être aidées par le pouvoir public;

Qu'il soit en conséquence;

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à payer annuellement, sur la recommandation du secrétaire de la province, pendant une période de dix années consécutives, en sus de toutes autres subventions, à l'Université Laval, de Québec, cent cinquante mille dollars, à l'Université McGill cent cinquante mille dollars et à l'Université Bishop's College, de Lennoxville, trente-cinq mille dollars, le tout au conditions et en la manière qui seront arrêtées entre les parties intéressées, chacune pour ce qui la concerne.

Résolu, 2.—Que les sommes payées en vertu de la résolution 1 le seront à même le fonds consolidé du revenu et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra toutefois autoriser le trésorier de la province à emprunter, pour un terme n'excédant pas vingt ans, les sommes requises pour le paiement de telles subventions.

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à accepter, de la part du gouvernement le transport, absolu ou conditionnel, que peut faire à tout prêteur, à titre de garantie pour un emprunt, chacune des universités ci-dessus, de la part respective qui lui écherra des subventions annuelles prévues à la résolution 1.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 93) intitulé: "Loi pour venir en aide aux Universités Laval, McGill, et Bishop's College".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour réparation et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour dépenses administratives (département de la Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour entretien des chemins d'hiver (Département de la Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour dépenses générales (Département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pépinière de Berthier "entretien", pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour, divers en général (Services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour réception à Leurs Majestés le Roi et la Reine d'Angleterre, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour participation de la province à l'exposition universelle de New-York, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles des gardes-forestiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent dix-sept mille, quatre-vingt-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie et établissements sur des terres libres (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour établissement des fils de cultivateurs (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour graines de semences (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour classification et inventaire des terres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes et octrois pour construction (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault et du consentement unanime de la Chambre, il est—

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité plénier, sur le bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés d'agriculture".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 160) intitulé: "Loi concernant la ville d'Iberville".

M. Lamoureux propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 84) intitulé: "Loi instituant le Conseil provincial des sports".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 19, intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

Bill No 28, intitulé: "Loi pour venir en aide à l'Université de Montréal".

Bill No 46, intitulé: "Loi favorisant l'expansion de la colonisation".

Bill No 73, intitulé: "Loi autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui".

Bill No 79, intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du procureur général, relativement à la conduite des procédures civiles pour le gouvernement".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 21, intitulé: "Loi pour remplir les obligations inexécutées de l'ancien gouvernement envers les Révérends Pères de Sainte-Croix" avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est remplacé par le suivant:

"Loi pour remplir des obligations inexécutées envers les révérends Pères de Sainte-Croix".

2. Le préambule est modifié:

a) en remplaçant le 3ème alinéa, qui commence par les mots: "ATTENDU que la Congrégation", par le suivant:

"ATTENDU que, de 1931 à 1935, la Congrégation des Révérends Pères de Sainte-Croix n'a pas reçu ladite subvention annuelle;"

b) en biffant le 4ème alinéa, qui commence par les mots: "ATTENDU que cette promesse";

c) en remplaçant, à la fin de la 1ère ligne du 5ème alinéa, le mot: "injustice", par le mot: "omission".

Aussi le Bill No 156, intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la ville Saint-Laurent", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a) en biffant à la 1ère ligne les mots: "(reproduit comme cédule A)";

b) en biffant à la dernière ligne de la page 2 et à la 1ère ligne de la page 3, les mots: "(reproduit comme cédule B)";

c) en biffant aux 2ème et 3ème lignes de la page 3, les mots: "(reproduit comme cédule C)";

d) en biffant aux 4ème et 5ème lignes de la page 3, les mots: "(reproduit comme cédule D)";

e) en biffant à la 7ème ligne de la page 3, les mots: "(reproduite comme cédule E)";

f) en ajoutant à la fin dudit article, l'aliéna suivant:

"Cette réduction ou commutation est subordonnée au fonctionnement normal des usines en question et au paiement de gages et salaires raisonnables aux ouvriers employés par ladite compagnie".

Les cédules A, B, C, D et E sont biffées.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 29, intitulé: "Loi modifiant la Loi des Mines de Québec", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, à la 13ème ligne du paragraphe (b), les mots: "Dans ces cas", par les mots: "Dans ce dernier cas".
2. L'article 22 est modifié en ajoutant à la 4ème ligne, immédiatement après les mots: "est de nouveau modifié", les mots suivants: "en insérant au commencement de cet article les mots: "Nonobstant toute disposition à ce contraire" et"
3. L'article 23 est modifié en remplaçant à la dernière ligne, les mots: "juillet 1939", par les mots: "janvier 1940".

Aussi le bill No 134, intitulé: "Loi concernant la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant le 9ème paragraphe qui commence par les mots: "Qu'il est opportun", par les suivants:
"Qu'il est important, vu les doutes qui se sont élevés, de faire déclarer, que quant aux exécuteurs-testamentaires actuels et à leurs successeurs, ladite succession est censés s'être ouverte le 19 juillet 1938, et ne comprendra que les biens mentionnés dans l'acte d'inventaire reçu par Claude Taschereau, notaire, le 19 juillet 1938; lesdits biens étant les seuls que lesdits exécuteurs-testamentaires auront à administrer et dont ils auront à rendre compte."
2. L'article 2 est remplacé par le suivant:
"2. Quant aux exécuteurs-testamentaires actuels et à leurs successeurs, ladite succession est censée s'être ouverte le 19 juillet 1938 et ne comprendra que les biens mentionnés dans l'acte d'inventaire reçu par Claude Taschereau, notaire, le 19 juillet 1938; lesdits biens étant les seuls que lesdits exécuteurs-testamentaires auront à administrer et dont ils auront à rendre compte".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 21) intitulé: "Loi pour remplir les obligations inexécutées par l'ancien gouvernement envers les Révérends Pères de Sainte-Croix", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 156) intitulé: "Loi ratifiant une résolution de la ville Saint-Laurent", et ledit amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 29) intitulé: "Loi modifiant la Loi des Mines de Québec", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 134) intitulé: "Loi concernant la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier".

Ces amendements sont lus une première fois.

La motion "Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois est mise aux voix".

L'honorable M. Duplessis propose, secondé par l'honorable M. Bildeau:

Que la Chambre refuse d'accepter les amendements du Conseil législatif, parce que les renseignements nécessaires n'ont pas été fournis à la Chambre quant aux biens mentionnés dans l'acte d'inventaire du 19 juillet 1938 auquel renvoie l'amendement du Conseil.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre refuse d'accepter les amendements du Conseil Législatif, parce que les renseignements nécessaires n'ont pas été fournis à la Chambre quant aux biens, mentionnés dans l'acte d'inventaire du 19 juillet 1938 auquel renvoie l'amendement du Conseil.

L'honorable M. Bouchard propose, secondé par M. Casgrain :

Que cette Chambre est d'opinion que l'Orateur a outrepassé ses pouvoirs en ordonnant au greffier de mettre de côté, et de ne pas insérer au feuilleton, un avis de motion demandant une enquête royale sur toute transaction entre le Gouvernement de la Province et la Dufresne Construction Co., Ltd., ainsi que sa filiale la Dufresne Engineering Company, Ltd., et sur les dispositions que ces compagnies ou leurs directeurs ont pu faire des deniers qui leur sont revenus directement ou indirectement des fonds publics de la province.

Et un débat s'élève.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Rocheport,</i>
<i>Delagrave,</i>	<i>Turcotte.—12.</i>

CONTRE

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Goudreau,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Jolicœur,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Robinson,</i>

*Ducharme,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fitch,
Fleury,
Gagné,
Gagnon,*

*Sauvé,
Sherman,
Talbot,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Trudel.—53.*

Et la motion est ainsi rejetée.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 84) intitulé: "Loi instituant le Conseil provincial des sports".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Adam,
Auger (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Joliette),
Barrette (Terrebonne),
Bégin,
Béique,
Bellemare,
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,
Boiteau,
Bourque,
Boyer,
Bullock,
Carignan,
Caron,*

*Labbé,
Labelle,
Lafleur,
Lamoureux,
Langlais,
Larivière,
Larochelle,
Leclerc,
Leduc (Soulanges),
Lesage,
Lorrain,
Monette,
Paquette,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),*

Choquette,
Dubé (Rimouski),
Ducharme,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fitch,
Fleury,
Gagné,
Gagnon,
Goudreau,
Jolicœur,

Pouliot (Missisquoi),
Robinson,
Roy,
Sauvé,
Sherman,
Taché,
Talbot,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Trudel,
Vachon.—60.

CONTRE

Messieurs :

Bastien,
Bélanger,
Bertrand (Montréal-Laurier),
Bouchard,
Bouthillier,
Casgrain,
Chaloult,
Dansereau,
Delagrave,

Drouin,
Grégoire,
Hamel,
Lawn,
Leduc (Laval),
Marcoux,
Messier,
Rochefort,
Turcotte.—18.

Et la motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 80) intitulé: "Loi concernant les corporations et compagnies".

L'honorable M. Fisher informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité plénier.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Drouin ayant proposé un amendement, M. l'Orateur refuse de le lire parce que cet amendement donnerait à la motion principale une forme négative. (Art. 141 du règlement et note 7 sous art. 160).

L'honorable M. Drouin en appelle de la décision de M. l'Orateur.

Et l'appel étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Béique,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Roy,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Labbé,</i>	<i>Vachon.—54.</i>

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Gagné,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Rocheffort,</i>
<i>Delagrave,</i>	<i>Turcotte.—19.</i>
<i>Drouin,</i>	

La décision de M. l'Orateur est ainsi maintenue.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'honorable M. Bilodeau dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Statistiques de l'enseignement pour l'année scolaire 1937-38.

(Document de la session No 31.)

A six heures M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures du soir.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 22 intitulé: "Loi modifiant la Loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article est modifié en biffant, aux 1ère, 2ème et 3ème lignes du sous-paragraphe 1a., les mots: "se rapportant au capital ou à une partie du capital d'une créance garantie par hypothèque".

Aussi le bill No 52, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en ajoutant à la 1ère ligne de la page 2, immédiatement après le mot: "commissaires", les mots: "ou des syndics".

Aussi le bill No 55, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié:

a) en remplaçant, aux 4ème et 5ème lignes du premier paragraphe les mots: "de nouveau modifié", par les mots: "remplacé par le suivant";

b) en remplaçant les sous-paragraphes a) et b) par ce qui suit:

"286a. Avant la production de la défense, sur demande de la partie défenderesse, appuyée d'un affidavit justifiant que cette demande est faite de bonne foi et nullement dans le but de retarder injustement la cause, le juge ou le protonotaire en l'absence du juge peut ordonner à la partie qui réclame ou pour laquelle on réclame, sujet aux dispositions de l'article 314, de comparaître devant lui pour être interrogée comme témoin sur tous les faits se rapportant à la demande; les délais pour plaider sont alors suspendus et ne commencent à courir qu'à compter de la date de cet examen.

La partie défenderesse peut aussi obtenir l'assignation et l'examen comme témoin, conformément à l'alinéa précédent, de la personne pour qui le demandeur agit comme prête-nom, dans une action sur billet ou lettre de change, et des personnes mentionnées aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 286 dans les cas prévus par ces paragraphes.

Nonobstant les dispositions du paragraphe 4 de l'article 314, la partie défenderesse peut également obtenir, en la même manière, l'assignation et l'examen comme témoin de la victime d'un délit ou d'un quasi-délit dans les actions en recouvrement de dommages.

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 286 s'appliquent à l'assignation et à l'examen de toute personne sujette à l'interrogatoire prévu par le présent article.

Les présentes dispositions ne s'appliquent pas aux causes mises devant une autre cour que la Cour supérieure.

2. L'article 5 est modifié en remplaçant, dans les trois dernières lignes, les mots: "nouveau modifié en y ajoutant, après le chiffre "10", dans la première ligne du dernier alinéa, le chiffre "10a" par les mots: "nouveau modifié en en retranchant le paragraphe 10a."

3. L'article 16 est remplacé par le suivant:

"16. Les protonotaires de la Cour supérieure sont réputés avoir eu, entre le quinze mars 1924 et la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, la même juridiction que la Cour supérieure ou un juge de cette cour en matière de licitation volontaire ou de partage volontaire de biens dont des personnes frappées d'incapacité légale ou des absents sont propriétaires par indivis avec des majeurs".

Aussi le bill No 56, intitulé: "Loi modifiant le Code civil", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en ajoutant à la 3ème ligne du second paragraphe, immédiatement après le mot "règlement", les mots: "et les déclarations écrites".

Aussi le bill No 119, intitulé: "Loi refondant la charte de l'Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 6 est modifié en ajoutant après ledit article, l'alinéa suivant:
"Ces règlements, avant de devenir en vigueur, devront être approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil sur la recommandation du Ministre de la Santé".
2. L'article 7 est modifié en ajoutant à la fin, les mots suivants: "et par le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil sur la recommandation du Ministre de la Santé".

Aussi le bill No 161, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 6 est modifié en remplaçant, à la 1ère ligne du sous-paragraphe 104b, le mot: "sept" par le mot: "six", et en ajoutant à la fin dudit article les mots suivants: "à l'exception des livraisons aux compagnies de chemin de fer, aux compagnies de navigation, aux hôpitaux et aux laiteries".
2. L'article 8 est biffé.
3. L'article 9 qui devient l'article 8, est modifié:
 - a) en remplaçant, à la 4ème ligne du 2ème alinéa, les mots: "qui leur a été accordée", par les mots: "devant servir de base à l'exemption qui leur sera accordée";
 - b) en remplaçant, à la 8ème ligne du 2ème alinéa, les mots: "ont été", par le mot: "sont".
4. L'article 10 devient l'article 9.
5. L'article 11 qui devient l'article 10, est modifié, en ajoutant, à la 1ère ligne du 2ème alinéa, immédiatement après les mots: "Le tiers", les mots: "autre qu'un créancier hypothécaire ou privilégié";
6. L'article 12 qui devient l'article 11, est modifié en ajoutant à la fin, les paragraphes suivants:
 - "c) en remplaçant le paragraphe 7 tel qu'édicte par la loi 2 George VI, chapitre 105, article 11, par le suivant:
"7. Nonobstant les dispositions ci-dessus, les estimations portées au rôle d'évaluation, complété et déposé le premier décembre 1937, avec les modifications qui peuvent y être apportées,

sont inscrites par les estimateurs aux rôles d'évaluation qui doivent être complétés et déposés le premier décembre des années 1938, 1939 et 1940, pourvue que:

a) Lorsque les bâtisses ou constructions érigées sur un immeuble porté au rôle précédent ont été changées ou modifiées, ou lorsqu'un lot a été subdivisé ou resubdivisé, une nouvelle estimation de cette propriété soit faite suivant la loi, et portée au rôle d'évaluation par les estimateurs;

b) Nonobstant le premier alinéa de l'article 379*a* tel qu'édicte par la loi 1 George VI, chapitre 103, section 54, et nonobstant l'article 380 tel que remplacé par la loi 1 George VI, chapitre 103, section 55, aucune plainte n'est reçue au sujet de toute entrée aux rôles d'évaluation déposée le premier décembre des années 1938, 1939 et 1940, si ce n'est au sujet des estimations faites en vertu du paragraphe (a) ci-dessus, et le chef estimateur doit dans ce cas donner avis à tous les propriétaires intéressés, par lettre recommandée à leur adresse telle qu'inscrite au rôle, de cette nouvelle estimation et du délai pour porter plainte;

c) Aucun avis public que les rôles mentionnés au présent paragraphe 7 sont complétés et déposés, n'est requis.

d) Sujet aux restrictions ou modifications décrétées par la présente loi, les pouvoirs conférés au Bureau de revision des estimations ne sont pas autrement modifiés."

7. L'article 13 devient l'article 12.

8. L'article suivant est inséré comme article 12*a*:

"12*a*. L'article 382 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par les lois 25-26 George V, chapitre 113, section 15, et 1 George VI, chapitre 103, section 57, et modifié par la loi 2 George VI, chapitre 105, article 14, est de nouveau modifié en y ajoutant le suivant, après le paragraphe 30:

"31. Nonobstant toute loi à ce contraire et afin de permettre au Bureau de revision de procéder à la réévaluation générale et complète de la propriété foncière, aucune décision sur les plaintes relatives à l'évaluation foncière portées devant ce bureau ou sur la réévaluation des immeubles ne pourra être rendue par ce bureau, avant le premier mai 1941.

"La présente disposition n'affecte pas le pouvoir qu'à le Bureau de revision d'entendre les plaintes portées devant lui, ni de procéder à ses enquêtes relativement à la réévaluation de la propriété foncière, sauf quant à la décision qui est ajournée comme ci-dessus expliqué. Toutefois, le Bureau de revision conserve tous ses pouvoirs quant à l'audition et à la décision des plaintes relatives à l'évaluation et à la fixation de la valeur locative des immeubles."

8. Les articles 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 deviennent les articles 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27.
9. L'article 29, qui devient l'article 28, est modifié en ajoutant à la fin le paragraphe suivant:

“La cité est autorisée à ajouter, par simple résolution du conseil, sur rapport du comité exécutif, au montant de tout emprunt à effectuer ou à renouveler, une estimation de l'escompte sur obligation et des dépenses incidentes à leur émission. Le montant ainsi estimé doit être soumis à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec en même temps que l'emprunt dont il fait partie”.
10. L'article 30, qui devient l'article 29, est modifié en remplaçant, aux deux dernières lignes, les mots: “Les versements effectués à date par les contribuables de Verdun resteront la propriété de la cité.”, par les paragraphes suivants:

“Si un propriétaire a payé, avant la sanction de la présente loi, les taxes apparaissant sur le rôle ci-dessus mentionné, intégralement ou partiellement, les sommes ainsi payées seront appliquées sans intérêt sur toutes autres taxes dues à la cité par tel propriétaire. Et si tel propriétaire ne doit aucune autre taxe à la cité, il aura droit au remboursement, sans intérêt, de ce qu'il aura ainsi payé. Tout remboursement qui n'aura pas été effectué dans cinq ans, à compter de la date où il est devenu payable, sera *ipso facto* prescrit. Les remboursements seront effectués sur production des reçus qui auront été remis aux contribuables à et défaut de production desdits reçus, le comité exécutif est autorisé à déterminer la procédure nécessaire pour sauvegarder la cité contre les remboursement en double”.
11. Les articles 31, 32, 33, 34, et 35 deviennent les articles 30, 31, 32, 33 et 34.
12. L'article 36 qui devient l'article 35, est modifié en ajoutant à la fin, le paragraphe suivant:

“Toutefois la cité n'aura pas le droit de demander le remboursement des taxes scolaires payées à la Commission des Écoles Catholiques de Montréal et à Montréal Protestant Central School Board sur lesdits immeubles et elle devra leur payer le versement desdites taxes qui sera échu le 1er mai 1939, lequel pourra être ajouté à la taxe spéciale mentionnée au présent article”.
13. Les articles 37, 38, 39, 40 et 41 deviennent les articles 36, 37, 38, 39 et 40.
14. L'article 42 qui devient l'article 41, est modifié:
 - a) en remplaçant, à la 2ème ligne du 3ème paragraphe le mot: “cinq” par le mot: “trois”;

b) en remplaçant, à la 2ème ligne du 4ème paragraphe le mot: "cinq" par le mot: "trois";

c) en remplaçant, à la 2ème ligne du 5ème paragraphe le mot: "trois", par le mot: "deux".

15. L'article 43 qui devient l'article 42 est remplacé par le suivant:

"42. Nonobstant toute loi à ce contraire, tout colporteur et tout employé colporteur, tout solliciteur et tout employé solliciteur, dans la nouveauté ou les merceries ou les chaussures, doit obtenir un permis de la cité et, pour ce permis, la cité peut exiger un montant qui ne dépasse pas cent dollars. Ce permis est annuel et non transférable et constitue une taxe spéciale qui doit être imposée par règlement, lequel, pour l'année 1939-1940, doit être adopté avant le premier juillet 1939.

Cet article ne s'applique pas aux personnes faisant affaires avec des marchands, commerçants ou manufacturiers seulement, dans le cours ordinaire de leur commerce."

16. L'article 44 est biffé.

17. Les articles 45, 46 et 47 deviennent les articles 43, 44 et 45.

18. les articles suivants sont ajoutés comme articles 46 et 47:

"46. La cité est autorisée à emprunter la somme de \$295,175.-89, pour consolider des dépenses qu'elle a encourues pour venir en aide aux chômeurs au cours de la période du 22 septembre 1932 au 30 avril 1938, et le règlement numéro 1541 adopté le 1er avril 1939, à cette fin, est déclaré légal.

Cet emprunt est spécial, il n'affecte pas le pouvoir général d'emprunt, ne sera pas soumis à l'approbation des électeurs propriétaires, mais sera subordonné à celle de la Commission municipale de Québec.

"47. Nonobstant toute loi à ce contraire et tout rôle de répartition, la quote-part, en capital, intérêts et accessoires, chargée aux propriétaires de terre en culture du coût de l'expropriation pour l'ouverture et l'élargissement du chemin Sainte-Catherine à Montréal, entre le chemin de la Côte-des-Neiges et le boulevard Décary, et du coût des travaux d'amélioration subséquente à telle expropriation, ne sera pas exigible desdits propriétaires avant le premier octobre 1942.

L'intérêt sur les taxes imposées par le ou lesdits rôles devra, aussi longtemps que ce ou ces rôles resteront ainsi suspendus, être chargé à la taxe spéciale prévue par la section 23 de la loi 6 George V, chapitre 44, telle que remplacée par la section 40 de la loi 22 George V, chapitre 105."

Aussi le bill No 183, intitulé: "Loi favorisant la reconstruction du collège de Stanstead", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par le suivant:

"1. Nonobstant toute disposition à ce contraire dans toute loi générale ou spéciale, les conseils municipaux du village de Stanstead Plain, du village de Rock Island et de la municipalité du canton de Stanstead, ainsi que les commissaires des écoles protestantes du canton de Stanstead, du village de Stanstead Plain et du village de Rock Island, peuvent, selon le cas, par résolution et sans autre approbation que celles du Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, et de la Commission municipale de Québec ou du secrétaire de l'instruction publique, souscrire et payer à même leurs fonds généraux des contributions pour aider à la reconstruction du Collège de Stanstead, incendié au mois de mai 1938".

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 22) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété", et ledit amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 52) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique", et ledit amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 55) intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant le Code civil", et ledit amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 119) intitulé: "Loi refondant la charte de l'Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 161) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier se porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a adoptés au bill (No 183) intitulé: "Loi favorisant la reconstruction du Collège de Stanstead", et ledit amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 160) intitulé: "Loi concernant la ville d'Iberville".

M. Lamoureux propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 155) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Rouyn".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 117) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois.

Et la motion "que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Vachon.—49.</i>
<i>Gagnon,</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Rocheffort,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Turcotte.—18.</i>

La motion est ainsi adoptée.

En conséquence, les amendements sont lus une seconde fois et agréés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 165) intitulé: "Loi validant certains règlements passés par le conseil de la cité de Sherbrooke".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 162) intitulé: "Loi modifiant la constitution de "La Communauté des Religieuses Ursulines des Trois-Rivières".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelques temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 138) intitulé: "Loi abrogeant la loi 3 Edouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, entre l'assurance mutuelle des fabriques de Montréal et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Bulloch, secondé par M. Fitch, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 129) intitulé: "Loi changeant le nom de "The Protestant Infants' Home of Montreal", en celui de "Protestant Foster Home Centre", a pour objet l'expansion d'œuvres de charité publiques, les honoraires payés par les promoteurs de ce bill leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Monette, secondé par M. Boyer, il est—

Ordonné que, vu que le bill (No 156) intitulé: “Loi ratifiant une résolution de la ville de Saint-Laurent”, ayant été déposé en retard, lequel retard ne dépendant pas des promoteurs, les droits additionnels que ces derniers ont payés leur soient remboursés.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 80) intitulé: “Loi concernant les corporations et compagnies”.

(EN COMITÉ)

Le président du comité fait le rapport suivant:

M. l'Orateur,

Lors de l'étude du paragraphe *a* de la résolution 1 relative au bill 80, j'ai déclaré ce paragraphe adopté, aucun député n'ayant demandé la parole.

Le député de Berthier, en appelle de ma décision.

Appel de la décision du Président du Comité, étant mis aux voix, la Chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Adam,
Auger (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Joliette),
Bégin,
Bellemare,
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,
Bourque,
Carignan,
Caron,
Castonguay,
Choquette,
Dubé (Témiscouata),
Ducharme,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fitch,
Fleury,

Gagnon,
Jolicœur,
Labbé,
Labelle,
Laflleur,
Langlais,
Larochelle,
Leclerc,
Leduc (Soulanges),
Paquette,
Pelletier (Lotbinière),
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Robinson,
Roy,
Taché,
Talbot,
Tremblay,
Trudel,
Vachon.—41.

CONTRE

Messieurs:

*Bastien,
Bélanger,
Bertrand (Montréal-Laurier),
Bouchard,
Bouthillier,
Casgrain,
Chaloult,
Connors,*

*Dansereau,
Grégoire,
Hamel,
Leduc (Laval),
Marcoux,
Messier,
Rochefort,
Turcotte.—16.*

Et la décision du Président du Comité est ainsi maintenue.
Et la Chambre continue à siéger en comité plénier.

Résolu, 1.—Que, afin de pourvoir aux besoins du service public de la province, chacune des corporations, compagnies, sociétés, firmes, maisons d'affaires, associations et personnes suivantes, faisant affaires en cette province sous son nom, sous une raison sociale ou par l'entremise d'une personne rémunérée à salaire ou à commission ou de toute autre manière, agissant à titre d'employé, de vendeur, d'agent, de représentant ou à tout autre titre, devra payer annuellement à Sa Majesté aux droits de la province, aux dates et de la manière ci-après déterminées, les taxes qui suivent:

"1° Compagnies ordinaires

"Dans le cas de toute compagnie constituée en corporation faisant quelque entreprise, commerce ou affaires non spécialement imposée en vertu des paragraphes suivants de la présente résolution.

a) un dixième de un pour cent sur le montant du capital versé de la compagnie;

b) une taxe additionnelle de cinquante dollars par chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec et de vingt-cinq dollars par chaque place d'affaires en toute autre municipalité; cependant, si le montant du capital versé de la compagnie est inférieur à vingt-cinq mille dollars, le chiffre de la taxe sera de vingt-cinq dollars par chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec et de vingt dollars par chaque place d'affaires en toute autre municipalité.

Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle sera payable seront:

a) le bureau-chef d'une compagnie, ses bureaux, usines, magasins, ateliers, agences ou stations de commerce;

b) le bureau occupé par le conseil exécutif d'une compagnie;

c) tout édifice ou partie d'édifice ou tout immeuble où une compagnie fait quelque une des opérations qui lui sont propres;

d) tout édifice, bureau dans un édifice, chambre ou endroit où une compagnie invite la clientèle, soit par l'apposition publique de son nom à cet endroit ou l'insertion de son nom dans l'annuaire téléphonique, ou par une annonce dans les journaux informant du nom de la compagnie et de son adresse à un tel endroit, et tout bureau, chambre ou endroit situés dans cette province et qui sert d'adresse postale à une compagnie;

e) tout bureau ou local d'un agent d'une compagnie qui accepte ou prend des commandes ou passe des contrats pour une compagnie qui est son mandant;

f) tout dépôt permanent d'échantillons où le représentant d'une compagnie exhibe des spécimens des produits que sa compagnie offre en vente;

g) tout dépôt où le représentant de compagnie peut acheter du matériel pour l'usage de sa compagnie;

h) tout dépôt pour l'expédition de sa marchandise.

Les places d'affaires ci-dessus seront imposables, qu'elles soient tenues sous le nom de la compagnie ou sous le nom d'une personne ou d'un employé sous le contrôle d'une compagnie.

Lorsqu'une compagnie aura plusieurs places d'affaires dans un immeuble, celles-ci seront, pour les fins du présent paragraphe, considérées comme une seule place d'affaires.

Si l'agent d'une compagnie est également l'agent d'une autre compagnie ou de plusieurs autres compagnies, chacune de ces compagnies sera considérée comme tenant une place d'affaires dans le bureau de cet agent.

"2° Banques

Dans le cas de toute banque.

a) une taxe de un cinquième de un pour cent sur son capital-actions payé et de un dixième de un pour cent sur son fonds de réserve et ses profits non distribués;

b) une taxe additionnelle de trois mille dollars sur son principal bureau dans chacune des cités de Montréal et de Québec et de deux cent dollars sur chacun de ses autres bureaux dans la province sauf et excepté sur toute agence quand la personne en charge n'est payés que sur une base de commission.

"3° Compagnie d'assurance

Dans le cas de toute compagnie d'assurance une taxe de deux et quart pour cent s'il s'agit d'une compagnie d'assurance-vie et de deux pour cent s'il s'agit de toute autre compagnie d'assurance sur toute prime reçue par la compagnie ou par son ou ses agents et se rapportant à des affaires dans Québec.

Pour les fins de l'alinéa précédent, sera considéré comme des affaires dans Québec, le paiement de toute prime relative à l'assurance d'une personne résidant dans Québec ou d'un bien situé dans cette province, si telle

personne y réside au moment du paiement de la prime ou si ce bien y est situé en n'importe quel temps pendant la durée du contrat d'assurance.

Sera aussi considérée comme une prime reçue et se rapportant à des affaires dans Québec toute prime, obtenue ou reçue dans Québec ou relative à un contrat fait dans cette province excepté un contrat de rente.

Lorsqu'une prime sera déjà imposée par une autre province, état ou pays, le trésorier, s'il le juge équitable, pourra exempter une compagnie d'assurance de l'obligation de payer la taxe sur ladite prime.

Dans le cas de réassurance, la compagnie qui assure en premier lieu sera responsable du paiement de la taxe sur la prime entière et la compagnie de réassurance sera exemptée de la taxe sur la prime qu'elle recevra pour cette réassurance.

Ne seront déductibles des primes reçues que les ristournes et la valeur au comptant des dividendes payés ou crédités aux porteurs de police, pourvu que les montants ainsi payés ou crédités se rapportent à des risques rapportés et alloués comme étant des risques de personnes résidant ou de biens situés dans la province.

Aucune déduction ne sera admise par suite du paiement à l'assuré d'une valeur de rachat ou d'une valeur d'emprunt.

Le minimum de la taxe annuelle sur primes sera

a) dans le cas de compagnies d'assurance réciproque ou mutuelle, de cent dollars;

b) dans le cas de compagnies d'assurance maritime, de trois cent dollars;

c) dans le cas de toute autre compagnie d'assurance, de cinq cents dollars.

Les minimums ci-dessus seront payables par ces compagnies, comme première taxe, lorsqu'elles commenceront à faire affaires dans la province.

Les taxes établies en vertu du présent paragraphe 3° de la présente résolution le seront en plus de tous autres honoraires, licences ou taxes établies en vertu de toute autre loi de la province.

Lorsque des compagnies d'assurance constituées en corporation dans Québec seront assujetties dans une autre province, état ou pays, à une taxe plus élevée que celle exigible dans cette autre province, état ou pays des compagnies d'assurance y constituées, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra augmenter d'autant la taxe sur ces dernières faisant affaires dans Québec.

Le trésorier devra être informé de tout contrat d'assurance affectant un bien mobilier ou immobilier situé dans Québec et fait avec une compagnie d'assurance étrangère à cette province qui n'y aura pas de bureau.

Toute personne, firme ou corporation, et tout officier, agent ou employé de telle personne, firme ou corporation, qui en aura connaissance devra dans les trente jours donner un avis par écrit et sous serment au trésorier, l'informant: a) du montant de cette assurance; b) du montant de la prime qui aurait été exigée pour telle assurance, si celle-ci eut été prise dans une compagnie d'assurance ayant un bureau ou une place d'affaires dans la province. Cette personne, firme ou corporation devra, en

remettant au trésorier cette déclaration attestée sous serment, à l'effet ci-dessus et dans le délai ci-dessus spécifié, payer en même temps au Bureau du revenu de la province le montant que la province serait en droit de recevoir d'une compagnie ayant un bureau ou une place d'affaires dans la province, si cette assurance avait été prise dans telle compagnie. Quand une telle assurance sera effectuée directement par le détenteur du bien, la déclaration devra être faite et la taxe devra être payée par celui-ci; quand elle sera effectuée par l'entremise d'un agent ou courtier, la déclaration devra être faite et la taxe devra être payée par cet agent ou courtier.

Toute personne, firme, association ou corporation, et tout officier, agent ou employé, contrevenant aux dispositions de l'alinéa précédent sera, pour chaque contravention, passible d'une amende égale à deux fois le montant de la taxe.

"4° Compagnies de prêts

Dans le cas de toute compagnie de prêts

a) S'il s'agit d'une compagnie à capital fixe ou permanent, une taxe de un vingtième de un pour cent sur son capital-actions payé, plus un vingtième de un pour cent sur tous les argents investis par cette compagnie dans la province, sauf pour son bureau, et sauf ses argents en banque; dans aucun cas la taxe ne sera inférieure à cent dollars;

b) S'il s'agit d'une compagnie sans capital fixe, une taxe d'au moins cent dollars, plus un vingtième de un pour cent sur tous les argents investis par cette compagnie dans la province, sauf pour son bureau et sauf ses argents en banque; dans aucun cas la taxe ne sera inférieure à cent dollars.

Une taxe additionnelle de cent dollars pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de Montréal et de Québec, et de cinquante dollars pour chaque bureau ou place d'affaires, en tout autre endroit, lorsque le capital fixe de la compagnie excèdera cent mille dollars; une taxe additionnelle de cinquante dollars, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt-cinq dollars pour chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit, lorsque le capital fixe sera de cent mille dollars ou moins, ou lorsqu'il n'y aura pas de capital fixe.

Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle sera payable seront celles énumérées dans la subdivision 1° de la présente résolution.

"5° Compagnies de navigation

Dans le cas de toute compagnie de navigation ou de bateaux à vapeur, société ou association, possédant ou exploitant un ou des bateaux à vapeur ou vaisseaux naviguant d'un endroit en cette province à tout autre endroit situé soit dans cette province, soit ailleurs, ou tout agent de telle compagnie, société ou association,

a) les diverses taxes auxquelles les compagnies ordinaires seront assujetties par les présentes résolutions;

b) en outre, lorsque telle compagnie, société ou association exploitera un ou des hôtels dans la province, une taxe de un dixième de un pour cent sur le capital employé dans l'exploitation de ces hôtels, et aussi la taxe sur place d'affaires payable par les compagnies ordinaires.

"6° Compagnies de télégraphe

Dans le cas de toute compagnie possédant, exploitant ou utilisant un réseau télégraphique ou partie d'un réseau télégraphique dans la province, une taxe annuelle de cinq mille dollars.

Cependant, si une compagnie de télégraphe loue son réseau à une autre compagnie, ou convient avec une autre compagnie de l'opération pour elle de son réseau, elle sera alors assujettie aux diverses taxes établies par la loi accompagnant les présentes résolutions sur les compagnies ordinaires, excepté la taxe sur les places d'affaires, toutefois avec minimum de deux mille dollars quant à la taxe sur le capital.

"7° Compagnies de téléphone

Dans le cas de toute compagnie possédant, opérant ou utilisant dans un but de lucre un réseau téléphonique ou partie d'un réseau téléphonique dans la province

a) lorsque le capital versé est de cent mille dollars ou plus, une taxe de un cinquième de un pour cent sur son capital versé;

b) lorsque le capital versé est inférieur à cent mille dollars, la taxe sur le capital à laquelle seront assujetties les compagnies ordinaires.

"8° Compagnies de messageries

Dans le cas de toute compagnie, y compris une compagnie de chemin de fer, faisant dans Québec les affaires d'une compagnie de messageries par chemin de fer, une taxe de huit cents dollars par chaque cent milles ou fraction de cent milles de voie utilisée dans la province, mais dans aucun cas le montant total de cette taxe ne devra excéder dix mille dollars.

"9° Compagnies de tramways

Dans le cas de toute compagnie de tramways exploitant une ligne de tramways ou, à la fois, une ligne de tramways et un autre service de transport

a) une taxe de un pour cent sur les revenus bruts provenant de toutes ses affaires;

b) en outre, lorsque telle compagnie exploitera un ou plusieurs hôtels dans la province, une taxe de un dixième de un pour cent sur le capital employé à l'exploitation de ces hôtels et aussi une taxe d'affaires de cinquante dollars pour chaque hôtel.

“10° Compagnies de chemin de fer

Dans le cas de toute compagnie possédant, exploitant ou utilisant un chemin de fer dans la province, une taxe de soixante dollars par mille de voie simple pour chaque ligne principale et chaque ligne d'embranchement, et, lorsque la ligne sera multiple, une taxe de quarante dollars par mille de voie additionnelle possédée, exploitée ou utilisée dans cette province.

Dans le cas de toute compagnie qui utilisera en tout ou en partie le réseau d'une autre compagnie assujettie à la taxe prévue par le présent paragraphe 10°, une taxe équivalente à un quart de la taxe ci-dessus; en ce cas, les deux compagnies seront conjointement et solidairement responsables du paiement de cette dernière taxe.

La mesure d'une voie pour les fins dudit paragraphe 10° ne comprendra pas les voies d'évitement ou de stationnement.

En plus de la taxe ci-dessus établie, toute compagnie de chemin de fer exploitant un ou plusieurs hôtels dans cette province paiera une taxe de un dixième de un pour cent sur le capital employé à l'exploitation de ces hôtels et une taxe d'affaires de cinquante dollars pour chaque hôtel.

Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder, indéfiniment ou pour un temps déterminé, telle diminution de taxes qu'il croira juste, à une compagnie de chemin de fer qui fera exclusivement du transport pour fins d'exploitation forestière et qui n'exigera ni ne recevra de considération pour le transport des personnes ou des effets.

“11° Compagnies de wagons-dortoirs, salons ou autres

Dans le cas de toute compagnie, firme, association ou société qui fera affaires dans la province, en louant des wagons-dortoirs, wagons-salons, wagons-restaurants, wagons-citerne ou autres, à une compagnie de chemin de fer ou dont les wagons-dortoirs, wagons-salons ou autres circuleront sur le réseau ou seront à l'usage d'une compagnie de chemin de fer faisant affaires dans la province,

a) une taxe de un tiers de un pour cent sur le capital de la compagnie investi dans les wagons et le matériel roulant en usage dans la province;

b) une taxe additionnelle de cinquante dollars par chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec et de vingt-cinq dollars par chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit.

Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle sera payable seront celles énumérées dans le paragraphe 1° de la présente résolution.

“12° Compagnies de fidéicommiss

Dans le cas de toute compagnie de fidéicommiss,

a) une taxe de deux et demi pour cent du revenu brut provenant de ses affaires dans la province;

b) une taxe additionnelle de cinquante dollars par chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt-cinq dollars par chaque place d'affaires en tout autre endroit.

Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle sera payables seront celle énumérées dans le paragraphe 1° de la présente résolution.

"13° Compagnies de gaz et d'électricité

Dans le cas de toute compagnie de production, de transmission, de distribution ou de vente de l'énergie électrique ou de gaz, ou des deux à la fois, une taxe de un cinquième de un pour cent sur son capital versé et en plus la taxe sur les places d'affaires à laquelle seront assujetties les compagnies ordinaires.

"14° Compagnies de gazoline

Dans le cas de toute compagnie qui produira, vendra, distribuera ou livrera de la gazoline ou tout autre produit liquide préparé ou mélangé en vue de produire de la force motrice, une taxe de trois huitièmes de un pour cent sur son capital versé et en plus la taxe sur les places d'affaires à laquelle seront assujetties les compagnies ordinaires.

"15° Compagnies d'immeubles

Dans le cas de toute compagnie d'immeubles, les taxes sur capital et sur les places d'affaires exigibles des compagnies ordinaires.

Cependant une compagnie d'immeubles qui ne fera aucune autre affaire que la vente de lots à bâtir, ou que de détenir des lots vacants, devra payer une taxe de un vingtième de un pour cent sur son capital versé avec en plus la taxe sur les places d'affaires payables par les compagnies ordinaires.

"16° Compagnies faisant le commerce des boissons alcooliques

Dans le cas de toute compagnie canadienne distillant, distribuant, livrant ou vendant des liqueurs alcooliques dans la province, une taxe de trois huitièmes de un pour cent sur le montant de son capital versé.

Dans le cas de toute autre compagnie distillant, distribuant, livrant ou vendant des liqueurs alcooliques à des corporations ou personnes de la province de Québec, une taxe sur capital basée sur son chiffre de ventes dans la province, au taux de un cinquième de un pour cent dudit chiffre de ventes.

Le montant minimum de la taxe sur capital ainsi payable par toute compagnie mentionnée dans l'un ou l'autre des deux alinéas précédents sera de vingt-cinq dollars, en outre de la taxe sur place d'affaires à laquelle seront assujetties les compagnies ordinaires, qui sera exigible dans tous les cas.

"17° Brasseries

Dans le cas de toute compagnie fabriquant, distribuant, livrant ou vendant de la bière en cette province, une taxe de un cinquième de un pour cent sur le montant de son capital versé et en plus la taxe sur les places d'affaires payable par les compagnies ordinaires.

"18° Compagnies de tabac

Dans le cas de toute compagnie qui fabriquera, distribuera, livrera ou vendra dans la province des cigarettes, cigares et autres produits du tabac une taxe de un cinquième de un pour cent sur le montant de son capital versé et en plus la taxe sur les places d'affaires payables par les compagnies ordinaires.

Le présent paragraphe 18° ne s'appliquera pas à une compagnie faisant la culture du tabac et qui ne fabriquera pas des cigarettes.

"19° Sociétés, associations, firmes ou personnes dont le bureau-chef ou la principale place d'affaires est en dehors du Canada et qui ne sont pas imposées par la loi accompagnant les présentes résolutions

Dans le cas de toute société, association, firme ou personne dont le bureau principal ou la place principale d'affaires sera en dehors du Canada et qui n'est pas imposée par la loi accompagnant les présentes résolutions,

a) une taxe de un dixième de un pour cent sur son revenu brut dans la province avec minimum de vingt-cinq dollars;

b) une taxe additionnelle de cinquante dollars par chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt-cinq dollars par chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit.

Les places d'affaires pour lesquelles cette taxe additionnelle sera payable seront celles énumérées dans le paragraphe 1° de la présente résolution.

Résolu, 2.—Que, en outre des taxes sur le capital et sur les places d'affaires mentionnées dans la loi accompagnant les présentes résolutions, toute compagnie société ou personne visées par les paragraphes 1°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 17°, 18°, et 19° de la résolution 1, toute compagnie de gestion et toute compagnie minière dont les profits annuels ne seront pas imposés par la Loi des mines de Québec (chapitre 80); qui auront leur bureau chef ou tiendront bureau dans la province ou qui y transigeront des affaires, soit directement, soit par l'entremise d'une personne rémunérée à salaire ou à commission ou de toute autre manière, et agissant à titre d'employé, de vendeur, d'agent, de représentant ou à tout autre titre, devront payer une taxe annuelle de deux et demi pour cent calculée sur leur revenu net total pour l'année de calendrier précédant immédiatement le temps où la présente taxe sera exigible.

Résolu, 3.—Que les taxes établies par la loi accompagnant les présentes résolutions formeront partie du fonds consolidé du revenu de la

province et qu'une partie quelconque d'icelles pourra être employée de temps en temps, par le trésorier de la province, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil, au paiement des dépenses encourues par l'application de ladite loi.

Résolu, 4.—Que la loi accompagnant les présentes résolutions aura son effet à compter du trente avril 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

L'honorable M. Fisher propose que lesdites résolutions soient maintenant lues la deuxième fois.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Bouchard propose par voie d'amendement, secondé par M. Casgrain:

Que la motion en discussion soit amendée en en retranchant le mot "Maintenant" et en y ajoutant les mots "Dans six mois."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Gagné,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Rocheport,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Turcotte.—19.</i>
<i>Delagrave,</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Jolicœur,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Laflour,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larivière,</i>

Bellemare,
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,
Bourque,
Boyer,
Carignan,
Caron,
Castonguay,
Choquette,
Dubé (Témiscouata),
Ducharme,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fitch,
Fleury,
Gagnon,

Larochelle,
Leclerc,
Leduc (Soulanges),
Lesage,
Paquette,
Pelletier (Lotbinière),
Pouliot (Gaspé-Sud),
Raynault,
Robinson,
Roy,
Taché,
Talbot,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Trudel,
Vachon.—50.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte sur le même vote, mais en sens inverse.

Les résolutions, sont en conséquence, lues la deuxième fois.

En conséquence, les dites résolutions sont lues une seconde fois.

La motion "que les résolutions soient maintenant adoptées" est mise aux voix et la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, enregistrée, mais en sens inverse.

En conséquence, les résolutions sont adoptées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 80) intitulé: "Loi concernant les corporations et les compagnies."

L'honorable M. Fisher propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte comme dans le cas de la votation précédente, enregistrée, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans la votation précédente, enregistrée, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 83) intitulé: "Loi relative aux districts électoraux de la province."

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Gagnon,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Laflour,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bullock,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Vachon.—42.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Rochefort,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Turcotte.—18.</i>

Et la motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix, et la Chambre se divise et les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Gagnon,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Béïque,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Vachon.—42.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>

*Bouthillier,
Casgrain,
Chaloult,
Connors,
Dansereau,*

*Leduc (Laval),
Marcoux,
Messier,
Rocheport,
Turcotte.—18.*

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 190) intitulé:
"Loi modifiant la loi de l'adoption."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

La Chambre continue à siéger après minuit, le jeudi matin.

Jeudi, 27 avril 1939.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas huit mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Divers (Assemblée Législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Ladite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Bouchard, il est—

Ordonné vu que le bill No 148, intitulé: "Loi ratifiant le règlement No 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers", est un bill d'intérêt public que les amendes payés par les promoteurs de ce bill leur soient remboursés, déduction faite des frais de traduction et d'impression.

A minuit vingt-cinq, jeudi matin, sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à onze heures cet avant-midi, ce jeudi:

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 27 AVRIL 1939

Onze heures du matin.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Carignan, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 96) intitulé: "Loi relative aux municipalités scolaires catholiques et protestantes de la ville de Val d'Or."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Carignan, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 97) intitulé: "Loi relative aux élections municipales fixées pour le 15 mai 1939."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Bouchard propose par voie d'amendement, secondé par M. Casgrain:

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, déclare qu'elle a un droit indiscutable d'obtenir des renseignements exacts et complets sur l'emploi des deniers publics et sur la gestion de chacun des ministères, et regrette que le Gouvernement refuse de lui donner ces renseignements."

Et la motion d'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Bastien,
Bélanger,
Bouchard,
Bouthillier,
Casgrain,
Chaloult,
Connors,*

*Dansereau,
Delagrave,
Lawn,
Leduc (Laval),
Marcoux,
Messier,
Turcotte.—14.*

CONTRE

Messieurs:

*Adam,
Auger (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Joliette),
Barrette (Terrebonne),
Bégin,
Béique,
Bellemare,
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,*

*Labbé,
Labelle,
Lafleur,
Langlais,
Larivière,
Larochelle,
Layton,
Leclerc,
Leduc (Soulanges),
Lesage,
Lorrain,*

Boiteau,
Boyer,
Bulloch,
Carignan,
Caron,
Coonan,
Dubé (Témiscouata),
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fitch,
Fleury,
Gagné,
Gagnon,
Goudreau,
Jolicœur,

Paquette,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Raynault,
Robinson,
Roy,
Sherman,
Taché,
Talbot,
Tardif,
Tremblay,
Trudel.—55.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille six cent cinquante dollars, soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des écoles techniques ou professionnelles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Instruction publique en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles de réforme, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-et-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École d'Arts et Métiers de Rouyn, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asiles d'aliénés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Unités sanitaires de comtés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939,

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dispensaires de gardes-males, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles Normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des Écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fonds des écoles élémentaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc National des Laurentides, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Atelier d'échantillons à Val d'Or, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq-mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc National de la Gaspésie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour Agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Economie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-et-seize mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Enseignement agricole, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Grande culture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Industrie animale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Industrie laitière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Médecine vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Protection des plantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Publicité—Service de, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Sociétés d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi relative à la radiodiffusion dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1939, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$4,853,340.00.

Résolu,—Que pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1940, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$30,479,124.49.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 33) intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1939, et le 30 juin 1940 et pour d'autres fins du service public".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 141) intitulé: "Loi concernant le partage de la succession de l'honorable Charles Wilson."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 159) intitulé: "Loi autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Paul Fontaine et James-S. Fontaine au nombre de ses membres après examen".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements, dont un dans le titre.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 164) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Courville dans le comté de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois.

La motion "que l'amendement soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "que la Chambre adopte maintenant ledit amendement", est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Thibeault, secondé par M. Tellier, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 163, intitulé: "Loi relative à la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval" a été retiré, que les honoraires ordinaires payés par les promoteurs de ce bill leur soient remboursés, déduction faite des frais de traduction et d'impression.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 65, intitulé: "Loi pour aider les sociétés coopératives agricoles."

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'un fonds annuel de cent cinquante mille dollars soit créé, et que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'agriculture, puisse l'affecter à des garanties ou avances aux sociétés coopératives agricoles organisées en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus, 1925, chapitre 57) ou de la Loi des syndicats coopératifs (Statuts refondus, 1925, chapitre 254).

Résolu, 2.—Que les dépenses occasionnées par l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra toutefois autoriser le trésorier de la province à emprunter, pour un terme n'excédant pas trente ans et à des taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par année, les sommes requises pour le paiement total ou partiel de ces dépenses extraordinaires.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 65) intitulé: "Loi pour aider les sociétés coopératives agricoles."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 65) intitulé: "Loi pour aider les sociétés de coopératives agricoles."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 92) intitulé: "Loi augmentant les pouvoirs des corporations municipales en matière de construction de logements salubres."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 187) intitulé: "Loi concernant le district judiciaire de Gaspé."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 62) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant le conseil d'agriculture."

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

A une heure M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon il est—

Ordonné que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 98) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions."

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

L'honorable M. Fisher propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.
Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gérin,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Vachon.—51.</i>
<i>Jolicœur,</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>

*Bouthillier,
Casgrain,
Chaloult,
Connors,
Dansereau,
Delagrave,*

*Leduc (Laval),
Marcoux,
Messier,
Rochefort,
Turcotte—17.*

Et la motion est ainsi adoptée.
En conséquence, le bill est lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 122, intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal".

Bill No 158, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de East-Angus".

Bill No 166, intitulé: "Loi changeant le nom de "Le Refuge Dom Bosco", en celui de "Institut Saint-Jean Bosco".

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre: un état montrant:

1. Combien le Gouvernement provincial a-t-il reçu du Gouvernement fédéral pour travaux remédiateurs au chômage, secours directs, travaux publics quelconques, aide à la jeunesse, subsides fédéraux, pension de vieillesse, diminution des traverses à niveau pour la route Trans-Canada:

a. Pour l'année financière 1936-37 ?

b. Du 1er juillet 1937 au 31 décembre 1938 ?

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Un état montrant:

1. Quel était le montant total payé mensuellement en salaires par le gouvernement provincial, pour le service intérieur et pour le service extérieur:

a. au 1er juillet 1936 ?

b. au 1er juillet 1937 ?

c. au 1er juillet 1938 ?

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

1. Combien d'officiers ou d'hommes de police de toutes catégories le Gouvernement a-t-il engagés depuis le 26 août 1936 à date, dans le corps de la sûreté provinciale, de la police de circulation, de la police des liqueurs et de la police des pêcheries et de la chasse?

2. Quel montant le Gouvernement a-t-il payé en salaires à tels officiers ou hommes de police pendant la même période?

Question par M. Casgrain.—1. Quel était le coût total des dépenses de voyages, pour chaque département de l'administration?

a. Pour l'année se terminant le 30 juin 1936?

b. Pour l'année se terminant le 30 juin 1937?

Réponse par l'honorable M. Fisher:

1. a. et b. Voir Comptes publics 1935-36 et 1936-37.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Un contrat a-t-il été accordé, au cours de l'année 1938 dans la municipalité de Shipshaw, à M. Jos. Murdock?

2. Ce contrat a-t-il été accordé après demande de soumissions publiques dans des journaux?

3. Quel a été le prix que le gouvernement a consenti à payer à M. Murdock pour l'exécution de ce contrat?

Réponse par l'honorable M. Carignan:

1. Oui, pour transport de gravier.

2. Non.

3. \$0.50 la verge cube, ce prix comprenant le chargement, le transport, le déchargement du gravier et autres travaux accessoires.

Question par M. Delagrave.—1. Le Ministère provincial de la Voirie a-t-il acheté du chlorure de calcium pour livraison durant le cours de l'année 1939?

2. Dans l'affirmative: Quelle quantité a été achetée par l'intermédiaire de quelle agence?

3. Quel est le prix ou quels sont les prix convenus?

Réponse par l'honorable M. Carignan:

1. Non.

2 et 3. Répondu au No 1.

Question par M. Delagrave.—1. Quelle quantité de chlorure de calcium le ministère provincial de la Voirie a-t-il acheté, pendant le cours de l'année 1938?

2. De qui a-t-il acheté, à quelles dates et de quelle agence ?
3. Quel est le prix ou les prix payés pour les quantités achetées ?

Réponse par l'honorable M. Carignan :

1. 9,287 tonnes.
2. De Brunner Mond Canada, Limited; en avril, mai et juin 1938; par l'entremise de Consumers Chemical, Limited et de Winn & Holland.
3. \$25.00 la tonne pour 9,246.6 tonnes—\$29.00 la tonne pour 25.4 tonnes—\$29.27 la tonne pour 15 tonnes.

Question par M. Casgrain.—1. Le Gouvernement de la Province a-t-il fait ou commencé à faire construire ou réparer un chemin conduisant de Mont-Joli au Sanatorium actuellement en construction, dans le comté de Matane, ou a-t-il contribué à la construction ou à la réparation dudit chemin ?

2. Si la réponse est affirmative:
 - a. Combien le gouvernement a-t-il dépensé, du 26 août 1936 jusqu'au 1er avril 1939, pour la construction ou la réparation de ce chemin ?
 - b. Quelle longueur de chemin a-t-il fait réparer ou construire ?
 - c. Le Gouvernement a-t-il en mains des comptes, factures ou réclamations non payés ?
3. Si oui:
 - a. Quels sont les montants de ces comptes, factures ou réclamations ?
 - b. A quelles personnes, sociétés ou corporations sont-ils dus ?
 - c. Quel est le détail et le montant, dans chaque cas, de ces comptes, factures ou réclamations impayés ?
4. Le Gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour la construction ou la réparation du chemin plus haut mentionné ?
5. Si oui:
 - a. Quelles personnes, sociétés ou corporations ont soumis ?
 - b. Quel a été le montant de chacune des soumissions ?
 - c. A qui et à quelles conditions le contrat a-t-il été accordé ?
6. Si le Gouvernement n'a pas demandé de soumissions:
 - a. Quelles personnes, sociétés ou corporations ont construit ou réparé ledit chemin, ou commencé les dits travaux ?
 - b. A quelles conditions les travaux ont-ils été exécutés, en tout ou en partie ?

Réponse par l'honorable M. Carignan :

1. Oui.
2.
 - a. \$12,639.15.
 - b. 7,400 pieds.
 - c. Non.
3. Répondu au No 2c.
4. Non.
5. Répondu au No 4.

6. a. A la Cie d'Entreprises de Mont-Joli.
- b. A des prix unitaires fixés par les ingénieurs du département.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. M. Adrien Masse, Ste-Gertrude, comté de Nicolet, a-t-il été à l'emploi du gouvernement depuis le 1er janvier 1938?

2. Dans l'affirmative: a. Quel est son salaire?
- b. Combien a-t-il retiré à date?

Réponse par l'honorable M. Carignan:

1. Oui.
2. a. \$0.30 l'heure lorsqu'il travaillait comme cantonnier et \$0.55 la verge cube lors qu'il transportait du gravier.
- b. \$83.10.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Le gouvernement a-t-il recouvert de gravier la route nationale dans les paroisses de St-Grégoire, St-Célestin et St-Léonard, dans le comté de Nicolet?

2. Le travail a-t-il été fait à la journée ou au contrat?
3. S'il a été fait par contrat à quel prix le contrat a-t-il été accordé?
4. A qui le ou les contrats ont-ils été accordés?

Réponse par l'honorable M. Carignan:

1. Oui.
2. Au contrat.
3. \$0.997 la verge cube; ce prix étant basé sur une distance moyenne de charroyage de 9.95 milles, et comprenant l'achat, le chargement, le transport, le déchargement, l'épandage du gravier et autres travaux requis.
4. Adrien Massé.

Question par l'honorable M. Bouchard:—1. Le gouvernement a-t-il fait casser de la pierre à St-Léonard, comté de Nicolet, durant l'hiver 1937-38?

2. Dans l'affirmative: Ce travail a-t-il été fait par contrat?
3. Si le travail a été fait par contrat, à qui ce contrat a-t-il été donné et à quel prix?

Réponse par l'honorable M. Carignan:

1. Non
- 2 et 3. Répondu au No 1

Question par M. Casgrain:—1. M. Ferdinand Santerre, de Rimouski, a-t-il vendu du bois au gouvernement de la Province?

2. Si la réponse est affirmative:
 - a. Quelle quantité de bois a-t-il vendu?
 - b. Quel prix le gouvernement a-t-il payé?
 - c. Des soumissions ont-elles été demandées?
 - d. Qui a payé le "freight" pour le charroyage et le transport de ce bois?
 - e. Quel a été le coût du "freight"?

3. Ce bois a-t-il été employé à la construction de la route Portneuf-Baie Comeau ?

4. Si la réponse est affirmative, le coût de ce bois est-il compris dans la subvention accordée ou dans le montant payé par le gouvernement pour la construction de cette route ?

Réponse par l'honorable M. Auger :

1. Oui.

2. a. D'après le rapport de nos officiers, la quantité de bois livré et accepté est de 759,129 pieds.

b. \$40.00 et \$45.00 le mille pieds.

c. Non.

d. M. Ferdinand Santerre.

e. Nous ne pouvons l'établir vu que c'est M. Santerre qui l'a payé.

3. Oui, pour la majeure partie.

4. Oui, pour la majeure partie.

a. D'après le rapport de nos officiers, la quantité de bois livré et accepté est de 759,129 pieds.

Route Portneuf-Baie Comeau: 747,032 à \$40.00.

Re: Pont Rivière-Rapide: 12,097 à \$45.00.

Question par M. Casgrain:—1. Le Gouvernement de la Province a-t-il fait ou commencé à faire construire ou réparer un chemin communément appelé "St-Jean Cherbourg", dans le comté de Matane, ou a-t'il contribué à la construction ou à la réparation dudit chemin ?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Combien le gouvernement a-t-il dépensé, du 26 août 1936 jusqu'au 1er avril 1939, pour la construction ou la réparation de ce chemin ?

b. Quelle longueur de chemin a-t-il fait réparer ou construire ?

c. Le Gouvernement a-t-il en mains, des comptes, factures ou réclamations non payés ?

3. Si oui: a. Quels sont les montants de ces comptes, factures ou réclamations ?

b. A quelles personnes, sociétés ou corporations sont-ils dûs ?

c. Quel est le détail et le montant, dans chaque cas, de ces comptes, factures ou réclamations impayés ?

4. Le Gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour la construction ou la réparation du chemin plus haut mentionné ?

5. Si oui: a. Quelles personnes, sociétés ou corporations ont soumis ?

b. Quel a été le montant de chacune des soumissions ?

c. A qui et à quelles conditions le contrat a-t-il été accordé ?

6. Si le Gouvernement n'a pas demandé de soumissions:

a. Quelles personnes, sociétés ou corporations ont construit ou réparé ledit chemin, ou commencé lesdits travaux ?

b. A quelles conditions les travaux ont-ils été exécutés, en tout ou en partie ?

Réponse par l'honorable M. Auger :

Aucune route n'est connue sous le nom de : "St-Jean de Cherbourg."

Question par M. Casgrain:—1. Le Gouvernement de la Province a-t-il fait ou commencé à faire construire ou réparer un chemin conduisant de "Cherbourg-Ouest" à "Grosse Roche", dans le comté de Matane, ou a-t-il contribué à la construction ou à la réparation dudit chemin ?

2. Si la réponse est affirmative :

a. Combien le gouvernement a-t-il dépensé, du 26 août 1936 jusqu'au 1er avril 1939, pour la construction ou la réparation de ce chemin ?

b. Quelle longueur de chemin a-t-il fait réparer ou construire ?

c. Le Gouvernement a-t-il en mains des comptes, factures ou réclamations non payés ?

3. Si oui : a. Quels sont les montants de ces comptes, factures ou réclamations ?

b. A quelles personnes, sociétés ou corporations sont-ils dûs ?

c. Quel est le détail et le montant dans chaque cas, de ces comptes, factures ou réclamations impayés ?

4. Le Gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour la construction ou la réparation du chemin plus haut mentionné ?

5. Si oui : a. Quelles personnes, sociétés ou corporations ont nos missionné ?

b. Quel a été le montant de chacune des soumissions ?

c. A qui et à quelles conditions le contrat a-t-il été accordé ?

6. Si le gouvernement n'a pas demandé de soumissions :

a. Quelles personnes, sociétés ou corporations ont construit ou réparé ledit chemin, ou commencé lesdits travaux ?

b. A quelles conditions les travaux ont-ils été exécutés, en tout ou en partie ?

Réponse par l'honorable M. Auger :

La définition de la demande est incomplète vu le grand nombre de chemins dans ce canton.

Prière de mentionner de quel chemin il s'agit, donnant le rang et les lots.

Question par M. Casgrain:—1. Le gouvernement contribue-t-il à la construction de la route entre le Lac des Aigles, canton Biencourt, et St-Narcisse, dans le comté de Rimouski ?

2. Si la réponse est affirmative :

a. Pour quel montant le gouvernement y contribue-t-il ?

b. Un contrat a-t-il été donné ?

c. Des soumissions ont-elles été demandées ?

d. Dans la négative, pourquoi le gouvernement n'en a-t-il pas demandé ?

e. Quelles sont les personnes, sociétés, ou corporations qui travaillent à la construction de cette route ?

3. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé jusqu'au premier mars 1939 pour l'exécution de ces travaux ?

Réponse par l'honorable M. Auger:

1. Oui.
2. *a.* Nous payons ces travaux en entier.
b. Oui.
c. Oui et le contrat fut accordé au plus bas soumissionnaire.
d. (Voir *c*).
e. La Cie Santerre, Ltée.
3. \$114,746.80 pour 24 milles de chemin gravelé.

Question par l'honorable M. Bouchard:—1. Monsieur Joseph Cyr, de Bonaventure, a-t-il été à l'emploi du gouvernement au cours de l'été 1937?

2. Ce monsieur a-t-il été destitué une première fois et à quelle date?
3. Ce monsieur a-t-il été réinstallé et à quelle date?
4. Ce monsieur a-t-il été destitué une seconde fois et à quelle date?
5. Pour quelle raison a-t-il été destitué la première fois?
6. Pourquoi a-t-il été réinstallé?
7. Pourquoi a-t-il été destitué une seconde fois?

Réponse par l'honorable M. Gagnon:

1. Oui.
2. Non, il a résigné.
- 3, 4, 5, 6 et 7. (Voir No 2).

Question par M. Messier:—Quel montant le gouvernement de la province de Québec a-t-il reçu du ministère fédéral du Travail à compter du 1er juillet 1939 jusqu'au 1er avril 1938, représentant la contribution du gouvernement d'Ottawa aux travaux et constructions effectués dans l'Île Ste-Hélène, à Montréal?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

	Montant dépensé par la Province du 1er juillet 1936 au 1er mars 1939	Contribution du Fédéral
Entente 1936.....	\$ 381,315.92	\$ 167,381.37
Entente 1937.....	1,242,629.11	621,267.49
Travaux-Secours...	2,019,223.20	
Mai 1938		
Entente fédérale du 20-8-38.		
30% sur \$164,885.01		49,465.50
Payé 20-10-38		
Juin 1938.		
Entente fédérale du 20-8-38.		
25% sur \$184,521.73		46,132.93
Payé 20-10-38		

Intérêt à 3% sur argents
payés par la Province
en attendant rembour-
sement du Dominion

8,591.70

Total.....	\$ 3,651,759.93	Par le	\$ 884,247.29
Par la Province....	\$ 2,767,512.64	fédéral..	\$884,247.29

Question par M. Messier:—Quel montant le gouvernement de la province de Québec a-t-il reçu des autorités fédérales à compter du 1er juillet 1936 jusqu'au 1er avril 1938, représentant la contribution du gouvernement d'Ottawa aux travaux et constructions effectués au Jardin Botanique, à Montréal?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

	Montant dépensé par la Province du 1er juillet 1936 au 1er mars 1939	Contribution du fédéral
Entente 1936.....	\$ 324,333.04	\$ 135,404.38
Entente 1937.....	675,000.00	337,500.00
Travaux Secours.....	3,019,575.91	
Intérêt à 3% sur argents payés par la Province en attendant rembour- sement du Dominion	4,144.08	
Total.....	\$4,023,053.03	Par le \$ 472,904.38
Par la Province....	\$3,550,148.65	fédéral.. \$ 472,904.38

Question par l'honorable M. Bouchard:—Combien y a-t-il d'employés au bureau du chômage de New-Carlisle?

2. Quels sont les noms de ces employés et quel salaire reçoivent-ils?

3. Y a-t-il parmi ces employés des personnes qui reçoivent d'autres salaires ou d'autres émoluments que ceux mentionnés plus haut?

4. Dans l'affirmative: Donnez les noms et les salaires additionnels de chaque personne qui en reçoivent?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

1. Onze (11);

2. Ramier Alfred.....	\$ 100.00 par mois
Roy Ernest.....	24.00 par semaine
Lebouthillier John Ph.....	24.00 " "
Tremblay Gaston.....	21.00 " "
Bourdages Adelbert.....	21.00 " "
Leblanc Arnold.....	21.00 " "
Fennessy Peter.....	18.00 " "
Astles Ruby.....	15.00 " "
Boileau Patricia.....	15.00 " "
Briard Lydia.....	15.00 " "
Garrett Frank.....	6.00 " "

3. Non.

4. Répondue par le No 3.

Question par l'honorable M. Bastien:—1. Madame Aline Vidricaire est-elle à l'emploi du Gouvernement au Département du Travail?

2. Dans l'affirmative:

a. Depuis quand?

b. Dans quel service de ce département est-elle employée?

c. Quel est son salaire mensuel?

d. Par qui a-t-elle été recommandée?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

1. Non.

a, b, c et d. Répondu par 1.

Question par l'honorable M. Bouchard:—1. La Commission des Accidents du Travail a-t-elle fait un rapport au Procureur Général au sujet du paiement de compensation à Monsieur Aurélien Thibeault?

2. Dans l'affirmative: A quelle date ce rapport a-t-il été fait au Procureur Général?

3. Ce rapport recommande-t-il de prendre des procédures contre M. Aurélien Thibeault?

4. Dans l'affirmative: Ces procédures ont-elles été prises conformément au rapport?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

1. Répondu par 3.

2. Le 22 février 1939.

3. Le rapport laisse au Procureur Général le soin de décider si les procédures doivent être prises.

4. Répondu par 3.

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Quelle est la somme des argents dépensés du 1er juillet 1938 au 1er mars 1939, sous l'empire de la "Loi raffermissant le mouvement de la colonisation par la prolongation et la consolidation des paroisses existantes"?

2. Quels sont les noms et adresses des personnes, sociétés, ou corporations à qui des montants ont été payés, sous l'empire de ladite loi?

3. Quels montants ont été payés à chacune de ces personnes, sociétés ou corporations?

L'honorable M. Auger dépose, sur le bureau de la Chambre, ledit document.

(Document de la session, No 32.)

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Y a-t-il plusieurs personnes de Mont-Joli, dans le comté de Matane, qui ont fait application auprès du gouvernement provincial pour bénéficier des avantages du plan Rogers-Bilodeau ?

2. Quels sont les noms et prénoms de ces personnes ?

3. Quels sont les noms et prénoms :

a. de ceux dont les applications ont été refusées ?

b. de ceux dont les applications ont été acceptées ?

L'honorable M. Bilodeau dépose, sur le bureau de la Chambre, ledit document.

(Document de la session, No 33.)

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant :

1. Le Gouvernement, ou l'un de ses ministères, services, commissions ou offices, a-t-il fait l'acquisition d'armes, de munitions et de bombes lacrymogènes depuis le 26 août 1936 à date ?

2. Si la réponse est affirmative :

a. Quelle sorte d'armes, de munitions ou de bombes lacrymogènes le Gouvernement a-t-il achetées ?

b. De quelles personnes, sociétés ou corporations ces achats ont-ils été faits ?

c. Quels sont les noms, prénoms ou raisons sociales, suivant le cas, de ces personnes, sociétés ou corporations ?

d. Combien d'armes, de munitions ou de bombes lacrymogènes ont été achetées de chacune de ces personnes, sociétés ou corporations ?

Sur la motion de M. Chaloult, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant :

1. Combien a reçu, pour travaux d'impression ou autres, le *Chronicle Telegraph* ou l'imprimerie qui l'édite, pendant la présente année financière ?

2. Combien a reçu pour travaux d'impression ou autres, *L'Evènement-Journal* ou l'imprimerie qui l'édite, pendant la présente année financière ?

3. Combien a reçu, pour travaux d'impression ou autres, *L'Action Sociale Limitée*, qui publie *L'Action Catholique*, pendant la présente année financière ?

Sur la motion de M. Chaloult, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre :

Un *Conseil économique* a-t-il été institué par le gouvernement ?

Si oui, quels en sont les membres et quel est leur traitement ?

Sinon, quand se propose-t-il de l'établir ?

Sur la motion de M. Chaloult, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre :

1. Quel était le nombre des employés au service intérieur du gouvernement, lorsqu'il a pris le pouvoir au mois d'août 1936 ?

2. Quel en est le nombre maintenant ?
3. Quel était le nombre des employés au service extérieur du gouvernement, lorsqu'il a pris le pouvoir au mois d'août 1936 ?
4. Quel en est le nombre maintenant ?
5. Quel était, au mois d'août 1936, le nombre des femmes à l'emploi de l'État ?
6. Quel est-il maintenant ?

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant :

1. Le Gouvernement fait-il construire ou contribue-t-il à la construction d'un sanatorium, dans le comté de Matane ?
2. Si oui : Par quelles personnes, sociétés ou corporations, ce sanatorium est-il construit et à quelles conditions ?
3. Par quelles personnes, sociétés ou corporations les travaux de plomberie et de chauffage sont-ils faits ?
4. Quelle est l'adresse ou le principal lieu d'affaires de ces personnes, sociétés ou corporations ?
5. De quelles personnes, sociétés ou corporations l'entrepreneur ou le sous-entrepreneur achète-t-il les matériaux nécessaires pour la plomberie et le chauffage ?
6. Quelle est l'adresse ou le principal lieu d'affaires de ces personnes, sociétés ou corporations ?
7. Quelles personnes, sociétés ou corporations fournissent les portes et les châssis pour ledit sanatorium ?
8. Quelle est l'adresse ou le principal lieu d'affaires de ces personnes, sociétés ou corporations ?

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 86, intitulé : "Loi assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et communication".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'un organisme de surveillance et de contrôle des diverses entreprises publiques énumérées à l'article 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions soit créé par ladite loi sous le nom de "Régie provinciale des transports et communications".

Il sera composé de cinq régisseurs, dont un président et un vice-président, tous nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixera leur traitement.

La Régie ne sera pas dissoute par suite de vacances, en quelque nombre que ce soit, parmi les régisseurs.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer pour aider les régisseurs, un secrétaire, des techniciens, des comptables, des commis et tous autres employés nécessaires, et fixer leur rémunération.

Résolu, 3.—Que le procureur général pourra autoriser la Régie à retenir, à titre temporaire et aux conditions qu'il déterminera, les services d'autres personnes que ses employés réguliers.

Résolu, 4.—Que toutes les dépenses de la Régie, y compris les traitements, salaires et gages des régisseurs et des personnes mentionnées aux articles 12 et 13 de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payés à même le fonds consolidé du revenu et que, à compter de la date où la Régie sera substituée à la Commission des tramways de Montréal en vertu de l'article 26 de ladite loi, la Compagnie des tramways de Montréal devra payer à la Régie, aux dates et en la manière que celle-ci déterminera, une somme de quarante mille dollars par année, à titre de contribution aux dépenses de la Régie au lieu des sommes qu'elle est actuellement tenue de payer à la Commission des tramways de Montréal.

Résolu, 5.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra adopter les tarifs des honoraires et droits payables à la Régie sur les matières qui lui sont soumises et les procédures faites devant elle.

Dès qu'ils seront perçus, ces honoraires et droits seront transmis au trésorier de la province pour être versé au fonds consolidé du revenu.

Les tarifs de droits et honoraires adoptés en vertu de l'article 36 de la Loi de la commission des services publics (Statuts refondus, 1925, chapitre 17) s'appliqueront aux matières soumises à la Régie et aux procédures faites devant elle jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés ou modifiés par des tarifs adoptés en vertu du premier alinéa de la présente résolution.

En fixant ces honoraires, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra relativement aux entreprises existantes lors de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, tenir compte, dans la mesure et aux conditions qu'il croira justes, des honoraires payés par les propriétaires desdites entreprises à la Commission des services publics de Québec et fixer en conséquence les honoraires exigibles pour l'obtention de la nouvelle autorisation prévue par le deuxième alinéa de l'article 22 de ladite loi.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" étant mise aux voix la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gérin,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Vachon.—50.</i>

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Rocheffort,</i>
<i>Delagrave,</i>	<i>Turcotte.—18.</i>

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre l'adopte, après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, enregistrée.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 86) intitulé: "Loi assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et communication."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 86) intitulé: "Loi assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et communication".

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, enregistrée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas de la votation précédente, enregistrée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Les traitements et salaires des officiers spéciaux et employés affectés à la détermination du capital requis pour le rachat des rentes substituées aux droits seigneuriaux, dans la province de Québec, ont-ils été fixés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil?

2. A quelle date ces salaires et traitements ont-ils été établis?

3. Quelles sont les personnes qui ont retiré des émoluments et traitements comme officiers et employés affectés à ces recherches?

4. Quelles sont les dépenses de voyages globales de ces officiers et employés?

5. Quelles sont les dépenses de voyages de chacun de ces officiers et employés?

6. A quelle date ces émoluments, traitements et dépenses de voyages ont-ils été payés en tout ou en partie?

7. Y a-t-il des membres de l'Assemblée législative qui, en leur qualité d'officiers spéciaux, ont retiré depuis le 12 avril 1938 des émoluments, traitements et dépenses de voyages?

Réponse par l'honorable M. Bilodeau:

Les réponses à ces questions ont été données à l'honorable Chef de l'Opposition au cours des débats de cette Chambre pendant la présente session.

Question par M. Dansereau.—1. Y a-t-il des municipalités, dans la province, qui se sont prévaluées depuis le 20 mai 1937, des dispositions de la loi autorisant les corporations municipales à municipaliser l'électricité en établissant pour leur usage et celui des consommateurs un service de génération et de distribution d'électricité?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces municipalités?

Réponse par l'honorable M. Bilodeau:

Ces questions sont du ressort de l'autonomie municipale.

Question par l'honorable M. Bastien:—Quels montants le ministère du Travail s'est-il engagé à payer à la province de Québec en 1937 et 1938 en vertu du plan de l'Aide à la Jeunesse?

Réponse par l'honorable M. Bilodeau:

Le ministère fédéral du Travail n'a rien payé à la Province de Québec en 1937 et a payé un montant de \$97,945.29 en 1938, ce qui ne représente approximativement que le 1-3 des dépenses faites par le gouvernement de la province de Québec pour venir en aide à la jeunesse, en vertu de l'entente fédérale-provinciale, Québec assumant seul les dépenses d'administration et les dépenses capitales.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Quels montants ont été octroyés aux sinistrés de Ste-Thècle, comté Laviolette, pour leur venir en aide à la suite de l'ouragan de 1938?

2. Le gouvernement a-t-il une liste des personnes auxquelles ces montants ont été distribués?

3. Dans l'affirmative, donner cette liste avec les montants payés à chaque personne.

Réponse par l'honorable M. Auger:

1. \$6,000.00

2. Oui.

3. Euchariste Lesieur...	\$350.00	Borromé Veillette.....	\$150.00
Gédéon Proteau.....	200.00	Adolphe Lefebvre.....	350.00
Alfred Bacon.....	50.00	Alphée Vallée.....	75.00
Adélard Bacon.....	25.00	Charles Jobin.....	200.00
Rosaire Magnan.....	275.00	Philippe Gervais.....	400.00
Eléodore Davidson...	100.00	Wilbrod Lessard.....	50.00
Henri Dontigny.....	150.00	Pierre Lavoie.....	25.00
Aimé Robitaille.....	100.00	Cyrille Lachance.....	200.00
Vve Nap. Plamondon.	200.00	Albert Béland.....	600.00
Joseph Trudel.....	800.00	Octave Tellier fils.....	300.00

Arthur Lessard.....	100.00	Léopold Bacon.....	100.00
Adonai Tellier.....	500.00	Dame Vve J. Roy.....	25.00
Arthur Plourde.....	300.00	Alcide Dufresne.....	150.00
Georges Cadotte.....	150.00	Nap. Dubois.....	50.00
Eutrope Simard.....	25.00		

Les montants ci-haut ont été payés par un chèque de \$6,000.00 à l'ordre de monsieur l'abbé Maxime Masson, curé de Ste-Thècle, qui nous a produit des pièces signées par chacune des personnes secourues, attestant qu'elles ont bien reçu le montant apparaissant en regard de leur nom respectif.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Des droits de pêche ou autres ont-il été consentis par le gouvernement sur le Lac Belley, dans le comté du Lac St-Jean ?

2. Dans l'affirmative: A qui ces droits ont été consentis et pour quel prix ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon:

1. Oui.

2. Au Club du Grand Lac Belley, à raison de \$60.00 par année.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 71) intitulé: "Loi sauvagardant les intérêts de la province relativement à la Coopérative fédérée de Québec."

L'honorable M. Dussault propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fateuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

La motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR
Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Talbot,</i>
<i>Fitch,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gérin,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Jolicœur,</i>	<i>Vachon.—58.</i>

CONTRE
Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Connors,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Rocheffort.—16.</i>

La motion est ainsi adoptée,
Et, en conséquence, le dit bill est lu une troisième fois.

Question par l'honorable M. Bastien.—Quel montant le Ministère fédéral du travail a-t-il payé à la province de Québec, représentant sa part de contribution à la construction du Pont du Boulevard Pie IX, à compter du 1er janvier 1936 au 31 octobre 1938?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

	Montant dépensé par la Province du 1er janvier 1936 au 31 octobre 1938	Contribution du Fédéral:
Pont Boulv. Pie IX.	\$ 1,232,543.03	\$ 482,440.82
Intérêt à 3% sur ar- gents payés par la Province en at- tendant rembour- sement du Do- minion.....	3,618.30	
	<u>\$ 1,236,161.33</u>	<u>\$ 482,440.82</u>
Par la Province...\$	753,720.51	Par le Fédéral...\$ 482,440.82

Question par M. Messier.—Quels montants le Ministère Fédéral du Travail a-t-il payés au Gouvernement de la province de Québec, représentant sa contribution aux travaux d'améliorations aux parcs de la ville de Montréal, du 1er janvier 1936 au 31 octobre 1938?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

	Montant dépensé par la Province du 1er janvier 1936 au 31 octobre 1938:	Contribution du Fédéral:
Parcs divers.....	\$ 1,077,245.84	\$ 472,686.63
Ile Ste-Hélène.....	2,904,976.60	875,975.29
Jardin Botanique...	3,028,413.30	472,904.36
Intérêt à 3% sur ar- gents payés par la Province en at- tendant rembour- sement du Do- minion.....	5,322.87	
Total.....	<u>\$ 7,015,958.61</u>	<u>\$ 1,821,566.28</u>
Par la Province...\$	5,194,392.33	Par le Fédéral...\$ 1,821,566.28

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 97) intitulé: "Loi relative aux élections municipales fixées pour le 15 mai 1939".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 99) intitulé: "Loi concernant certains lots des comtés de Bellechasse, de Rivière-du-Loup et de Montcalm".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Les articles suivants sont ajoutés comme articles 1, 2 et 3:

"1. L'article 42 de la Loi électorale de Québec (1 Edouard VIII (2ème session), chapitre 8) est modifié en y retranchant le deuxième alinéa."

"2. L'article 89 de ladite loi est modifié en y retranchant le dernier alinéa."

"3. L'article 131 de ladite loi est modifié en y remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"Tout bref porte la date et doit être rapporté dans le délai que le lieutenant-gouverneur en conseil a fixé".

2. Les articles 1, 2 et 3 deviennent les articles 4, 5 et 6.

3. L'article 4 qui devient l'article 7, est remplacé par le suivant:
"7. L'article 189 de ladite loi est modifiée:
"a. en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:
"Une personne ne peut être nommée président ou secrétaire d'un bureau de scrutin si elle n'est pas inscrite sur une liste d'électeurs servant au scrutin dans le district électoral où est situé ce bureau;"
"b. en y ajoutant, après le mot: "scrutin", dans la dernière ligne du cinquième alinéa, les mots: "ainsi qu'une déclaration signée par le chef de l'opposition attestant que ce dernier candidat est le candidat officiel de l'opposition";
"c. en y remplaçant le sixième alinéa par le suivant:
"A défaut par les candidats officiels ou l'un des candidats officiels de fournir au président de l'élection, le lendemain de la présentation des candidats, une liste de personnes aptes à agir comme présidents ou secrétaires du scrutin et, quant au candidat de l'opposition, la déclaration du chef de l'opposition prévue à l'alinéa précédent, le président de l'élection choisit lui-même et nomme les présidents ou secrétaires du scrutin."
4. Les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 deviennent les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14.

Aussi le bill No 151, intitulé: "Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est ajouté comme article 1:
"1. La loi 15 George V, chapitre 45, est amendée en ajoutant après l'article 14b, l'article suivant:
"14c. Le Bureau Central a toujours eu le pouvoir de contribuer et de permettre aux commissions locales de contribuer, pour fins éducationnelles, à des institutions ou associations non assujetties à son contrôle comme suit: Boy's Farm and Training School; Girls' Cottage Industrial School; Mackay Institution for Protestant Deaf Mutes; Montral Association for the Blind; Julius Richardson Convalescent Home; Royal Edward Institute; School for Crippled Children, y compris un actroi pour les cas d'hospitalisation; Quebec Musical Competition Festival; Quebec Protestant Education Survey Committee".
2. Les articles 1, 2, 3 et 4 deviennent les articles 2, 3, 4 et 5.

Aussi le bill No 188, intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est ajouté comme article 2:
"2. L'article 17 de ladite loi (tel que remplacé par la Loi 23 George V, chapitre 45) est modifié en y ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

“Cette poursuite ne peut être intentée que par un électeur de la municipalité intéressée et possédant la qualification foncière exigée pour la charge de maire, d’échevin ou de conseiller”.

2. L'article 2 devient l'article 3.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 64) intitulé “Loi modifiant la Loi électorale de Québec”, et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 151) intitulé “Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal”, et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 188) intitulé “Loi modifiant la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales”, et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

M. Barrette (Joliette) propose, secondé par M. Paradis:
Que l'Assemblée législative:—

Attendu que l'opinion publique de la province de Québec est en faveur de l'établissement de loteries honnêtement organisées et dont le produit serait exclusivement employé pour des fins éducationnelles ou d'assistance publique;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir à de nouvelles ressources en faveur de ces œuvres vitales;

Attendu que le Code criminel du Canada, qui relève de la juridiction fédérale, contient des exemptions en faveur de certaines associations de la Grande-Bretagne et de l'Irlande;

Attendu que la province de Québec, conformément à ses traditions, veut rendre justice à tous sans oublier que son premier devoir est de conserver pour elle les revenus qui proviennent de sa population;

Attendu que la loi fédérale de l'observance du dimanche est d'une importance primordiale parce que sa transgression comporte des désavantages dont l'amplitude excède de beaucoup ceux de la transgression de la

loi des loteries, et pourtant décrète qu'aucune poursuite en vertu d'icelle, ne peut être entreprise sans l'assentiment du procureur général de chaque province;

Attendu que, particulièrement en matière d'éducation, l'autorité de chaque province doit être respectée;

Exprime l'avis que la prohibition de l'article 236 du Code criminel du Canada n'affecte pas les dispositions d'une loi provinciale qui autorise l'organisation et la tenue de loteries pour des fins éducationnelles ou d'assistance publique et que des poursuites pour contravention audit article 236 ne puissent être intentées sans la permission du procureur général de la province de Québec où la contravention a été commise.

Que le greffier de l'Assemblée législative transmette la résolution ci-dessus au très honorable premier ministre du Canada.

Et un débat s'élève.

Sur la motion de M. Barrette (Joliette), secondé par M. Paradis, il est—
Ordonné que le débat soit ajourné.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à vendredi à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 28 AVRIL 1939

Onze heures du matin.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur ses amendements au bill No 134, intitulé: "Loi concernant la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier", et qu'il les a retirés.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Québec, 27 avril 1939.

CONSEIL LÉGISLATIF

ORDONNÉ, Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill No 33, intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1939 et le 30

juin 1940, et pour d'autres fins du service public", et informe cette Chambre que le Conseil législatif a voté ce bill sans amendement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants :

Bill No 62, intitulé : "Loi modifiant la Loi concernant le conseil d'agriculture".

Bill No 65, intitulé : "Loi pour aider les sociétés coopératives agricoles".

Bill No 92, intitulé : "Loi augmentant les pouvoirs des corporations municipales en matière de construction de logements salubres".

Bill No 93, intitulé : "Loi pour venir en aide aux universités Laval, McGill et Bishop's College".

Bill No 96, intitulé : "Loi relative aux municipalités scolaires catholiques et protestantes de la ville de Val d'Or".

Bill No 98, intitulé : "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants :

Bill No 71, intitulé : "Loi sauvegardant les intérêts de la province relativement à la Coopérative fédérée de Québec";

Bill No 81, intitulé : "Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec";

Bill No 82, intitulé : "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec";

Bill No 85, intitulé : "Loi favorisant l'augmentation du domaine cultivable";

Bill No 87, intitulé : "Loi modifiant la Loi instituant en corporation l'École polytechnique";

Bill No 88, intitulé : "Loi pour aider la vente des produits agricoles";

Bill No 89, intitulé : "Loi continuant l'encouragement accordé par le gouvernement actuel à l'enseignement agricole";

Bill No 90, intitulé : "Loi modifiant la Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses";

Bill No 91, intitulé : "Loi pour assurer la conservation des ressources naturelles de la province";

Bill No 94, intitulé: "Loi favorisant l'assurance-chômage";

Bill No 95, intitulé: "Loi modifiant la Loi pour protéger l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation";

Bill No 97, intitulé: "Loi relative aux élections municipales fixées pour le 15 mai 1939";

Bill No 99, intitulé: "Loi concernant certains lots des comtés de Bellechasse, de Rivière-du-Loup et de Montcalm";

Bill No 138, intitulé: "Loi abrogeant la loi 3 Edouard VII, chapitre 94, (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations".

Bill No 155, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Rouyn";

Bill No 159, intitulé: "Loi autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre Paul Fontaine et James-S. Fontaine au nombre de ses membres après examen";

Bill No 160, intitulé: "Loi concernant la ville d'Iberville";

Bill No 162, intitulé: "Loi modifiant la constitution de "La Communauté des Religieuses Ursulines des Trois-Rivières";

Bill No 164, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Courville dans le comté de Québec";

Bill No 165, intitulé: "Loi validant certains règlements passés par le conseil de la cité de Sherbrooke";

Bill No 187, intitulé: "Loi concernant le district judiciaire de Gaspé";

Bill No 190, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'adoption".

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 60, intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés d'agriculture", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est ajouté comme article 22:

"22. Tous les pouvoirs attribués au ministre de l'agriculture en vertu de la présente loi seront sujets à la recommandation de la Chambre de l'agriculture."

2. L'article 22 devient l'article 23.

Aussi le bill No. 80, intitulé: "Loi concernant les corporations et compagnies", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié, à la 2ème ligne, au chapitre des compagnies d'assurance (page 5 du bill), en remplaçant les mots: "deux et un quart", par les mots: "un et trois quarts".
2. Ce qui suit est ajouté après l'article 2 comme article 3.
"3. Pour les fins de la présente loi, le lieutenant-Gouverneur en conseil est toutefois autorisé à changer ou modifier les impôts ci-dessus prévus, et cela de la manière et dans la proportion qu'il le jugera à propos".
3. L'article 3 devient l'article 4.

Aussi le bill No 83, intitulé: "Loi relative aux districts électoraux de la province", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 17 est amendé, en remplaçant aux deux dernières lignes, les mots: "Rivière-du-Loup-Kamouraska", par les mots: "Kamouraska-Rivière-du-Loup".
2. L'article 39 est amendé, en remplaçant aux deux dernières lignes, les mots: "Rivière-du-Loup-Kamouraska", par les mots: "Kamouraska-Rivière-du-Loup".
3. L'article 40 est amendé, en remplaçant les mots: "Rivière-du-Loup-Kamouraska", par les mots: "Kamouraska-Rivière-du-Loup", aux 1ère et 2ème lignes du paragraphe 67a, ainsi que dans la marge, aux pages 24, 25, 26 et 27.
4. L'article 49 est amendé, en remplaçant les mots: "Rivière-du-Loup-Kamouraska", par les mots: "Kamouraska-Rivière-du-Loup", aux 7ème et 8ème lignes, ainsi qu'aux 9ème et 10ème lignes du paragraphe 79.
5. L'article 56 est amendé, en remplaçant les mots: "Rivière-du-Loup-Kamouraska", par les mots "Kamouraska-Rivière-du-Loup", dans l'avant-dernière ligne de la page 36.

Aussi le bill No 84, intitulé: "Loi instituant le Conseil Provincial des Sports", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié, en remplaçant, à la 1ère ligne le mot: "trois", par le mot: "cinq", et à la dernière ligne de la page 1, le mot: "Deux" par le mot: "trois".

Aussi le bill No 139, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est biffé.

2. L'article 4, qui devient l'article 3, est modifié au paragraphe III, à la page 3, comme suit:
 - a) en remplaçant, à la 5ème ligne dudit paragraphe 3, l'année "1939" par "1940";
 - b) en ajoutant à la 11ème ligne dudit paragraphe III immédiatement après les mots: "se terminant", les mots: "le ou avant";
 - c) en insérant après le deuxième alinéa, dudit paragraphe III, lequel alinéa se termine par les mots: "31 décembre", les alinéas suivants:

"Le produit de cette taxe fera partie du revenu de l'exercice précédent".

"La cité pourra emprunter temporairement en anticipation de la perception de ladite taxe".
3. L'article 5, qui devient l'article 4, est modifié en ajoutant à la fin, l'alinéa suivant:

"Pour l'application de la présente section, la cité aura tous les pouvoirs définis audit chapitre 125 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925".
4. Les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 deviennent respectivement les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17.
5. L'article 19, qui devient l'article 18, est modifié en ajoutant à la fin, le paragraphe suivant:

"282j. La cité de Québec est autorisée à accorder annuellement, par résolution de son conseil, une exemption de taxes totale ou partielle à une compagnie privée qui exploitera les élévateurs à grain dans le port de Québec".
6. Les articles 20, 21, 22 et 23 deviennent respectivement les articles 19, 20, 21 et 22.
7. L'article suivant est ajouté comme article 23:

"23. L'article 392 de la loi 19 George V, chapitre 95, tel que remplacé par la Loi 2 George VI, chapitre 104, section 13, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"392. Excepté lorsqu'il s'agit d'un règlement d'emprunt déjà approuvé par le Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce, un exemplaire de tout règlement adopté en vertu de la présente loi ou de la charte devra être transmis sans retard au lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut le désavouer".
8. L'article 25 est modifié en ajoutant à la fin, les mots suivants: le tout sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec".
9. L'article 29 est modifié en remplaçant le mot: "civiques", au commencement de la 6ème ligne, par les mots: "permanents de la cité".

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté :

Le bill No 117, intitulé : "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer :

1. L'article 19 est modifié en biffant, aux 1^{ère} et 2^{ème} lignes, les mots : "(reproduit comme cédule de la présente loi)".
2. L'article 23 est remplacé par le suivant :

"23. Le paragraphe 37a de l'article 5735 des Statuts refondus, 1909, tel qu'édicte, pour la cité des Trois-Rivières, par la loi 1 George VI, chapitre 106, section 12, est remplacé par le suivant :

"37a. Nonobstant toute disposition contraire, le conseil de la cité peut, en sus des taxes prévues par les articles 469, 523 et 526 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102) et de toute autre taxe générale ou spéciale, imposer et prélever sur toute personne ne résidant pas dans la municipalité et sur toute corporation ou compagnie n'y ayant pas sa principale place d'affaires, exploitant un ou plusieurs magasins dans la municipalité, une taxe spéciale annuelle n'excédant pas cinq cents dollars par magasin et dont le montant peut être différent suivant le genre de commerce.

Le présent paragraphe s'appliquera aussi à toute compagnie ou corporation qui a sa principale place d'affaires dans la municipalité lorsque cette compagnie ou corporation n'est qu'une subsidiaire ou filiale d'une compagnie ou corporation exploitant le même genre de commerce en dehors de la municipalité."

3. L'article suivant est ajouté comme article 26 :

"26. Les terrains connus et désignés sous le numéro de cadastre 1164 subd. P. 45-46-47 rue Ste-Julie, ayant une superficie de 12544 pieds et les propriétés construites sur ces terrains et appartenant à la corporation de la fabrique Notre-Dame des Sept-Allégresses, des Trois-Rivières sont, nonobstant les dispositions contraires de toute loi, générale ou spéciale, des biens non imposables pour fins municipales et scolaires.

"Toutefois, les dispositions du paragraphe 3 de l'article 520 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102) s'appliquent à ces terrains et à ces propriétés."

"Aucun recours ne peut être exercé contre la fabrique de Notre-Dame des Sept Allégresses pour les taxes municipales et scolaires du passé, sauf celles prévues par le paragraphe 3 de l'article 520 de la Loi des cités et villes."

"Si la corporation de la fabrique de Notre-Dame des Sept Allégresses a payé, avant la sanction de la présente loi, des taxes municipales ou scolaires contrairement aux dispositions ci-dessus, les sommes ainsi payées seront appliquées sans intérêt sur toutes

autres taxes exigibles par la cité ou la commission scolaire des Trois-Rivières, selon le cas, de cette corporation de fabrique. Et si cette corporation ne doit aucune taxe à la cité et à la commission scolaire des Trois-Rivières elle a droit au remboursement, sans intérêt de ce qu'elle a ainsi payé nonobstant toute prescription acquise."

4. L'article 26 devient l'article 27.
La cédule est biffée.

Aussi le bill No. 141, intitulé: "Loi concernant le partage de la succession de l'honorable Charles Wilson", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est modifié en y biffant les mots: "le partage de".
2. Le préambule est modifié:
 - a. en biffant les trois premiers paragraphes de la page 3, jusqu'à celui qui commence par les mots: "Qu'il était dans l'intention";
 - b. en biffant les deux paragraphes au bas de la page 4, et se continuant au haut de la page 5, le premier commençant par: "Que dans les circonstances présentes"; le deuxième par: "Qu'il est dans le meilleur intérêt", et se terminant par les mots: l'exécution définitive du testament".
3. L'article 2 est modifié:
 - a. en remplaçant les mots: "une personne", à la fin de la 2ème ligne, par les mots: "un homme d'affaire";
 - b. en biffant, à la 3ème ligne, le mot: "gratuitement", et en ajoutant à la fin dudit article 2, les mots suivants: "et qui recevra la même rémunération que les autres exécuteurs-testamentaires".

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté;

Le bill No 86, intitulé: "Loi assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et de communication", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 51 est remplacé par le suivant:
"51. La présente loi entrera en vigueur le trente-et-unième jour après celui de sa sanction, sauf l'article 50 qui entrera en vigueur le jour même de cette sanction."

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 80) intitulé "Loi concernant les corporations et compagnies".

L'honorable M. Bouchard propose, secondé par M. Casgrain :

Que cette Chambre refuse de concourir dans les amendements faits au Conseil législatif à l'article 3 du bill No 80 et qu'un message soit envoyé à ce Conseil l'informant de ce refus parce qu'ils empiètent sur les privilèges de la Chambre, ces amendements imposant de nouvelles charges sur le peuple, et modifiant une imposition de charges sur le peuple, contrairement à l'article 478 du règlement et à plusieurs autres articles concernant les bills de finance.

Et un débat s'élève.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Chaloult,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Connors,</i>	<i>Rocheftort.—13.</i>
<i>Dansereau,</i>	

CONTRE

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Jolicœur,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>

*Elie,
Fisher,
Fitch,
Fleury,
Gagnon,
Gérin,
Goudreau,*

*Talbot,
Tardif,
Tellier,
Thibault,
Tremblay,
Trudel,
Vachon.—54.*

La motion est ainsi rejetée.

La motion “Que les amendements soient maintenant lus une première fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la première fois.

La motion “Que les amendements soient maintenant lus une seconde fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Les amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

La motion “Que cette Chambre adopte maintenant les amendements” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Les amendements sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 60) intitulé “Loi modifiant la Loi des sociétés d’agriculture” et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 83) intitulé “Loi relative aux districts électoraux de la province” et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération l’amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 84) intitulé “Loi instituant le Conseil Provincial des Sports” et ledit amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 139) intitulé "Loi modifiant la charte de la cité de Québec" et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 117) intitulé "Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières" et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 141) intitulé "Loi concernant le partage de la succession de l'honorable Charles Wilson" et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 86) intitulé "Loi assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et de communication" et ledit amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que l'adresse suivante soit présentée à l'honorable M. le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec:

A l'honorable Monsieur le Lieutenant-Gouverneur
de la province de Québec.

L'Assemblée législative a l'honneur d'informer M. le Lieutenant-Gouverneur qu'elle a voté, en deuxième et en troisième lecture, le bill numéro 83, intitulé: "Loi relative aux districts électoraux de la province", avec le concours de la majorité des députés qui représentent les districts électoraux mentionnés en la seconde annexe de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867.

Sur un message de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, veut bien donner au nom de Sa Majesté la sanction royale aux bills suivants:

- 19 Loi modifiant la Loi des cités et villes.
- 21 Loi pour remplir des obligations inexécutées envers les Révérends Pères de Sainte-Croix.
- 22 Loi modifiant la Loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété.
- 28 Loi pour venir en aide à l'Université de Montréal.
- 29 Loi modifiant la Loi des mines de Québec.
- 38 Loi modifiant la Loi de l'expropriation.
- 42 Loi modifiant la Loi des salaires raisonnables.
- 44 Loi modifiant les lois relatives à la Régie provinciale de l'électricité et au Syndicat national de l'électricité.
- 45 Loi pour encourager la fabrication, dans la province, du soufre, de l'acier et autres sous-produits du minéral de fer.
- 46 Loi favorisant l'expansion de la colonisation.
- 47 Loi assurant l'expansion de la colonisation dans le Témiscamingue.
- 48 Loi autorisant le drainage de la savanne de Saint-Charles.
- 49 Loi protégeant le domaine public de la colonisation.
- 50 Loi modifiant la loi I George VI, chapitre 104, relative au règlement de la question des tramways de Montréal.
- 51 Loi relative à l'enseignement agricole de jeunes orphelins.
- 52 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.
- 53 Loi modifiant la Loi concernant les électriciens et les installations électriques.
- 55 Loi modifiant le Code de procédure civile.
- 56 Loi modifiant le Code civil.
- 57 Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles.
- 58 Loi modifiant la Loi du département du trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres.

-
- 60 Loi modifiant la Loi des sociétés d'agriculture.
 - 62 Loi modifiant la Loi concernant le conseil d'agriculture.
 - 63 Loi modifiant la Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.
 - 64 Loi modifiant la Loi électorale de Québec.
 - 65 Loi pour aider les sociétés coopératives agricoles.
 - 66 Loi favorisant l'organisation de fédérations de coopératives de pêche.
 - 67 Loi favorisant le progrès de la colonisation et de l'agriculture et la conservation du domaine forestier.
 - 68 Loi modifiant la Loi relative au prêt agricole canadien.
 - 69 Loi autorisant le gouvernement à payer les certificats de régistrateurs émis pour les prêts agricoles provinciaux.
 - 70 Loi relative à l'enregistrement des hypothèques consenties à l'Office du prêt agricole du Québec.
 - 71 Loi sauvegardant les intérêts de la province relativement à la Coopérative fédérée de Québec.
 - 72 Loi relative à la Cour de jeunes délinquants de Montréal.
 - 73 Loi autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui.
 - 74 Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers.
 - 75 Loi modifiant la Loi de la pêche.
 - 76 Loi concernant certains biens vacants et sans maître.
 - 77 Loi modifiant la Loi de la gazoline afin de favoriser l'amélioration de la voirie provinciale.
 - 78 Loi amendant le chapitre 51 de la Loi 2 George VI.
 - 79 Loi modifiant la Loi du département du procureur général relativement à la conduite des procédures civiles pour le gouvernement.
 - 80 Loi concernant les corporations et compagnies.
 - 81 Loi modifiant la Loi de l'hygiène publique de Québec.
 - 82 Loi modifiant la Loi des assurances de Québec.
 - 83 Loi relative aux districts électoraux de la province.
 - 84 Loi instituant le Conseil provincial des sports.
 - 85 Loi favorisant l'augmentation du domaine cultivable.

-
- 86 Loi assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et de communication.
 - 87 Loi modifiant la Loi instituant en corporation l'École polytechnique.
 - 88 Loi pour aider la vente des produits agricoles.
 - 89 Loi continuant l'encouragement accordé par le gouvernement actuel à l'enseignement agricole.
 - 90 Loi modifiant la Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses.
 - 91 Loi pour assurer la conservation des ressources naturelles de la province.
 - 92 Loi augmentant les pouvoirs des corporations municipales en matière de construction de logements salubres.
 - 93 Loi pour venir en aide aux universités Laval, McGill et Bishop's College.
 - 94 Loi favorisant l'assurance-chômage.
 - 95 Loi modifiant la Loi pour protéger l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation.
 - 96 Loi relative aux municipalités scolaires catholiques et protestantes de la ville de Val d'Or.
 - 97 Loi relative aux élections municipales fixées pour le 15 mai 1939.
 - 98 Loi modifiant la Loi sur les successions.
 - 99 Loi concernant certains lots des comtés de Bellechasse, de Rivière-du-Loup et de Montcalm.
 - 112 Loi concernant la Compagnie Equitable d'assurance contre le feu (capital mutuel).
 - 113 Loi constituant en corporation "The Apostolic Church of the British Isles in Quebec", comme corporation ecclésiastique dans la province de Québec.
 - 117 Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.
 - 119 Loi refondant la charte de l'Hôpital Sainte-Jeanne d'Arc.
 - 122 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.
 - 134 Loi concernant la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier.
 - 138 Loi abrogeant la Loi 3 Edouard VII, chapitre 94 (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'assurance mutuelle des évêques et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, et modifiant les pouvoirs de ces dernières corporations.

-
- 139 Loi modifiant la charte de la cité de Québec.
 - 141 Loi concernant la succession de l'honorable Charles Wilson.
 - 146 Loi constituant en corporation la ville de Malartic.
 - 151 Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.
 - 155 Loi modifiant la charte de la ville de Rouyn.
 - 156 Loi ratifiant une résolution de la ville Saint-Laurent.
 - 157 Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville.
 - 158 Loi modifiant la charte de la ville de East-Angus.
 - 159 Loi autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec à admettre James-S. Fontaine au nombre de ses membres après examen.
 - 160 Loi concernant la ville d'Iberville.
 - 161 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.
 - 162 Loi modifiant la constitution de "La Communauté des Religieuses Ursulines des Trois-Rivières".
 - 164 Loi modifiant la charte de la ville de Courville dans le comté de Québec.
 - 165 Loi validant certains règlements passés par le conseil de la cité de Sherbrooke.
 - 166 Loi changeant le nom de Le refuge de Dom Bosco en celui de "Institut Saint-Jean Bosco".
 - 176 Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt.
 - 179 Loi érigeant la paroisse de Sainte-Clothilde, dans le district électoral de Beauce.
 - 180 Loi concernant la municipalité du canton Armand, dans le district électoral de Témiscouata.
 - 183 Loi favorisant la reconstruction du collège de Stanstead.
 - 184 Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'insaisissabilité de certains traitements, salaires et gages.
 - 185 Loi relative à la corporation de la paroisse Saint-Nicolas-Sud.
 - 186 Loi modifiant la Loi concernant la libération de certains débiteurs.
 - 187 Loi concernant le district judiciaire de Gaspé.
 - 188 Loi modifiant la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales.
 - 190 Loi modifiant la Loi de l'adoption.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit :

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills".

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative s'adressant à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, lui a présenté le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction.

33 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1939 et le 30 juin 1940, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill."

Après quoi il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de clore la quatrième session de la vingtième Législature de la province de Québec, par le discours suivant:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les lois que vous avez votées portent sur les sujets les plus divers, et il m'est agréable de constater qu'elles paraissent s'inspirer toutes du souci de servir les meilleurs intérêts du Québec et de sa population.

Ainsi, pour ne parler que de celles qui touchent aux problèmes essentiels de notre Province, vous vous êtes proposé de donner un essor toujours grandissant à l'agriculture et à la colonisation, en autorisant l'Office du crédit agricole à prêter huit millions de plus à nos cultivateurs, en aidant à la vente des produits de la ferme, en mettant de nouveaux domaines à la dispositions de nos défricheurs, en encourageant le dessèchement de certains terrains marécageux, en protégeant mieux nos terres arables contre le déboisement illégal, en favorisant davantage le retour à la terre, l'établissement des colons, ainsi que la coopération et l'enseignement agricoles. Afin de consolider l'œuvre de l'enseignement supérieur, vous avez assuré le parachèvement des nouveaux bâtiments de l'Université de Montréal et vous avez augmenté de façon généreuse les subventions annuelles que recevaient les universités Laval, Mc Gill, Bishop et de Montréal. Vous avez doublé l'allocation d'un million que vous aviez votée l'an dernier en vue de préparer mieux notre jeunesse à diverses professions actives et de lui offrir plusieurs carrières où elle trouvera un avenir fructueux. Vous avez institué un bureau de reconstruction économique, et vous avez approuvé l'établissement d'un orphelinat agricole pour orienter les orphelins sans ressources vers la culture des champs. Vous vous êtes occupés de mieux sauvegarder les droits respectifs des patrons et des employés, de faciliter l'assurance contre le chômage, de défendre de façon plus efficace les petites gens contre les saisies tracassières, de même que les victimes des accidents contre les règlements qu'on s'empresse trop souvent de leur arracher au préjudice de leurs intérêts. Votre sollicitude s'est une fois de plus étendue aux petits propriétaires. Pour prévenir l'intempérance, vous avez apporté des restrictions à la vente des boissons alcooliques. Vous avez rendu plus facile la construction de logements salubres, vous avez favorisé l'hygiène publique et vous avez ins-

titué un conseil provincial des sports. Vous avez pris des mesures pour établir un meilleur contrôle des compagnies de transport ou de communication. Vous avez tenu à assurer complètement la liberté du scrutin dans les élections de députés, et vous avez remanié les circonscriptions électorales de façon à rendre plus équitable la représentation dans l'Assemblée législative. Pour qu'on puisse tirer un meilleur parti de nos ressources naturelles, vous avez permis aux coopératives de pêche de se syndiquer et au Gouvernement de réglementer la préparation du poisson, d'organiser des villages miniers, d'encourager l'utilisation de certains minerais de rebut. En vue de mieux assurer l'équilibre budgétaire, vous avez rajusté le partage des attributions administratives entre les ministères, vous avez créé un service général des achats, vous avez amélioré le contrôle des dépenses, vous avez pourvu à l'amortissement de certains emprunts et vous avez amendé une partie de notre fiscalité.

En sanctionnant au nom de Sa Majesté les différentes lois que vous avez adoptées, je n'ai eu aucun doute qu'elles réaliseraient le bien commun que vous vous êtes proposé de servir et qu'elles produiraient les résultats les plus bienfaisants.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir voté les subsides nécessaires à l'administration des différents services publics, et je vous prie de croire que le Gouvernement veillera à ce qu'ils soient employés judicieusement et pour les seules fins autorisées

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Bien que les relations internationales soient encore tendues en Europe il semble assuré que Leurs Majestés le roi George VI et la reine Élisabeth débarqueront à Québec, le 15 mai prochain. Nous aurons donc l'honneur et la joie de posséder au milieu de nous nos gracieux Souverains, et je suis certain que l'accueil qu'Ils recevront en notre province sera digne et du caractère de nos augustes visiteurs et de la réputation de loyauté dont nous jouissons depuis longtemps.

Au moment de mettre un terme à vos délibérations, je prie le Ciel de vous récompenser de votre dévouement à la chose publique en répandant ses bénédictions sur vous-mêmes, sur vos familles, ainsi que sur tous ceux que vous représentez ici.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit:

C'est la volonté et le désir de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province que cette Législature soit prorogée *sine die*, et cette Législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR L'ORATEUR SUR
DES QUESTIONS D'ORDRE OU DE PROCÉDURE

Séance du 31 janvier 1939.

Avant l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône, il ne peut être procédé à une affaire importante, à moins que l'urgence n'ait été invoquée (art. 636 du *Règlement*).

Séance du 8 février 1939.

Lorsque la contestation d'une élection est pendante devant un tribunal, il est irrégulier de se référer à des faits sur lesquels porte la contestation (cf. décision de Gully, *Hansard's Debates*, 4e série, vol. 64, p. 867).

En vertu du principe de la séparation des pouvoirs, s'il n'est pas permis aux tribunaux de juger les délibérations de l'Assemblée législative, celle-ci ne doit pas, non plus, juger ou discuter les affaires qui sont soumises aux tribunaux ou les décisions qu'ils rendent (cf. Beauchesne, *Parliamentary Rules and Forms*, 2e éd., no 293; May, *Parliamentary Practice*, 11e éd. p. 332; décision de Peel, *Hansard's Debates*, 3e série, vol. 335, p. 1252 et suiv.).

Séance du 14 février 1939.

Au cours du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, il n'est pas régulier de discuter la sortie du cabinet d'un député.

Séance du 21 mars 1939.

Il est irrégulier de demander la production de documents en vue de contredire une assertion faite à la chambre par un député (cf. note 5, sous art. 582 du *Règlement*).

Séance du 22 mars 1939.

Un amendement à la motion de se former en comité des subsides est irrégulier s'il ne se rapporte ni à la politique ni à l'administration du gouvernement (cf. note 9 sous art. 322 du *Règlement*).

Il est irrégulier de proposer un amendement qui soulève une question identique, au fond, à une question dont la chambre a décidé pendant la session en cours (art. 153 du *Règlement*).

Séance du 23 mars 1939.

L'article 229a du Règlement, qui a trait à la durée des discours, paraît applicable en comité plénier.

Première séance du 12 avril 1939.

Un amendement à la motion de se former en comité des subsides est irrégulier s'il contient des allégations contraires aux faits.

Première séance du 14 avril 1939.

Il est irrégulier de proposer, sans la recommandation du lieutenant-gouverneur, un texte entraînant une augmentation de dépense des deniers publics.

Troisième séance du 25 avril 1939.

Un amendement à la motion de se former en comité des subsides est irrégulier s'il critique une loi en vigueur, et il peut en conséquence être mis de côté.

Deuxième séance du 26 avril 1939.

Un amendement qui donnerait à la motion principale une forme négative est irrégulier et peut en conséquence être mis de côté (art. 141 et note 7 sous art. 160 du *Règlement*).

ÉTAT DES TRAVAUX DE LA SESSION

4ème SESSION DE LA 20ÈME LÉGISLATURE

La session s'ouvre le 18 janvier 1939.

L'adresse en réponse au discours du trône est proposée par M. Adam, secondé par M. Fitch.

La dissolution a lieu le 28 avril 1939.

Séances de la Chambre.....	49
Documents déposés en réponse à des Adresses et à des Ordres de la Chambre.....	33
Pétitions présentées se rapportant à des bills.....	55
Bills présentés originés à l'Assemblée législative.....	174
Bill présenté originé au Conseil législatif.....	1
Bills sanctionnés.....	163
La Chambre se forme en comité plénier.....	185
La Chambre se forme en comité des subsides.....	27
Avis de Questions.....	172
Avis de motions concernant des bills.....	121
Avis de motions concernant des ordres et adresses.....	23
Avis de motions divers.....	30

RAPPORTS DES COMITÉS

Comité spécial chargé de dresser une liste des députés de chacun des comités permanents.....	1
Bills privés en général.....	22
Bills publics en général.....	15
Chemins de fer et autres moyens de communication.....	2
Règlements.....	12
Comptes publics.....	1
Privilèges et élections.....	1
Agriculture, Immigration et Colonisation.....	1
Industrie et Commerce.....	1
Code municipal.....	1

G.-S. GOURDEAU,
Greffier des Archives.

INDEX
DES
JOURNAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE QUÉBEC

3 GEORGE VI, 1939

A

ACCIDENTS DU TRAVAIL, 1931:—Loi des—. (Voir *BILLS*, *No 30*).

ACHATS POUR LE GOUVERNEMENT:—Loi instituant un service général d'—.—(Voir *BILLS*, *No 20*.)

ACIER:—Voir SOUFRE,—ET FER.)

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE:—(Voir *CODES*; *CONDUITE DES PROCÉDURES CIVILES*; *GASPÉ*).

ADOPTION:—Loi de l'—.—(Voir *BILLS*, *No 190*.)

ADRESSES:—(Pour le dépôt de Rapports et de Documents, voir *DOCUMENTS DE LA SESSION*.)

ADRESSE AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—(Voir *ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE*; *LIEUTENANT-GOUVERNEUR*.)

ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE:—Discours du Trône, 5. Résolution que la prise en considération du Discours du Trône ait lieu à pro. séance, 8. Motion de M. Adam, secondé par M. Fitch, que l'—soit votée et présentée, débat, débat ajourné, 11; reprise du débat, débat se continue, ajourné, 14; objection qu'avant adoption de l'—, il ne peut être procédé à une affaire im-

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "*Documents de la Session*" et "*Questions*".

ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE:—*Suite.*

portante. Décision de l'Orateur: Il n'y peut être procédé, à moins que l'urgence n'ait été invoquée (art. 636 du Règlement), 18; reprise du débat, débat se continue, débat ajourné, 22; reprise du débat, débat se continue, 27; reprise du débat, se continue, ajourné, 36; reprise du débat, débat se continue, ajourné, 40; reprise du débat, se continue; au cours du débat, le député de Montréal-Dorion fait allusion d'irrégularités à l'élection de Montréal-St-Louis; le Premier-Ministre soulève objection, et dit qu'il est irrégulier de référer à une cause pendante. L'Orateur délibère; séance est suspendue, 45. A la reprise, l'Orateur rend décision: Premier-Ministre me paraît conforme à la pratique. (Plusieurs auteurs sont cités), objection maintenue, 45, 46; (Voir Précis des décisions de l'Orateur—séance du 8 fév.—page, 373); débat se continue, ajourné, 46. Reprise du débat, se continue, ajourné au cours de la séance, 47. Reprise du débat, se continue, ajourné, 48. Reprise du débat, au cours du débat, un incident s'élève au sujet de la sortie du cabinet du député de Laval. L'Orateur décide qu'il n'est pas régulier de discuter la sortie du cabinet d'un député. Appel de la décision, vote, décision maintenue, débat se continue, débat ajourné, 51 à 53. Reprise du débat, se continue, ajourné, 55. Reprise du débat, se continue, ajourné, 56. Reprise du débat, se continue, M. Dansereau propose amendement (voir texte ci-après) vote, amendement rejeté; motion principale adoptée, 56 à 58.

Amendement de M. Dansereau :

Nous désirons exprimer le regret que gouv. n'ait pas pris mesures nécessaires pour remplir engagements électoraux: en favorisant népotisme; en n'ayant pas fait plan d'ensemble *re* centres colonisation; en n'abolissant pas C. L.; etc. 57.

AFFAIRES MUNICIPALES:—(Voir TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES; CODE MUNICIPAL; COMMISSION MUNICIPALE; MUNICIPALITÉS; FRAUDE ET CORRUPTION.)

AFFAIRES MUNICIPALES, INDUSTRIE ET COMMERCE:—(Voir COMITÉS, *Industries.*)

AGRICULTURE:—(Voir CERCLES AGRICOLES; COLONISATION; CONSEIL D'—; COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE; DOMAINE CULTIVABLE; DOMAINE FORESTIER; DOMAINE PUBLIC; ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

AGRICULTURE:—*Suite.*

DES ORPHELINS; ENSEIGNEMENT AGRICOLE; ECOLE D'AGRICULTURE DE NICOLET, DE VILLE-MARIE, DE CHICOUTIMI, DE GASPÉSIE; HYPOTHÈQUES A L'OFFICE DU PRÊT AGRICOLE; PRÊT AGRICOLE CANADIEN; PRÊTS AGRICOLES PROVINCIAUX; SOCIÉTÉS D'—; SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES; VENTE DES PRODUITS AGRICOLES.)

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION (Comité de l'):(Voir COMITÉS).

AIDE À LA JEUNESSE:—1. Loi de l'— en doublant l'octroi de un million de dollars.—(Voir *BILLS, No 43.*)—2. (Voir CHÔMAGE.)

AJOURNEMENT:—

La Chambre s'ajourne par respect pour la mort de Pie XI, 53.

La Chambre s'ajourne du jeudi au jeudi suivant, 13.

La Chambre s'ajourne du jeudi au mardi, 36, 49, 59, 81, 106, 119, 148, 272.

La Chambre s'ajourne du jeudi 30 mars au mardi 11 avril, 220.

La Chambre s'ajourne du vendredi au mardi, 187, 253.

L'Orateur prononce l'ajournement, 226.

L'Orateur à 6 hrs, quitte le fauteuil, 86.

La Chambre s'ajourne "à demain", 11 hrs du matin, 357.

La Chambre siège, après minuit, 325.

(Voir ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; LIEUTENANT-GOUVERNEUR; ORATEUR; SANCTIONS; SÉANCES.)

APOSTOLIC CHURCH OF THE BRITISH ISLES-IN-QUEBEC:—Loi constituant en corporation The— comme corporation ecclésiastique. (Voir *BILLS, No 113.*)

ARBITRAGE DES DIFFÉRENDS ENTRE INSTITUTIONS ET EMPLOYÉS:—
Loi relative à l'—. (Voir *BILLS, No 40.*)

ARCHITECTES:—Loi modifiant la loi des —. (Voir *BILLS, No 175.*)

ARMAND, CANTON:—Loi concernant la municipalité du canton —, district électoral de Témiscouata. (Voir *BILLS, No 180.*)

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à l'ouverture de la session, 1; pour la sanction de bills, 47, 95, 143, 214, 367, et à la clôture de la session, le 28 avril, 367.

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—*Suite.*

Proclamation convoquant l'—, IV.

Ajourne par respect pour la mort de Pie XI, 53.

Se proroge, 372.

(Voir LIEUTENANT-GOUVERNEUR; SANCTIONS; SÉANCES; ORATEUR.)

ASSISTANCE AUX AVEUGLES:—Loi de l'— relativement à l'avis de pension. (Voir BILLS, *No 32.*)

ASSISTANCE AUX MÈRES NÉCESSITEUSES:—Loi instituant l'—. (Voir BILLS, *No 90.*)

ASSISTANCE PUBLIQUE:—(Voir INSTITUTIONS d'—.)

ASSOCIATION DES COMMERÇANTS LICENCIÉS DE VINS:—Loi concernant l'— et de liqueurs de Montréal. (Voir BILLS, *No 132.*)

ASSOCIATION PHARMACEUTIQUE:—Loi autorisant l'— à admettre Thomas-Philippe Gagnon, à la pratique de la profession de pharmacien. (Voir BILLS, *No 126.*)

ASSURANCES:—Loi des — de Québec. (Voir BILLS, *No 82.*)

ASSURANCE-CHÔMAGE:—Loi favorisant l'—. (Voir BILLS, *No 94.*)

ASSURANCE MUTUELLE DES EVÊCHÉS:—Loi concernant l'Association d'— et des fabriques de Montréal et de Québec. (Voir BILLS, *No 138.*)

AVEUGLES:—(Voir ASSISTANCE AUX —.)

AVOCATS:—(Voir BARREAU.)

B

BAIE COMEAU:—Loi modifiant la charte de la ville —. (Voir BILLS, *No 144.*)

BARREAU:—(Voir ROY, GEORGES-ALBERT.)

BEAUDRY, VICTOR:—Loi concernant la succession de feu —. (Voir BILLS, *No 121.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BELLECHASSE, RIVIÈRE-DU-LOUP ET MONTCALM:—Loi concernant certains lots de —. (Voir *BILLS*, *No 99*.)

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE:—

1. (Voir *COMITÉS*.)

2. Conseillers nommés par le Conseil législatif pour —, 18; députés nommés par l'Assemblée, 19.

BIENS VACANTS ET SANS MAÎTRE:—Loi concernant certains —. (Voir *BILLS*, *No 76*.)

BILLS:—

B.—Loi annexant la municipalité de Fermont à la paroisse de Saint-Maurice, dans le comté de Champlain.—Bill présenté (M. Trudel) 1ère, 2e, 3e lect., 209. Sanction, 216. (3 Geo. VI, c. 10.)

No. 1.—Loi relative à la prestation des serments d'office.—Présentation et 1ère lect., (M. Duplessis), 5.

No. 2.—Loi pour porter à trente-cinq millions de dollars les sommes mises à la disposition de l'Office du crédit agricole en faveur des cultivateurs de la province de Québec.—Rés. renv. à comité pl., 22; recommandation, comité pl., rés. lue 1ère, 2e et adoptée, 28. Bill présenté (M. Dussault), 2e et 3e lect., 29. Message du C.L., 47. Sanction, 48. (3 Geo. VI, c. 29.)

No 3.—Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec.—Bill présenté (M. Duplessis), 32; 2e lect., en comité pl., rapporté, 3e lect., 64. Message du C.L., 202. Sanction, 214. (3 Geo. VI, c. 86.)

No 4.—Loi modifiant la Loi des acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.—Bill présenté (M. Duplessis), 32; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 64. Message du C.L., 180. Sanction, 214. (3 Geo. VI, c. 87.)

No 5.—Loi modifiant la Loi du département du trésor relativement à la dépense des deniers publics.—Bill présenté (M. Duplessis), 32; 2e lect., comité pl., rapporté; motion pour 3e lect. sur vote, 3e lect., 64 et 65. Message du C.L. avec amdt., 213; concours 213. Sanction, 214. (3 Geo. VI, c. 17.)

No 6.—Loi abrogeant l'article de la loi 1 Edouard VIII (2e session), chapitre 10.—Rés. renv. à comité pl., 33; recommandation, en comité pl., 1ère, 2e lect., et adoption, 63 et 64. Bill présenté (M. Fisher), 2e et 3e lect., 64. Message du C.L., 118. Sanction, 143. (3 Geo. VI, c. 12.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 7.—Loi relative à l'école d'agriculture de Nicolet.—Rés. renv. à comité pl., 33; recommandation, comité pl.; 1ère, 2e lect. et adoption, 61. Bill présenté (M. Dussault), 2e et 3e lect., 61. Message du C.L., 99. Sanction, 143. (3 Geo. VI, c. 44.)

No 8.—Loi relative à l'école d'agriculture de Ville-Marie.—Rés. renv. à comité pl., 33; recommandation, comité pl.; 1ère, 2e lect. et adoption, 62. Bill présenté (M. Dussault), 2e et 3e lect., 62. Message du C.L., 100. Sanction, sous le titre: "Loi modifiant la loi 2 George VI, chapitre 13, relative à l'école d'agriculture de Ville-Marie," 144. (3 Geo. VI, ch. 45.)

No 9.—Loi relative à l'école d'agriculture de Chicoutimi.—Rés. renv. à comité pl., 34; recommandation, en comité pl., 1ère, 2e lect. et adoption, 62 et 63. Bill présenté (M. Dussault), 2e et 3e lect., 63. Message du C.L., 100. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 42.)

No 10.—Loi relative à l'école d'agriculture dans la Gaspésie.—Rés. renv. à comité pl., 34. Recommandation, comité pl.; rés. lues et adoptées, 83. Bill présenté (M. Dussault), 2e et 3e lect., 84. Message du C.L., 100. Sanction, 144, sous le titre: "Loi relative à l'école d'agriculture de la Gaspésie". (3 Geo. VI, c. 43.)

No 11.—Loi modifiant la Loi concernant la mise en conserves du poisson et d'autres produits de la mer.—Bill présenté (M. Gagnon), 32. 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 85. Message du C.L., 118. Sanction, 144. (3 George VI, c. 55.)

No 12.—Loi modifiant la Loi de la chasse.—Bill présenté (M. Gagnon), 32; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 85. Message du C.L., 118. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 56.)

No 13.—Loi modifiant l'article 54b de la Loi des mines de Québec.—Bill présenté (M. Gagnon), 33; ordre appelle 2e lect., ordre révoqué, bill retiré, 155.

No 14.—Loi modifiant la Loi du Parc national du Mont Orford.—Rés. renv. à comité pl., 34; recommandation, comité pl.; rés. lues et adoptées, 84. Bill présenté (M. Gagnon), 2e et 3e lect., 84. Message du C.L., 100. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 57.)

No. 15.—Loi modifiant la Loi du parc de la Montagne Tremblante.—Bill présenté (M. Gagnon), 33. Rés. renv. à comité pl., 39; recomman-

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

dation, comité pl., rapporte progrès, 94; de nouveau en comité pl., rés. lues et adoptées, 95 et 96; rés. renv. à comité du bill; 2e lect. du bill, comité pl., rapporté avec amdt; amendt lu 2 fois et adopté; 3e lect., 96. Message du C.L., 180. Sanction, 214. (3 Geo. VI, c. 58.)

No 16.—Loi prolongeant le délai de consolidation des arrérages de taxes municipales et scolaires.—Bill présenté (M. Bilodeau), 33; 2e lect., comité pl., rapporté avec amdt; amdt lu 2 fois et adopté, 3e lect., 76. Message du C.L. avec amendts, 121; amdt lus 2 fois et adoptés, 125. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 99.)

No 17.—Loi modifiant la Loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province.—Bill présenté (M. Duplessis), 60; 2e lect., comité pl., rapport spécial, appel de décision du président, décision maintenue, rapporté du comité sans amdt, 3e lect., 76 et 77. Message du C.L. avec amdt, 202; concours, 204. Sanction, 214. (3 Geo. VI, c. 26.)

No 18.—Loi modifiant le Code municipal.—Bill présenté (M. Bilodeau), 51; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 76. Message du C.L., 134. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 98.)

No 19.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.—Bill présenté (M. Bilodeau), 51; 2e lect. renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 182. Message du C.L., 294. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 63.)

No 20.—Loi instituant un service général d'achats pour le gouvernement.—Bill présenté (M. Duplessis), 82. Rés. renv. à comité pl., 82; recommandation, comité pl., rés. lues 2 fois et adoptées; renv. à comité chargé du bill, 97. 2e lect., du bill sur div., comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 97. Message du C.L. avec amdt, 213; concours, 213. Sanction, 214. (3 Geo. VI, c. 14.)

No 21.—Loi pour remplir les obligations inexécutées de l'ancien gouvernement envers les Révérends Pères de Sainte-Croix.—Rés. renv. à comité pl., 61; recommandation, en comité pl., 1ère, 2e lect. et adoption. Bill présenté (M. Duplessis), 2e et 3e lect., 73, 74, 75. Message du C.L. avec amdt., 295 avec titre: "Loi pour remplir les obligations inexécutées envers les Révérends Pères de Sainte-Croix." Concours, 297. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 76.)

No 22.—Loi modifiant la Loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété.—Bill présenté (M. Bilodeau), 59; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 224. Message du C.L. avec amdt., 302; Concours, 308. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 94.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

No 23.—Loi modifiant les lois du département des travaux publics et du département du travail relativement à la sécurité dans les édifices publics.—Bill présenté (M. Duplessis), 60; ordre de 2e lect. appelé, ordre révoqué, bill retiré, 117.

No 24.—Loi relative aux institutions d'assistance publique.—Bill présenté (M. Paquette), 60; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 85. Message du C.L., 180. Sanction, 214. (3 Geo. VI, c. 82.)

No 25.—Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques.—Bill présenté (M. Duplessis), 82; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 103. Message du C.L., 180. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 22.)

No 26.—Loi relative à l'administration des secours de chômage.—Bill présenté (M. Duplessis), 82. Rés. renv. à comité pl., 83; recommandation, comité pl.; rés. lues 2 fois et adoptées; renv. à comité pl. chargé du bill, 105, 106. 2e lect. du bill; renv. à comité pl. pro. séance, 106. Comité pl., progrès, 108; de nouveau en comité pl., progrès, 116; de nouveau en comité pl., rapporté, 3e lect., 117. Message du C.L. avec amendt, dont un au titre: "Loi instituant un Bureau de reconstruction économique", 202; concours, 204. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 3.)

No 27.—Loi autorisant une enquête sur les affaires de The Title Guarantee and Trust Corporation of Canada.—Bill présenté (M. Duplessis), 82. Rés. renv. à comité pl., 83; recommandation, comité pl.; rés. lue deux fois et adoptée, 101; rés. renv. à comité chargé du bill, 101; 2e lect. du bill sur vote, comité pl., rapporté, 3e lect., 101 à 103. Message du C.L., 214. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 137.)

No 28.—Loi pour venir en aide à l'Université de Montréal.—Bill présenté (M. Paquette), 254. Rés. renv. à comité pl., 255; recommandation, en comité pl., rapporté, concours, Renv. au comité chargé du bill; 2eme lect., du bill, renv. en comité pl., pour pro. séance, 367; en comité pl., rapporté, 3e lect., 270. Message du C.L., 295. Sanction, 367. (3 Geo. VI, ch. 69.)

No 29.—Loi modifiant la Loi des mines de Québec.—Bill présenté (M. Gagnon), 150; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, 3e lect., 212. Message du C.L. avec amdt, 296; concours, 297. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 51.)

No 30.—Loi modifiant la Loi des accidents du travail, 1931.—Bill présenté (M. Tremblay), 99; 2e lect. sur division, comité pl., rapporté, ordre

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

de 3e lect. pro. séance, 118; l'ordre de 3e lect. est appelé, motion pour 3e lect.; débat; au cours du débat M. Paquette dépose réponse à une adresse en date du 9 mars 1939, *re* ordre en conseil relatif à démission des commissaires "Accidents du travail": M.M. Robert Taschereau, Simon Lapointe et O. E. Sharpe, (No 19); vote sur motion, adoptée, 3e lect.; 135, 136. Message du C.L., 214. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 90.)

No 31.—Loi modifiant la Loi du service civil.—Rés. renv. à comité pl., 100; recommandation, comité pl., rés. lues 2 fois et adoptées, 137. Bill présenté (M. Duplessis), 1ère, 2e et 3e lect., 137. Message du C.L., 202. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 13.)

No 32.—Loi modifiant la Loi de l'assistance aux aveugles relativement à l'enregistrement de l'avis de pension.—Bill présenté (M. Tremblay), 107; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 155. Message du C.L., 202. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 83.)

No 33.—Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1939 et le 30 juin 1940, et pour d'autres fins du service public.—Rés. renv. à comité pl., recommandation, en comité, rapporté, concours; Bill présenté (M. Fisher), 1ère, 2e et 3e lect., 331. Message du C.L., 357. Sanction, 371. (3 Geo. VI, c. 1.)

No 34.—Loi modifiant la Loi pourvoyant à la refonte des lois de la province.—Rés. renv. à comité pl., recommandation, comité pl.; résolution lue 2 fois et adoptée, 107. Bill présenté (M. Duplessis), 2e et 3e lect., 108. Message du C.L., 180. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 6.)

No 35.—Loi modifiant la Loi relative aux rues publiques.—Bill présenté (M. Bilodeau), 107; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 183. Message du C.L., 214. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 66.)

No 36.—Loi modifiant la Loi relative au bureau de censure du cinéma.—Rés. renv. à comité pl., 120; recommandation, comité pl., rés. lues 1ère et 2e fois, motion d'adoption sur division, adoptées, 138. Bill présenté (M. Duplessis), 1ère lect., 2e lect. sur vote; 3e lect., 139. Message du C.L., 202. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 79.)

No 37.—Loi modifiant la Loi des conventions collectives de travail.—Bill présenté (M. Tremblay), 107; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 155. Message du C.L., 202. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 61.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 38.—Loi modifiant la Loi de l'expropriation. Bill présenté (M. Duplessis), 107; motion pour 2e lect.; objection de M. Drouin que motions des députés ont priorité sur mesures du gouvernement, le mercredi; l'Orateur décide qu'il est d'usage que le premier ministre appelle les affaires dans l'ordre qui lui convient; appel, vote, décision maintenue; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 198 à 200. Message du C.L., 269. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 89.)

No 39.—Loi relative aux ventes à tempérament.—Bill présenté (M. Bilodeau), 114. Rés. renv. à comité pl., 115; recommandation, comité pl.; rés. lue 2 fois et adoptée, 146. Deuxième lect. du bill, comité pl., rapporté, 3e lect., 146. Message du C.L., 202. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 92.)

No 40.—Loi relative à l'arbitrage des différends entre certaines institutions de charité et leurs employés.—Bill présenté (M. Paquette), 119; 2e lect., sur div., rapporté avec amdts; amdts lus 2 fois et adoptés, 3e lect. sur division, 155, 156. Message du C.L., 202. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 60.)

No 41.—Loi concernant les dépenses faites par le gouvernement pour des travaux de chômage.—Bill présenté (M. Fisher), 119. Rés. renv. à comité pl., 120; recommandation, comité pl.; rés. lues 2 fois sur div. et adoptées sur div., 147; renv. à comité chargé du bill, 147. Deuxième lect. du bill, comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 147. Message du C.L., 202. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 4.)

No 42.—Loi modifiant la Loi des salaires raisonnables.—Bill présenté (M. Tremblay), 150; 2e lect., renv. à comité pl., 183; en comité, progrès, 213; de nouveau en comité pl., progrès, 214; de nouveau en comité pl., amendé, rapporté, concours; 3e lect. du bill sur division, 216. Message du C.L., 277. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 62.)

No 43.—Loi modifiant la Loi de l'aide à la jeunesse en doublant l'octroi d'un million de dollars.—Rés. renv. à comité pl., en comité, rapporté, concours; Bill présenté (M. Bilodeau); 2e et 3e lect., 179 à 180. Message du C.L., 214. Sanction, 215. (3 Geo. V, c. 5.)

No 44.—Loi modifiant les lois relatives à la Régie provinciale de l'électricité et au Syndicat National de l'électricité.—Bill présenté (M. Bourque), 220; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté; 3e lect., 227. Message du C.L., 277. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 23.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 45.—Loi pour encourager la fabrication dans la province, du soufre, de l'acier et autres sous-produits du minerai de fer.—Rés. renv. à comité pl., 154; recommandation, en comité pl., rapporté, concours; Bill présenté (M. Gagnon), 2e, et 3e lect., 191, 192. Message du C.L., 269. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 52.)

No 46.—Loi favorisant l'expansion de la colonisation.—Rés. renv. à comité pl., 154; en comité pl., rapporté, concours; Bill présenté (M. Auger), 2e et 3e lect., 210. Message du C.L., 295. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 47.)

No 47.—Loi assurant l'expansion de la colonisation dans le Témiscamingue.—Bill présenté (M. Auger), 150. Rés. renv. à comité pl., 154; en comité pl., rapporté, concours, renv. au comité chargé du bill, 211. Deuxième lect. du bill, renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect. du bill, 212. Message du C.L., 277. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 48.)

No 48.—Loi autorisant le drainage de la savanne de Saint-Charles.—Rés. renv. à comité pl., 155; en comité, rapporté, concours; Bill présenté (M. Auger), 192; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, amendé, concours aux amdts; 3e lect. du bill, 200. Message du C.L., 278. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 50.)

No 49.—Loi protégeant le domaine public de la colonisation.—Bill présenté (M. Auger), 150; 2e lect., renv. à comité pl., ce jour, 212; en comité, rapporté, 3e lect., 224. Message du C.L., 278. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 46.)

No 50.—Loi modifiant la loi 1 George VI, chapitre 104, relative au règlement de la question des tramways de Montréal.—Bill présenté (M. Duplessis), 169; 2e lect., sur div., renv. à comité pl., en comité, amdt, concours; 3e lect. du bill, 200. Message du C.L., 278. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 105.)

No 51.—Loi relative à l'enseignement agricole de jeunes orphelins.—Rés. renv. à comité pl., 187; en comité, rapporté, concours; Bill présenté (M. Dussault), 2e et 3e lect., 223. Message du C.L., 278. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 35.)

No 52.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.—Bill présenté (M. Paquette), 221; 2e lect. renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 228. Message du C.L., avec amdts, 302; concours, 308. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 68.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 53.—Loi modifiant le Loi concernant les électriciens et les installations électriques —Bill présenté (M. Tremblay), 208; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 226. Message du C.L., 278. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 80.)

No 55.—Loi modifiant le Code de procédure civile.—Bill présenté (M. Duplessis), 208; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 225. Message du C.L. avec amds, 303; concours, 308. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 96.)

No 56.—Loi modifiant le Code civil.—Bill présenté (M. Duplessis), 207; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 242. Message du C.L. avec amds, 304; concours, 308. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 95.)

No 57.—Loi modifiant la Loi des sociétés coopératives agricoles.—Bill présenté (M. Dussault), 221; 2e lect. sur div., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 227. Message du C.L., 278. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 40.)

No 58.—Loi modifiant la Loi du département du trésor, relativement aux dépôts judiciaires et autres.—Bill présenté (M. Duplessis), 208; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 225. Message du C.L., 278. Sanction, 367. (3 Geo. VI, c. 18.)

No 59.—Loi modifiant la Loi des cercles agricoles.—Bill présenté (M. Dussault), 208; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, progrès, 225. Bill retiré, 278.

No 60.—Loi modifiant la Loi des sociétés d'agriculture.—Bill présenté (M. Dussault), 208; 2e lect. sur div., renv. à comité pl., 290; étudié en comité pl. avec consentement unanime, amendé, concours, 3e lect., 293. Message du C.L. avec amds, 359; concours, 365. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 38.)

No 62.—Loi modifiant la Loi concernant le conseil d'agriculture.—Bill présenté (M. Dussault), 272; 2e lect., renv. à comité pl., 279; en comité, rapporté, 3e lect., 334. Message du C.L., 358. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 37.)

No 63.—Loi modifiant la Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.—Bill présenté (M. Duplessis), 221; 2e lect. renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 242. Message de C.L., 282. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 27.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 64.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec.—Bill présenté (M. Duplessis), 221; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, ordre de 3e lect. pour pro. séance, 255; motion de 3e lect., amdt proposé, rejeté (sur vote); 3e lect. sur vote, 263. Message du C.L. avec amdt, 354; concours, 356. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 11.)

No 65.—Loi pour aider les sociétés coopératives agricoles.—Bill présenté (M. Duplessis), 221. Rés. renv. à comité pl., 223; en comité, rapporté, concours, renv. à comité chargé du bill, 332. Deuxième lect. du bill, renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 333. Message du C.L., 358. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 39.)

No 66.—Loi favorisant l'organisation de fédérations de coopératives de pêche.—Bill présenté (M. Gagnon), 221; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 242. Message du C.L., 282. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 54.)

No 67.—Loi favorisant le progrès de la colonisation et de l'agriculture et la conservation du domaine forestier.—Rés. renv. à comité pl., 223; en comité, rapporté, concours; Bill présenté (M. Duplessis), 2e et 3e lect., 231. Message du C.L., 278. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 49.)

No 68.—Loi modifiant la loi relative au prêt agricole canadien.—Bill présenté (M. Dussault), 222; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 249. Message du C.L., 282. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 32.)

No 69.—Loi autorisant le gouvernement à payer les certificats de registrateurs émis pour les prêts agricoles provinciaux.—Rés. renv. à comité pl., 223; en comité; objection soulevée par M. Duplessis, décision du président du comité; appel, décision maintenue par vote; le comité continue de siéger; point ordre soulevé, rejeté par président, cette décision est maintenue par la Chambre (vote); le comité continue; résolutions rapportées, concours; Bill présenté (M. Dussault), 2e et 3e lect., 232 à 235. Message du C.L., 278. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 31.)

No 70.—Loi relative à l'enregistrement des hypothèques consenties à l'Office du prêt agricole du Québec.—Bill présenté (M. Duplessis), 222; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 255. Message du C.L., 282. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 30.)

No 71.—Loi sauvegardant les intérêts de la province relativement à la coopérative fédérée de Québec.—Bill présenté (M. Dussault), sous le

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

titre: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation La Société Coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec"; 2e lect., sur div., renv. à comité pl., en comité, amendé, rapporté, concours, sur div.; 3e lect. du bill sur div. (vote), 351. Message du C.L., 358. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 41.)

No 72.—Loi relative à la Cour des jeunes délinquants de Montréal.—Bill présenté (M. Duplessis), 222. Rés. renv. à comité pl., 223; en comité, concours, 2e lect. du bill et 3e lect., 236. Message du C.L., 278. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 78.)

No 73.—Loi autorisant une enquête relativement à l'arrestation d'Albert Nogaret et aux procédures et procédés dirigés contre lui.—Rés. renv. à comité pl., 235; en comité, rapporté, concours; Bill présenté (M. Duplessis), motion pour 2e lect., amdt proposé (M. Casgrain), objection, décision de l'Orateur, appel, décision maintenue (vote), 2e lect. et 3e lect., 246 à 249. Message du C.L., 295. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 91.)

No 74.—Loi concernant l'organisation municipale des villages miniers.—Bill présenté (M. Gagnon), 2e lect., renv. à comité pl., en comité, progrès, 241; de nouveau en comité, amendé, rapporté, concours; 3e lect., 244. Message du C.L., 282. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 64.)

No 75.—Loi modifiant la Loi de la pêche.—Bill présenté (M. Gagnon), ordre de 2e lect. pour pro. séance, 245; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 253. Message du C.L., 282. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 53.)

No 76.—Loi concernant certains biens vacants et sans maître.—Rés. renv. à comité pl., 255; en comité, rapporté, concours; Bill présenté (M. Duplessis), 2e et 3e lect., 266. Message du C.L., 282. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 28.)

No 77.—Loi modifiant la Loi de la gasoline afin de favoriser l'amélioration de la voirie provinciale.—Rés. renv. à comité pl., 255; en comité, objection, décision du président du comité, appel, décision maintenue par la Chambre (vote); rés. rapportées, lues (vote) concours sur div.; Bill présenté (M. Carignan), 2e lect. sur vote, 3e lect., sur div., 258 à 263. Message du C.L., 283. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 21.)

No 78.—Loi amendant le chapitre 51 de la Loi 2 George VI.—Bill présenté (M. Carignan), 254; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 267. Message du C.L., 283. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 59.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 79.—Loi modifiant la Loi du département du procureur général relativement à la conduite des procédures civiles pour le gouvernement.—Bill présenté (M. Duplessis), 254; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 267. Message du C.L., 295. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 15.)

No 80.—Loi concernant les corporations et compagnies.—Bill présenté (M. Fisher), 272. Rés. renv. à comité pl., 275; amdt proposé par M. Drouin n'est pas lu par l'Orateur, qui le déclare irrégulier; appel, décision maintenue par vote; motion pour aller en comité adoptée; en comité, progrès, 300 à 302; de nouveau en comité, décision du président au cours de l'étude maintenue sur vote; rapporté; 2e lect. sur vote après qu'amdt a été rejeté sur vote, concours, sur div., 312 à 322. Deuxième lect. du bill sur vote, 3e lect. sur vote, 322. Message du C.L. avec amdts, 360; étude des amdts; motion que les amdts ne soient pas adoptés, rejetée sur vote; amdts lus 1ère et 2e fois sur div., concours, sur div., 363 à 365. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 19.)

No 81.—Loi modifiant la Loi de l'hygiène de Québec.—Bill présenté (M. Paquette), 273; 2e lect., renv. à comité, en comité, amendé, rapporté, concours, 3e lect., 280. Message du C.L., 358. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 81.)

No 82.—Loi modifiant la Loi des assurances de Québec.—Bill présenté (M. Fisher), 273; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 280. Message du C.L., 358. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 88.)

No 83.—Loi relative aux districts électoraux de la province.—Bill présenté (M. Duplessis), 273; 2e lect., sur vote; renv. à comité pl., en comité, amendé, rapporté, concours, 3e lect. sur vote, 322 à 325. Message du C.L. avec amdts, 360; concours, 365. Message du C.L. informant que le bill est adopté, 366. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 7.)

No 84.—Loi instituant le Conseil provincial des sports.—Bill présenté (M. Bilodeau), 273; 2e lect. renv. à comité pl., en comité, progrès, 294; de nouveau en comité, amendé, rapporté, concours; 3e lect. sur vote, 299. Message du C.L., avec amdts, 360; concours, 365. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 67.)

No 85.—Loi favorisant l'augmentation du domaine cultivable.—Rés. renv. à comité et étude en comité, rapporté, concours; Bill présenté (M. Dussault), 2e et 3e lect., 275. Message du C.L., 358. Sanction, 368. (3 Geo. VI, c. 34.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No. 86.—Loi assurant un contrôle efficace des compagnies de transport et de communication.—Bill présenté (M. Duplessis), 273, Rés. renv. à comité pl., 276; en comité, rapporté, rés. lues 1ère et 2e fois sur vote, concours sur même div., renv. au comité chargé du bill. Deuxième lect. du bill, sur même div.; renv. à comité pl., amendé, rapporté, concours; 3e lect. sur même div., 346 à 349. Message du C.L. avec amdts, 363; concours, 366. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 16.)

No 87.—Loi modifiant la Loi instituant en corporation l'Ecole de polytechnique.—Bill présenté (M. Paquette), 274; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 280. Message du C.L. 358. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 71.)

No 88.—Loi pour aider la vente des produits agricoles.—Bill présenté (M. Dussault), 274 —Rés. renv. à comité pl., 276; en comité, rapporté, concours; renv. à comité chargé du bill. Deuxième lect. du bill; renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 284 à 285. Message du C.L., 358. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 33.)

No 89.—Loi continuant l'encouragement accordé par le gouvernement actuel à l'enseignement agricole.—Rés. renv. à comité pl., 277; en comité pl., rapporté, concours; Bill présenté (M. Dussault), 2e et 3e lect., 283 à 284. Message du C.L., 358. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 36.)

No 90.—Loi modifiant la Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses.—Bill présenté (M. Tremblay), 274; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 280. Message du C.L., 358. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 84.)

No 91.—Loi pour assurer la conservation des ressources naturelles de la province.—Bill présenté (M. Duplessis), 274; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., (vote), 281. Message du C.L., 359. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 25.)

No 92.—Loi augmentant les pouvoirs des corporations municipales en matière de construction de logements salubres.—Bill présenté (M. Bilodeau), 274; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 333. Message du C.L., 358. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 101.)

No 93.—Loi pour venir en aide aux universités Laval, McGill et Bishop's College.—Rés. renv. à comité pl., 277; en comité, rapporté, concours; Bill présenté (M. Paquette), 2e et 3e lect., 290 à 292. Message du C.L., 358. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 70.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 94.—Loi favorisant l'assurance-chômage.—Rés. renv. à comité pl., progrès, 277; de nouveau en comité, rapporté, concours; Bill présenté (M. Duplessis), 2e et 3e lect., 279. Message du C.L., 359. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 2.)

No 95.—Loi modifiant la Loi pour protéger l'épargne populaire et empêcher la surcapitalisation.—Bill présenté (M. Duplessis), 274; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect. sur vote, 285. Message du C.L., 359. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 24.)

No 96.—Loi relative aux municipalités scolaires catholiques et protestantes de la ville de Val d'Or.—Bill présenté (M. Bilodeau), 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 326. Message du C.L., 358. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 77.)

No 97.—Loi relative aux élections municipales fixées pour le 15 mai 1939.—Bill présenté (M. Bilodeau), ordre de 2e lect., pour présente séance, 326; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 353. Message du C.L., 359. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 100.)

No 98.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.—Bill présenté (M. Fisher), 2e lect. sur div., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect. sur vote, 334 à 336. Message du C.L., 358. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 20.)

No 99.—Loi concernant certains lots des comtés de Bellechasse, de Rivière-du-Loup et de Montcalm.—Bill présenté (M. Bilodeau), 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 354. Message du C.L., 359. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 8.)

No 100.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 73. Bill présenté (M. Thibeault), 73; 2e lect., sur consentement unanime et renv. à comité b. privés, 80; rapporté avec amdts, 3e lect., 81. Message du C.L. avec amdts, 95; amdts lus 2 fois et adoptés, 95. Sanction, 95. (3 Geo. VI, c. 103.)

No 101.—Loi ratifiant certains contrats passés respectivement entre la cité du Cap de la Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap de la Madeleine, dans le comté de Champlain, et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited.—Pétition, 13; rapport, 24; Bill présenté (M. Rousseau), 26; 2e lect., renv. à comité b. publics, 35. rapporté, avec amdt, 59; comité pl., rapporté, motion pour 3e lect. avec titre amendé comme suit: "Loi ratifiant certains contrats passés respective-

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

ment entre la cité du Cap de la Madeleine et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité du Cap de la Madeleine, dans le comté de Champlain, et la compagnie Laurentian Silk Mills Limited, et validant la résolution du Conseil Municipal de la cité du Cap de la Madeleine en date du 6 février 1939 relativement à un emprunt de cinquante mille quatre cents dollars," 3e lect. sur div., 80. Message du C.L. avec amdts, 122; amdts lus 2 fois et adoptés, 125. Sanction 144. (3 Geo. VI, c. 103.)

No 102.—Loi ratifiant certaines résolutions de la cité du Cap de la Madeleine et des commissaires d'écoles de la municipalité du Cap de la Madeleine, dans le comté de Champlain, et certains contrats passés entre la dite cité et lesdits commissaires d'écoles respectivement, et l'International Foils Limited.—Pétition, 13; rapport, 24. Bill présenté (M. Rousseau), 26; 2e lect., renv. à comité b. publics, 35; rapporté avec amdt., 59; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 79. Message du C.L., avec amdts, 122; amdts lus 2 fois et adoptés, 125. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 113.)

No 103.—Loi modifiant la charte de la ville de Farnham.—Pétition, 16; rapport, 42. Bill présenté (M. Pouliot, Missisquoi), 43; 2e lect., renv. à comité b. privés, 48; rapporté avec amdt, 73; ordre appelle bill en comité pl., ordre révoqué, renv. de nouveau à comité b. privés, 87; rapporté avec amdts, 99; comité pl., rapporté, 3e lect. sur division, 109. Message du C.L. avec amdts, 142; amdts, lus 1ère et 2e fois et adoptés, 143. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 117.)

No 104.—Loi changeant le nom de Paul Herbert Silver et *al* en celui de Rowe.—Pétition, 13; rapport, 23. Bill présenté (M. Bulloch), 26; 2e lect., renv. à comité b. privés, 35; rapporté préambule non prouvé, 54; ordre pour renv. de nouveau, à comité b. privés, 90; rapporté préambule non prouvé, 92; ordre renv. de nouveau à comité b. privés, 109; rapporté, 114; comité pl., rapporté, 3e lect. sur division, 134. Message du C.L. avec amdt, 203; concours, 204. Sanction, 215. (3 Geo. V, c. 162.)

No 105.—Loi modifiant la charte de la cité de Lachine.—Susp. règl., pétition présentée, 15; lue et reçue, 23; rapport, 42. Bill présenté (M. Béique), 43; 2e lect., renv. à comité b. privés, 49; rapporté avec amdts, 140; comité pl., rapporté, 3e lect., 159. Message du C.L., 202. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 109.)

No 106.—Loi concernant l'adoption de Marie-Gabrielle-Jeannette Lafontaine.—Pétition, 14; rapport, 26. Bill présenté (M. Larochelle), 25; 2e lect. renv. à comité bills privés, 34; rapporté, 53; comité pl., rapporté, 3e lect., 72. Message du C.L., 134. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 163.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 107.—Loi ratifiant un règlement d'emprunt et un contrat passé entre la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon et la Compagnie J. & P. Limitée, et conférant certains pouvoirs à la corporation de la paroisse de Saint-Gédéon.—Pétition, 13; rapport, 23. Bill présenté (M. Duguay), 25; 2e lect., renv. à comité b. publics, 34; rapporté amdt, 50; comité pl., rapp. avec amdt; amdt 1ère, 2e lect. et adopté; 3e lect., 70. Message du C.L. avec amdts, 142; amdts lus 2 fois et adoptés, 143. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 133.)

No 108.—Loi constituant en corporation *Dominion Hebrew Sick Benefit Association*.—Pétition, 16; rapport, 30. Bill présenté (M. Fitch), 31; 2e lect., renv. à comité b. privés, 40; rapporté avec amdts, 92; comité pl., rapporté et titre modifié, comme suit: "Loi constituant en corporation *Dominion Hebrew Cemetery Association*"; 3e lect., 148. Message du C.L., 202. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 152.)

No 109.—Loi constituant en corporation l'Association des Chiropraticiens de la province de Québec.—Pétition, 13; rapport, 24. Bill présenté (M. Monette), 25; 2e lect., renv. à comité b. publics, 35; rapporté rejeté, 169. Remboursement des droits, 253.

No 110.—Loi modifiant la charte des Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe.—Pétition, 13; rapport, 24. Bill présenté (M. Monette), 25; 2e lect., renv. à comité b. privés, 35; rapporté avec amdt, 54; comité pl., rapporté; motion de 3e lect., vote, 3e lect., 78 et 79. Message du C.L., 134. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 144.)

No 111.—Loi constituant en corporation *The Saint-Nicholas Russian Orthodox Church*, de Montréal.—Pétition, 16; rapport, 30. Bill présenté (M. Fitch), 31; 2e lect., renv. à comité b. privés, 39; rapporté et recommande d'accéder à demande de retirer bill; rapport adopté par la Chambre, 121. Remboursement honoraires ordinaires, 156.

No 112.—Loi concernant la Compagnie Equitable d'assurance contre le feu (capital mutuel).—Pétition, 16; rapport, 29. Bill présenté (M. Barrette (Terrebonne), 30; 2e lect., renv. à comité b. publics, 39; rapporté avec amdts, 149; en comité pl., rapporté, 3e lect., 193. Message du C.L., 278. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 138.)

No 113.—Loi constituant en corporation *The Apostolic Church of the British Isles in Quebec* comme corporation ecclésiastique dans la province de

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

Québec.—Pétition, 15; rapport, 29. Bill présenté (M. Bulloch), 31; 2e lect., renv. à comité b. privés, 39; rapporté, 207; en comité pl., rapporté, 3e lect., 251. Message du C.L., 283. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 151.)

No 114.—Loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de la Pointe-au-Pic, dans le comté de Charlevoix-est.—Pétition, 13; rapport, 24. Bill présenté (M. Leclerc), 25; 2e lect., renv. à comité b. publics, 34; rapporté avec amdt, 59. Message du C.L., avec amdts, 123; amdts lus 2 fois et adoptés, 125. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 134.)

No 116.—Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Georges-Albert Roy à la pratique de la profession d'avocat.—Pétition, 14; rapport, 24. Bill présenté (M. Boyer), 27; 2e lect., renv. à comité b., privés, 36; rapporté, 110; comité pl., rapporté, 3e lect., 117. Message du C.L., 180. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 158.)

No 117.—Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.—Pétition, 16; rapport, 42. Bill présenté (M. Trudel), 43; 2e lect., renv. à comité b. privés, 48; rapporté: certaines clauses suspendues; pour être étudié par la Chambre, 207; en comité pl., amendé, rapporté; amdts lus 2 fois (vote); concours; 3e lect., 309 à 311. Message du C.L. avec amdt, 362; concours, 366. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 107.)

No 118.—Loi modifiant la charte de la ville Plage Laval.—Pétition, 16; rapport, 30. Bill présenté (M. Boyer), 31; 2e lect., renv. à comité b. privés, 40; rapporté: préambule du bill amendé, 101; en comité pl., 3e lect., 177. Message du C.L., 214. Sanction, 215. (2 Geo. VI, c. 121.)

No 119.—Loi refondant la charte de l'Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc.—Pétition, 16; rapport, 30. Bill présenté (M. Monette), 31; 2e lect., renv. à comité b. publics, 40; rapporté avec amdt, 54; comité pl., rapporté avec amdt; amdt lu 2 fois et adopté; 3e lect., 80. Message du C.L., avec amdts, 304; concours, 309. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 143.)

No 121.—Loi concernant la succession de feu Victor Beaudry.—Pétition, 16; rapport, 24. Bill présenté (M. Boyer), 26; 2e lect., renv. à comité b. publics, 36; rapporté avec amdts, 140; comité pl., rapporté, 3e lect., 159; Message du C.L., 202. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 153.)

No 122.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 50; rapport, 110.

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite*.

Bill présenté (M. Boyer), 111; 2e lect., renv. à comité b. publics, 117; rapporté, 169; en comité pl., rapporté, concours, 3e lect., 252. Message du C.L., 336. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 72.)

No 123.—Loi ratifiant et confirmant un acte de conventions passé entre la corporation municipale de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, d'une part, et la Compagnie de pulpe de Jonquière, d'autre part, et *Price Brothers Company Limited* et la Commission municipale de Québec, intervenants, et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Jonquière, dans le comté de Chicoutimi, approuvant et ratifiant ledit acte de conventions.—Pétition, 14; rapport, 24. Bill présenté (M. Talbot), 26; 2e lect., renv. à comité b. publics, 35; rapporté avec amdt, 50; comité pl., rapporté avec amdt; 1ère, 2e lect. et adoption de l'amdt; motion de 3e lect. sur vote, 3e lect., 70 à 72. Message du C.L. avec amdts, 123; amdts lus 2 fois et adoptés, 125. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 126.)

No 124.—Loi modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal.—Pétition, 16; rapport, 30. Bill présenté (M. Raynault), 30; 2e lect., renv. à comité b. privés, 39; rapporté, 50; comité pl. rapporté, 3e lect., 72. Message du C.L., 134. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 142.)

No 125.—Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.—Pétition, 16; rapport, 42. Bill présenté (M. Sauvé, Beauharnois), 43; 2e lect., renv. à comité b. privés, 48; rapporté avec amdts, 92; comité pl., rapporté, 3e lect., 104. Message du C.L. avec amdts, 142; amdts lus 2 fois et adoptés, 143. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 110.)

No 126.—Loi autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec, à admettre Thomas-Philippe Gagnon, à la pratique de la profession de pharmacien.—Susp. règl. que le bill puisse être présenté et la pétition puisse être examinée par comité des règl., 14; pétition, 16; rapport, 66. Bill présenté (M. Labbé), 73; 2e lect. sur consentement unanime, renv. à comité b. publics, 80; rapporté avec amdts, 110; comité pl., rapporté, 3e lect., 116. Message du C.L. avec amdts, 181; concours, 182. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 160.)

No 127.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.—Pétition, 16; rapport, 42. Bill présenté (M. Lafleur), 44; 2e lect., renv. à comité b. publics, 49; rapporté avec amdts, 92; comité pl., rapporté, 3e lect., 103. Message du C.L., 180. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 74.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

No 128.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.—Pétition, 13; rapport, 42. Bill présenté (M. Lafleur), 44; 2e lect., renv. à comité b. privés, 49; rapporté avec amdts, 92; comité pl., rapporté, 3e lect., 105. Message du C.L. avec amdts, 123; amdts lus 2 fois et adoptés, 126. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 106.)

No 129.—Loi changeant le nom de *The Protestant Infants' Home of Montreal* en celui de *Protestant Foster Home Centre*.—Pétition, 16; rapport, 30. Bill présenté (M. Bulloch), 30; 2e lect., renv. à comité b. privés, 39; rapporté, 53; comité pl., rapporté, 3e lect., 87. Remboursement droits ordinaires, 311. Message du C.L., 180. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 146.)

No 131.—Loi concernant la succession de Ovila-Stanislas Perrault.—Pétition, 14; rapport, 24. Bill présenté (M. Tellier), 25; 2e lect., renv. à comité b. publics, 34; rapporté avec amdt, 50; comité pl., rapporté, 3e lect., 70. Message de C.L., 134. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 155.)

No 132.—Loi modifiant le nom corporatif de l'Association des commerçants licenciés de vins et de liqueurs de la cité de Montréal.—Pétition, 16; rapport, 30. Bill présenté (M. Monette), 31; 2e lect., renv. à comité b. publics, 40; rapporté avec amdts, 92; comité pl., rapporté, 3e lect., 103. Message du C.L., 181. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 141.)

No 133.—Loi concernant la succession de feu Alphonse Valiquette.—Pétition, 13; rapport, 23. Bill présenté (M. Boyer), 26; 2e lect., renv. à comité b. publics, 36; rapporté, 114; comité pl., progrès, 130; de nouveau comité pl., rapporté, 3e lect., 158. Message du C.L., 202. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 156.)

No 134.—Loi concernant la succession de Jean-Baptiste-Eugène Letellier.—Pétition, 15; rapport, 42. Bill présenté (M. Boiteau), 43; 2e lect., renv. à comité b. publics, 48; rapporté, 188; en comité pl., rapporté, 3e lect., 201. Message du C.L. avec amdts, 297; 1ère lect. des amdts, motion pour rejeter amdts adoptée sur div., 297. Message du C.L. qu'il n'insiste pas sur ses amdts, 357. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 154.)

No 135.—Loi concernant l'Île Saint-Bernard et modifiant la charte de la ville de Châteauguay.—Pétition, 16; rapport, 42. Bill présenté (M. Jolicœur), 43; 2e lect., renv. à comité b. privés, 48; rapporté que les promoteurs désirent retirer le bill, 161.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 136.—Loi modifiant la charte des Pères Bénédictins de Saint-Benoît-du-Lac, et détachant leurs immeubles de la municipalité d'Austin sous le nom de Saint-Benoît-du-Lac —Pétition, 23; rapport, 42. Bill présenté (M. Robinson), 43; 2e lect., renv. à comité b. privés, 49; rapporté avec amdt., 55; en comité pl., rapporté, 3e lect., 78. Message du C.L. avec amdts, 142; amdts lus 2 fois et adoptés, 143. Sanction, 144. (3 Geo. VI, c. 149.)

No 137.—Loi modifiant la charte de la ville de Victoriaville.—Pétition, 16; rapporté, 42. Bill présenté (M. Gagné), 44; 2e lect., renv. à comité b. privés, 49; rapporté avec amdt, 73; ordre appelle bill en comité pl., ordre révoqué, renv. de nouveau à comité b. privés, 87; rapporté avec amdts, 99; comité pl., rapporté, 3e lect. sur division, 109. Message de C.L. avec amdts, 181; concours, 182. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 116.)

No 138.—Loi abrogeant la loi 3 Edouard VII, chapitre 94, (1903), répartissant l'entreprise de l'Association d'assurance mutuelle des évêchés et des maisons d'éducation et de charité dans la province de Québec, entre l'Assurance mutuelle des fabriques de Montréal et l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec, et modifiant les pouvoirs de ces deux dernières corporations.—Pétition, 14 rapport, 24. Bill présenté (M. Boiteau), 25; 2e lect., renv. à comité b. publics, 34; rapporté, 54; l'ordre appelle bill en comité p.; ordre révoqué; bill renv. de nouveau à comité b. publics, 87; rapporté, 290; en comité pl., rapporté, 3e lect., 311. Message du C.L., 359. Sanction, 369. (3 Geo. VI, c. 139.)

No 139.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue. Bill présenté (M. Bertrand, St-Sauveur), 2e lect., renv. à comité pl., 206; rapporté, 269; en comité pl., rapporté, 3e lect., 289. Message du C.L. avec amdts, 361; concours, 365. Sanction, 370 (3 Geo. VI, c. 102.)

No 140.—Loi autorisant le collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Vahan Matheossian à la pratique de l'art dentaire après avoir subi ses examens.—Pétition, 16; rapport, 30. Bill présenté (M. Fitch), 31; 2e lect., renv. à comité b. publics, 39; rapporté, 92; comité pl., rapporté, 3e lect., 103. Message du C.L., 181. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 159.)

No 141.—Loi concernant le partage de la succession de l'honorable Charles Wilson.—Pétition, 16; rapport, 51. Bill présenté (M. Bulloch), 51; 2e lect., renv. à comité b. publics, 56; rapporté, (référé à la Chambre), 197; en comité pl., amendé, rapporté, concours, 3e lect., 331. Message du

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

C.L. avec amdts, 363, concours aux amdts dont un au titre: "Loi concernant la succession de l'honorable Charles Wilson," 366. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 157.)

No 142.—Loi éteignant une hypothèque affectant un certain nombre de lots situés en la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et en la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur de Rimouski.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 15; rapport, 42; Bill présenté (M. Dubé, Rimouski), 43; 2e lect., renv. à comité b. publics, 49; rapporté, 92; comité pl., rapporté, 3e lect., 104. Message du C.L., 181. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 132.)

No 143.—Loi concernant le Séminaire Saint-Sulpice.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 37; rapport, 51. Bill présenté (M. Thi-beault), 51; 2e lect., renv. à comité b. privés, 56; rapporté avec amdts, 92; comité pl., rapporté, 3e lect., 104. Message du C.L., 202. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 147.)

No 144.—Loi modifiant la charte de la ville Baie Comeau.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 50; rapport, 55. Bill présenté (M. Leclerc), 56; 2e lect., renv. à comité b. publics, 72; rapporté, 92; comité pl., rapporté, 3e lect., 104. Message du C.L., avec amdts, 181; concours, 182. Sanction, 215. (3 Geo. VI, c. 123.)

No 145.—Loi constituant en corporation *The Standard Church of America*.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 81; rapport, 91. Bill présenté (M. Bulloch), 93; 2e lect., renv. à comité b. privés, 105; rapporté avec amdts, 121; comité pl., rapporté, 3e lect., 148. Message du C.L. avec amdts, 203; concours, 205. Sanction, 216. (3 Geo. VI, c. 150.)

No 146.—Loi constituant en corporation la ville de Malartic.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 23; rapport, 91. Bill présenté (M. Lesage), 93; 2e lect., renv. à comité b. privés, 109; rapporté, 207; en comité, pl., rapporté, 3e lect., 251. Message du C.L., 283. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 124.)

No 147.—Loi ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de la *Ontario Paper Company Limited*, dans la province de Québec, à la *Quebec North Shore Paper Company*.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 72; rapport, 91. Bill présenté (M. Leclerc), 93.; 2e lect., renv. à comité b. publics, 105; rapporté avec amdts, 110; comité pl., rapporté, 3e lect., 116. Message du C.L. avec amdts, 181; concours, 182. Sanction, 216. (3 Geo. VI, c. 140.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

No 148.—Loi ratifiant le règlement No 210 de la cité de Rivière-du-Loup et la convention proposée à ses créanciers.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 81. Susp. règl., Bill présenté (M. Casgrain), 134; 2e lect., renv. à comité b. publics, 148; rapporté, 169; en comité pl., 3e lect., 187. Message du C.L. avec amdts, 212; concours, 212. Remboursement des droits ordinaires, 326. Sanction, 216. (3 Geo. VI, c. 114.)

No 150.—Loi modifiant la charte de *The Temiscamingue and Abitibi Railway Company*.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 81; rapport, 91. Bill présenté (M. Larivière), 93; 2e lect., renv. à comité ch. de fer, 105; rapporté, 150; comité pl., rapporté avec amdt; amdt lu 2 fois et adopté; 3e lect. du bill, 159. Message du C.L. avec amdts, 203; concours, 205. Sanction, 216. (3 Geo. VI, c. 135.)

No 151.—Loi concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.—Susp. du règl., pétition présentée, lue et reçue, 99; rapport, 110. Bill présenté (M. Bulloch), 111; 2e lect., renv. à comité b. publics, 117; rapporté, 161; en comité pl., rapporté, 3e lect., 177. Remboursement des droits, 252. Message du C.L. avec amdts, 355; concours, 356. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 73.)

No 152.—Loi relative à *The Empire Trust Company*.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 91; rapport, 110. Bill présenté (M. Barrette, Terrebonne), 111; 2e lect., renv. à comité b. publics, 117; rapporté avec amdts, 149; en comité pl., rapporté, 3e lect., 165. Message du C.L., 214. Sanction, 216. (3 Geo. VI, c. 136.)

No 153.—Loi ratifiant un arrangement entre la cité de Lévis et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 106; rapport, 110. Bill présenté (M. Laroche), 111; 2e lect., renv. à comité b. privés, 117; rapporté avec amdts, 121; comité pl., rapporté, 3e lect., 148. Message du C.L. avec amdts, dont un dans le titre: "Loi accordant certains pouvoirs à la cité de Lévis," 204; concours, 205. Sanction, 216. (3 Geo. VI, c. 115.)

No 154.—Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean.—Susp. règl. Bill présenté (M. Duguay), 119; 2e lect., renv. à comité b. publics, 134; rapporté avec amdts, 149; en comité pl., rapporté, 3e lect., 165. Remboursement des droits, 253. Message du C.L., 214. Sanction, 216. (3 Geo. VI, c. 130.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 155.—Loi modifiant la charte de la ville de Rouyn.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 113; susp. règl., Bill présenté (M. Larivière), 184; 2e lect., renv. à comité, 193; rapporté, 241; en comité pl., progrès, 271; de nouveau en comité pl., amendé, rapporté, concours, 3e lect., 309. Message du C.L., 359. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 122.)

No 156.—Loi ratifiant une résolution de la ville de Saint-Laurent.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue, 119. Susp. règl., rapport du comité règl. adopté, 149. Susp. règl. Bill présenté (M. Monette), 149; 2e lect., renv. à comité, 165; rapporté, 188; en comité pl., rapporté, 3e lect., sur division, 201. Message du C.L. avec amdts, 295; concours, 297. Remboursement des droits ordinaires, 311. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 125.)

No 157.—Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville.—Susp. règl., pétition présentée, lue et reçue; Bill présenté (M. Marier), 140; 2e lect., renv. à comité b. privés, 159; rapporté, 188; en comité pl., rapporté, 3e lect., 201. Message du C.L., 278. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 111.)

No 158.—Loi modifiant la charte de la ville de East-Angus.—Susp. règl.; pétition lue et reçue, 162. Bill présenté (M. Sherman), 162; 2e lect. sur division, renv. à comité, 177; rapporté, 197; en comité pl., amendé, concours; 3e lect., 271. Message du C.L., 336. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 118.)

No 159.—Loi autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, à admettre Paul Fontaine et James-S. Fontaine au nombre de ses membres après examen.—Susp. règl., Bill présenté, (M. Ducharme), 149, 150; 2e lect., renv. à comité, 165; rapporté, 197; en comité pl., amendé, rapporté avec amendements dont un dans le titre: "Loi autorisant l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, à admettre James-S. Fontaine au nombre de ses membres après examen," concours; 3e lect., 332. Message du C.L., 370. (3 Geo. VI, c. 161.)

No 160.—Loi concernant la ville d'Iberville.—Susp. règl., Bill présenté (M. Lamoureux), 1ère lect. sur div., 272; 2e lect. sur div., renv. à comité pl., en comité p., amendé, rapporté, concours, 294. Ordre de 3e lect. pour pro. séance, 294; 3e lect. sur division, 309. Message du C.L., 359. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 119.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 161.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.—Susp. règl., Pétition présentée, lue et reçue. Bill présenté (M. Thibeault), 2e lect., renv. à comité, 206; rapporté, 245; en comité pl., rapporté, 3e lect., 257. Message du C.L. avec amdts, 304; concours, 309. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 104.)

No 162.—Loi modifiant la constitution de “La Communauté des Religieuses Ursulines des Trois-Rivières”.—Susp. règl. Bill présenté (M. Trudel), 198; 2e lect., renv. à comité, 252; rapporté, 290; en comité pl., rapporté, 3e lect., 311. Message du C.L., 359. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 148.)

No 163.—Loi relative à la municipalité de Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval.—Susp. règl., Bill présenté (M. Thibeault), 219 à 220; 2e lect., renv. à comité, 252; rapporté bill retiré, 290. Remboursement droits ordinaires, 332.

No 164.—Loi modifiant la charte de la ville de Courville dans le comté de Québec.—Susp. règl., Bill présenté (M. Jolicœur), 220; 2e lect., renv. à comité, 252; rapporté référé à la Chambre, 269; en comité pl., amendé, rapporté, amdts lus 2 fois sur div., concours sur div.; 3e lect. du bill sur division, 332. Message du C.L., 359. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 120.)

No 165.—Loi validant certains règlements passés par le conseil de la cité de Sherbrooke.—Susp. règl., Bill présenté (M. Gérin), 254; 2e lect., renv. à comité, 271; rapporté, 272; en comité pl., rapporté, 3e lect., 311. Message du C.L., 359. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 108.)

No 166.—Loi changeant le nom de Le Refuge Dom Bosco en celui de l'Institut “Saint-Jean Bosco”.—Susp. règl., Bill présenté (M. Jolicœur), 265; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 271. Message du C.L., 336. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 145.)

No 175.—Loi modifiant la loi des architectes.—Motion de 1e lect.; objection qu'avant adoption de l'Adresse, il ne doit être procédé à aucune affaire; l'Orateur déclare motion irrégulière, l'urgence n'ayant pas été invoquée, 18. Bill présenté (M. Tellier), 32; 2e lect. sur div., renv. à comité b. publics, 85; rapporté, retiré, 110.

No 176.—Loi concernant les syndics de la paroisse de Saint-David d'Estcourt.—Bill présenté (M. Dubé (Témiscouata), 107; 2e lect., renv. à comité b. publics, 117; rapporté, 207; en comité pl., rapporté, 3e lect., 243. Message du C.L., 283. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 131.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

BILLS:—*Suite.*

No 178.—Loi modifiant la Loi des constituts ou du régime de tenure dans certains districts électoraux.—Bill présenté (M. Tellier), 150; 2e lect., renv. à comité pl., 183. Le comité se lève, l'Orateur reprend le fauteuil, 243.

No 179.—Loi érigeant la paroisse de Sainte-Clothilde, dans le district électoral de Beauce.—Bill présenté (M. Perron), 208; 2e lect., renv. à comité pl., 243; en comité, amendé, rapporté, concours, 3e lect., 249. Message du C.L., 283. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 129.)

No 180.—Loi concernant la municipalité du canton Armand, dans le district électoral de Témiscouata.—Bill présenté (M. Dubé, Témiscouata), 150; 2e lect., renv. à comité pl., 183; en comité, rapporté, 3e lect., 243. Message du C.L., 283. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 127.)

No 181.—Loi modifiant le Code civil et le Code de procédure civile' relativement aux droits civils de la femme.—Bill présenté (M. Chaloult), 169; 2e lect. sur div., renv. à comité pl., le comité se lève, l'Orateur prend le fauteuil, 258.

No 182.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes.—Bill présenté (M. Lafleur), renv. immédiatement à comité des b. publics, 169; rapporté rejeté sur division, 207.

No. 183.—Loi favorisant la reconstruction du collège de Stanstead.—Bill présenté (M. Robinson), 2e lect., renv. à comité pl. présente séance, 209; en comité, rapporté, 3e lect., 209. Message avec amdts, 308; concours, 309. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 75.)

No 184.—Loi modifiant le Code de procédure civile relativement à l'insaisissabilité de certains traitements, salaires et gages.—Bill présenté (M. Bertrand, St-Sauveur), 209; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, amendé, rapporté, concours, 3e lect., 243. Message du C.L., 283. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 97.)

No 185.—Loi relative à la corporation de la paroisse de Saint-Nicolas-Sud.—Bill présenté (M. Larochelle), 220; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 244. Message du C.L., 283. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 128.)

No 186.—Loi modifiant la Loi concernant la libération de certains débiteurs.—Bill présenté (M. Tellier), 222; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, rapporté, 3e lect., 244. Message du C.L., 283. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 93.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 187.—Loi concernant le district judiciaire de Gaspé.—Bill présenté (M. Jolicœur), 241; 2e lect., renv. à comité pl., en comité, amendé, rapporté, concours; 3e lect., 334. Message du C.L., 359. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 9.)

No 188.—Loi modifiant la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales.—Bill présenté (M. Barré), 254; 2e lect., sur div., renv. à comité pl., en comité, rapporté; 3e lect., 270. Message du C.L. avec amds, 355; concours, 356. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 65.)

No 190.—Loi modifiant la Loi de l'adoption.—Bill présenté (M. Barré), 290; 2e lect. sur div., renv. à comité pl., en comité, rapporté; 3e lect., 325. Message du C.L., 359. Sanction, 370. (3 Geo. VI, c. 85.)

BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—

Présentation d'un bill *pro forma*, avant la prise en considération du discours du trône, 5.

Présentation d'un bill, 32.

Rés. renv. à comité pl., 33.

Recommandation, rés. en comité pl., concours, 62.

Recommandation, rés. en comité pl., progrès, 94.

Rés. de nouveau en comité pl., concours, 95.

Rés. renvoi à comité chargé du bill, 96.

Bill présenté, 32.

Bill en 2e lect. comité pl., rapp., 3e lect., 182.

Bill en 2e lect. renv. à comité des b. privés, 34; renvoi à comité des bills publics, 34; renvoi à comité des chemins de fer, 105.

Bill rapporté du comité des b. privés; préambule non prouvé, 54, 90, 92.

Bill présenté, renv. immédiatement à comité des b. publics, 169.

Bill rapporté du comité des b. publics sur division, 207.

Bill rapporté retiré par comité des b. privés, promoteurs ayant manifesté ce désir, 121; 161.

Bill rapporté retiré par comité des b. publics, 110; 290.

Bill rapporté rejeté par comité des b. publics, 169; 207.

Bill retiré par la Chambre, l'ordre de 2e lect. ayant été révoqué, 117;

Bill retiré par la Chambre, (l'ordre de se former de nouveau en comité plénier ayant été révoqué), 278.

Bill dont le titre a été amendé au comité plénier, 148.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—*Suite.*

- Bill rejeté par le Comité plénier, attendu que le "Comité se lève", 248; 258.
Bill rapporté, référé à la Chambre, 197.
Bill renvoyé de nouveau au comité des b. privés, ordre ayant été révoqué pour que la Chambre se forme en comité pl., 87 (concernant bills, 103, 137, 138).
Deuxième lect. sur div., renv. à comité pl., le comité se lève, 258.
Bill (no 100) présenté, 2e lect., renv. à comité b. privés, 80; rapporté avec amdts, 81; 3e lect., 81.
Pétition présentée, 15.
Pétition présentée, lue et reçue, 15, 23.
Pétition lue et reçue, 23.
Motion que le bill puisse être présenté et la pétition puisse être examinée par comité des règlements, 14.
Motion que le bill soit lu 1ère fois; objection qu'avant l'adoption de l'Adresse, il ne doit être procédé à aucune affaire, 18.
Motion pour éviter pétition et présenter bill, 119.
Motion pour présenter Pétition et présenter bill, 140.
Comité des b. publics "autorisé à siéger demain, même si la Chambre ne tient pas de séance", 59.
Ordres révoqués, (bills, 138, 103, 137, 117), 87.
Message du C.L., 294; avec amdts, 202; Concours, 204.
Message du C.L., avec titre modifié, 295, concours, 297.
Message du C.L. avec amdts, 360; motion qu'amdts ne soient pas adoptés, rejetée sur vote, amdts lus 1ère et 2ème fois sur div., concours sur div., 363 à 365.
Remboursement des droits, 311, 156, 253.
Sanction, 367. (Voir SANCTIONS.)
Sanction, sous titre modifié, (bill no 8 et no 10), 144.

BILLS PRIVÉS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

BILLS PUBLICS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

BISHOP'S COLLEGE:—(Voir UNIVERSITÉS LAVAL, ETC.)

BUDGET:—(Voir SUBSIDES; MANDATS SPÉCIAUX; DOCUMENTS DE LA SESSION.)

BUREAU CENTRAL DES ECOLES PROTESTANTES DE MONTRÉAL:— Loi concernant le —. (Voir BILLS, No 151.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

C

CAP-DE-LA-MADELEINE:—

1. Loi concernant la cité du —, comté de Champlain, et la Laurentian Silk Mills Limited. (Voir *BILLS, No 101.*)
2. Loi concernant la cité du —, comté de Champlain, et l'International Foils Limited. (Voir *BILLS, No 102.*)

CENSURE DU CINÉMA:—Loi relative au bureau de censure du cinéma. (Voir *BILLS, No 36.*)

CERCLES AGRICOLES:—Loi des —. (Voir *BILLS, No 59.*)

CHASSE:—Loi de la —. (Voir *BILLS, No 12.*)

CHÂTEAUGUAY:—(Voir *ILE SAINT-BERNARD.*)

CHEMINS:—(Voir *VOIRIE.*—)

CHEMINS DE COLONISATION:—(Voir *COLONISATION.*)

CHEMINS DE FER:—(Voir *COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.*)

CHEMIN DE FER ET AUTRES MOYENS DE COMMUNICATION (Comité des):
—(Voir *COMITÉS.*)

CHICOUTIMI:—(Voir *USINE DE—; ÉCOLE D'AGRICULTURE À —.*)

CHIROPRACTIENS:—Loi concernant l'Association des — de la province de Québec.—(Voir *BILLS, No 109.*)

CHÔMAGE:—(Voir *AIDE À LA JEUNESSE; ASSURANCE—; SECOURS DE —; TRAVAUX DE —.*)

CINÉMA:—(Voir *CENSURE DU —.*)

CITÉS ET VILLES:—Loi des —. (Voir *BILLS, No 19.*)

CODE CIVIL:—

1. Loi modifiant le —. (Voir *BILLS, No 56.*)
2. Loi modifiant le — et le Code de procédure civile, relativement aux droits civils de la femme. (Voir *BILLS, No 181.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

CODE PROCÉDURE CIVILE:—

1. Loi modifiant le —. (Voir BILLS, No 55.)
2. Loi modifiant le Code civil et le —, relativement aux droits civils de la femme. (Voir BILLS, No 181.)
3. Loi modifiant le — relativement à l'insaisissabilité de certains traitements, salaires et gages. (Voir BILLS, No 184.)
4. (Voir CONDUITE DES PROCÉDURES CIVILES.)

CODE MUNICIPAL:—

1. Loi modifiant le —. (Voir BILLS, No 18.)
2. (Voir AFFAIRES MUNICIPALES.)

COLLÈGES CLASSIQUES:—(Voir RÉVÉRENDIS PÈRES DE SAINTE-CROIX.)**COLLÈGE DE STANSTEAD:—**Loi favorisant la reconstruction du —.
(Voir BILLS, No 183.)**COLLÈGE DES CHIRURGIENS-DENTISTES:—**(Voir MATHEOSSIAN, VAHAN.)**COLONISATION:—**

1. Loi favorisant l'expansion de la —.(Voir BILLS, No 46.)
2. Loi protégeant le domaine public de la —. (Voir BILLS, No 49.)
3. Loi favorisant la —, l'agriculture et le domaine forestier.
(Voir BILLS, No 67.)

COLONISATION DANS LE TÉMISCAMINGUE:—Loi assurant l'expansion de la —. (Voir BILLS, No 47.)**COLONS:—**(Voir OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE.)**COMEAU:—**(Voir BAIE —.)**COMITÉS:—**

Comités permanents, institués, 8.

Comité spécial nommé et chargé de préparer la liste des membres, des différents comités permanents, 9; noms des onze membres, 9; rapport 9; concours, 11. Noms des députés composant les divers comités permanents, 9 à 11.

*Agriculture, immigration et colonisation:—*Liste des membres, 10; 1er rapport, 17.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

COMITÉS:—*Suite.*

Bibliothèque:—Comité mixte de la—nommé par l'Assemblée, 19; par le Conseil, 18.

Bills privés en général:—Liste des membres, 10; 1er rapport, 17; 2e, 29, et délais, adopté, 29; 2e b, 50; 3e, 53; 4e, 55; 5e, 73; 6e, 81; 7e et délais, adopté, 92; 8e, 99; 9e, 110; 10e, 114; 11e, 121; 12e, 140; 13e, 161; 14e, délais, 168; 15e, 188; 16e, 197; 17e, et délais, 207; 18e, 241; 19e, et délais, 245; 20e, délais, 269; 21e, 272.

Bills publics en général:—Liste des membres, 11; 1er rapport, 17; 2e, 50; 3e, 54; résolution que le—soit autorisé à siéger demain, même si la Chambre ne tient pas de séance, 59; 4e, 59; 5e, 92; 6e, 110; 7e, 114; 8e, 140; 9e, 149; 10e, 161; 11e, 169; 12e, 188; 13e, 197; 14e, 207; 15e, 290.

Chemins de fer et autres moyens de communications:—Liste des membres, 9; 1er rapport, 17; 2e, 140.

Code municipal:—Liste des membres, 10; 1er rapport, 18.

Comptes publics:—Liste des membres, 10; 1er rapport, 17; résolution qu'instruction soit donnée au— de continuer enquête commencée en 1936, etc., 69.

Impressions législatives:—Comité mixte des— et nommé par l'Assemblée, 19; par le Conseil, 47.

Industries et commerce:—Liste des membres, 9; 1er rapport, 18.

Privilèges et élections:—Liste des membres, 9; 1er rapport, 17.

Règlements:—Liste des membres, 9, 1er rapport, 17; 2e, 23; 3e et délais, 29; 4e, 42; 5e, 50; 6e, 55; 7e, 66; 8e et délais, adopté, 91; 9e, 110; 10e, 149; 11e, délais, 168; 12e, délais, 207; 13e, délais, 245; 14e, délais, 269.

Comité de redistribution des circonscriptions électorales:—Résolution qu'un comité soit formé, et liste des membres, 108; motion de M. Chaloult que le nom de M. Drouin soit ajouté aux membres de ce—; débat, vote, motion rejetée, 156, 157.

Comité des bills publics autorisé de siéger, même si la Chambre ne siège pas, 59.

Comité rapporte que le préambule d'un b. a été amendé, 92, 161.

Comité rapporte que le préambule d'un b. n'a pas été prouvé, 54, 92.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

COMITÉS:—*Suite.*

- Comité rapporte qu'il réfère un b. à la Chambre, 197, 207, 269.
- Comité rapporte b. rejeté, 169; sur division, 201.
- Comité rapporte que b. a été retiré, 121, 161.
- Comité accorde la suspension de certaines clauses et référé à la Chambre, 207.
- Comité rapporte que le comité ne s'entend pas sur la rédaction du bill, référé à la Chambre, 269.
- Comité relève l'insuffisance d'avis, 149.
- Comité plénier amende titre de bills, 148, 332.
- Comité plénier se lève, 243, 258.
- Décisions du président du comité plénier maintenues, 76, 232, 234, 312.
- Ordre révoqué, bill renv. de nouveau à comité, 87.
- Durée des discours en comité plénier (art. 229a du Règl.); (Voir PRÉCIS DES DÉCISIONS DE L'ORATEUR.)
- Extension de délais (Voir COMITÉS, *Bills privés, des Règlements*).

COMMERÇANTS DE VINS ET LIQUEURS:—(Voir ASSOCIATION DES—.)

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, *No 122*.)

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE VERDUN:—Loi concernant la—. (Voir BILLS *No 127*.)

COMMISSION DES LIQUEURS:—(Voir LIQUEURS ALCOOLIQUES.)

COMMISSION DES SERVICES PUBLICS:—(Voir COMPAGNIES DE TRANSPORT ET DE COMMUNICATION.)

COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC:—(Voir JONQUIÈRE.)

COMMUNAUTÉ DES RELIGIEUSES URSULINES:—(Voir URSULINES DES TROIS-RIVIÈRES.)

COMMUNICATION:—(Voir COMPAGNIES DE TRANSPORT ET—.)

COMMUNISME:—(Voir MOTIONS SPÉCIALES.)

COMPAGNIES:—

1. Loi des— de Québec. (Voir BILLS, *No 3*.)
2. Loi concernant les corporations et—. (Voir BILLS, *No 80*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER TEMISCAMINGUE AND ABITIBI RY.
Co.:—(Voir TEMISCAMINGUE—.)

COMPAGNIES DE TRANSPORT ET DE COMMUNICATION:—Loi assurant un
contrôle des—. (Voir BILLS, No 86.)

COMPAGNIE EQUITABLE D'ASSURANCE:—Loi concernant la — contre
le feu (capital mutuel.) (Voir BILLS, No 112.)

COMPTES PUBLICS:—(Voir COMITÉS.)

CONDUITE DES PROCÉDURES CIVILES—

1. Loi du département du procureur général, relativement à la—
pour le gouvernement. (Voir BILLS, No 79.)
2. Voir PROCÉDURE; PROCÉDURES CIVILES POUR LE GOUV.; RÈ-
GLEMENTS.)

CONSEIL D'AGRICULTURE—Loi concernant le—. (Voir BILLS, No 62.)

CONSEIL LÉGISLATIF:—

Messages au Conseil:

Désignant les députés qui feront partie des comités mixtes de
la bibliothèque, 19; des impressions, 19.

Motion faite par l'Assemblée législative: "Que cette Chambre
refuse de concourir dans amdts du C.L. à art. 3, du
bill 80; motion rejetée, 365.

Messages du Conseil:

Désignant les conseillers qui feront partie des comités mixtes
de la bibliothèque, 18; des impressions, 47.

Adoptant des bills de l'Assemblée législative avec ou sans
amendements, 181, 212.

(Voir BILLS (*Procédures incidentes*)).

CONSEIL PROVINCIAL DES SPORTS:—Loi instituant le—. (Voir BILLS,
No 84.)

CONSOLIDATION DES TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES—

1. Loi prolongeant le délai de—. (Voir BILLS, No 16.)
2. (Voir TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES.)

CONSTITUTS OU RÉGIME DE TENURE:—Loi des— dans certains districts
électoraux. (Voir BILLS, No 178.)

CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL:—Loi des—. (Voir BILLS,
No 37.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Docu-
ments de la Session" et "Questions".

COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DE QUÉBEC:—Loi sauvegardant intérêts de la province relativement à la—. (Voir *BILLS*, *No 71.*)

CORPORATIONS ET COMPAGNIES:—Loi concernant les—. (Voir *BILLS*, *No 80.*)

CORPORATIONS ET GENS DE MAINMORTE:—Loi des acquisitions d'immeubles par les—. (Voir *BILLS*, *No 4.*)

CORPORATIONS MUNICIPALES:—(Voir *LOGEMENTS SALUBRES.*)

CORRUPTION:—(Voir *FRAUDE ET—.*)

COUR DES JEUNES DÉLINQUANTS:—(Loi relative à la— de Montréal. (Voir *BILLS*, *No 72.*)

COURVILLE:—Loi concernant la ville de—, comté de Québec. (Voir *BILLS*, *No 164.*)

CRÉDIT AGRICOLE:—(Voir *OFFICE DU—.*)

CRÉDITS:—(Voir *SUBSIDES*, *MANDATS.*)

CULTIVATEURS:—(Voir *AGRICULTURE*; *CRÉDIT AGRICOLE*; *SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES*; *DOMAINE CULTIVABLE.*)

D

DÉBITEURS:—Loi concernant la libération de certains—. (Voir *BILLS*, *No 186.*)

DÉCISIONS DE L'ORATEUR:—(Voir *ORATEUR*; *QUESTIONS D'ORDRE*; *PRÉCIS DES—.*)

DÉLAIS PROLONGÉS:—Rapports de comités pour—, adoptés par la Chambre. (Voir *RÈGLEMENTS DE LA CHAMBRE*; *BILLS*; *COMITÉS.*)

DÉLINQUANTS:—(Voir *COUR DES JEUNES—.*)

DENIERS PUBLICS:—(Voir *DÉPENSE DES—*; *SUBSIDES*; *MANDATS*; *BUDGET.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DÉPENSE DES DENIERS PUBLICS:—Loi du département du trésor relativement à la—. (Voir *BILLS*, *No 5*.)

DÉPÔTS JUDICIAIRES:—Loi du trésor, relativement aux— et autres. (Voir *BILLS*, *No 58*.)

DÉPUTÉS:—

L'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu notification faisant part de la démission des—suivants: M. Arthur Larouche, Chicoutimi, 2; M. Rouville Beaudry, Stanstead, 2; M. Peter Bercotvitch, 3.

L'Orateur informe la Chambre qu'il a adressé au Secrétaire de la Chancellerie mandats d'émettre brefs des Collèges électoraux de Chicoutimi, Montréal-S. Louis et de Stanstead, 2.

L'Orateur informe la Chambre que M. Antonio Talbot est élu député de Chicoutimi, 3; que M. Louis Fitch, député de Montréal-S. Louis, 4; M. Henri Gérin, député de Stanstead, 4. Députés, M. M. Talbot, Fitch et Gérin récemment élus, prennent séance, 4;

Député est proposé pour que son nom soit ajouté à la liste du comité de redistribution, 156; motion rejetée, 156.

(Voir *SÉANCES*; *ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE*; *AJOURNEMENT*; *ORATEUR*.)

DIFFÉRENDS ENTRE INSTITUTIONS DE CHARITÉ ET EMPLOYÉS:—(Voir *ARBITRAGE*.)

DISCOURS:—Durée des—. (Voir *RÈGLEMENTS DE LA CHAMBRE*.)

DISCOURS DU TRÔNE:—A l'ouverture de la session, 5; motion pour prise en considération du—, 8; à la clôture de la session, 371. (Voir *ADRESSE EN RÉPONSE AU—*.)

DISTRICTS ÉLECTORAUX:—

1. Loi relative aux— de la province. (Voir *BILLS*, *No 83*.)

2. Voir *ELECTIONS*; *LOI ÉLECTORALE*.)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—

Adstock :—(Voir *Lambton*.)

Agriculture :—Rapport du Ministre de— pour l'année finissant le 30 juin 1938. Déposé, 82. (*No 17*.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Aide à la jeunesse :—(Voir *Travaux de chômage.*)

Annonces :—(Voir *Journaux; Chronicle-Telegraph.*)

Archiviste de la province :—Rapport de l'—de Québec, pour 1937-1938.
Déposé, 70. (No 13.)

Arena à Rivière-du-Loup :—Correspondance relativement à la construction d'un—, depuis 26 août 1936, 157.

Armes, munitions, etc. :—Etat montrant: Gouvernement, ou un de ses ministères, a-t-il fait acquisition d'armes, munitions, bombes lacrymogènes depuis 26 août 1936 à date; quelle sorte d'armes achetées; de qui ces achats ont été faits, 345.

Arrêté ministériel No 1572 :—Copie de—. Adresse votée, 271, Déposé, 272. (No 29).

Arrêté ministériel No 1822 :—Etat montrant que le gouvernement, au cours de 1937-38 a pris mesures pour que soient observées dispositions de l'arrêté ministériel No 1822, du 3 juillet 1937 concernant salaires de l'exploitation forestière. Cie Edouard Gohier, Ltée a-t-elle accompli formalité; gouv. a-t-il reçu plaintes. Ordonné, 152. Déposé, 198. (No 24.)

Auditeur de la province :—Rapport de l'— pour exercice finissant 30 juin 1938. Déposé, 93. (No 18.)

Aylmer :—(Voir *Lambton.*)

Billets de location :—(Voir *Lambton, etc.*)

Budget ordinaire (1940) :—Le—. Déposé, 93. (No 1.)

Budget supplémentaire (1939) :—Le—. Déposé, 286. (No 2.)

Caisses populaires :—Caisses Populaires et Sociétés Coopératives Agricoles, 1936. Déposé, 162. (No 22.)

Chemins de fer :—Etats, Rapports et Statistiques des Chemins de Fer jusqu'au 31 décembre 1937. Déposé, 27. (No 10.)
2. (Voir *Rapport des—.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Chômage :—(Voir *Travaux de—*.)

Chûtes Allard :—(Voir *Rapides Blancs*.)

Châte de la Tuque :—(Voir *Rapides Blancs*.)

Chronicle-Telegraph :—Etat montrant: combien a reçu, pour impression ou autres, le *Chronicle Telegraph* pendant la présente année financière; *L'Evènement-Journal*; *L'Action Sociale Limitée*, qui publie *L'Action Catholique*, 345.

Colonisation :—1. Rapport des activités du Ministère de la—, pour l'année finissant le 30 juin 1938. Déposé, 11. (*No 3*.)

2. Etat montrant: les argents dépensés du 1er juillet 1938 au 1er mars 1939, sous l'empire de la "Loi raffermissant le mouvement de la colonisation par la prolongation et la consolidation des paroisses existantes;" noms et adresses de ceux à qui montants ont été payés; payés à chacun. Ordonné, 344, Déposé, 344. (*No 32*.)

Commission des Accidents du travail :—1. Ordres en conseil, relativement à la démission des commissaires de la "Commission des Accidents du Travail" de Québec: Messieurs Robert Taschereau, de Montréal, Simon Lapointe et O.-E. Sharpe. Adresse votée, 118. Au cours du débat sur la 3e lecture du bill No 30 (Loi modifiant la loi des accidents du travail), l'honorable M. Paquette dépose réponse à une Adresse du 9 mars 1939, re démission des commissaires, 135. (*No 19*.)

2. Onzième rapport annuel de la— de Québec 1938. Déposé, 162. (*No. 21*.)

Commission des Eaux courantes :—Vingt-septième rapport de la— de Québec 1938. Déposé, 82. (*No 16*.)

Comptes réclamés par Entrepreneurs :—(Voir *Sommes dues*.)

Comptes publics :—Les— de la province de Québec et rapport annuel de l'auditeur de la province pour l'exercice finissant le 30 juin 1938. Déposé, 93. (*No 18*.)

Concession des forces hydrauliques :—Brochures Nos 10 et 11 contenant les—. Ordonné, 68. Déposé, 68. (*No 12*.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Conseil économique :—Etat démontrant si— a été institué par le gouvernement; quels membres et traitement; quand se propose-t-il de l'établir, 345.

Conseil exécutif :—(Voir *Nominations dans service civil.*)

Cour de Bien-Etre :—(Voir *Cour des Jeunes Délinquants à Québec.*)

Cour des Jeunes Délinquants à Québec :—Correspondance concernant— et de Bien-Etre. Motion proposée. Après remarques verbales du Premier ministre, motion retirée, 94.

Crédit agricole :—(Voir *Office du—.*)

Dépenses de voyages :—Etat montrant quels sont les ministres et les membres de la Législature qui ont fait des voyages en dehors de la province, aux frais du Gouvernement, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date; où chacun de ces ministres et de ces députés est-il allé; but des voyages; combien payé à chacun pour dépenses de voyages. Motion proposée, un débat s'élève, motion adoptée sur division, 170.

Députés :—(Voir *Dépenses de voyages.*)

Eaux courantes :—(Voir *Commission des—.*)

Electricité :—(Voir *Régie de l'—.*)

Employés :—(Voir *Service intérieur et extérieur.*)

Engrais chimiques :—Etat montrant les octrois pour achat d'engrais chimiques en 1938 et réclamations faites au gouvernement et non payées au 31 décembre 1938; montant dû, octrois ont-ils été payés au 31 janvier. Ordonné, 73. Déposé, 73. (*No 15.*)

Enseignement :—(Voir *Surintendant de l'Instruction publique; Statistiques de l'—.*)

Entrepôt frigorifique à l'Isle Verte et Trois-Pistoles :—Correspondance relativement à l'établissement d'un—, comté Rivière-du-Loup. Motion proposé, 157. Après discussion la motion est retirée, 158.

Entrepreneurs :—(Voir *Sommes dues, et réclamations par—.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Femmes à l'emploi du gouvernement :—(Voir Service intérieur et extérieur.)

*Field, Georges-Albert :—*Correspondance relativement à Monsieur—, avocat, de Montréal, 156. L'honorable M. Duplessis objecte que la motion est irrégulière, 156. L'Orateur prend question en délibéré, 156. L'orateur décide que l'objection est bien fondée et la motion irrégulière, 161.

Fonctionnaires :—(Voir Service intérieur et extérieur.)

Forces hydrauliques :—(Voir Concession des—.)

Frais d'impression, d'annonces, et de publicité :—(Voir Journaux.)

Gohier, Edouard, Cie :—(Voir Arrêté 1822.)

Impression :—(Voir Chronicle-Telegraph; Journaux.)

Imprimeur du roi :—Rapport de l'—, 1938. Déposé, 12. (No. 8.)

Instruction publique :—(Voir Surintendant de l'—; Enseignement; Statistiques de l'enseignement.)

Isle Verte :—(Voir Entrepôt frigorifique à—.)

*Journaux :—*Etat montrant noms des journaux, corporations, sociétés et personnes auxquels le Gouv. a payé frais d'annonces et publicité depuis le 26 août 1936 à date; combien payé pour frais d'impression, reliure, annonces et publicité; frais divers et subventions quelconques. Ordopné, 151. (*Voir Chronicle-Telegraph.*)

Lac Témiscouata :—(Voir Seigneurie Thomas.)

L'Action Sociale ou L'Action Catholique :—(Voir Chronicle-Telegraph.)

*Lambton, Adstock, Aylmer et Forsyth :—*Correspondance du 6 avril 1938 à date, relativement à l'annulation de billets de location dans cantons—, comté Frontenac. Motion proposée, 97. Au cours

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

du débat l'Orateur décide que M. Tardif a droit de se défendre contre imputations; l'Orateur rend décision, 97; M. Bastien en appelle, vote, décision maintenue, 98; motion adoptée, 99. Ordonné, 99.

Lapointe, Simon :—(Voir *Commission des Accidents.*)

L'Événement-Journal :—(Voir *Chronicle-Telegraph; Journaux.*)

Location d'immeubles par Gouv. :—(Voir *Montréal, cité.*)

Mandats spéciaux :—Déposé, 19, 20, 21. (No. 9.)

Matane :—(Voir *Sanatorium dans—.*)

Mines et Pêcheries :—Rapport du ministre des—, pour l'année finissant le 30 juin 1938. Déposé, 12. (No. 4.)

Ministres et Membres de la législature :—(Voir *Dépenses de voyages.*)

Mont-Joli re Plan Rogers-Bilodeau :—Etat montrant: personnes de Mont-Joli, comté Matane, qui ont fait application pour bénéficié du plan Rogers-Bilodeau; noms et prénoms; ceux dont applications refusées; acceptées. Ordonné, 344. Déposé, 345. (No. 33.)

Montréal, cité :—Etat montrant location par le Gouv. d'immeubles, Montréal et Québec, depuis le 26 août 1936; de quelles personnes ou sociétés ou corporations a-t-il loué; adresses où ils sont situés; a-t-il fait des baux, conditions; loyer. Ordonné, 46.

Municipalités :—(Voir *Statistiques municipales.*)

Munitions :—(Voir *Armes,—.*)

Musée de la province :—Etat montrant: le Secrétaire Provincial a-t-il acheté des toiles, bronzes, objets d'art, pour le musée de la Province, durant 1936, 1937, 1938 et commencement de 1939; quels sont ces toiles, bronzes ou objets d'art et les artistes de qui ils ont été achetés; quelle somme payée et quand pour chacune de ces œuvres. Ordonné, 253. Déposé, 253. (No. 28.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Nominations dans le service civil :—Rapports du Conseil Exécutif concernant certaines—. Déposé, 12. (No. 7.)

Objets d'art :—(Voir *Musée de la province.*)

Office du Crédit agricole :—Rapport de l'— du Québec, 1938. Déposé 12. (No 5.)

Passages à niveau :—(Voir *Travaux de chômage.*)

Pêcheries :—(Voir *Mines et—.*)

Police de toutes catégories :—Combien d'officiers ou d'hommes de polices de toutes catégories le Gouv. a-t-il engagés depuis le 26 août 1936, à date, dans la sûreté provinciale, la police de circulation, des liqueurs, des pêcheries et la chasse; montant payé en salaires à ces polices dans la même période, 337.

Pont du moulin Beaulieu :—(Voir *Ponts Saint-Clément.*)

Ponts Saint-Clément :—Correspondance, depuis 1930, relativement à la reconstruction de deux ponts, à St-Clément, comté Rivière-du-Loup; sur rivière Senescoupe et rivière Trois-Pistoles; ce dernier appelé "Pont du moulin Beaulieu." Ordonné, 105. Déposé, 193. (No 20.)

Publicité :—(Voir *Journaux.*)

Québec, cité :—(Voir *Montréal, cité.*)

Rapides Blancs, Chûtes Allard, Rapides des Cœurs, Chûte de La Tuque :—Correspondance, ordres en conseil relatifs aux concessions concernant les—, depuis 1er janvier 1928. Adresse votée, 109.

Rapides des Cœurs :—(Voir *Rapides Blancs.*)

Rapport des Chemins de Fer :—Pour l'année expirant le 31 décembre 1937. Déposé, 27. (No 11.)

Régie de l'électricité :—Etat montrant le coût de l'administration de la—; personnes composant son personnel; leurs noms, emploi et salaire; M. Ellis, comptable, est-il celui qui travaillait chez P. S. Ross & Son, vérificateurs de la Montreal Light, Heat & Power Consolidated. Ordonné, 151.

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Rogers-Bilodeau :—(Voir *Mont-Joli.*)

Sainte-Geneviève de Berthier :—Etat montrant: la voirie a-t-elle fait des travaux dans Ste-Geneviève de Berthier, comté Berthier, en 1937; noms des personnes employées à ces travaux; montant total payé à chacune d'elles. Ordonné, 246. Déposé, 246. (No 26.)

Saint-Joseph de Lanoraie :—Etat montrant: la voirie a-t-elle fait travaux dans St-Joseph de Lanoraie, comté Berthier, en 1937; noms des personnes employées à ces travaux; montant total payé à chacune d'elles. Ordonné, 246.

Saint-Norbert :—Etat montrant: la voirie a-t-elle fait des travaux dans Saint-Norbert, comté Berthier, en 1937; noms des personnes employées à ces travaux; montant total payé à chacune d'elles. Ordonné, 245. Déposé, 246. (No 25.)

2. Etat montrant: la voirie a-t-elle fait des travaux dans Saint-Norbert, comté de Berthier, en 1938; noms des personnes employées à ces travaux; montant total payé à chacune d'elles. Ordonné, 246. Déposé, 246. (No 27.)

Salaires des ouvriers de l'exploitation forestière :—(Voir *Arrêté ministériel No 1822.*)

Sanatorium dans comté Matane :—Etat montrant: Gouvernement fait-il construction d'un sanatorium, dans comté Matane; par quelles personnes, et à quelles conditions; adresse de ces personnes; de qui matériaux pour la plomberie et le chauffage achetés; 346.

Seigneurie Thomas ou Seigneurie du Lac Témiscouata :—Etat montrant acquisition par le Gouv. de la—, district Témiscouta; quand, conditions, description des parties acquises; propriétaires ont-ils choisi arbitres; y a-t-il colons établis. Ordonné, 37.

Service civil :—(Voir *Nominations dans le—.*)

Service intérieur et extérieur :—1. Montant total payé mensuellement en salaires par le provincial, pour —: au 1er juillet 1936; 1937; 1938; combien, 336.

2. Etat démontrant: nombre des employés au mois d'août 1936; nombre maintenant; au mois d'août 1936, le nombre des femmes à l'emploi de l'Etat; quel est-il maintenant, 345.

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Sociétés coopératives Agricoles, 1936 :— Déposé, 162. (*No 22.*)

Sommes dues et réclamées par entrepreneurs :—Etat montrant—, fournisseurs, sociétés, etc., du Gouv. pour affaires ou travail, à la Province, au 31 déc. 1938 et 1939. Ordonné, 74.

Statistiques :—Statistiques de l'enseignement pour l'année scolaire 1937-1938. Déposé, 302. (*No 31.*)

2. Statistiques Municipales pour l'année civile 1937. Déposé, 73. (*No 14.*)

3. (Voir *Chemins de fer.*)

Sûreté provinciale :—(Voir *Police de toutes catégories.*)

Surintendant de l'Instruction publique :—Rapport du—, pour l'année 1937-38. Déposé, 283. (*No 30.*)

Taschereau, Robert, de Montréal :—(Voir *Commission des Accidents du travail.*)

Terres et forêts :—1. Rapport du Ministre des—, pour les douze mois expirés le 30 juin 1938. (*No 23.*)

2. (Voir *Arrêté ministériel. No 1822.*)

Thomas :—(Voir *Seigneurie*—.)

Trans-Canada (route) :—(Voir *Travaux de chômage.*)

Travaux de chômage :—Etat montrant: combien le Gouvernement provincial a-t-il reçu du fédéral pour travaux de chômage, secours directs, travaux publics, aide à la jeunesse, subsides fédéraux, pension de vieillesse, diminution des traverses à niveau pour la route Trans-Canada: pour 1936-37; du 1er juillet 1937 au 31 décembre 1938; 336.

Travaux publics :—Rapport du ministre des—, pour l'année finissant le 30 juin 1938. Déposé, 12. (*No 6.*)

Traverses à niveau :—(Voir *Passages à—; Travaux de chômage.*)

DOMAINE CULTIVABLE:—Loi favorisant l'augmentation du.— (Voir BILLS, *No 85.*)

DOMAINE FORESTIER:—(Voir COLONISATION.)

DOMAINE PUBLIC:—(Voir COLONISATION.)

DOM BOSCO:—(Voir INSTITUT—.)

DOMINION HEBREW CEMETERY ASSOCIATION:—(Voir DOMINION HEBREW SICK ASS.)

DOMINION HEBREW SICK BENEFIT ASSOCIATION:—Loi constituant en corporation—. (Voir BILLS, *No 108.*)

DRAINAGE DE LA SAVANNE SAINT-CHARLES:—Loi autorisant le—. (Voir BILLS, *No 48.*)

DRAINAGE DES TERRES:—(Voir DOMAINE CULTIVABLE.)

DROITS CIVILS DE LA FEMME:—(Voir CODE CIVIL.)

DROIT DE VOTE DES FEMMES:—Loi relative au—. (Voir BILLS, *No 182.*)

DROITS SUR LES SUCCESSIONS:—Loi modifiant la Loi des —. (Voir BILLS, *No 98.*)

DRUMMONDVILLE:—Loi relative à la cité de—. (Voir BILLS, *No 157.*)

DUFRESNE CONSTRUCTION:—(Voir MOTIONS SPÉCIALES.)

DUFRESNE ENGINEERING CO. LTD:—(Voir MOTIONS SPÉCIALES.)

E

EAST ANGUS:—Loi modifiant la charte de la ville de—. (Voir BILLS, *No 158.*)

ECOLE D'AGRICULTURE DE CHICOUTIMI:—Loi relative à —. (Voir BILLS *No 39.*)

ECOLE D'AGRICULTURE DANS LA GASPÉSIE:—Loi relative à l'—. (Voir BILLS, *No 10.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ECOLE D'AGRICULTURE DE NICOLET:—Loi relative à l'—. (Voir BILLS, No 7.)

ECOLE D'AGRICULTURE DE VILLE-MARIE:—Loi relative à l'—. (Voir BILLS, No 8.)

ECOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—(Voir COMMISSION DES—.)

ECOLES CATHOLIQUES DE VERDUN:—(Voir COMMISSION DES—.)

ECOLE POLYTECHNIQUE:—Loi concernant l'—. (Voir BILLS, No 87.)

ECOLES PROTESTANTES DE MONTRÉAL:—(Voir BUREAU CENTRAL DES—.)

EDIFICES PUBLICS:—(Voir SÉCURITÉ DANS LES—.)

EDUCATION:—(Voir INSTRUCTION PUBLIQUE; ÉCOLES.)

ELECTIONS:—(Voir LOI ÉLECTORALE; DROIT DE VOTE DES FEMMES; DISTRICTS ÉLECTORAUX; COMITÉ DE REDISTRIBUTION.)

ELECTIONS MUNICIPALES:—Loi relative aux— fixées pour le 15 mai 1939. (Voir BILLS, No 97.)

ELECTRICITÉ:—(Voir ELECTRICIENS ET INSTALLATIONS; RÉGIE PROVINCIALE DE L'—.)

ELECTRICIENS ET INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES:—Loi concernant les —. (Voir BILLS, No 53.)

EMPIRE TRUST COMPANY:—Loi relative à The—. (Voir BILLS, No 152.)

EMPRUNTS PAR LES CULTIVATEURS:—(Voir CRÉDIT AGRICOLE.)

ENQUÊTE DES COMPTES PUBLICS:—(Voir COMITÉS.)

ENSEIGNEMENT AGRICOLE:—Loi continuant l'encouragement du gouvernement actuel à l'—. (Voir BILLS, No 89.)

ENSEIGNEMENT AGRICOLE DE JEUNES ORPHELINS:—Loi relative à l'—. (Voir BILLS, No 51.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

EPARGNE POPULAIRE:—Loi pour protéger et empêcher la surcapitalisation. (Voir *BILLS, No 95.*)

EQUITABLE ASSURANCE:—(Voir *COMPAGNIE—.*)

EXPROPRIATION:—Loi de l'—. (Voir *BILLS, No 38.*)

F

FARNHAM:—Loi modifiant la charte de la ville de—. (Voir *BILLS, No 103.*)

FÉDÉRATIONS DE COOPÉRATIVES DE PÊCHE:—Loi favorisant les—. (Voir *BILLS, No 66.*)

FEMMES:—

1. Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des—. (Voir *BILLS, No 182.*)
2. (Voir *CODE CIVIL.*)

FER:—(Voir *SOUFRE, ACIER ET —.*)

FERMONT:—Loi annexant la municipalité de— à la paroisse de Saint-Maurice. (Voir *BILLS, B.*)

FONTAINE, JAMES-S.:—Loi concernant l'Association des optométristes et opticiens et Paul Fontaine et—. (Voir *BILLS, No 159.*)

FORÊTS:—(Voir *COLONISATION.*)

FOSTER HOME:—(Voir *PROTESTANT—.*)

FRAUDE ET CORRUPTION:—Loi sur la— dans les affaires municipales. (Voir *BILLS, No 188.*)

G

GAGNON, THOMAS-PHILIPPE:—(Voir *ASSOCIATION PHARMACEUTIQUE.*)

GASPÉ:—Loi concernant le district judiciaire de—. (Voir *BILLS, No 187.*)

GASPÉSIE:—(Voir *ECOLE D'AGRICULTURE DE—.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

GAZOLINE:—Loi de la— et l'amélioration de la voirie provinciale.
(Voir *BILLS*, *No 77*.)

GENS DE MAINMORTE:—(Voir *CORPORATIONS ET—*.)

GREFFIER DE LA CHAMBRE:—Le— informe la Chambre que l'Orateur est absent, et l'Orateur-Suppléant prend le fauteuil, 106, 113, 119, 121, 140. (Voir *ORATEUR*; *ORATEUR-SUPPLÉANT*.)

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE:—Proclamation signée par—, convoquant conseillers législatifs et députés pour l'expédition des affaires, IV.

L'Orateur déclare qu'il a reçu démission des députés de Chicoutimi, Montréal-S. Louis et Stanstead, et certificats d'élection des mêmes comtés, 2 à 4.

H

HABITATIONS SALUBRES:—(Voir *LOGEMENTS SALUBRES*.)

HEBREW SICK:—(Voir *DOMINION HEBREW*.)

HÔPITAL NOTRE-DAME:—Loi modifiant la charte de l'— de Montréal.
(Voir *BILLS*, *No 124*.)

HÔPITAL SAINTE-JEANNE D'ARC:—Loi refondant la charte de l'—. (Voir *BILLS*, *No 119*.)

HÔTEL-DIEU DE SAINT-HYACINTHE:—(Voir *SOEURS DE LA CHARITÉ DE L'—*.)

HYGIÈNE:—Loi de l'— de Québec. (Voir *BILLS*, *No 81*.)

HYPOTHÈQUES CONSENTIES À L'OFFICE DU PRÊT AGRICOLE:—Loi relative à l'enregistrement des— du Québec. (Voir *BILLS* *No 70*.)

I

IBERVILLE:—Loi concernant la ville d'—. (Voir *BILLS*, *No 160*.)

ILE SAINT-BERNARD:—Loi concernant l'— et la ville Châteauguay.
(Voir *BILLS*, *No 135*.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

IMPRESSIONS LÉGISLATIVES (COMITÉ DES—.) (Voir COMITÉS.) Conseillers nommés par le Conseil, 47; députés nommés par l'Assemblée législative, 19.

INDIGENTS:—(Voir ASSISTANCE.)

INDUSTRIES:—(Voir COMITÉS.)

INSAISSABILITÉ DE TRAITEMENTS, SALAIRES ET GAGES:— (Voir BILLS, *No 184.*)

INSTITUT SAINT-JEAN-BOSCO:—Loi changeant le nom de Le Refuge Dom Bosco en celui de —. (Voir BILLS, *No 166.*)

INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE:—Loi relative aux—. (Voir BILLS, *No 24.*)

INSTRUCTION PUBLIQUE:—Loi modifiant la Loi de l'—. (Voir BILLS, *No 52.*)

INTERNATIONAL FOILS, LTD:—(Voir CAP-DE-LA-MADELEINE.)

J

J. & P. LIMITÉE:—(Voir SAINT-GÉDÉON.)

JEUNES DÉLINQUANTS:—(Voir COUR DES —.)

JEUNESSE:—(Voir AIDE À LA—.)

JONQUIÈRE:—Loi concernant la ville de —, comté de Chicoutimi, et la Compagnie de pulpe de Jonquière, et Price Brothers Company Limited et la Commission municipale de Québec. (Voir BILLS, *No 123.*)

L

LACHINE:—Loi modifiant la charte de la cité de —. (Voir BILLS, *No 105.*)

LAFONTAINE, MARIE-GABRIELLE-JEANNETTE:—Loi concerant l'adoption de —.(Voir BILLS, *No 106.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

LAURENTIAN SILK MILLS, LTD:—(Voir CAP-DE-LA-MADELEINE.)

LE REFUGE DOM BOSCO:—(Voir INSTITUT SAINT-JEAN-BOSCO.)

LETELLIER, JEAN-BAPTISTE-EUGÈNE:—Loi concernant la succession de—. (Voir BILLS, *No 134.*)

LÉVIS, CITÉ:—Loi relative à la — et MM. Cyrille Vaillancourt et Joseph-Cléophas-Donat Rochette. (Voir BILLS, *No 153.*)

LIBÉRATION DE CERTAINS DÉBITEURS:—Loi concernant la —.(Voir BILLS, *No 186.*)

LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—

Adresse au—. (Voir ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE.

Discours du— à l'ouverture de la session, 5; à la clôture de la session, 370; prise en considération, 8; motion pour adresse en réponse au discours du trône, 11; débat, 11, 14, 22, 27, 36, 40, 45, 46, 47, 48, 51, 55, 56; motion adoptée, 56; Discours à la fin de la session, 371.

Requiert la présence des députés dans la salle des séances du Conseil à l'ouverture de la session, 1; pour la sanction de bills: (Voir SANCTIONS;) à la clôture de la session, 367.

Transmission du rapport de l'imprimeur du Roi, 12.

Transmission du budget, 93; du budget supplémentaire, 286.

Transmission de rapports concernant certaines nominations dans le service civil, 12.

Adresse au— l'informant que l'A. L. a voté bill 83: "Loi relative aux districts électoraux de la province," avec concours de la majorité des députés, 366.

Sanctions des bills, 47, 95, 143, 214, 367.

Proroge les Chambres, 372.

LIQUEURS ALCOOLIQUES:—

1. Loi des liqueurs alcooliques. (Voir BILLS, *No 25.*)

2. (Voir COMMISSION DES—.)

LOGEMENTS SALUBRES:—Loi augmentant pouvoirs des corporations municipales concernant la construction de—. (Voir BILLS, *No 92.*)

LOI 3 EDOUARD VII, c. 94:—(Voir ASSURANCE MUTUELLE DES ÉVÊCHÉS.)

LOI 1 EDOUARD VIII (2^E SESSION), c. 10:—Loi abrogeant l'ar. 1 de la loi—. (Voir *BILLS, No 6.*)

LOI 1 GEORGE VI, c. 104:—(Voir *TRAMWAYS DE MONTRÉAL.*)

LOI 2 GEORGE VI, c. 51:—Loi amendant—. (Voir *BILLS No 78.*)

LOI ÉLECTORALE:—

1. Loi électorale de Québec. (Voir *BILLS No 64.*)
2. Loi—de Québec relativement au droit de vote des femmes. (Voir *BILLS, No 182.*)
3. (Voir *DISTRICTS ELECTORAUX.*)

LOIS DE LA PROVINCE:—(Voir *REFONTE DES—.*)

LOTÉRIES:—(Voir *MOTIONS SPÉCIALES:*)

M

MAINMORTE:—(Voir *CORPORATIONS ET GENS DE—.*)

MALARTIC:—Loi constituant en corporation la ville de—. (Voir *BILLS, No 146.*)

MANDATS SPÉCIAUX:—DÉPÔT, 19-21.

MATHEOSSIAN, VAHAN:—Loi concernant le collège des chirurgiens dentistes et—. (Voir *BILLS, No 140.*)

MÈRES NÉCESSITEUSES:—(Voir *ASSISTANCE AUX—.*)

MINES:—

1. Loi des— de Québec. (Voir *BILLS, No 29.*)
2. Loi modifiant art. 54*b* de la Loi des—. (Voir *BILLS, No 13.*)
3. (Voir *VILLAGES MINIERS.*)

MONTAGNE TREMBLANTE:—Loi du parc de la—. (Voir *BILLS, No 15.*)

MONTCALM:—(Voir *BELLECHASSE, RIVIÈRE-DU-LOUP—.*)

MONT ORFORD:—Loi du Parc national du—. (Voir *BILLS, No 14.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

MONTREAL, CITÉ:—

1. Loi modifiant la charte de la—. (Voir BILLS, *No 100.*)
2. Loi modifiant la charte de la—. (Voir BILLS, *No 161.*)

MONTREAL TRAMWAYS:—(Voir TRAMWAYS DE MONTRÉAL.)

MORATOIRE:—Loi relative au— et à la petite propriété. (Voir BILLS, *No 22.*)

MOTIONS SPÉCIALES:—

M. Barrette (Joliette):

Que l'Assemblée législative exprime l'avis que Gouvernement du Canada devrait prendre mesures pour prohiber l'admission des Communistes dans la province, surveiller l'immigration, 86. Amendement de *l'honorable M. Bertrand* (Montréal-Laurier): Cette Chambre demande également de coopérer avec gouvernement de Québec pour sauvegarder chez notre population foi et traditions, 86. Débat ajourné, 86; reprise du débat sur amendement, vote, amendement rejeté, 88, 89. Motion principale mise aux voix, vote, adoptée, 90.

L'honorable M. Bouchard:

Que cette Chambre est d'opinion que l'Orateur a outrepassé ses pouvoirs en ne faisant pas insérer au feuilleton un avis de motion demandant enquête royale sur toute transaction entre le gouv. et la *Dufresne Construction* ainsi que sa filiale la *Dufresne Engineering Co. Ltd.*, 298. Débat, vote, motion rejetée, 299.

M. Barrette (Joliette):

Que l'Assemblée législative exprime l'avis que la prohibition de l'art. 236 du Code criminel n'affecte pas la tenue de loteries pour fins éducationnelles et que des poursuites pour contravention audit article ne puissent être intentées sans la permission du procureur-général. Débat, débat ajourné, 356.

MUNICIPALITÉS:—(Voir CITÉS ET VILLES; CODE MUNICIPAL; TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES; FRAUDE ET CORRUPTION; AFFAIRES MUNICIPALES; COMMISSION MUNICIPALE; CONSOLIDATION.)

N

NICOLET:—(Voir ÉCOLE D'AGRICULTURE DE—.)

NOGARET, ALBERT:—Loi autorisant une enquête relativement à— et aux procédés contre lui. (Voir BILLS, *No 73.*)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

NOTRE-DAME:—(Voir HÔPITAL—.)

NOTRE-DAME-DU-SACRÉ-CŒUR-DE-RIMOUSKI:—(Voir SAINT-GERMAIN DE—.)

O

OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE:—

1. Loi pour porter à \$35,000.00 les sommes mises à la disposition de— en faveur des cultivateurs. (Voir *BILLS*, No 2.)
2. (Voir *HYPOTHÈQUES A L'—*; *PRÊT AGRICOLE CANADIEN*; *PRÊTS AGRICOLES PROVINCIAUX*.)

OFFICE DU PRÊT AGRICOLE:—(Voir *HYPOTHÈQUES CONSENTIES A '—*.)

ONTARIO PAPER CO. LTD:—(Voir *QUEBEC NORTH SHORE PAPER CO.*)

OPTOMÉTRISTES ET OPTICIENS:—(Voir *FONTAINE, JAMES-S.*)

ORATEUR:—

Donne lecture du discours du trône prononcé à l'ouverture de la session, 5.

Se rend avec les députés au C. L. à l'ouverture de la session, 1.

Rend décision sur des questions d'ordre; prend questions en délibéré. (Voir *QUESTIONS D'ORDRE*.)

Précis des décisions de l'—, 373.

Informe la Chambre qu'à la réception de notifications (démissions de députés) il a adressé au secrétaire de la Chancellerie mandats aux fins d'émettre de nouveaux brefs *re* Chicoutimi, Montréal-S.Louis et Stanstead, 2 à 4, communique à la Chambre noms des nouveaux députés, 4.

Motion que l'Orateur a outrepassé ses pouvoirs, motion rejetée, 298, 299.

Communique à la Chambre Budget, 93; budget supplémentaire, 286. Se rend au C.L. pour sanctions de bills. (Voir *SANCTIONS*.)

Se rend au C. L. pour la prorogation, 367.

(Voir *ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE*; *AJOURNEMENT*; *SÉANCES*.)

ORATEUR-SUPLÉANT OU PRÉSIDENT DES COMITÉS.—

Prend le fauteuil, l'orateur étant absent, 106, 113, 119, 121, 140.

ORDRES DE LA CHAMBRE:—

Ordre révoqué et bill renvoyé de nouveau à comité bills publics, 87; à comité bills privés, 87.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ORDRES DE LA CHAMBRE:—*Suite.*

Bill retiré par la Chambre, ordre de 2e lecture ayant été révoqué,
278.

(Voir *BILLS (Procédures incidentes)*; QUESTIONS D'ORDRE; RÈGLEMENTS DE LA CHAMBRE.)

ORDRES DU JOUR:—

1. Ordonnant le dépôt de documents sur le bureau de la Chambre.
(Voir *DOCUMENTS DE LA SESSION.*)

2. Que la Chambre passe à l'ordre du jour, no 98 du Feuilleton,
230.

3. (Voir *BILLS (Procédures incidentes)*: QUESTIONS D'ORDRE.)

OUVRIERS:—(Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL; SALAIRES RAISONNABLES;
HABITATIONS SALUBRES.)

ORPHELINS:—(Voir ENSEIGNEMENT AGRICOLE DES—.)

P

PARC DE LA MONTAGNE TREMBLANTE:— (Voir *BILLS, No 15.*)

PARC NATIONAL DU MONT-ORFORD:—Loi du—. (Voir *BILLS, No 14.*)

PÊCHE:—

1. Loi de la—. (Voir *BILLS, No 75.*)

2. (Voir *FÉDÉRATIONS DE COOPÉRATIVES DE—*; POISSON ET AUTRES PRODUITS DE LA MER.)

PÈRES BÉNÉDICTINS:—(Voir *SAINT-BENOIT-DU-LAC.*)

PERRAULT, OVILA-STANISLAS:— Loi concernant la succession de—.
(Voir *BILLS, No 131.*)

PETITE PROPRIÉTÉ:—(Voir *MORATOIRE; CONSOLIDATION.*)

PÉTITION:—

Pétition de Joseph alias John Vanier demandant l'adoption d'une
loi concernant la succession de feu Philias Vanier, 91.

Pétition de Thomas-Philippe Gagnon, 14, 16.

Pétition de la cité de Montréal, 73, 206.

(Voir *BILLS (Procédures incidentes).*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

PLAGE LAVAL:—Loi modifiant la charte de la ville—. (Voir BILLS, No 118.)

POINTE-AU-PIC:—Loi concernant la municipalité du village de la—, comté de Charlevoix-est. (Voir BILLS, No 114.)

POINTS D'ORDRE:—(Voir QUESTIONS D'ORDRE.)

POISSON ET AUTRES PRODUITS DE LA MER:—Loi concernant la mise en conserves du—. (Voir BILLS, No 11.)

PRÉCIS DES DÉCISIONS DE L'ORATEUR, 373. (Voir ORATEUR.)

PRÉSIDENT DES COMITÉS:—(Voir ORATEUR-SUPPLÉANT.)

PRÊT AGRICOLE CANADIEN:—

1. Loi relative au —. (Voir BILLS, No 68.)
2. (Voir HYPOTHÈQUES CONSENTIES; OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE.)

PRÊTS AGRICOLES PROVINCIAUX:—

1. Loi concernant les certificats de registrateurs émis pour les —. (Voir BILLS, No 69.)
2. (Voir HYPOTHÈQUES CONSENTIES.)

PRICE BROTHERS:—(Voir JONQUIÈRE.)

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

PROCÉDURE:—(Voir QUESTIONS D'ORDRE; CODE DE PROCÉDURE; BILLS; CONDUITE DES—; PROCÉDURES CIVILES POUR GOUV.)

PROCÉDURES CIVILES POUR LE GOUVERNEMENT:—(Voir CONDUITE DES —; NOGARET.)

PROCLAMATION:—Convoquant la Législature, IV.

PROCUREUR-GÉNÉRAL:—(Voir PROCÉDURES; CONDUITE DES—.)

PRODUITS AGRICOLES:—(Voir VENTE DES—.)

PROPRIÉTÉS:—(Voir PETITE—; MORATOIRE.)

PROROGATION *sine die*:—La législature est prorogée, 372.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

PROTESTANT FOSTER HOME CENTRE:—(Voir PROTESTANT INFANT'S.)

PROTESTANT INFANTS' HOME OF MONTREAL:—Loi changeant le nom de *The*—en celui de *Protestant Foster Home Centre*. Voir BILLS, No 129.)

Q

QUÉBEC, CITÉ:—Loi modifiant la charte de la—. (Voir BILLS, No 139.)

QUEBEC NORTH SHORE PAPER Co. :—Loi confirmant transport de la Ontario Paper Co. Ltd, à la—. (Voir BILLS, No 147.)

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—

Affaires municipales :—(Voir *Exemptions et Commutations de Taxes*).

Aide à la jeunesse :—Quels montants le ministère fédéral du Travail s'est-il engagé de payer à la province en 1937 et 1938 en vertu du plan de l'—, 350.

Aide aux Chômeurs :—(Voir *Chômage; Lévis; Emprunts; Parcs de Montréal; Dette flottante; Dette consolidée*).

Assistance aux mères nécessiteuses :—Le Gouvernement a-t-il nommé des personnes, dans comtés Rivière-du-Loup et Témiscouata, pour mettre en application la loi instituant l'—(1 Geo. VI, chap. 81); les noms, prénoms et adresses de ces personnes, 190.

Assistance publique :—Quel était le déficit de L'— pour les années terminées: 30 juin 1934; 30 juin 1935; 30 juin 1936. Ces déficits étaient-ils inclus dans l'état de Revenu et Dépenses de la *Gazette officielle* du premier septembre des années concernées ou dans l'état de Revenu et Dépenses des Comptes publics de ces mêmes années; le déficit annuel de l'— depuis 1937, est-il traité comme dépense dans l'état du Revenu et Dépenses, 153.

Bédard, Jos.:—M.—, maire de Charlesbourg, est-il à l'emploi de l'Office du Crédit agricole, depuis quand, traitement, lui a-t-on consenti des prêts, quelle date, montant, immeubles donnés en garantie, 60.

Bons du Trésor :—(Voir *Comptes de Banque*).

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—*Suite.*

Budget :—(Voir *Emprunts; Dette flottante; Dette consolidée*).

Bureau de placement pour chômage :—(Voir *Lévis*).

Chemin Cherbourg Ouest à Grosse Roche :—(Voir *Chemin Saint-Jean Cherbourg*).

Chemin de Mont-Joli au Sanatorium :—Le Gouvernement a-t-il fait réparer un—, comté de Matane; combien dépensé du 26 août 1936 au 1er avril 1939, longueur, comptes non payés; montant des soumissions, 338.

Chemin Saint-Jean Cherbourg :—1. Le Gouvernement a-t-il fait construire un—, comté de Matane; combien a-t-il dépensé, du 26 août 1936 au 1er avril 1939, pour ce chemin; longueur, a-t-il des comptes non payés; à qui dûs; à quel contrat a-t-il été accordé, 341.

2. Semblable question pour chemin Cherbourg Ouest à Grosse Roche, 341.

Chemins de colonisation :—(Voir *Chemin Saint-Jean Cherbourg; Chemin Cherbourg Ouest à Grosse Roche; Route entre Lac des Aigles et Saint-Narcisse; Saint-Michel-des-Saints; Saint-Charles-de-Mandeville; La-tulippe; Lac-à-Tortue*).

Chlorure de Calcium :—La Voirie a-t-elle acheté du— pour livraison durant l'année 1939; quantité achetée et par quelle agence; prix convenus, 337.

2. Quelle quantité de— la Voirie a-t-elle achetée, en 1938; à quelles dates et de quelle agence; prix payés, 337.

Chômage :—(Voir *Lévis; New-Carlisle; Aide à la Jeunesse; Ile Sainte-Hélène; Jardin Botanique*).

Colonisation :—(Voir *Chemins de—*).

Comités paritaires :—Combien de— ont opéré du 1er septembre 1937 au 31 décembre 1938; combien ont reçu le droit de percevoir des cotisations, quel montant dépensé, en salaire, en administration (salaire excepté), 66.

Commission des Accidents du travail :—(Voir *Thibeault, Aurélien*).

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—*Suite.*

Commission des Chemins de fer :—(Voir *Passages à niveau*).

Commission des liqueurs :—1. Le dernier jour de l'année fiscale, le 30 juin 1930 à 1936, sous l'ancien régime, combien le gouvernement a-t-il retiré de la—; ces montants retirés étaient-ils des sommes de la— ou emprunts des banques, 153.

2. (Voir *Marquis*), 153.

Compagnie de Transport Matane, Ltée :—Combien la—a-t-elle reçu du Gouvernement depuis le 26 août 1936, 44.

Comptes de banques :—Depuis le 1er juillet 1931 au 1er juillet 1936: pendant combien de temps les— du gouvernement ont-ils été soutirés; moyenne chaque année, montant d'intérêt payé annuellement, taux d'intérêt payé chacune de ces années, sous l'ancien régime; sous le gouvernement actuel, sur les bons du trésor, 152.

Concession minière :—Est-il à la connaissance du gouvernement que Terre-Neuve ait accordé une— d'environ 22,000 milles carrés à "Labrador Mining Corporation"; cette— avoisine la frontière entre le territoire terreneuvien et l'Ungava; une seconde concession d'environ 15,000 milles carrés, a été concédée à "McKay Mining Corporation";— le gouvernement s'est-il entremis auprès des autorités fédérales pour obtenir le relevé de la Ligne-frontière; quelle fut la réponse du gouvernement d'Ottawa, 171.

Congélation du poisson à Paspébiac :—Le gouvernement a-t-il un établissement de—; coût, charges pour la congélation du poisson; Y a-t-il une Coopérative pour la vente du poisson, montant payé par les pêcheurs de la Coopérative en 1937, 1938, 173.

Cousineau, Eugène :—M.—, est-il à l'emploi de la Colonisation en qualité d'acheteur; a-t-il été destitué ou a-t-il donné sa démissions; quelle date; quelles raisons; travaille-t-il encore, quand, quelles sont ses fonctions, son salaire, 164.

Crédit Agricole :—Combien a coûté à date, l'application de la loi du—, en salaires, en frais d'administration ou dépenses, 114.

Cyr, Joseph :—M.—, de Bonaventure, a-t-il été à l'emploi du gouvernement au cours de l'été 1937; a-t-il été destitué une première fois, seconde fois et à quelles dates, pour quelles raisons, 342.

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—*Suite.*

Dépenses de voyages :—Quel était le coût total des dépenses de voyages, pour chaque département de l'administration, pour année terminant 30 juin 1936, pour celle terminant 30 juin 1937, 337.

Dépenses ordinaires et extraordinaires :—(Voir *Prévisions Budgétaires*).

Dette consolidée :—Montant de la— au 31 décembre 1938, 42.

Dette flottante :—1. Quel était—au 31 août 1936; nature des titres constituant ladite dette; taux et pour quel terme ont été émises les obligations de \$12,000,000.00 remboursées par les emprunts de \$20,000,000.00 et de \$30,000,000.00 mentionnés page 57 des procès-verbaux de la session en cours; produit net de l'émission de \$12,000,000.00 par cent dollars, 132.

2. Montant de la—au 31 décembre 1938; 31 janvier 1939; au 31 décembre 1938 combien devait la province aux banques, autres institutions financières: en comptes soutirés, en bons du trésor, en tous autres titres, au 31 janvier 1939 combien devait la province pour les mêmes raisons, 132.

Droits de pêche sur Lac Belley :—Des— ont-ils été consentis, comté du Lac St-Jean; à qui ces droits consentis et quel prix, 351.

Droits seigneuriaux :—(Voir *Rentes seigneuriales*).

Ecole :—(Voir *Saint-Emile*).

Electricité :—(Voir *Municipalisation de l'—*).

Emprunts :—1. Depuis dernier budget, le Gouvernement a-t-il emprunté, quelles sommes totales; titres de créance donnés au prêteur; soumissions ont-elles été demandées, par quelle entremise, personne, société ou corporation emprunts ont-ils été négociés; montant net gouvernement a-t-il reçu de chaque emprunt, 41.

2. Sur la balance de \$11,443,000.00 mentionnée au paragraphe 3 de la page 57 des procès-verbaux de la session en cours, quelle somme a été employée pour payer des dettes contractées par l'ancien régime, pour rencontrer dépenses se rattachant à la Loi de l'Aide aux Chômeurs, pour payer dépenses se rattachant aux législations sociales du gouvernement actuel, 151.

Exemptions et commutations de taxes :—Les traitements des officiers des Affaires Municipales affectés à l'étude des— municipales et sco-

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—*Suite.*

laïres, ont-ils été fixés; à quelle date ont-ils été établis; quelles sont les personnes qui ont retiré des traitements; dépenses de voyage, date que traitements et dépenses ont été payés, 133.

Forêts :—(Voir Protection des—.)

Gauthier, Louis :—M.—a-t-il été nommé gardien à la prison de St-Jérôme; à quelle date a-t-il été nommé, sur la recommandation de qui, a-t-il donné sa résignation depuis, à quelle date l'a-t-il donnée la première fois, la deuxième, a-t-elle été acceptée, a-t-il demandé une enquête, y a-t-il eu enquête, 162.

Godon, Antonio (affaire):—Combien le gouvernement a-t-il dépensé, du 1er janvier 1938 au 1er mars 1939, dans l'affaire—; pour préparer procès comprenant toutes dépenses de quelque nature qu'elles soient, 170.

Ile aux Grues :—(Voir Service maritime entre—et Québec).

Ile Sainte-Hélène :—1. Combien le Gouvernement a-t-il dépensé du 26 août 1936 au 1er février 1939, en améliorations, travaux et constructions sur—, 130.

2. Quel montant le gouvernement a-t-il reçu du ministère fédéral du Travail à compter du 1er juillet 1936 au 1er avril 1938, en contribution d'Ottawa aux travaux dans— à Montréal, 342.

3. (Voir Parcs de Montréal).

Jardin Botanique de Montréal :—1. Combien le Gouvernement a-t-il dépensé du 26 août 1936 au 1er février 1939, en améliorations, travaux et constructions, 130.

2. Quel montant le gouvernement a-t-il reçu du fédéral à compter du 1er juillet 1936 au 1er avril 1938, en contribution d'Ottawa aux travaux du—, 343.

3. (Voir Parcs de Montréal).

Labrador Mining Corporation :—(Voir Concession minière).

Lac-à-Tortue :—Un octroi a-t-il été donné en 1938, à la municipalité du—, comté Laviolette, pour chemins; la municipalité devait-elle contribuer aux travaux; quel est le taux des gages pour les journaliers dans cette région, 111.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—*Suite.*

Lac Belley :—(Voir *Droits de pêche sur*—.)

Lac des Aigles :—(Voir *Chemin de Colonisation*.)

Lachine :—(Voir *Shawinigan Falls*.)

Lafleur, Bruno :—, rédacteur en chef de l'Événement-Journal, est-il à l'emploi du gouvernement, 154.

Latulippe (paroisse) et Lac des Quinze :—Combien a coûté le chemin de colonisation fait l'an dernier entre la—; longueur de ce chemin; Qui a eu le contrat, 174.

Lauzon :—(Voir *Lévis, Comté*.)

Lavaltrie :—La Colonisation a-t-elle fait des travaux dans la paroisse de Lavaltrie, comté de Berthier, au cours de l'été dernier; noms des personnes employées à ces travaux; montant total payé à chacune d'elles, 184.

Legault, J. N.—La garantie exigée pour droit de coupe accordé à—, canton Pontleroy, comté Témiscamingue, pour 1936-37, a-t-elle été payée au complet; ainsi que sur le nouveau permis de 1937-38, 170.

Lévis, cité :—1 La Province possède-t-elle, dans—, un bureau de placement pour chômeurs; endroit loué combien par mois; qui en charge de ce bureau, salaire en 1937, autres employés, salaire par jour; par qui recommandés, 38.

2. Bureau, dans—, en vertu entente Rogers-Tremblay; où est ce bureau; montant payé, par mois, personne en charge; par qui recommandée; salaire; dépenses; autres employés; salaire; dépenses pour 1937; travaux de Chômage, dans comté de Lévis, année 1937-38.

Lévis, comté :—1. Le Gouvernement a-t-il exécuté des travaux de chômage, en 1937, dans—; a-t-il nommé un surintendant des travaux; nom, prénom et adresse; salaire mensuel; dépenses pour 1937; par qui recommandé; a-t-il fourni un automobile; a-t-il un chauffeur; nom du chauffeur, son salaire, 66.

2. Le Gouvernement a-t-il exécuté travaux de chômage dans—, du 1er avril 1938 au 31 décembre 1938; montant contribué par le

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS (ET RÉPONSES) :—*Suite.*

fédéral; montant total dépensé en matériaux et salaires; même renseignement pour ville de Lévis; pour la ville de Lauzon; pour la ville de St-Romuald, 67.

Loi 1 Geo. VI, c. 50 :—(Voir Salaires raisonnables).

*Machinerie Trottier Enrg., de Saint-Casimir :—*Combien le gouvernement a-t-il payé à la—comté Portneuf, depuis 26 août 1936, 151.

*Marquis, Louis :—*1. Le Gouvernement a-t-il passé un bail avec—, propriétaire de bureau de l'Unité Sanitaire, dans Rivière-du-Loup; prix; durée, 22.

2. Commission des Liqueurs a-t-elle passé bail avec monsieur—, re magasin dans Rivière-du-Loup; prix annuel; durée du bail; parties pourront-elles mettre fin; quelles conditions, 44.

*Martin, Jos. :—*Quelles primes payées en 1938 à—, sur lot 22, rang 9, canton Cox, à St-Elzéar de Bonaventure; montant et désignation de chaque prime, 189.

*Masse, Adrien :—*1. M.—, Ste-Gertrude, comté Nicolet, a-t-il été à l'emploi du gouvernement depuis le 1er janvier 1938; son salaire; combien a-t-il retiré à date, 339.

2. (*Voir Route nationale de Saint-Grégoire, etc.*)

McKay Mining Corp. :—(Voir Concession minière.)

Mères nécessiteuses :—(Voir Assistance aux—.)

Mines :—(Voir Routes dans régions minières.)

Mont-Joli : (Voir Chemin de—.)

*Montréal, cité :—*1. Combien Gouvernement de la Province devait-il à—, au 30 juin 1938; au 31 décembre 1938; combien actuellement, 41.

2. (*Voir Parcs de—.*)

*Municipalisation de l'électricité :—*Y a-t-il des municipalités qui se sont prévaluées depuis le 20 mai 1937, de la loi autorisant la— en établissant un service de distribution d'électricité, 350.

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—*Suite.*

Murdock, Jos.:—Un contrat a-t-il été accordé, en 1938, dans Shipshaw, à M.—; a-t-il été accordé après demande de soumissions; prix, 337.

New-Carlisle:—Combien y a-t-il d'employés au bureau du chômage de—; noms, salaire, reçoivent-ils d'autres salaires, noms et salaires additionnels, 343.

Office du Crédit Agricole:—(Voir *Bédard, Jos.*)

Office du Prêt Agricole:—(Voir *Prêt agricole.*)

Pageau, Aimé:—M.—, maire de l'Ancienne Lorette, est-il à l'emploi des Mines, Chasse et Pêcheries; depuis quelle date, quel travail, son salaire par mois, montant global payé; le Département emploie-t-il d'autres fonctionnaires pour même emploi, 74.

Parcs de Montréal:—Quels montants le Ministère Fédéral du Travail a-t-il payés au Gouvernement en contribution aux travaux des—, du 1er janvier 1936 au 31 octobre 1938, 353.

Paspébiac:—(Voir *Congelation du poisson à—.*)

Passages à niveau:—1. La Voirie a-t-elle reçu des subventions de la Commission des chemins de fer pour la suppression des— en 1936, 1937, 1938; quel montant reçu, 130.

2. La Commission des Chemins de fer a-t-elle conclu arrangement avec la voirie au cours de 1936-37 et 1938, par lequel elle a convenu payer \$750,000.00 à la province pour la suppression, des—, 227.

Pensions de vieillesse:—Combien le gouvernement a-t-il déboursé pour les—du 1er septembre 1936 au 1er janvier 1939; montants reçus des autorités fédérales comme contribution aux— du 1er septembre 1936 au 1er janvier 1939, 133.

Perron, J.-Octave:—Le gouvernement a-t-il démis de ses fonctions l'inspecteur—; le gouvernement avait-il reçu des plaintes et par qui; a-t-il remboursé, 190.

Pont du Boulevard Pie IX:—Quel montant le Ministère fédéral du travail a-t-il payé à la province, en contribution au—, à compter du 1er janvier 1936 au 31 octobre 1938, 353.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—*Suite.*

Portneuf-Baie Comeau:—(Voir *Santerre*.)

Prêt Agricole:—Depuis le 3 février au 8 février 1938, des prêts ont-ils été accordés par l'Office du Prêt agricole dans le comté de Bagot; noms des personnes à qui prêts consentis et montant; durant même période, prêts ont-ils été payés sur des emprunts faits dans ce comté par le même office, noms des personnes à qui ils ont été faits et les montants payés, 114.

Prévisions budgétaires:—Quel était le montant total des— soumises à la législature pour 1928-29 à 1935-36, sans compter la période de 1936-37 de l'ancien régime; montant total des dépenses ordinaires, extraordinaires et de capital pendant même période; excédent des dépenses sur le budget soumis pour ces mêmes années, 153.

Procès Antonio Godon:—(Voir *Godon, Antonio*.)

Protection des forêts:—Combien de personnes étaient employées par le Gouvernement à la—, le 26 août 1936, en qualité de: Inspecteurs; garde-feu; inspecteurs auxiliaires; leur salaire annuel global, combien d'employés le 26 août 1938 et leur salaire annuel global, 54.

Raymond, Antoine:—Le docteur—, de St-Louis du Ha! Ha! est-il à l'emploi du Gouvernement, pour donner soins médicaux aux colons de St-Elzéar, Témiscouata; salaire; se fait-il payer par colons, 22.

Rentes seigneuriales:—Les salaires des officiers et employés affectés au capital requis pour rachat des— substituées aux droits seigneuriaux, ont-ils été fixés, quelle date ont-ils été établis; personnes qui ont retiré salaires, dépenses de voyages, y a-t-il des membres de l'Assemblée législative qui ont retiré depuis 12 avril 1938 des traitements et dépenses de voyages, 349.

Revenu et Dépenses:—(Voir *Assistance publique*.)

Rivière-du-Loup:—(Voir *Marquis, Louis*.)

Rogers-Tremblay:—(Voir *Lévis*.)

Route entre Lac des Aigles et Saint-Narcisse:—Le gouvernement contribue-t-il à la—, canton Biencourt, et St-Narcisse, comté Ri-

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—*Suite.*

mouski; quel montant, contrat a-t-il été donné, soumissions ont-elles été demandées, personnes qui travaillent à cette route; montant dépensé au premier mars 1939, 341.

Route nationale de Saint-Grégoire, Saint-Célestin et Saint Léonard :— Le gouvernement a-t-il recouvert de gravier la—, comté Nicolet; travail fait à la journée ou au contrat; quel prix, à qui accordé, 339.

Route Portneuf-Baie Comeau :— (Voir *Santerre, Ferdinand.*)

Routes dans régions minières :—Quels montants le gouvernement fédéral s'est-il engagé à payer à la province en 1936, 1937 et 1938 pour la construction de—, 186.

Saint-Benjamin :—Des travaux de colonisation ont-ils été faits en octobre dernier sur une route de—, comté de Dorchester; étaient-ils sous la direction de Odilon St-Hilaire; chèque a-t-il été émis à Aldéric Bolduc; à quelle date, 171.

Saint-Benoît Labre :—Combien le gouvernement a-t-il payé par verge pour le charroiyage du gravier dans la paroisse de—, comté de Beauce; donnez le prix établi suivant la distance, 184.

Saint-Célestin :—(Voir *Route nationale de St-Grégoire.*)

Saint-Charles de Mandeville :—La colonisation a-t-elle fait des travaux dans—, comté de Berthier au cours de l'été dernier; noms des personnes employées; montant total payé à chacune d'elles, 172.

Saint-Damien de Brandon :—La colonisation a-t-elle fait des travaux dans la paroisse de Saint-Damien de Brandon, comté de Berthier, au cours de l'été 1937; noms des personnes employées à ces travaux; montant total payé à chacune d'elles, 179.

Saint-Elzéar :—(Voir *Martin, Jos.*)

Saint-Emile :—Le Gouvernement fait-il construire une école à St-Emile, comté de Québec; a-t-il nommé quelqu'un pour surveiller; nom, adresse, son salaire, 67.

Sainte-Emélie de l'Energie :— La Voirie a-t-elle fait des travaux au cours de l'année dernière dans— sur le chemin qui conduit à St-Côme; sur la recommandation de qui, coût, ouvriers ont-ils été payés, 226.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—*Suite.*

Saint-Gabriel de Brandon :— La Voirie a-t-elle fait des travaux dans —, comté de Berthier, au cours de l'été 1938; noms des personnes employées à ces travaux; montant total payé à chacune d'elles, 173.

2. La colonisation a-t-elle fait des travaux dans la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, au cours de l'été dernier; noms des personnes employées à ces travaux; montant total payé à chacune d'elles, 240.

Saint-Grégoire :—(Voir *Route nationale de—*.)

Sainte-Hélène :—(Voir *Ile—*.)

Saint-Léonard :—Le gouvernement a-t-il fait casser de la pierre à—, comté Nicolet, durant l'hiver 1937-38; travail fait par contrat et à qui donné et à quel prix, 339. (Voir *Route nationale de Saint-Grégoire*.)

Saint-Michel des Saints :—La colonisation a-t-elle fait des travaux dans —, comté de Berthier, au cours de l'été dernier; noms des personnes employées à ces travaux; montant total payé à chacune d'elles, 172.

Saint-Romuald :—(Voir *Lévis, comté*.)

Sainte-Thècle :—(Voir *Sinistrés de—*.)

Salaires raisonnables :—Combien a coûté à date l'application de la loi des— (1 Geo. VI, chap. 50):—en salaires, en frais d'administration ou dépenses, 66.

Santerre, Ferdinand :—M.—, de Rimouski, a-t-il vendu du bois au gouvernement; quantité, prix, soumissions demandées, bois a-t-il été employé à la route Portneuf-Baie Comeau, 339.

Service maritime entre l'Ile aux Grues et Québec :—Le Gouvernement a-t-il établi un— depuis le 26 août 1936; nature de l'aide donnée par le gouvernement; montant mensuel de cette subvention; combien de mois par année et à qui payé, 163.

Shawinigan Falls :—1. Combien le gouvernement a-t-il dépensé pour des améliorations, travaux et constructions dans la ville de—, du 26 août 1936 au 1er février 1939; nature de ces travaux, coût dans chaque cas, 130.

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—*Suite.*

2. Même question pour cité de Trois-Rivières, cité de Lachine, cité de Sherbrooke, 131.

Sherbrooke :—(Voir *Shawinigan Falls*).

Sinistrés de Sainte-Thècle :—Quels montants octroyés aux—, comté Laviolette, pour venir en aide à la suite de l'ouragan de 1938; le gouvernement a-t-il une liste et montants payés, 350.

Taxes : (Voir *Exemptions et Commutations de—*.)

Terre-Neuve :—(Voir *Concession Minière*.)

Terres et forêts :—(Voir *Protection des forêts*.)

Thibeault, Aurélien :—La Commission des Accidents du Travail a-t-elle fait rapport au Procureur Général au sujet de compensation à—, date, recommande-t-il procédures contre—, procédures ont-elles été prises, 344.

Travaux de chômage :—(Voir *Lévis*; *Ile Sainte-Hélène*; *Jardin Botanique*; *Aide à la Jeunesse*.)

Travaux de Colonisation :—(Voir *Saint Benjamin*; *Saint-Charles de Mandeville*; *Saint-Michel des Saints*; *Saint-Damien de Brandon*; *Lavaltrie*.)

Travaux de Constructions octroyés par gouvernement :—(Voir *Shawinigan Falls*.)

Traverses à niveau :—(Voir *Passages à—*.)

Trois-Rivières :—(Voir *Shawinigan Falls*.)

Unité Sanitaire (Rivière-du-Loup): (Voir *Marquis, Louis*).

Vidricaire, Aline :—Madame—est-elle à l'emploi du Département du Travail, depuis quand, quel service, son salaire, 344.

Voirie :—(Voir *Chemin de Mont-Joli au Sanatorium*; *Chlorure de calcium*; *Route Nationale de Saint-Grégoire*; *Saint-Emélie de l'Energie*; *Saint-Gabriel de Brandon*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS D'ORDRE:—

1° *Concernant les bills* :

- (a) A la motion de 1ère lecture du bill 175, objection est soulevée qu'avant adoption de l'Adresse, il ne doit être procédé à aucune affaire; l'Orateur déclare motion irrégulière, l'urgence n'ayant pas été invoquée, 18.
- (b) Sur rapport du Président du comité plénier *re* bill 17, déclarant: Que pendant remarques du Premier ministre, le député de Québec Centre a fait rectification; le Premier se lève de nouveau pour prendre la parole, le député de Kamouraska soulève point d'ordre. Président a décidé qu'il ne pouvait y avoir point d'ordre puisque personne n'avait encore parlé. Le député de Kamouraska en appelle. Vote en chambre, décision du Président maintenue, 76.
- (c) Au cours du débat sur motion de 3e lect. *re* bill 30, *l'honorable M. Paquette* dépose document no 19 relatif à démission des commissaires accidents du Travail, 135.
- (d) Au cours de la discussion sur motion de 2e lect. du bill 38, point d'ordre soulevé que le mercredi les motions des députés ont priorité sur les mesures du gouv.; l'Orateur décide que art. 122 est tombé en désuétude, 198.
- (e) Le Président du comité pl. ayant fait rapport sur rés. du bill 69 à l'effet que Premier ministre a mentionné bienfaits de la loi du Prêt agricole, le chef de l'Opposition a prétendu, au comité, que le Premier ministre n'était pas dans l'ordre, 232. Nouveau Rapport à l'effet que le Premier ministre a déclaré que le vote qui vient d'être pris était de nature à faire croire que l'Opp. avait de la haine contre cultivateurs; point d'ordre renvoyé par président, 235.
- (f) Sur la motion de 2e lect. bill 73, *M. Casgrain* propose amendement: objection soulevée à l'effet qu'il est irrégulier d'amender un bill en 2e lecture et que l'amendement entraînerait dépenses additionnelles; décision de l'Orateur en ce sens; appel, décision maintenue, 248.
- (g) En comité plén. sur résolutions relatives au bill 77, Président du Comité fait rapport: Premier était à répondre à une digression faite par le chef de l'Opposition relativement à sa nomination comme sénateur, le député de Montmagny a soulevé point d'ordre parce que Premier ministre s'écartait de la résolution; appel, vote, décision du Président maintenue, 258.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS D'ORDRE:—Suite.

De nouveau en comité, un deuxième rapport est fait: le Président déclare qu'il a décidé que résolution était adoptée; appel de sa décision, décision du Président maintenue, 262.

- (h) Motion pour se former en comité pl. sur bill 80, *M. Drouin* propose amendement, l'Orateur refuse de le lire parce que cet amdt donnerait à la motion une forme négative, 300.
- (i) En comité pl. sur rés. relatives au bill 80, Président du comité fait rapport: Lors de l'étude du parag. (a) de la rés. 1, au bill 80, a déclaré ce parag. adopté. Député de Berthier en appelle de cette décision; vote; décision du Président maintenue, 312.

2° Concernant Adresse—Discours du Trône :

- (a) Point d'ordre à motion de 1ère lecture bill 175, qu'il ne doit pas être procédé à aucune affaire avant adoption de l'adresse, 18.
- (b) Point d'ordre soulevé qu'il est irrégulier de référer à une cause pendante (le député de Montréal-Dorion ayant fait allusion d'irrégularités à l'élection de Montréal-S. Louis,) 45.
- (c) Au cours du débat, un incident s'élève au sujet de la sortie du cabinet du député de Laval. 51.

3° Concernant Documents de la Session :

- (a) Au cours du débat, proposant motion pour ordonner dépôt *re* Lambton, point d'ordre, l'Orateur décide que *M. Tardif* a droit de se défendre contre imputations que contenait le discours de *M. Casgrain*, 97.
- (b) Après remarques verbales du Premier ministre, motion concernant Cour des jeunes délinquants et de Bien-Etre, la motion pour faire déposer correspondance est retirée, 94.
- (c) A la motion pour faire déposer correspondance relative à *M. Field*, avocat, le Premier ministre soulève point d'ordre que motion est irrégulière, 156 à 161.
- (d) Après discussion sur la motion proposant de déposer correspondance relative à entrepôt frigorifique à l'Isle Verte, la motion est retirée, 158.

4° Concernant les Subsidies :

- (a) En comité; Président du comité fait rapport: au moment de la discussion de l'art. 146 du Budget, le député de

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS D'ORDRE:—*Suite.*

- Montmagny a tenté de discuter art. 168 se rapportant à la traverse entre Ste.Catherine et Tadoussac; Premier ministre soulève point d'ordre; celui-ci maintenu par Président; appel, vote, décision du Président maintenue, 159 à 161.
- (b) Motion pour aller en comité des subsides; amdt proposé, objection qu'amdt est irrégulier; l'Orateur décide que l'amdt ne se rapporte ni à la politique ni à l'adm. du gouv., appel, décision maintenue, 165. M. *Chaloult* ayant lu un amdt, qu'il désire proposer au sujet de primes sur beurre et fromage; objection est faite que la question a déjà été décidée le 16 fév., 165 à 168.
- (c) En comité, Président fait rapport qu'il a déclaré adopté art. 170 du budget; appel de cette décision, celle-ci maintenue, 193; comité continue de siéger, Président fait 2e rapport à l'effet qu'il a déclaré adopté art. 171 du budget; même appel, même décision maintenue, 193 à 197.
- (d) Motion pour aller en subsides, amdt proposé, objection qu'amdt est irrégulier parce qu'il contient des allégations contraires aux faits, 237 à 240.
- (e) Motion pour aller en subsides, amdt proposé, objection que l'amdt est irrégulier parce qu'il critique une loi de la Province, 287 à 289.

5° *Concernant divers :*

- (a) Premier ministre demande à l'Orateur d'exprimer son avis sur art. 229a du Règlement; l'Orateur décide que cet article est applicable en comité plénier; appel; vote; décision maintenue, 175.
- (b) Motion que la Chambre passe à l'ordre no 98 du Feuilleton Premier ministre propose amdt à l'effet que le chef du gouv. décidera du moment de le faire appeler, vote, amdt adopté, 230.

R

REDISTRIBUTION:—(Voir DISTRICTS ÉLECTORAUX; COMITÉS (*Redistribution.*))

REFONTE DES LOIS DE LA PROVINCE:—Loi pourvoyant à la refonte des
— (Voir BILLS, No 34.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

RÉGIE PROVINCIALE DE L'ÉLECTRICITÉ:—Loi relative à la— et au Syndicat de l'électricité. (Voir BILLS, No 44.)

RÈGLEMENTS (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

RÈGLEMENTS DE LA CHAMBRE:—(Motion que les—de la Chambre, art. 229a, y soit inséré, débat, vote, motion adoptée, 68, 69. Premier ministre demande à l'Orateur d'exprimer avis sur art. 229a et s'il s'applique aux séances du comité plénier. Orateur décide que l'article qui a trait à la durée des discours, paraît applicable en comité pl., 175; appel de la décision, décision maintenue, 177. (VOIR BILLS (*Procédures incidentes*); PÉTITIONS; QUESTIONS D'ORDRE; CONDUITE DES PROCÉDURES.)

RÉSOLUTIONS:—(Voir BILLS (*Procédures incidentes*.)

RESSOURCES NATURELLES:—Loi relative à la mise en valeur des—. (Voir BILLS, No 17.)

RESSOURCES NATURELLES:—Loi pour la conservation des— de la province. (Voir BILLS, No 91.)

RÉVÉRENDIS PÈRES DE SAINTE-CROIX:—Loi pour remplir les obligations inexécutées envers les—. (Voir BILLS, No 21.)

RIVIÈRE-DU-LOUP, CITÉ:—Loi ratifiant règlement No 210 de la—. (Voir BILLS, No 148.)

RIVIÈRE-DU-LOUP:—(Voir BELLECHASSE,— ET MONTCALM.)

ROCHETTE, J.-C.-D.:—(Voir LÉVIS.)

ROUYN:—Loi modifiant la charte de la ville de—. (Voir BILLS, No 155.)

ROWE:—(Voir SILVER, PAUL HERBERT.)

ROY, GEORGES-ALBERT:—Loi concernant le barreau et—. (Voir BILLS, No 116.)

RUES PUBLIQUES:—Loi relative aux—. (Voir BILLS, No 35.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

S

SAINT-BENOIT-DU-LAC:—Loi concernant les Pères Bénédictins de—, et la municipalité d'Austin. (Voir *BILLS, No 136.*)

SAINTE-CLOTHILDE:—Loi érigeant la paroisse de—, district de Beauce. (Voir *BILLS, No 179.*)

SAINTE-CROIX:—(Voir (RÉVÉREND S PÈRES DE—.)

SAINT-DAVID D'ESTCOURT:—Loi concernant les syndics de—. (Voir *BILLS, No 176.*)

SAINT-GÉDÉON:—Loi concernant la paroisse de— et la Compagnie J. & P. Limitée. (Voir *BILLS, No 107.*)

SAINT-GERMAIN DE RIMOUSKI:—Loi éteignant une hypothèque affectant des lots situés en la paroisse de— et de Notre-Dame du Sacré-Cœur de Rimouski. (Voir *BILLS, No 142.*)

SAINT-HYACINTHE:—(Voir HÔTEL-DIEU DE—.)

SAINT-JEAN BOSCO:—(Voir INSTITUT—.)

SAINTE-JEANNE D'ARC:—(Voir HÔPITAL—.)

SAINT-JÉRÔME DU LAC SAINT-JEAN:—Loi concernant les syndics de—. (Voir *BILLS, No 154.*)

SAINT-LAURENT:—Loi ratifiant une résolution de la ville de—. (Voir *BILLS, No 156.*)

SAINT NICHOLAS RUSSIAN ORTHODOX CHURCH:—Loi constituant en corporation *The—*, de Montréal. (Voir *BILLS, No 111.*)

SAINT-NICOLAS-SUD:—Loi relative à la paroisse de—. (Voir *BILLS, No 185.*)

SAINT-SULPICE:—(Voir SÉMINAIRE.)

SAINT-VINCENT-DE-PAUL:—Loi relative à—, comté de Laval. (Voir *BILLS, No 163.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SALAIRES RAISONNABLES:—

1. Loi des—. Voir *BILLS, No 42.*)
2. (Voir *TRAITEMENTS*, — et gages.)

SALABERRY DE VALLEYFIELD:—Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir *BILLS, No 125.*)

SANCTION DES BILLS:—Le 9 février, 47; 1er mars, 95; 16 mars, 143; 30 mars, 214; 28 avril, (Prorogation), 367.

SANTÉ:—(Voir *HYGIÈNE.*)

SAVANNE SAINT-CHARLES:—(Voir *DRAINAGE DE LA—.*)

SÉANCES:—

Le 21 mars la Chambre décide qu'à commencer le 24 mars elle tiendra 1 séance le vendredi, de 11 hrs du matin à 11 hrs du soir, avec suspension de 1 à 3 hrs et de 6 à 8 hrs, 154.

Le 28 mars, elle décide qu'à l'avenir elle tiendra 1 séance le lundi, de 11 hrs du matin à l'ajournement, avec suspension de 1 à 3 hrs et de 6 à 8 hrs, 188.

Le 28 mars, elle décide qu'à l'avenir, aucune séance ne soit levée, le soir, à moins que la Chambre n'ait pris une résolution à cet effet, 188.

Le 11 avril, elle décide qu'à l'avenir, elle tienne 2 séances tous les jours, sauf le dimanche, de 3 à 6 hrs, et de 8 hrs à l'ajournement, 222.

Le 13 avril, elle décide qu'à l'avenir, elle tienne le vendredi 1 séance de 11 hrs à 1 hr. en plus des séances de 3 hrs et de 8 hrs, 241.

Le 25 avril, elle décide qu'à l'avenir, elle tienne 3 séances tous les jours, sauf le dimanche: à 11 hrs, à 3 hrs et à 8 hrs, 274.

La Chambre, dans toute une semaine, n'a siégé qu'une fois: le jeudi (26 janvier), 13.

La Chambre a siégé le vendredi, 183, 245, 357.

La Chambre a siégé après minuit, 325.

La Chambre a tenu 3 séances distinctes, le même jour, (mercredi, 26 avril), 290.

La Chambre a tenu 2 séances distinctes, (jeudi, 27 avril), 326.

La Chambre a tenu une seule séance, le vendredi, 28 avril, 357.

(Voir *AJOURNEMENT; ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.*)

SECOURS DE CHÔMAGE:—

1. Loi relative à l'administration des—. (Voir *BILLS, No 26.*)
2. (Voir *CHÔMAGE.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SECOURS DIRECT:—(Voir SECOURS DE CHÔMAGE.)

SECRÉTAIRE DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE:—(Voir GREFFIER.)

SÉCURITÉ DANS LES ÉDIFICES PUBLICS:—Loi du département des travaux publics et du travail relativement à la—. (Voir BILLS, *No 23.*)

SÉMINAIRE SAINT-SULPICE:—Loi concernant le—. (Voir BILLS, *No 143.*)

SERMENTS D'OFFICE:—Loi relative à la prestation des—. (Voir BILLS, *No 1.*)

SERVICE CIVIL:—Loi du—. (Voir BILLS, *No 31.*)

SERVICE GÉNÉRAL D'ACHATS:—Loi instituant un — pour le gouvernement. (Voir BILLS, *No 20.*)

SERVICES PUBLICS:—(Voir COMMISSION DES—.)

SESSION:—Ouverture, 19 janvier 1938, 1; clôture, 28 avril, 1938, 372.

SHERBROOKE:—Loi relative à la cité de—. (Voir BILLS, *No 165.*)

SILVER, PAUL HERBERT:—Loi changeant le nom de— et *al* en celui de Rowe. (Voir BILLS, *No 104.*)

SOCIÉTÉS:—(Voir COMPAGNIES; CORPORATIONS.)

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES:—

1. Loi des—. (Voir BILLS, *No 57.*)

2. Loi pour aider les—. (Voir BILLS, *No 65.*)

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE:—Loi des—. (Voir BILLS, *No 60.*)

SŒURS DE LA CHARITÉ DE L'HÔTEL-DIEU DE SAINT-HYACINTHE:—Loi modifiant la charte des—. (Voir BILLS, *No 110.*)

SOUFRE, ACIER ET AUTRES SOUS-PRODUITS DE FER:—Loi pour fabrication du—. (Voir BILLS, *No 45.*)

SPORTS:—(Voir CONSEIL PROVINCIAL DES—.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

STANDARD CHURCH OF AMERICA:—Loi constituant en corporation
The—. (Voir *BILLS*, No 145.)

STANSTEAD:—(Voir *COLLÈGE DE—*.)

STATUTS REFONDUS:—(Voir *REFONTE DES LOIS*; *CODES*.)

SUBSIDES:

Dépôt du budget pour 1940, et renvoi à comité des—, 93. (No 1).
Dépôt du budget supplémentaire pour 1939, et renvoi à comité
des—, 286. (No 2).

Constitution du comité des—, 58; du comité des voies et moyens,
58. Dépôt des Comptes publics, 1938, 93. (No 18.).

Motion que l'Orateur quitte le fauteuil pour se former en comité
des subsides; motion adoptée, (8 résolutions adoptées,) 100.

De nouveau en comité, 11 rés. adoptées, 112; 10 rés. adoptées, 115;
25 rés. adoptées, 127 à 129; 3 rés. adoptées, 135; 8 rés. adop-
tées, 141; 7 rés. adoptées, 145; 2 résolutions adoptées, 158;
siègera de nouveau à présente séance, 158.

De nouveau en comité des subsides; au cours de la discussion le
président du comité fait rapport à l'effet que le député de
Montmagny a tenté de discuter art. 168 se rapportant à la
traverse entre Ste-Catherine et Tadoussac; premier ministre
soulève point d'ordre; le président a maintenu point d'ordre;
appel à la Chambre, vote, décision du président maintenue,
159; comité des subsides continue à siéger (1 résolution adop-
tée) 159 à 161.

De nouveau en comité (6 résolutions adoptées), 165.

L'ordre appelle la Chambre à se former en comité, débat, amdt
proposé par M. Casgrain (voir texte plus bas); objection
qu'admt est irrégulier; l'Orateur maintient objection parce
que l'amdt ne se rapporte ni à la politique ni à l'administration
du Gouv.; appel de la décision, vote, décision maintenue, débat
se continue sur motion principale; M. Chaloult ayant lu
amdt, qu'il désire proposer au sujet de primes sur beurre et
fromage; objection est faite que la question a déjà été décidée
le 16 fév.; l'Orateur déclare amdt irrégulier parce qu'il contre-
vient à l'art. 153; appel de la décision, vote, décision main-
tenue; la Chambre se forme en comité, progrès, 165 à 168.

L'ordre appelle la Chambre à se former en comité, débat, amdt
proposé par M. Chaloult (voir texte plus bas), vote, amdt
rejeté, motion principale adoptée; en comité, progrès, 174
à 175.

De nouveau en comité, 16 résolutions adoptées, 177 à 179;

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Docu-
ments de la Session" et "Questions".

SUBSIDES:—*Suite.*

- De nouveau en comité, président fait rapport qu'il a déclaré adopté art. 170 du budget, appel de cette décision ayant été fait, question soumise à la Chambre, vote, décision du président maintenue; le comité continue, le président fait deuxième rapport pour art. 171, même appel, même décision, comité continue de siéger, (13 résolutions adoptées), 193 à 197.
- De nouveau en comité, 5 résolutions adoptées, 205; 43 résolutions adoptées, 216 à 219.
- De nouveau en comité, progrès, 226.
- De nouveau en comité, 12 résolutions adoptées, dont une après minuit, 228, 229.
- L'ordre appelle la Chambre à se former en comité, débat, amdt proposé par M. Bouchard (voir texte plus bas); objection que amdt est irrégulier parce qu'il contient des allégations contraires aux faits; l'Orateur déclare objection bien fondée, appel, vote, décision maintenue, débat continué, amdt proposé par M. Bastien (voir texte plus bas), débat, vote, amdt rejeté, motion principale adoptée, en comité (3 résolutions adoptées), 237 à 240.
- L'ordre appelle la Chambre à se former en comité, débat, amdt proposé par M. Chaloult (voir text plus bas), vote, rejeté, motion principale adoptée, en comité (2 résolutions adoptées), 250, 251.
- L'ordre appelle la Chambre à se former en comité, débat, amdt proposé par M. Delagrave (voir texte plus bas), vote, rejeté, motion principale adoptée, en comité (une résolution adoptée), 255 à 257.
- De nouveau en comité, 6 résolutions adoptées, 265; 1 résolution adoptée, 27.

Budget de 1939:

- L'ordre appelle la Chambre à se former en comité, débat, un amendement est proposé (*sic*) par M. Bouchard; objection que l'amdt est irrégulier parce qu'il critique une loi de la Province; l'Orateur décide qu'il est irrégulier parce qu'il n'est pas permis de critiquer une loi de la province si ce n'est en proposant de l'abroger ou de la modifier, et l'Orateur met l'amdt de côté; appel de cette décision, vote, décision maintenue; motion principale adoptée, en comité (15 résolutions adoptées), 287 à 289.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SUBSIDES:—*Suite.*

De nouveau en comité, 18 résolutions adoptées, 292; 1 résolution adoptée, 325; (Séance continue après minuit), 325.

L'ordre appelle la Chambre à se former en comité, débat, amdt de M. Bouchard (voir texte plus bas), vote, rejeté, motion principale adoptée, en comité, 30 résolutions adoptées, 327 à 330.

Amendements:

M. Casgrain :

Cette Chambre blâme gouvernement de violer droits des représentants du peuple (a) en ne répondant pas aux questions du feuillet, (b) en ne déposant pas documents dont production est ordonnée, 166.

M. Chaloult :

Cette Chambre exprime avis que gouvernement devrait prohiber toute annonce de vin, bière ou alcool, 174.

M. Bouchard :

Cette Chambre regrette que gouvernement n'ait pas concouru avec fédéral pour établissement d'un système d'assurance-chômage, 237.

M. Bastien :

Cette Chambre regrette que gouvernement ait refusé de faire bénéficier les villes de la loi fédérale pour aider municipalités à faire améliorations rentables, 238.

M. Chaloult :

Cette Chambre regrette que gouvernement n'ait pas créé Office de Géographie, ainsi qu'il avait été résolu le 18 mai 1937, 250.

M. Delagrave :

Cette Chambre blâme gouvernement d'avoir accordé contrats, sans demande de soumissions publiques par la voix des journaux, 256.

M. Bouchard :

Cette Chambre déclare qu'elle a droit d'obtenir renseignements complets sur l'emploi des deniers publics et gouvernement refuse de les donner, 327.

SUBSIDES:—Loi relative aux— de 1939 et 1940. (Voir *BILLS, No 33.*)

SUCCESSIONS:—(Voir *DROITS SUR LES—.*)

SURCAPITALISATION:—(Voir *ÉPARGNE POPULAIRE.*)

SYNDICAT DE L'ÉLECTRICITÉ:—(Voir *RÉGIE PROVINCIALE DE L'—.*)

SYSTÈME ROUTIER:—(Voir *LOI 2 GEO. VI, c. 51.*)

T

TAXES:—(Voir *CORPORATIONS ET COMPAGNIES; CONSOLIDATION.*)

TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES:—Loi prolongeant délai de consolidation des—. (Voir *BILLS, No 16.*)

TÉMISCAMINGUE:—(Voir *COLONISATION DANS LE—.*)

TEMISCAMINGUE AND ABITIBI RAILWAY COMPANY:—Loi modifiant la charte de The—. (Voir *BILLS, No 150.*)

TENURE:—(Voir *CONSTITUTS OU RÉGIME DE—.*)

TERRES ET FORÊTS:—(Voir *COLONISATION.*)

TITLE GUARANTEE AND TRUST CORPORATION:—Loi autorisant une enquête sur The—. (Voir *BILLS, No 27.*)

TRAITEMENTS DES MINISTRES:—(Loi I Ed. VIII, (2e s.), c. 10—(Voir *BILLS, No 6.*)

TRAITEMENTS, SALAIRES ET GAGES:—(Voir *INSAISSABILITÉ DE—.*)

TRAMWAYS DE MONTRÉAL:—Loi modifiant la loi 1 George VI, chapitre 104, relative au règlement de la question des—. (Voir *BILLS, No 50.*)

TRANSPORT ET COMMUNICATION:—(Voir *COMPAGNIES DE—.*)

TRAVAIL:—(Voir *ACCIDENTS DU—; CONVENTIONS COLLECTIVES DU —. SÉCURITÉ, ÉDIFICES PUBLICS.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

TRAVAUX DE CHÔMAGE:—Loi concernant les dépenses du gouvernement pour—. (Voir *BILLS, No 41.*)

TRAVAUX DE LA SESSION:—Tableau des—, 375.

TRAVAUX PUBLICS:—(Voir SÉCURITÉ DANS LES ÉDIFICES.)

TRÉSOR:—(Voir DÉPENSES DES DENIERS PUBLICS.)

TROIS-RIVIÈRES:—Loi modifiant la charte de la cité des—. (Voir *BILLS, No 117.*)

U

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL:—Loi pour venir en aide à l'—. (Voir *BILLS, No 28.*)

UNIVERSITÉ LAVAL, MCGILL, ET BISHOP'S COLLEGE:—(Voir *BILLS No 93.*)

UNIVERSITÉ MCGILL:—(Voir UNIVERSITÉ LAVAL, ETC.)

URSULINES DES TROIS-RIVIÈRES:—Loi concernant “La Communauté des Religieuses—. (Voir *BILLS, No 162.*)

USINES DE CHICOUTIMI:—Loi favorisant la réouverture des—. (Voir *BILLS, No 63.*)

V

VACANTS:—(Voir BIENS—ET SANS MAÎTRE.)

VAILLANCOURT, CYRILLE:—(Voir LÉVIS.)

VAL D'OR:—Loi concernant les municipalités scolaires catholiques et protestantes de—. (Voir *BILLS, No 96.*)

VALIQUETTE, ALPHONSE:—Loi concernant la succession de feu—. (Voir *BILLS, No 133.*)

VALLEYFIELD:—(Voir SALABERRY DE—.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: “Documents de la Session” et “Questions”.

VANIER, JOHN:—(Voir PÉTITION.)

VENTE DES PRODUITS AGRICOLES:—Loi pour aider la—. (Voir BILLS, No 88.)

VENTES À TEMPÉRAMENT:—Loi relative aux—. (Voir BILLS, No 39.)

VERDUN:—

1. Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir BILLS, No 128.)

2. (Voir COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE—.)

VICTORIAVILLE:—Loi modifiant la charte de la ville de—. (Voir BILLS, No 137.)

VILLAGES MINIERS:—

1. Loi concernant l'organisation municipale des—. (Voir BILLS, No 74.)

2. (Voir MINES).

VILLE-MARIE:—(Voir ÉCOLE D'AGRICULTURE DE—.)

VILLES:—(Voir CITÉS ET—.)

VOIES ET MOYENS:—

Constitution du comité des voies et moyens, 58.

Motion que l'Orateur quitte le fauteuil pour que la Chambre se forme en—, débat ajourné, 94. Reprise du débat, se continue, débat ajourné, pour être repris à présente séance, 108. Reprise du débat, se continue, débat ajourné, 110. Reprise du débat, ajourné pour être continué au cours de la séance, 112. Reprise du débat, débat ajourné, 113. Reprise du débat, amendement proposé par M. Casgrain (voir texte plus bas), débat sur l'amendement, débat ajourné, 120. Reprise du débat sur l'amendement, amendement rejeté sur vote; 126, 127; débat se continue sur motion principale, motion adoptée, 127, la Chambre se forme en comité des—, progrès, 127. De nouveau, en comité, deux résolutions sur budget de 1939 et celui de 1940, adoptées, 331.

Amendement:

M. Casgrain:

Cette Chambre recommande au gouv. d'adopter mesures (a) pour cesser dépenses extravagantes, (b) pour administrer sans emprunter sommes considérables et augmenter ainsi dette publique, 120.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

VOIRIE:—(Voir GAZOLINE; LOI 2 GEO. VI, c. 51.)

VOTE: Aucun “non”, 102.

VOTE:—(Voir LOI ÉLECTORALE (bill 182), 169, 207.

VOTE DES FEMMES:—Loi relative au—. (Voir BILLS, *No 182.*)

VUES ANIMÉES:—(Voir CENSURE DE CINÉMA.)

W

WILSON, CHARLES:—Loi concernant la succession de l'honorable—. (Voir BILLS, *No 141.*)